
JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE

VOL. XXXIV

269

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LEGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUEBEC

DU 18 JANVIER AU 23 MARS 1900
CES DEUX JOURS INCLUS

Dans la soixante et troisième année du règne de Notre Souveraine Dame
LA REINE VICTORIA

ÉTANT LA TROISIÈME SESSION DU NEUVIÈME PARLEMENT DE LA
LÉGISLATURE DE QUÉBEC

SESSION 1900

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

QUÉBEC :
IMPRIMÉ PAR LA " CIE D'IMPRIMERIE DE QUÉBEC "

1900

VOL. XXXIV



PROCLAMATIONS

CANADA,
Province de Québec, }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande. Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, som-nés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-UNIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le VINGT-UNIÈME jour du mois d'AVRIL mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était adjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MERCREDI, le TRENTE-UNIÈME jour du mois de MAI prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite province de Québec ; TÉMOIN, Notre Fidele et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce DIXIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province que devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le TRENTE-UNIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et à chacun de vous —

SALUT :

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de *Québec*, se trouve convoquée pour le TRENTE-UNIÈME jour du mois de MAI mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, LUNDI, le DIXIÈME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGTIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de Québec, }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume, Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le TRENTE-UNIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de *Québec*, se trouve convoquée pour le TRENTE-UNIÈME jour du mois de MAI mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présent en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, LUNDI, LE DIXIÈME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGTIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

QUÉBEC.

CANADA,
Province de Québec, }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DIXIÈME jour de JUILLET dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le DIXIÈME jour du mois de JUILLET mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, SAMEDI, le DIX-NEUVIÈME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec ; TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce TROISIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et troisième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA.
Province de *Québec*,
[L. S.] }

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, que devait se tenir et avoir lieu en Notre cité Cité de *Québec*, le DIX-NEUVIÈME jour d'AOUT dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de *Québec*, se trouve convoquée pour le DIX-NEUVIÈME jour du mois d'AOUT mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considération, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, JEUDI, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN. Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce SEPTIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et troisième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de Québec, }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatif, de la Province de *Quebec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le VINGT-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de *Québec*, se trouve convoquée pour le VINGT-HUITIÈME jour du mois de SEPTEMBRE mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec*;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, MARDI, le SEPTIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce DIX-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et troisième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de Québec, }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, pnr la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le SEPTIÈME jour de NOVEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de *Québec*, se trouve convoquée pour le SEPTIÈME jour du mois de NOVEMBRE mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, SAMEDI, le SEIZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-HUITIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et troisième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de Québec, }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le SEIZIÈME jour de DÉCEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de *Québec*, se trouve convoquée pour le SEIZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, JEUDI, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de JANVIER prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce QUATRIÈME jour de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-S igneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et troisième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE, du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de JANVIER mil neuf cent—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve prorogée au VINGT-CINQUIÈME jour du mois de JANVIER prochain.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau au DIX-HUITIÈME jour du mois de JANVIER prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en notre dite cité de *Québec*, le dit VINGT-CINQUIÈME jour de JANVIER prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de *Québec*, JEUDI, le DIX-HUITIÈME jour du mois JANVIER prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières, qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de *Québec*, pourront par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

A Notre-Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-TROISIÈME jour de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante-troisième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

SESSION 1900

Jeudi, 18 janvier 1900.

La Législature étant, ce jour, convoquée par proclamation (ci-annexée), pour la dépêche des affaires, et les membres de la Chambre étant assemblés ;

Le message suivant est apporté par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme-huissier de la Verge Noire :—

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, à la salle des séances du Conseil législatif ;

Et étant de retour :

M. l'Orateur informe la Chambre que, durant la vacance, il a reçu des honorables juges de la Cour Supérieure, choisis pour la décision des pétitions d'élections, conformément à "l'Acte des élections contestées de Québec, 1875," les rapports et les jugements suivants relatifs aux élections contestées :

Pour le district électoral de Verchères et

Pour le district électoral de Missisquoi.

Lesquels rapports et jugements sont lus, et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les Journaux de la Chambre, comme suit :

Montréal, 24 mars 1899.

ELECTION CONTESTÉE DE VERCHÈRES.

A l'honorable J. TESSIER,

Orateur de l'Assemblée législative,

Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre, ci-inclus, une copie officielle du jugement rendu le 15 mars par moi, Juge de la Cour supérieure, maintenant les objections préliminaires de Étienne Blanchard à la pétition d'élection présentée contre lui par Louis Fecteau, et renvoyant, en conséquence, la dite pétition d'élection, *Re* : Election contestée de Verchères.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur l'Orateur,

Votre très humble serviteur,

F. LANGELIER,

Juge C. S.

Province de Québec, }
District de Montréal. }

COUR SUPÉRIEURE.

LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC ET AMENDEMENTS

In re.—Election d'un député à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral de Verchères, dans le district judiciaire de Montréal, tenue les douzième et dix-neuvième jours de décembre 1898, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

Le quatorzième jour de mars, mil huit cent quatre-vingt dix-neuf.

PRÉSENT :—L'honorable juge LANGELIER.

LOUIS FECTEAU, ouvrier, de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal,

Pétitionnaire ;

vs.

ETIENNE BLANCHARD, cultivateur, de la paroisse de Saint-Marc, district de Montréal, député à l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral de Verchères,

Défendeur.

La Cour, après avoir entendu les parties, par leurs avocats, sur les objections préliminaires à l'encontre de la pétition d'élection du pétitionnaire ;

Considérant que le dit défendeur a nié spécialement la qualité d'électeur du dit pétitionnaire et son droit de voter à l'élection à laquelle se rapporte la présente pétition d'élection ;

Vu que le dit pétitionnaire n'a pas prouvé qu'il était électeur et avait droit de voter à la dite élection et qu'il pouvait se porter pétitionnaire en cette cause ;

Maintient les dites objections préliminaires et renvoie la dite pétition d'élection en cette cause, le tout sans frais.

(Vraie Copie)

L.-H. COLLARD,

Député-protonotaire C. S.

ELECTION CONTESTÉE DE MISSISQUOI.

PALAIS DE JUSTICE

Montréal, 31 mai, 1899.

CHAMBRE DES JUGES

A l'honorable JULES TESSIER,

Orateur de l'Assemblée législative,

Province de Québec.

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous transmettre, ci-inclus, une copie officielle du jugement rendu par nous, le vingt-cinquième jour de mai courant (1899), dans la cause de l'élection contestée du district électoral de Missisquoi.

Et conformément à la loi, nous avons l'honneur de faire rapport, qu'il n'a pas été prouvé que des manœuvres frauduleuses aient été pratiquées à la dite élection.

Nous avons l'honneur d'être,

Monsieur l'Orateur,

Vos obéissants serviteurs,

HENRI-J. TASCHEREAU, J. C. S.

LOUIS TELLIER, J. C. S.

J. PAGNUELO, J. C. S.

Province de Québec, }
District de Montréal. }

COUR SUPÉRIEURE,
(EN RÉVISION).

LOI DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC ET AMENDEMENTS.

In re :

Election d'un député à l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral de Missisquoi, district judiciaire de Bedford, tenue les douzième et dix-neuvième jours de décembre, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

Le vingt cinquième jour de mai, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

PRÉSENTS : — L'hon. juge TASCHEREAU,

“ “ TELLIER,

“ “ PAGNUELO.

CHARLES SHORT, cultivateur, de la paroisse de St-Ignace de Stanbridge, dans le district électoral de Missisquoi, dans le district judiciaire de Bedford,

Pétitionnaire,

vs.

CÉDRIC LEMOINE-COTTON, du village de Cowansville, daneit district électoral de Missisquoi, district judiciaire de Bedford,

Défendeur.

La Cour, après avoir entendu les parties par leurs procureurs, sur le mérite de la pétition d'élection en cette cause ;

Considérant que le dit pétitionnaire n'a fait aucune preuve des allégations de sa dite pétition d'élection ;

Renvoie la dite pétition d'élection, avec dépens.

(Vraie copie.) L.-H. COLLARD,
Député-protonotaire.

Ordonné :—Que l'honorable M. Marchand ait la permission de présenter un Bill concernant la prestation des serments d'office.

Il présente, en conséquence, ce bill à la Chambre, lequel est reçu et lu la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque la Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de s'adresser par un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale ; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie, dont il donne lecture à la Chambre, comme suit :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je m'empresse de vous offrir, au commencement de cette année, une cordiale bienvenue et mes vœux les plus sincères pour le succès des travaux importants qui vous seront confiés.

Je ne puis inaugurer cette nouvelle session de la Législature de notre province, sans signaler la guerre qui vient d'éclater entre le Gouvernement Impérial et les Républiques de l'Afrique du Sud. Je serai, sans aucun doute, votre interprète en renouvelant à Notre Gracieuse Souveraine, dans cette circonstance, l'assurance de notre entière fidélité et de nos vœux les plus sincères pour le prompt rétablissement de la paix, à l'avantage de la couronne britannique qui nous a concédé nos libertés religieuses, civiles et politiques.

J'ajouterai que nos sollicitudes accompagnent sur le champ de bataille ceux de nos compatriotes qui ont affirmé leur patriotisme en prenant place dans les rangs du contingent canadien.

Plusieurs projets de loi touchant à des intérêts de la plus haute importance seront livrés à vos délibérations. Vous serez appelés à refondre, entre autres, nos lois sur l'Hygiène et sur les Licences ; des amendements aux lois qui régissent les Terres de la Couronne, les Manufactures et les Sociétés Minières vous seront aussi proposés.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Mon gouvernement s'est appliqué assidûment, depuis la dernière session, à continuer l'œuvre de restauration financière à laquelle il s'était engagé, et je suis heureux de pouvoir vous annoncer qu'il a enfin réussi à accomplir cette tâche difficile. Comme vous le constaterez par les comptes publics qui vous seront incessamment soumis, l'équilibre est enfin rétabli dans nos finances, les recettes ordinaires de l'année présentent un excédant sur toutes les dépenses ordinaires et extraordinaires. Avec le concours bienveillant que la députation a, jusqu'ici, accordé à mon gouvernement, je suis confiant que cet état de choses se continuera. Mais il faudra pour cela maintenir, encore pendant quelque temps, la dépense dans ses limites actuelles.

Le règlement des comptes entre les gouvernements de la Puissance et des provinces d'Ontario et de Québec a fait des progrès sensibles, dans le cours de l'année qui vient de se terminer.

Notre province a obtenu du bureau des arbitres une décision importante qui condamne Ontario à verser au fonds des Ecoles Communes une somme de près de trois cent mille piastres. Le gouvernement d'Ontario a cependant donné avis à mon gouvernement qu'il s'adressera à la Cour Suprême pour obtenir la permission d'appeler devant elle de cette décision.

La question des annuités dues à perpétuité aux sauvages du Lac Huron et du Lac Supérieur, en vertu des traités Robinson, offrait des difficultés considérables que mon gouvernement, par un arrangement avec les deux autres gouvernements intéressés, a pu régler définitivement, à son avantage incontestable.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Mon gouvernement n'a rien négligé des œuvres qu'il s'était engagé à promouvoir. L'éducation de la jeunesse a été l'objet de son attention toute spéciale. Il a augmenté l'aide accordée aux municipalités pauvres et aux écoles du soir; il a subventionné pour les élèves institutrices une Ecole Normale qui vient d'être fondée à Montréal; l'œuvre des livres gratuits pour les écoles primaires se poursuit et sera bientôt inaugurée par la distribution d'une excellente carte géographique de notre province à toutes les écoles dans les municipalités qui voudront en bénéficier; les inspecteurs ont donné dans leurs districts respectifs des cours de pédagogie, auxquels se sont rendus, aux frais du gouvernement, un grand nombre d'instituteurs et d'institutrices; et, afin d'encourager ces derniers

dans leur tâche peu rémunérée, mon gouvernement a fait distribuer des primes en argent aux plus méritants d'entre eux.

Afin d'activer la colonisation dans notre Province, mon gouvernement a apporté le plus grand soin à l'ouverture de chemins nouveaux dans les régions colonisables et de nombreux colons en ont profité pour y rechercher des établissements.

L'agriculture a aussi reçu sa large part d'encouragement de mon gouvernement qui, notamment, s'est occupé de la propagation des meilleures espèces d'arbres fruitiers, du perfectionnement des qualités du beurre et du fromage et de l'amélioration des chemins publics dans les différentes municipalités.

Par suite de la décision du Conseil Privé, dont il fut question l'an dernier devant cette législature, mon gouvernement est entré en possession d'une partie des pêcheries qui, antérieurement, étaient administrées par le gouvernement fédéral. L'application judicieuse de la loi passée, à cette occasion, durant la dernière session, et de la loi de chasse ainsi que la part prise par la province à l'Exposition de chasse et de pêche tenue à New-York, en 1899, ont eu pour résultat un accroissement sensible dans le revenu de la province.

Mon gouvernement s'est particulièrement préoccupé de la protection et de la mise à profit de nos immenses régions forestières, ainsi que de nos superbes pouvoirs d'eau et de nos ressources minières. Grâce à son concours, des industries nouvelles et nombreuses continuent à s'établir dans des régions jusqu'à ces derniers temps inhabitées, où des centres manufacturiers et populeux surgissent.

Le bois de pulpe a pris, depuis quelques années, une telle importance, au point de vue de la prospérité de notre population et du revenu public, que mon gouvernement a cru devoir adopter des mesures pour en augmenter l'exploitation dans le pays au bénéfice de notre population industrielle et ouvrière.

Je vous laisse maintenant à la poursuite de vos travaux que la divine Providence, j'en suis persuadé, éclairera de ses lumières.

Proposé par l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Shehyn, et—

Ordonné—Que le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, prononcé devant les deux Chambres de la Législature provinciale, soit pris en considération, demain.

Résolu—Que des Comités permanents de cette Chambre, pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir : 1.—Privi-
lèges et élections ; 2.—Ordres permanents ; 3.—Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières ; 4.—Bills privés 5.—Législation et lois expirantes ; 6.—Comptes publics ; 7.—Agriculture, immigration et colonisation ; 8.—Diffé-

rentes branches d'industrie en cette province ; lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre, à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'honorable M. Marchand, trésorier de la Province, dépose, sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—les Comptes publics de la province de Québec pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1899.—(*Document de la session No. 2*)

L'honorable M. Parent dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le rapport du Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries de la province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin 1899.—(*Document de la session No. 8.*)

L'honorable M. Dechêne dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le rapport du Commissaire de l'Agriculture de la province de Québec, pour 1899.—(*Document de la session No. 3.*)

L'honorable M. Duffy dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le rapport général du Commissaire des Travaux publics de la province de Québec, pour 1899.—(*Document de la session No. 7.*)

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le rapport du Secrétaire et Régistrare de la province de Québec, pour l'exercice du 1er juillet 1898 au 30 juin 1899.—(*Document de la session No. 6.*)

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre,—le 29e rapport des Inspecteurs des prisons, asiles et bureaux publics de la province de Québec, pour l'année 1898.—(*Document de la session, No. 4.*)

L'honorable M. Turgeon dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le rapport du Commissaire de la Colonisation et des Mines de la province de Québec, pour 1899.—(*Document de la session No. 14.*)

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, transmet à M. l'Orateur, un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, signé par Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, comme suit :

(Tous les députés se tenant debout, la tête découverte).

L.-A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun deux, et en vertu de quelle autorisation, et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution des dits statuts.

(Document de la session No. 12.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 18 janvier, 1900.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 19 janvier 1900.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table;

Par M. Robitaille,—la pétition de la cité de Québec.

Par M. Panneton,—la pétition de la ville de Sherbrooke.

Par M. Caron,—la pétition du village de Grand'Mère.

Par M. Chênevert,—la pétition du "Crédit Foncier Franco-Canadien."

Par M. Robitaille,—la pétition de la Cie du chemin de fer "Québec Central"

Par M. Bickerdike,—la pétition de "The Presbyterian Church of Canada."

Par l'honorable M. Langelier,—la pétition de la corporation du village de Saint-Etienne de Lauzon.

Par M. Bickerdike,—la pétition de "The Mechanics Institute of Montreal."

Par l'honorable M. Stephens,—la pétition de "The Young Men's Hebrew Benevolent Society of Montreal."

Par M. Weir,—la pétition de dame Charlotte Learmont, et autres.

Par M. Bickerdike,—la pétition de "The Royal Institution for the Advancement of Learning. "

Par M. Béland,—la pétition de Chs. Morin et autres.

Par M. Décarie,—la pétition de Dame Eulalie Prudhomme et autres.

Par M. Major,—la pétition de Henri Paul Lefebvre.

Par M. Cardin,—la pétition de J.-B. Théophile Lafrenière ;

Par M. Gouin,—la pétition de Thomas Côté.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province dépose sur la table de la Chambre :—Statistiques municipales ou rapports municipaux, pour l'année expirée le 31 décembre 1898.—(*Document de la session No 9.*)

L'honorable M. Duffy, dépose sur la table de la chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur :—Rapports et statistiques de certains chemins de fer, en conformité des art. 5176 et suivants des Statuts refondus de la Province de Québec, pour l'année 1898-1899.—(*Document de la session No 15*)

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, transmet à M. l'Orateur trois messages de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, signés par Son Honneur.

Et les dits messages sont lus par M. l'Orateur, comme suit : (*tous les députés se tenant debout, tête découverte.*)

L.-A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, concernant la distribution de la *Gazette Officielle*.

(*Document de la session No. 13.*)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 18 janvier 1900.

L.-A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie des rapports de l'honorable Conseil exécutif, concernant certaines nominations dans le service civil. — (*Document de la session No. 10.*)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 18 janvier, 1900.

L.-A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 25 juin 1897, et approuvé par lui le 25 juin 1897, concernant la Commission de l'économie interne de l'Assemblée législative. — (*Document de la session No. 11.*)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 18 janvier, 1900.

Proposé par M. Champagne, secondé par M. Weir, et—

Résolu, — Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, comme suit :

A Son Honneur

L'honorable LOUIS-AMABLE JETTÉ,

Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, à l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en Législature provinciale, remercions Votre Honneur du gracieux discours qu'il a plu à Votre Honneur de nous adresser, à l'ouverture de la présente session.

Ordonné, — Que la dite adresse soit grossoyée.

Ordonné, — Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Shehyn et—

Résolu,—Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Résolu,—Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité pour considérer les voies et moyens à prendre pour prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

Proposé par l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Shehyn et—

Résolu,—Qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents spéciaux ordonnés par cette Chambre.

Ordonné,—Que l'honorable M. Robidoux, l'honorable M. Déchêne, l'honorable M. Duffy, l'honorable M. Flynn, l'honorable M. Pelletier, l'honorable M. Atwater, l'honorable M. Nantel, l'honorable M. Langelier, M. Robitaille, M. Watts et M. Tessier (Rim uski), composent le dit comité.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 22 janvier 1900

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état des affaires des institutions suivantes, savoir :—De la Salle d'Asile St-Joseph ; “ The Sheltering Home ”, Montréal ; “ The Church Home ”, toutes de la ville de Montréal et pour l'année 1898 ; “ The Finlay Asylum of Quebec ” et de L'Œuvre du Patronage de Québec, pour l'année 1898 ; “ The Women's Hospital ” ; de L'Hospice de la Maternité et des enfants abandonnés de Montréal, sous la direction des Sœurs de la Miséricorde ; des Sœurs de la Providence ; “ Ladies Hebrew Benevolent Society ” ; de la Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital général de Montréal (Sœurs grises) ; de l'Hôpital St-Patrice de Montréal ; “ St-Margare's Home for Incurables ” ; de L'Orphelinat Catholique Romain de Montréal ; de L'Hôpital Notre-Dame de Montréal ; “ Montreal Protestant Orphan Asylum ” ; “ Young Men's Hebrew Benevolent Society ” ; de L'Asile St-Vincent de Paul ; “ Montreal Ladies Benevolent Society ” ; de la Société munismatique et d'archéologie, toutes de Montréal et pour l'année 1899 ; de L'Hôtel Dieu du Sacré-Cœur de Jésus ; “ Church of England, Female Orphan Asylum ” ; de L'Union St-Joseph, toutes de Québec et pour l'année 1899 ; de l'Hôtel Dieu de Nicolet ; de l'Hôpital de Valleyfield ; de l'Hôpital de Fraserville ; de l'Hôtel Dieu de St-Ilyacinthe ; de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Sherbrooke ; “ Sherbrooke Protestant Hospital ” ; de

l'Hôtel Dieu de St-Joseph d'Arthabaska ; de l'Hospice des Sœurs de Charité de St-Thomas de Montmagny ; de l'Hospice St-Jérôme ; de l'Hospice Ste-Anne de la Baie St-Paul ; de l'Hôpital général de Sorel ; de l'Hôpital de St-Jean, St-Jean P.Q. ; de la Salle d'Asile de St-Jean, P. Q. ; toutes pour l'année 1899. (*Document de la session, No. 16.*)

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Ball,—la pétition de Antoine-Achille Leduc et autres de Bécancourt.

Par M. Girard,—la pétition de la ville de Chicoutimi.

Par M. Robitaille,—la pétition de "The Canadian Electric Light Co., limited," de Québec.

Par M. Rocheleau,—la pétition de Gabriel Bolduc, de Sainte-Flore, comté de Champlain.

Par M. Normand,—la pétition de la corporation de la ville des Trois-Rivières.

Par M. Bickerdike,—la pétition de Jacques Jos. Boisvert, de Québec, et la pétition de "The National Trust Co., limited," de Toronto, Ont.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la corporation de la cité de Québec, demandant des amendements à sa charte.

De la corporation de la cité de Sherbrooke, demandant des amendements à sa charte.

Du village de Grand'Mère, demandant des amendements à sa charte ;

Du Crédit-Foncier Franco-Canadien, demandant des amendements à sa charte.

De la compagnie du chemin de fer Québec Central, demandant des amendements à sa charte.

De "The Presbyterian Church of Canada," demandant des amendements à sa charte.

De la corporation de Saint-Etienne de Lauzon, demandant une loi lui octroyant certains pouvoirs.

De la "Mechanics Institute of Montreal," demandant d'effectuer un nouvel emprunt.

De "The Young Men's Hebrew Benevolent Society," demandant de changer son nom en celui de "Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal."

De Dame Charlotte Learmont et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Montreal Day Nursery."

De "The Royal Institution for the Advancement of Learning," demandant une extension de pouvoirs.

De Charles Morin et autres, demandant une loi pour autoriser les syndics de la paroisse St-Georges, comté de Beauce, à dresser un nouvel acte de cotisation

De Dame Eulalie Prud'homme et autres, demandant une loi relative à certains immeubles substitués par feu Maurice Gougeon et son épouse.

De Henri-Paul Lefebvre, demandant son admission à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen.

De Jean-Baptiste-Théophile Lafrenière, demandant une loi autorisant la chambre des notaires à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

Et de Thomas Côté, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

L'honorable M. Robidoux, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les comités spéciaux permanents ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le comité a préparé les listes des membres, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu l'honorable M. Robidoux pour son président.

Votre comité a aussi l'honneur de rapporter la liste suivante des membres des comités permanents de cette Chambre :

ORDRES PERMANENTS :—L'honorable M. Hackett, MM. Bourbonnais, Caron (Matane), Chicoyne, Champagne, Grenier, Laliberté, Lalonde, Lislois, Marion, Panneton, Robitaille, Smith et Weir.

BILLS PRIVÉS :—Les honorables MM. Atwater, Déchéne, Duffy, Flynn, Guerin, Hackett, Langelier, Leblanc, Nantel, Parent, Pelletier, Robidoux, Stephens, Turgeon, et MM. Allard, Ball, Bickerdike, Bédard, Bouffard, Bissonnette, Cardin, Caron (Maskinongé), Champagne, Chauret, Chênevert, Chicoyne, D'Auteuil, Delaney, de Grosbois, Dessaulles, Dufresne, Duplessis, Gouin, Garneau, Lacombe, Marion, Major, McDonald, Normand, Panneton, Plante, Rainville, Roy, Tessier (Rimouski), Tellier, Watts et Weir.

COMPTES PUBLICS :—Les honorables MM. Atwater, Déchéne, Duffy, Flynn, Guerin, Hackett, LeBlanc, Marchand, Nantel, Parent, Pelletier, Shehyn, Stephens, et MM. Allard, Ball, Bickerdike, Bourbonnais, Cardin, Carbray, Chauret, Chicoyne, Clapperton, Cotton, Dessaulles, Duplessis, Garneau, Gillies, Grenier, Gouin, Plante, Rainville, Rocheleau, Roy, Tellier, Watts et Weir.

AGRICULTURE ET IMMIGRATION :—Les honorables MM. Déchéne, Langelier, Nantel, et MM. Allard, Ball, Bédard, Béland, Bissonnette, Blanchard, Bouffard, Caron (Maskinongé), Caron (Matane), Chauret, Champagne, Cherrier, Chicoyne, Clapperton, Cotton, D'Auteuil, Décarie, Delaney, Doris, Dufresne, Garneau, Gillies, Girard, Gosselin, Grenier, Hunt, McDonald, Major, Marion, Normand, Petit, Plante, Rocheleau et Talbot.

INDUSTRIE : — Les honorables MM. Atwater, Déchéne, Duffy, Hackett, Shehyn, Turgeon, et MM. Ball, Bédard, Bickerdike Carbray, Caron (Matane), Delaney, Dessaulles, Doris, Dufresne, Garneau, Gosselin, Girouard, Normand, Petit et Smith.

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS : — Les honorables MM. Déchéne, Duffy, Flynn, Langelier, Pelletier, Robidoux, et MM. Champagne, Tellier et Tessier (Rimouski).

CHEMINS DE FER ET CANAUX : — Les honorables MM. Duffy, Flynn, Hackett, LeBlanc, Nantel, Parent, Shehyn, Stephens, Turgeon, et MM. Ball, Béland, Bédard, Bissonnette, Blanchard, Bouffard, Bourbonnais, Carbray, Chênevert, Cherrier, Chicoyne, Clapperton, Cotton, D'Auteuil, Décarie, de Grosbois, Dufresne, Girard, Garneau, Gouin, Gosselin, Gillies, Grenier, Hunt, Lacombe, Lalonde, Laliberté, Lislois, McDonald, Major, Marion, Normand, Petit, Robitaille, Roy, Smith et Watts.

LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES : — Les honorables MM. Atwater, Duffy, Hackett, Langelier, Marchand, Pelletier, Robidoux, Stephens, Turgeon, et MM. Bouffard, Champagne, Chênevert, D'Auteuil, Duplessis, Gouin, Panneton, Plante, Rainville, Robitaille, Roy, Tellier, Watts et Weir.

Résolu, — Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, — Que M. Chicoyne ait la permission de présenter un bill concernant les caisses rurales.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois, et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné, — Que l'honorable M. Turgeon ait la permission de présenter un bill amendant la loi des mines de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois, et la seconde lecture en est remise à demain.

Ordonné, — Que l'honorable M. Turgeon ait la permission de présenter un bill concernant les compagnies minières.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois, et la seconde lecture est remise à demain.

L'honorable M. Marchand, trésorier de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre, — l'Etat des rapports du Conseil et des mandats spéciaux, en vertu de l'article 785 des Statuts révisés de la province de Québec, préparé par l'Auditeur de la province, tel que requis, lequel est lu comme suit :

ÉTAT des Rapports du Conseil et des Mandats spéciaux en vertu de l'article 785 des Statuts refundus de la province de Québec, préparé par l'Auditeur de la province de Québec, conformément aux dispositions du dit article. (Emis durant la vacance, entre la clôture de la session, le 10 mars 1899, et l'ouverture de la session suivante, le 18 janvier 1900.)

Nos. des mandats spéciaux.	SERVICE.	Rapport du Conseil.			Montant des mandats spéciaux.		Montants dépensés.		Balances non dépensées.	
		Nos.	Dates.	Montants.	\$	cts.	\$	cts.	\$	cts.
3	<i>Administration de la justice :</i>									
	Montant requis pour subvenir aux dépenses imprévues et urgentes, se rattachant à l'administration de la justice, à encourir jusqu'à la fin de la présente année fiscale, le crédit législatif affecté à ce service se trouvant insuffisant.....	183	5 mai, 1899.....	50,000 00	50,000	00	50,000	00		
4	<i>Services divers :</i>									
	Traitements et dépenses contingentes des registrateurs :									
	Montant requis pour subvenir aux dépenses imprévues et urgentes, se rattachant au service des registrateurs, à encourir jusqu'à la fin de la présente année fiscale, le crédit législatif affecté à cet objet se trouvant insuffisant.....	184	5 mai, 1899.....	6,754 33	6,754	33	6,637	77	116	46
5	<i>Inspection des Bureaux Publics :</i>									
	Montant requis pour subvenir aux dépenses imprévues et urgentes, se rattachant à l'inspection des bureaux publics, à encourir jusqu'à la fin de la présente année fiscale, le crédit législatif approprié à ce service se trouvant insuffisant.....	185	5 mai, 1899.....	1,000 00	1,000	00	951	85	48	15

1	Agriculture :				
2	Expositions Agricoles :				
	Montant requis d'urgence afin de permettre au département de l'Agriculture d'honorer les engagements contractés, de contribuer aux frais d'Expositions agricoles, dans différentes régions de la province, le budget de l'exercice en cours ne comportant pas de crédit pouvant être affecté à cette fin.....	530	20 octobre 1899.....	12,000 00	12,000 00
2	<i>Colonisation et Mines, etc. :</i>				
	Arpentages :				
	Montant requis d'urgence afin de permettre au département de la Colonisation et des Mines, d'honorer les obligations contractées pour travaux relevant de la branche des arpentages le crédit mis à la disposition de ce service pour l'exercice en cours se trouvant épuisé.....	531	20 octobre, 1899.....	12,845 00	12,845 00
3	<i>Administration de la Justice :</i>				
	Montant requis d'urgence, non pourvu dans le budget de l'exercice en cours, afin de mettre le département de la Justice en mesure de solder les frais résultant du jugement de la Cour Suprême, rendue le 2 octobre courant, déboutant l'action de Sa Majesté, dans les caux's de la Reine vs. Ernest Pacaud et de la Reine vs Ernest Pacaud et al., le dit montant devra être repartie comme suit :				
	Aux représentants de feu l'hon. Geo. Irvine.....	539	21 octobre, 1899.....	1 561 25	1,430 35
	A l'hon. C. Fitzpatrick			1,561 25	
4	<i>Administration de la Justice :</i>				
	Montant requis d'urgence, non pourvu dans le Budget de l'exercice en cours afin de solder le mémoire de frais de M. M. Hutchison, C. K., de la cité de Montréal, avocat du gouverneur dans la cause de Pacaud vs. la Reine, en Cour Suprême.....	545	9 Novembre, 1899.....	762 28	762 28
	<i>Agriculture :</i>				
	Exposition de Paris :				
	Montant requis d'urgence afin de pourvoir aux dépenses nécessaires qu'ont entraînées la collection, la préparation et l'envoi d'exhibits de la Province à l'exposition de Paris en attendant que la Législature soit appelée à				

ÉTAT des Rapports du Conseil et des Mandats spéciaux en vertu de l'article 785 des Statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'Auditeur de la province de Québec, conformément aux dispositions du dit article. (Émis durant la vacance, entre la clôture de la session, le 10 mars 1899, et l'ouverture de la session suivante, le 18 janvier 1900.)—*Suite.*

Nos. des mandats spéciaux.	SERVICE.	Rapports du Conseil.			Montants des mandats spéciaux.	Montants dépensés.	Balances non dépensées.
		Nos.	Dates.	Montants.			
6	voter la somme requise pour ce service, le Budget de l'exercice en cours ne comportant pas de crédit à cette fin.	547	9 Novembre 1899.	5,000 00	5,000 00	3,000 00	2,000 00
	<i>Instruction publique proprement dite :</i>						
	Éducation Supérieure :						
	Montant requis d'urgence afin de permettre au Département du Secrétaire de la Province de faire l'acquisition d'ouvrages de haute valeur historique et littéraire, l'article No 18 du Budget de l'exercice en cours, par suite d'une omission dans sa rédaction ne comportant pas de crédit pouvant être affecté à cette fin.....	593	24 novembre 1899.....	800 00	800 00	800 00
				90,722 86	90,722 86	87,637 25	3,095 61

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,

Bureau de l'Auditeur,

Québec, 20 Janvier, 1900,

(Signé)

A.-H. VERRET,
Auditeur de la Province

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 23 janvier 1900.

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état des affaires des institutions suivantes, pour l'année 1899 :—De "The Church Home," de Montréal; de l'Hôpital Notre-Dame, de Montréal; de "The Ladies Protestant Home," de Québec, et de la Société de Bienfaisance, de d'Aylmer.—(*Document de la session No. 16.*)

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table :

Par M. Lacombe,—la pétition des Syndics de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus de Montréal ;

Par M. Doris,—la pétition de la Compagnie du chemin de fer de la Jonction de Napierville ;

Par M. Robitaille,—la pétition de "The Ladies City Mission of Quebec," et la pétition de "The Great Northern Elevator Company" ;

Par M. Décarie,—la pétition de la ville de Maisonneuve ; la pétition des syndics de la paroisse de St-Denis, Montréal ; la pétition de Philéas Prudhomme et autres, de Montréal, et la pétition de la ville d'Outremont, Montréal ;

Par l'honorable M. Atwater,—la pétition de "The Congregation of Roumanian Jews, Beth David," de Montréal ;

Par M. Tellier,—la pétition de la ville de Joliette ;

Par M. de Grosbois,—la pétition de "The People's Telephone Company," de Sherbrooke ;

Par M. Blanchard,—la pétition de David Ogilvy, de Montréal ;

Par M. Dessaulles,—la pétition de la Compagnie de pouvoir hydraulique de St-Hyacinthe.

M. l'Orateur communique à la Chambre le rapport du bibliothécaire de la Législature de la province de Québec, qui se lit comme suit :

A l'honorable Orateur

et aux honorables députés de l'Assemblée législative.

Le Bibliothécaire de la Législature a l'honneur de soumettre son rapport pour la vacance de 1899 :

Depuis l'ouverture de la session de 1899, la bibliothèque s'est accrue de 1,417 volumes et de 274 brochures, au moyen d'achats, d'échanges et de dons.

Aujourd'hui, la bibliothèque renferme 56,500 volumes et près de 13,000 brochures reliées en 438 volumes, par séries de quinze à vingt, faciles à consulter au moyen d'un catalogue spécial.

Le Bibliothécaire attire de nouveau l'attention sur le fait que le local mis à sa disposition souffre de l'encombrement. Il a dû reléguer, dans des

chambres plus ou moins faciles d'accès, environ 23,000 volumes, y compris les journaux reliés et la plupart des ouvrages qui lui parviennent par l'échange avec les pays étrangers. Une telle anomalie ne saurait longtemps exister sans amener un certain malaise dans le service quotidien.

Depuis la dernière session, la bibliothèque a été plus fréquentée qu'à l'ordinaire. Les registres renferment huit cents noms de lecteurs, dont au moins la moitié fait preuve d'une grande régularité.

Le tout respectueusement soumis.

N.-E. DIONNE,

Bibliothécaire de la Législature
de la province de Québec.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant la loi des mines de Québec.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Stephens propose, secondé par l'honorable M. Robidoux, et il est,

Ordonné,—Qu'un comité spécial composé des honorables MM. Duffy, Flynn et Stephens et de MM. Blanchard, Champagne, Therrier, Chauret, Chicoyne, d'Auteuil, Décarie, Gosselin, Lacombe, Marion, Panneton, Roy, Tellier et Watts, soit nommé pour prendre en considération certains amendements au Code municipal et soumettre le projet d'un Code municipal amendé et refondu.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 24 janvier 1900

M. l'Orateur met devant la Chambre, l'état des affaires des institutions suivantes, pour 1899, savoir :

De "The Women's Christian Association of Quebec," et du Monastère de Notre-Dame de la Charité du Bon-Pasteur d'Angers, Montréal. (*Document de la session, No 16.*)

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table :—

Par M. Chauret,—La pétition de Fred. C. Henshaw, Montréal.

Par M. Ball,—La pétition de Narcisse Trahan, de Nicolet.

Par M. de Grosbois,—La pétition de la Cie de chemin de fer électrique de St-Hyacinthe.

Par M. Gillies,—la pétition de la Cie électrique de Hull, et la pétition de "The Portage du Fort and Bristol Branch Railway Co."

Par M. Allard,—la pétition de la partie sud de la paroisse de la Visitation de la B. V. M.

Par M. Rainville,—la pétition de "The Royal Trust Company," de Montréal.

Par M. Bédard,—la pétition de "St. Francis Bridge Company", de Richmond.

Par M. Panneton,—la pétition de la corporation du Collège Bishop, de Lennoxville.

Par M. Dessaulles,—la pétition de la Compagnie hypothécaire de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Antonio-Achille Leduc et autres, concernant le pont de péage sur la rivière Bécancourt ;

De la ville de Chicoutimi demandant des amendements à sa charte, etc ;

De la "Canadian Electric Light Co., limited" demandant une loi à l'effet de ratifier certaines débentures ;

De Gabriel Bolduc et autres demandant que le bill concernant le village de Grand' Mère ne devienne pas loi ;

De la corporation de la ville des Trois Rivières demandant d'émettre certaines débentures ;

De Jacques-Joseph Boisvert, demandant de valider un acte de vente de Geo. H. Holt à Louis Alexandre Boisvert ;

De "The National Trust Company, limited," demandant l'autorisation de faire des affaires dans la province de Québec.

M. Bourbonnais, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a choisi Ed. H. Laliberté, écuyer, pour son président, et recommande à votre honorable Chambre de réduire le quorum du dit comité à cinq membres. ”

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Tellier,—1. A-t-il été pourvu par le gouvernement ou par le département de la Colonisation et des Mines à l'entretien de cette partie du chemin Brassard, située dans les limites du comté de Joliette, pour le terme commençant le 1er novembre dernier, et finissant le 1er mai prochain, ou pour aucun autre terme entre ces deux dates ?

2 Dans l'affirmative, quelle est la date des instructions ? Quel est le prix qui a été fixé ? Qui a été chargé de cet entretien ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :

Les instructions pour l'entretien d'hiver du chemin Brassard dans les comtés de Joliette et de Berthier n'ont pas encore été données.

Proposé par l'honorable M. Flynn et secondé par l'honorable M. Nantel, et —

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—1. Copie de tous arrêtés en conseil adoptés depuis 1892 inclusivement, ayant trait à la réglementation de l'exploitation du bois de pulpe et à l'imposition ou à la réduction de droits sur la manufacture ou la conversion de ces bois en pulpe et en papier, en cette province.

2. Copie de toute correspondance, depuis la même date, sur le même sujet.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de la Province.

L'honorable M. Marchand, trésorier de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre :—Un état des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 21 janvier 1899, jusqu'au 21 janvier 1900, inclusivement, tel que requis par l'article 633 S. R. Q.—(*Document de la session No 17.*)

L'honorable M. Marchand, trésorier de la Province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur ;

Et le dit message est lu comme suit, par M. l'Orateur, (*tous les membres de la Chambre se tenant debout, tête découverte*) :

L.-A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1900, et le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1901, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ces budgets à la considération de la Chambre.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 24 janvier 1900.

Ordonné,—Que le dit message, ainsi que les estimations qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité des subsides.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill concernant les compagnies minières ;

L'honorable M. Turgeon propose, secondé par M. Robitaille, —Que le Bill soit maintenant lu la deuxième fois ; et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la seconde fois ?

Et un débat s'ensuivant ;

M. Tellier propose, secondé par M. Bédard, et—

Résolu,—Que le débat soit ajourné.

Sept heures et demie P. M.

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Marchand, et il est

Résolu,—Que cette Chambre se formera en comité général, vendredi prochain, pour considérer certaine résolution concernant un prêt à l'Institut Vaccinogène.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se forme en comité des subsides ;

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Bureau provincial d'hygiène, (S. R. Q. Titre VII, chap. 5, section 1) ; pour l'année finissant le 30 juin, 1900.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a passé deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. Garneau rapporte, alors, du comité des subsides, les dites résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les dépenses du Bureau d'hygiène (S. R. Q. Titre VII, chap. 5, sect. 1) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

La première résolution (No. 1) est lue une deuxième fois et adoptée.

Ordonné,—Que la seconde résolution (No. 2) soit remise à demain pour sa seconde lecture.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 25 janvier 1900.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table :

Par M. Garneau,—la pétition de la Corporation de la paroisse de Beauport ;

Par M. Clapperton,—la pétition de W. J. Enright, de Port Daniel, comté de Bonaventure ;

Par M. Bickerdike,—la pétition de M. Alexandre W. Norris et autres, de Montréal ;

Par M. Décarie — la pétition de la corporation de la paroisse de la Longue-Pointe ; la pétition de la corporation du village de Beaurivage de la Longue-Pointe ; la pétition de la ville de St-Paul, Montréal ; la pétition du Révérend H. Brisset et autres, de la paroisse de St-Paul de Montréal ;

Par l'honorable M. Langelier,—la pétition de M. G. Turcot, de Philadelphie, Etats-Unis d'Amérique, la pétition d'Oswald Sylvio Métivier, de Holyoke, des Etats Unis d'Amérique ;

Par l'honorable M. Guerin,—la pétition de l'honorable M. William Hales Hingston et autres, de Montréal.

Par M. Lacombe,—la pétition de Pierre Bercovitch, de Montréal ;

Par M. Gouin,—la pétition de l'honorable Trefflé Berthiaume et autres, de Montréal.

Par M. Chauret,—la pétition de la corporation de la ville de Ste-Anne de Bellevue ;

Par M. Tessier, (Rimouski)—la pétition de la Cie du téléphone de Métis ;

Par M. Champagne,—la pétition de Joseph-Arthur Lesage, de Georgiaville, Rhode Island, Etats-Unis d'Amérique ;

Par l'honorable M. Pelletier,—la pétition de Joseph Vanier, de Montréal ;

Par M. Robitaille,—la pétition de Isidore Caouette, et autres, de Québec ;

Par M. Bickerdike,—la pétition de la " Dominion Abattoir and Stock Yards Co.," de Montréal, et la pétition d'Archibald MacNider et autres, de Montréal ;

Par M. Champagne—la pétition de Jules Aimé Maucotel, de Montréal ;

Par M. Plante—la pétition de William Sutherland, du village de Huntingdon ;

Par M. Bickerdike,—la pétition de " Laurentides Pulp Co.," de Montréal ; la pétition de " Montreal Investment and Freehold Co.," et la pétition de Samuel A. McMurtry et autres, de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la congrégation des juifs roumains, *Beth David*, de Montréal, demandant un acte d'incorporation ;

De la Corporation de la ville de Joliette demandant une loi pour confirmer et ratifier certains règlements et arrangements intervenus entre la dite ville et la Cie du Grand Nord ;

De "The People's Telephone Co. of Sherbrooke" demandant la permission d'augmenter son capital ;

De David O'Gilvy, demandant qu'il soit permis à l'Association des Architectes de la province de Québec, de l'admettre au nombre de ses membres ;

De La Cie des Pouvoirs hydrauliques de St-Hyacinthe demandant un acte d'incorporation ;

Des Syndics de la paroisse du Sacré Cœur de Jésus demandant une loi à l'effet d'imposer une cotisation sur les immeubles des francs-tenanciers de la paroisse ;

De La Cie de chemin de fer de la Jonction de Napierville demandant une loi la constituant en corporation ;

De "The Ladies City Mission of Quebec" demandant un acte d'incorporation ;

De "Great Northern Elevator Co" demandant un acte d'incorporation ;

Des Syndics de la paroisse St-Denis de Montréal, demandant une loi à l'effet d'effectuer un emprunt ;

De la ville de Maisonneuve demandant des amendements à sa charte ;

De la ville d'Outremont, demandant des amendements à sa charte ;

De Philias Prud'homme et autres demandant l'adoption d'une loi concernant la succession d'Eustache Prud'homme.

L'honorable M. Duffy, du comité spécial permanent de Législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a élu l'honorable J. E. Robidoux son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres."

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Garneau, du comité spécial permanent d'Agriculture, d'Immigration et de Colonisation, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

"Votre comité a élu M. Garneau son président et recommande que son quorum soit réduit à sept membres."

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Laliberté, du comité spécial permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :—De la cité de Québec ; de la corporation du village de Grand'Mère ; du Crédit Foncier Franco-Canadien et de la compagnie de chemin de fer “ Québec Central,” demandant respectivement des amendements à leur charte ; de “ The Mechanics' Institute of Montreal,” demandant une loi l'autorisant à emprunter une somme de dix mille piastres ; de “ The Young Men's Hebrew Benevolent Society of Montreal,” demandant de changer son nom en celui de “ Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal,” et d'étendre ses pouvoirs ; de “ The Montreal Day Nursery,” demandant une loi la constituant en corporation ; de l'Institut Royal pour l'Avancement des Sciences, demandant une loi aux fins d'étendre ses pouvoirs, de faire des placements et de valider des placements déjà effectués ; de Chs. Morin, David Roy *et al.*, demandant une loi autorisant les syndics de la paroisse de St-Georges, Beauce, à dresser un nouvel acte de cotisation ; de Dame Eulalie Prud'homme *et al.*, demandant une loi concernant certains immeubles substitués par feu Maurice Gougeon et son épouse ; de Henri Paul Lefebvre, demandant une loi autorisant son admission à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen ; de Jean-Baptiste-Théophile Lafrenière, demandant une loi autorisant la Chambre des notaires à l'admettre à la pratique du notariat, après examen ; d'Antonio-Achille Leduc *et al.*, demandant une loi concernant le pont de péage sur la rivière Bécancourt. Quant à la pétition de la corporation de la cité de Sherbrooke, demandant des amendements à sa charte, votre comité trouve que les avis ne mentionnent pas l'amendement demandé par l'article premier de la pétition, concernant l'augmentation de la cote foncière requise pour la charge de maire de la cité, en la portant de la somme de mille piastres à celle de deux mille piastres.”

L'honorable M. Stephens, du comité spécial nommé pour prendre en considération tous amendements suggérés au Code municipal, et chargé de soumettre à cette Chambre un projet de loi pour la refonte du Code municipal, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu l'honorable M. Stephens son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.”

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M Bissonnette, du comité spécial permanent des Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques et Compagnies Minière et Manufacturières, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. de Grosbois son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres ”

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Watts, du comité spécial permanent des Comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Watts son président, et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.”

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Bickerdike, du comité spécial permanent des Industries, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Bickerdike son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.”

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'honorable M. Déchène, du comité spécial permanent des privilèges et élections, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu l'honorable M. F. G. Déchène son président, et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.”

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné,—Que M. Cardin ait la permission de présenter un bill autorisant la Chambre des Notaires de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste-Théophile Lafrenière à la pratique du notariat, après examen.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Caron (Maskinongé) ait la permission de présenter un bill amendant la charte du village de Grand'Mère.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la cité de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec Central.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill concernant certains immeubles substitués par feu Maurice Gougeon et son épouse.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Stephens ait la permission de présenter un Bill à l'effet de changer le nom de la "Young Men's Hebrew Benevolent Society of Montreal" en celui de "Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal", et de développer ses pouvoirs.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bickerdike ait la permission de présenter un Bill autorisant "The Mechanics' Institute", à emprunter sur hypothèque une somme additionnelle de dix mille piastres.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bickerdike ait la permission de présenter un Bill concernant l'Institut Royal pour l'avancement des Sciences.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Marchand ait la permission de présenter un Bill à l'effet de refondre et d'amender la loi des licences de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Stephens ait la permission de présenter un Bill refondant et amendant le Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité spécial du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Cotton ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les médecins et les chirurgiens.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill amendant la loi électorale de Québec, 1895.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Tellier.—1. Quelle part le gouvernement a-t-il faite au comté de Joliette des \$75,000 votées pour les chemins de colonisation dans la Province, pour l'année commençant le 1er juillet 1899?

2. Combien le gouvernement a-t-il payé à même ces \$75,000 depuis le 30 juin 1899 jusqu'à ce jour, pour des travaux exécutés ou entrepris dans le comté de Joliette?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—

1. \$500.00. 2. \$70.00.

Par M. Tellier.—1 A-t-il été produit, au bureau de l'honorable Commissaire de la Colonisation et des Mines, quelque requête ou lettre demandant un octroi ou des octrois pour des chemins dits de colonisation, dans le comté de Joliette, à même les deniers votés par la Législature pour les chemins de colonisation, pour l'année commençant le 1er juillet 1899?

2. Dans l'affirmative, ces demandes ont-elles été prises en considération par le gouvernement, ou par l'honorable Commissaire de la Colonisation et des Mines, lors de la distribution des \$75,000 votées pour les chemins de colonisation, pour l'année courante?

3. Le gouvernement a-t-il l'intention de faire droit, l'année prochaine, aux dites demandes d'octrois?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. Oui; 2. Oui; 3. Ces demandes seront prises en considération quand le gouvernement fera la distribution de l'octroi pour l'an prochain.

L'honorable M. Flynn propose, secondé par l'honorable M. Pelletier et il est

Résolu.—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—1. Copie de tous arrêtés en conseil au sujet de la distribution ou de l'emploi de la somme de \$50,000 votée pour fins d'éducation par l'acte 60 Vict. ch. 3, 1897.

2. Copie de tous rapports ou recommandations du surintendant, ou du conseil ou des comités de l'Instruction publique, sur le même sujet.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:—1. Copie de toute correspondance entre le gouvernement du Canada, le département de la Marine et des Pêcheries, ou aucun autre département, à Ottawa, avec le gouvernement de la province de Québec, ou le Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, ou aucun autre membre du gouvernement de cette province, au sujet des questions des droits de pêche soulevées par suite du jugement du Conseil Privé, et depuis la date de ce jugement.

2. Copie de tous arrêtés en conseil, soit du gouvernement du Canada, soit de celui de la province de Québec, et de tous rapports sur le même sujet.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Nantel, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:—Copie de tous ordres-en-conseil, papiers et documents qui n'ont pas été produits au sujet de la pétition de droit de L. J. Demers, ainsi que la copie du jugement de la Cour Supérieure, de la Cour d'Appel et du Conseil Privé, dans cette cause, et aussi les notes sténographiques de l'argument devant le Conseil Privé.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux d's membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'honorable M. Nantel et, avec le consentement unanime de cette Chambre, il est

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé des montants déboursés par le gouvernement en rapport avec la pétition de droit de L. J. Demers contre le gouvernement.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille neuf cent soixante et deux piastres et vingt-quatre centins soit accordée à Sa Majesté pour payer à la succession Neville une indemnité pour interruption de son bail du Château de Ramesay, en vertu d'un jugement de la Cour Suprême, en date du 24 octobre, 1899 :

Montant du jugement accordé aux intimés..	\$ 6,200 00	
Intérêt à 6 ⁰ / ₀ sur ce montant à compter du		
2 mai, 1898, au 1er février, 1900.....	652 27	
	—————	6,852 27
Mémoire de frais de L. T. Maréchal, avocat		
des Intimés, en Cour Suprême.....	379 24	
Intérêt à 6 ⁰ / ₀ , du 24 octobre 1899 au 1er fé-		
vrier 1900.....	6 23	
	—————	385 47

Mémoire de frais sur procédure pour appel à la Cour Suprême.....	41 00	
Intérêt, à 6 % ₀ , du 24 octobre 1899 au 1er février 1900.....	67	
	<hr/>	41 67
Mémoire de frais de l'avocat des Intimés, en Appel	255 50	
Intérêt, à 6 % ₀ , du 27 octobre, 1899, au 1er février, 1900.....	4 20	
	<hr/>	259 70
Mémoire de frais de l'avocat des pétitionnaires, en Cour Supérieure.....	382 85	
Intérêt, à 6 % ₀ , du 2 mai, 1898, au 1er février, 1900.....	40 28	
	<hr/>	423 13
	<hr/>	7,962 24

pour l'année finissant le 30 juin, 1900.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille deux cent deux piastres et douze centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les frais d'administration de la dette publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour achat de livres pour la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement du greffier de la Couronne en chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'impression, la reliure et les frais de distribution des statuts de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera, de nouveau, en comité des subsides.

M. Bickerdike rapporte, alors, les dites résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille neuf cent soixante et deux piastres et vingt-quatre centins soit accordée à Sa Majesté pour payer à la succession Neville une indemnité pour interruption de son bail du Château de Ramesay, en vertu d'un jugement de la Cour Suprême, en date du 24 octobre, 1899 :

Montant du jugement accordé aux intimés...	\$ 6,200 00	
Intérêt 6 % sur ce montant à compter du 2 mai, 1898, au 1er février 1900.....	652 27	
		6,852 27
Mémoire de frais de L. T. Maréchal, avocat des Intimés en Cour Suprême.....	379 24	
Intérêt à 6 % du 24 octobre 1899 au 1er février 1900.....	6 23	
		385 47
Mémoire de frais sur procédure pour appel à la Cour Suprême.....	41 00	
Intérêt, à 6 % du 24 octobre 1899 au 1er février 1900.....	67	
		41 67
Mémoire de frais de l'avocat des Intimés en Appel.....	255 50	
Intérêt, à 6 % du 27 octobre, 1899, au 1er février 1900.....	4 20	
		259 70
Mémoire de frais de l'avocat des pétitionnaires en Cour Supérieure	382 85	
Intérêt à 6 % du 2 mai, 1898, au 1er février 1900.....	40 28	
		423 13
		7,962 24

pour l'année financière finissant le 30 juin 1900

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille deux cent deux piastres et douze centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les frais d'administration de la dette publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les

traitements, dépenses contingentes, etc., du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour achat de livres pour la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement du greffier de la Couronne en chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'impression, la reliure et les frais de distribution des statuts de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues une seconde fois, demain.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, procède à la considération ultérieure d'une résolution rapporté du comité des subsides, mercredi, le 24 de janvier courant ; laquelle résolution fut alors ajournée, et elle est lue une seconde fois comme suit :

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Bureau provincial d'hygiène, (S. R. Q., Titre VII, chap. 5, sec 1) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Résolu,—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 26 janvier 1900.

M. l'Orateur dépose sur la table de la Chambre,—l'état des affaires de l'Hôpital de la Miséricorde, de Québec, pour l'année 1899.

(Document de la session No 16.)

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table :

Par M. Décarie,—la pétition de la corporation de la ville de St-Louis, de Montréal ;

Par M. Champagne,—la pétition de Raymond Préfontaine et autres, de Montréal ;

Par M. Duplessis, — la pétition de "The St. Lawrence and North Western Railway Company", de Trois-Rivières ;

Par M. Rocheleau, — la pétition des Commissaires des Ecoles catholiques romaines de la ville de Montréal ;

Par l'honorable M. Nantel, — la pétition de La Compagnie d'assurance mutuelle du Canada contre le feu, de Québec ;

Par M. Lalonde, — la pétition de la Corporation de la ville de St-Henri, de Montréal ;

Par M. Weir, — la pétition de Jos. A. Langlais et autres, de Québec et autres parts ;

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Fred. C. Henshaw, tuteur de Freda Maude Henshaw, demandant une loi l'autorisant à acquérir des actions dans la Compagnie "The John McDougall Caledonian Iron Works," et pour obtenir d'autres pouvoirs ;

De Narcisse Traban demandant une loi pour subdiviser la division d'enregistrement de Nicolet ;

De la Cie de chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe demandant un acte d'incorporation ;

De "The Hull Electric Co", demandant une loi à l'effet de confirmer et ratifier un arrangement survenu entre la dite Cie et la Cie du Pacifique Canadien ;

De "The Portage du Fort and Bristol Branch Railway Co", demandant des amendements à sa charte ;

De la municipalité de la partie sud de La Visitation de la B. V. M., demandant l'érection en une seule municipalité de tout le territoire composant la dite paroisse ;

De "The Royal Trust Co." ;

De "St. Francis Bridge Co." ;

Du "Bishop's College" ;

Et de la Cie Hypothécaire, demandant respectivement, des amendements à leur charte.

M. Laliberté, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit, savoir :

"Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :

De "The Congregation of Roumanian Jews, *Beth David*, of Montreal" ;

De la compagnie des pouvoirs hydrauliques de St-Hyacinthe ;

Et de "The Ladies City Mission of Quebec," demandant respectivement d'être constituées en corporation ;

De la ville de Maisonneuve et de la ville d'Outremont demandant respectivement des amendements à leur charte ;

Des syndics de la paroisse de St-Denis, Montréal demandant une loi l'autorisant à emprunter une certaine somme pour la construction d'une église ;

Et de Philéas Prud'homme et autres demandant une loi concernant la succession d'Eustache Prud'homme.

Ordonné,—Que l'honorable M. Atwater ait la permission de présenter un Bill pour constituer en corporation la Congrégation des Juifs Roumains, *Beth David*, de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Ball ait la permission de présenter un bill pour amender la loi concernant le pont de péage sur la rivière Bécancourt, près de l'église de la paroisse de Bécancourt.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Decarie ait la permission de présenter un bill amendant la charte de la ville d'Outremont.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un bill concernant la paroisse de St-Denis, Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Weir ait la permission de présenter un bill constituant en corporation "The Montreal Day Nursery."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation "The Ladies City Mission of Quebec."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Chênevert ait la permission de présenter un bill amendant la charte du "Crédit Foncier Franco-Canadien."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Les bills ci-après mentionnés sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité spécial permanent des bills privés, savoir :

Loi amendant la charte de la cité de Québec ;

Loi constituant l'Institut Royal pour l'Avancement des Sciences ;

Et, Loi à l'effet de changer le nom de "The Young Men's Hebrew Benevolent Society of Montreal" en celui de "Baron de Hirsh Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal," et de développer ses pouvoirs.

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par l'honorable M. Nantel, et il est

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie des comptes et mémoires de frais et de correspondance dans le cas du mandat spécial, en date du 21 octobre 1899, pour \$1,551.25, sous le titre "Administration de la Justice," et dans la cause de la Reine vs. Pacaud et de la Reine vs. Ernest Pacaud *et al* ;

2. Pour copie des comptes et mémoires de frais de M. Hutcheson, C. R., comme Conseil de la Couronne, dans la même cause, et pour lesquels le mandat spécial du 9 novembre 1899, pour \$762.28 a été émis.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Shehyn, et, avec le consentement unanime de la Chambre, il est

Ordonné,—Que, vu le budget supplémentaire soumis à cette Chambre pour l'exercice financier 1900, et l'urgence du paiement de certains travaux supplémentaires actuellement terminés, à même la somme de \$20,000.00, votée pour chemins de colonisation (*item* 3, du dit budget), une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, le priant d'émettre son mandat en faveur du Trésorier de cette province pour la somme de \$15,000.00, et assurant Son Honneur que cette Chambre en tiendra compte.

Ordonné,—Que cette adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par les membres de cette Chambre faisant partie du Conseil Exécutif de cette province.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées du comité des subsides, jeudi, le 25 janvier courant ; lesquelles résolutions furent alors ajournées, et elles sont lues une seconde fois comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille neuf cent soixante et deux piastres et vingt-quatre centins soit accordée à Sa Majesté pour payer à la succession Neville une indemnité pour interruption de son bail du Château de Ramesay, en vertu d'un jugement de la Cour Suprême, en date du 24 octobre, 1899, pour l'année finissant le 30 juin 1900, savoir :

Montant du jugement accordé aux intimés...	\$ 6,200 00	
Intérêt à 6%, sur ce montant à compter du 2 mai, 1898, au 1er février, 1900.....	652 27	
	—————	6,852 27
Mémoire de frais de L. T. Maréchal, avocat des Intimés en Cour Suprême.....	379 24	
Intérêt à 6%, du 24 octobre 1899 au 1er février 1900.....	6 23	
	—————	385 47
Mémoire de frais sur procédure pour appel à la Cour Suprême.....	41 00	
Intérêt à 6%, du 24 octobre 1899 au 1er février 1900.....	67	
	—————	41 67

Mémoire de frais de l'avocat des Intimés en Appel.....	\$ 255 50	
Intérêt à 6 % du 27 octobre 1899 au 1er février 1900.....	4 20	259 70
	—————	
Mémoire de frais de l'avocat des pétitionnaires en Cour Supérieure.....	382 85	.
Intérêt à 6 % du 2 mai 1898 au 1er février, 1900.....	40 28	423 13
	—————	————— 7,962 24

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille deux cent deux piastres et douze centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les frais d'administration de la dette publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour achat de livres pour la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement du greffier de la Couronne en chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'impression, la reliure et les frais de distribution des statuts de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolu,—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans ces résolutions.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 29 janvier 1900.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table :

Par M. Rainville, —la pétition de la ville de Montréal ;

Par M. Champagne, —la pétition de Henri Hains, de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la corporation de Beauport demandant une loi ratifiant et légalisant un règlement de la corporation de Beauport, exemptant de taxes municipales la Compagnie dite " The Montmorency Cotton Mills Co." ;

De W. J. Enright, M. D., demandant une loi à l'effet d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres ;

De M. Alex. W. Morris, *et al.* demandant une loi d'incorporation sous le nom de " The Montreal Mining Exchange " ;

De MM. MacNider et autres demandant une loi d'incorporation ;

De la " Dominion Abattoir and Stock Yards Co " ; demandant des amendements à sa charte ;

De M. Samuel A. McMurtry, demandant une loi instituant les fils de feu W. Watson Ogilvy, exécuteurs testamentaires de ce dernier ;

De " The Montreal Investment and Freehold Co." demandant des amendements à sa charte ;

De " The Laurentides Pulp Co.", demandant que le bill présenté par le village de Grand'mère ne devienne pas loi ;

De " The Laurentides Pulp Co ", demandant une loi à l'effet de l'autoriser à voter aux élections municipales et autres ;

De la paroisse de la Longue-Pointe, demandant une loi lui accordant certains pouvoirs ;

Du village de Beaurivage de la Longue-Pointe demandant une loi concernant le village de ce nom ;

De la corporation de la ville de Saint-Paul demandant une loi revisant ses lois organiques ;

De la paroisse de Saint-Paul de Montréal, demandant une loi concernant la construction de l'église, sacristie, presbytère et leurs dépendances ;

De M. Téléphore G. Turcot, demandant une loi pour lui permettre d'exercer la profession de dentiste dans cette province ;

De M. Oswald Sylvio Métivier, demandant une loi autorisant l'association des dentistes à l'admettre au nombre de ses membres ;

De " The Catholic Sailor's Club ", demandant une loi d'incorporation ;

De M. William Sutherland, demandant une loi à l'effet d'autoriser l'Association des dentistes de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres ;

De M. Peter Bercovitch, demandant une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

De l'honorable Trefflé Berthiaume et autres demandant un acte d'incorporation ;

De Jules Aimé Maucotel, demandant une loi l'autorisant à vendre des immeubles sans frais de justice ;

De la corporation de la ville de Ste-Anne de Bellevue demandant une loi revisant ses lois organiques ;

De la Cie de Téléphone de Métis, demandant une loi l'autorisant à construire une ligne de téléphone entre le bassin de Gaspé et la ville de Lévis ;

De Joseph Vanier, demandant une loi au sujet de la curatelle d'Edmond Vanier ;

De J. A. LeSage, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres ;

De l'Association des bouchers et marchands de lard de Québec, demandant à être constituée en corporation ;

De la Cie d'Assurance du Canada contre le feu, demandant une loi leur conférant certains pouvoirs ;

De Jos. Alfred Langlais, de la cité de Québec, Geo. W. Parmelee et autres, demandant un acte d'incorporation ;

De la cité de Saint-Henri, demandant une loi modifiant sa charte ;

Des Commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Montréal, demandant une loi les autorisant à faire une émission de débentures ;

De "The St. Lawrence and North Western Co.", demandant des amendements à sa charte ;

De la corporation de la ville de Saint-Louis, demandant des amendements à sa charte ;

De M. Raymond Préfontaine et autres, demandant une loi les constituant en corporation sous le nom "The Labrador Electric Light and Power Co."

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la Province, remet à M l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-gouverneur revêtu de la signature de son Honneur.

Et le dit message est lu comme suit par M. l'Orateur, (*tous les membres de la Chambre étant debout, tête découverte.*)

L.-A. JETTÉ,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je reçois avec grand plaisir, l'adresse que vous avez votée en réponse au discours du Trône, et vous en remercie bien sincèrement.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 29 janvier 1900.

Ordonné,—Que M. Major ait la permission de présenter un Bill autorisant l'admission de Henri Paul Lefebvre à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Béland ait la permission de présenter un Bill autorisant les Syndics de la paroisse de Saint-Georges, district de Beauce, à dresser un nouvel acte de cotisation

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial permanent des bills privés :

Loi autorisant la chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste-Théophile Lafrenière à la pratique du notariat, après examen ;

Loi amendant la charte du village de Grand-Mère ;

Loi pour constituer en corporation la Congrégation des Juifs roumains, *Beth David*, de Montréal ;

Loi concernant la paroisse de Saint-Denis de Montréal ;

Loi amendant la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien ;

Loi amendant la loi concernant le pont de péage sur la rivière Bécancourt, près de l'église de la paroisse de Bécancourt ;

Loi concernant certains immeubles substitués par feu Maurice Gougeon et son épouse ;

Loi autorisant "The Mechanics' Institute" à emprunter sur hypothèque une somme additionnelle de \$10,000 ;

Loi constituant en corporation "The Ladies Mission of Quebec" ;

Et loi amendant la charte de la ville d'Outremont ;

La loi amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Québec-Central est, conformément à l'ordre du jour, lue une deuxième fois et référée au comité des chemins de fer, canaux, etc.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par l'honorable M. Pelletier,—1. Le gouverneman a-t-il payé ou prêté quelque somme en rapport avec le pont de péage de M. Jean Bussière, de Saint-Henri, Lévis ?

2. Dans l'affirmative, quel montant, pour quelle raison, et à quelle condition ?

3. Le gouvernement a-t-il fait quelques promesses, ou a-t-il pris quelque engagement au sujet de ce pont, et, dans l'affirmative, quels sont-ils ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :

1. Oui. 2. \$500.00, à condition de permettre à tous les patrons de beurreries et de fromageries de Saint-Henri, de passer gratuitement sur ce pont pour les fins de l'industrie laitière. 3. Non.

Proposé par M. Tellier, secondé par l'honorable M. Flynn, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état détaillé des paiements faits pour le montant spécial, en date du 20 octobre 1899, pour \$12,845 sous le titre : " Colonisation et mines.—Arpentages."

Proposé par M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Flynn, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé des paiements faits en vertu du mandat spécial du 5 mai 1899, pour \$50,000, sous le titre : " Administration de la justice."

Proposé par l'honorable M. Atwater, secondé par l'honorable M. Flynn, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé des paiements à faire à même l'item du budget supplémentaire No 1, de \$9,500.00, pour dépenses contingentes, le dit état indiquant à quelles dates ces dépenses ont été encourues.

Proposé par M. Grenier, secondé par M. Bouffard, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé des paiements à faire à même l'item No 3, des estimés supplémentaires pour l'année courante, savoir : l'item de \$20,000, pour " chemins de colonisa-

tion" ; le dit état indiquant la date des instructions données pour ces travaux de colonisation qui doivent être payés à même cet item.

Proposé par M. Plante, secondé par M. D'Auteuil, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé des sommes ou des paiements à faire à même l'item No 2. du budget supplémentaire pour l'année courante, pour administration de la justice, pour \$20,000 00, le dit état devant indiquer à quelles dates ces dépenses ont été encourues ou ces engagements pris.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état des recettes et paiements, de toutes sources, de la province, depuis le 1er juillet dernier jusqu'à la date de la production de cet état.

Proposé par M. Girard, secondé par M. Petit et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—1. Copie de toute requête ou autres correspondances entre le gouvernement et toute personne que ce soit, au sujet de la nomination d'un certain docteur Côté, comme médecin ou autrement, à Mistassini, dans le comté du Lac Saint-Jean ;

2. Copie de toutes instructions à lui données, à quelque titre que ce soit ; copie de tout compte fait par le dit docteur Côté, à quelque département que ce soit, payé ou payable plus tard, pour salaire, dépenses de voyages ou autres raisons ;

3. Copie de toute correspondance entre le dit docteur Côté et aucun département quelconque, ou aucun ministre, à quelque sujet que ce soit.

4. Etat détaillé indiquant ces montants payés par le gouvernement au dit docteur Côté, à quelque titre que ce soit.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes instructions données par le département de la Colonisation pour ouvrages faits ou à faire payables après le 1er juillet prochain.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—1. Copie de toute correspondance, requête, concernant la destitution de M. Israël Dumais, percepteur du revenu, à Roberval, dans le comté du Lac-Saint-Jean, jusqu'à ce jour.

2. Copie de toute correspondance, requête, au sujet de la nomination de son successeur, et toutes instructions données à ce dernier jusqu'à ce jour.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—1. Un état détaillé indiquant le montant d'argent de colonisation payé jusqu'à ce jour dans le comté du Lac-Saint-Jean. 2. Copie de toutes instructions données par le département de la colonisation, autorisant des travaux de colonisation dans le même comté, payables à même les estimés supplémentaires, déposés devant la Chambre le ou après le premier juillet prochain ou en tout temps, avant le 30 juin prochain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas neuf mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cinquante deux mille sept cent dix huit piastres et vingt centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas vingt cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des impressions et de la reliure pour les deux Chambres de la Législature, S. R. P. Q., art. 158 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses d'élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, — Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

Résolu, — Qu'à la séance de demain, cette Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Garneau rapporte, alors, du comité des subsides, les dites résolutions, qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cinquante deux mille sept cent dix-huit piastres et vingt centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses des impressions et de la reliure pour les deux Chambres de la Législature, S. R. P. Q., art. 158 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Ordonné, — Que les dites résolutions soit lues une seconde fois, demain.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée, mercredi, le 24 janvier courant,—Que le Bill —Loi concernant les compagnies minières, —soit lu la seconde fois.

Et la question étant de nouveau posée ; la Chambre se divise et elle est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et remis à demain pour être considéré en comité général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 30 janvier 1900

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Asile du Bon-Pasteur de Québec, pour 1899. (*Document de la session, No 16.*)

M. Laliberté, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que, dans chaque cas, les avis requis ont été donnés, savoir : de la compagnie de chemin de fer électrique de Saint-Haycinthe ; de "The Catholic Sailors' Club" ; de la compagnie "La Presse" ; et de l'Association des bouchers et commerçants de lard, demandant respectivement une loi les constituant en corporation ; de la compagnie de chemin de fer de Jonction de Napierville ; de la compagnie du pont de Saint-François ; du "Bishop's College" ; de la paroisse de la Longue-Pointe ; du village de Beaurivage, de la Longue-Pointe ; de la "Dominion Abattoir and Stock Yards Company" ; de la "Montreal Investment and Freehold Company" ; de la "National Trust Company", et de la "Saint Lawrence and North Western Railway Company", demandant respectivement des amendements à leur charte ; de Peter Bercovitch, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ; de W. J. Enright, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres ; de la compagnie "The Hull Electric Company", demandant une loi ratifiant et confirmant un arrangement survenu entre la dite compagnie et la compagnie du Pacifique Canadien ; de la paroisse de Saint-Paul de Montréal, demandant une loi concernant la construction d'une église.

Quant à la pétition de la cité de Saint-Henri demandant des amendements à sa charte, votre comité trouve que les avis ne mentionnent pas les paragraphes 3 et 4 de la pétition, concernant certains détails d'administration de la dite cité.

Votre comité, après avoir examiné la pétition de la "Laurentides Pulp Company", demandant une loi autorisant la dite compagnie à voter aux élections municipales et autres, dans le village de Grand'Mère, trouve que la pétition demande ce privilège pour d'autres compagnies établies en ce village, tandis que les avis ne mentionnent que la compagnie "Laurentides Pulp".

Quant à la pétition de la "Royal Trust Company" votre comité trouve que les avis ne mentionnent pas le paragraphe, "K" de la pétition, à l'effet de permettre à la dite compagnie de posséder des propriétés foncières jusqu'au montant d'un million de piastres."

Ordonné,—Que l'honorable M. Guerin ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation le "Catholic Sailors' Club."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill concernant le village de Beaurivage de la Longue-Pointe.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Watts ait la permission de présenter un Bill amendement l'acte pour étendre les privilèges et pouvoirs de la compagnie du pont de St-François.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill concernant la paroisse de la Longue-Pointe.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Gillies ait la permission de présenter un Bill ratifiant une convention conclue entre la compagnie du chemin de fer Pacifique Canadien et la compagnie Electrique de Hull.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Doris ait la permission de présenter un Bill amendement la loi constituant en corporation "La compagnie de chemin de fer de Jonction de Napierville."

En conséquence, il présente ce Bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Berco-vitch au nombre de ses membres.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture

Ordonné, Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de St-Paul de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. De Grosbois ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la compagnie de chemin de fer électrique de St-Hyacinthe.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation l'Association des bouchers et commerçants de lard de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain, pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Rainville ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la " Royal Trust Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bickerdike ait la permission de présenter un Bill amendant la charte d'incorporation du village de Grand'Mère.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bickerdike ait la permission de présenter un Bill autorisant la " National Trust Company," à étendre ses opérations à la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bickerdike ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la " Dominion Abattoir and Stocks Yard Co."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bickerdike ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte constituant en corporation la " Montréal Investment and Freehold Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la cité de Sherbrooke.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill concernant le " Bishop's College".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Gouin ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation " La Compagnie de la Presse."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill annexant au comté de Yamaska, partie de la municipalité de Ste-Monique, pour les fins électorales, judiciaires, scolaires et d'enregistrement.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Proposé par l'honorable M. Duffy, secondé par l'honorable M. Parent, et

Ordonné,—Que le nom de M. Smith soit ajouté à ceux des membres du comité permanent des bills privés.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se forme en comité général pour examiner le bill—Loi concernant les compagnies minières; et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, le bill amendant la loi électorale de Québec, est lu une deuxième fois et référé au comité spécial de législation et des lois expirantes.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Tellier,—1. L'attention du gouvernement a-t-elle été appelée sur le fait que le tarif d'honoraire des protonotaires de la Cour supérieure, et celui des greffiers de la Cour de circuit, ne seraient plus en rapport avec la procédure, depuis l'entrée en vigueur du nouveau Code de procédure civile ?

2. L'attention du gouvernement a-t-elle été appelée sur le fait que ces tarifs seraient exorbitants sur certains points et incomplets sur d'autres ?

3. Est-ce l'intention du gouvernement de reviser ou refaire ces tarifs ou de prendre des mesures pour que cela soit fait ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :

1. Non ; 2. Non ; 3. Un nouveau tarif d'honoraires des protonotaires de la Cour supérieure et des greffiers de la Cour de circuit est actuellement à l'étude.

M. Chicoyne propose, secondé, par M. Bouffard ; et la question étant soumise :—“ Que, dans l'opinion de cette Chambre, il est opportun d'adopter une législation enlevant aux corporations municipales le pouvoir de subventionner les entreprises industrielles ”,—

Et un débat s'élevant,—

L'honorable M. Déchène propose, secondé par l'honorable M. Stephens, et il est

Ordonné,—Que le débat soit ajourné.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé de toutes les augmentations de salaires des employés du palais de justice de Québec et de Montréal, depuis le 1er juillet 1897 à ce jour.

Les bills suivants sont, conformément à l'ordre du jour, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité spécial des bills privés :

Loi autorisant l'admission de Henri Paul Lefebvre à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen ;

Loi autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Georges, district de Beauce, à dresser un nouvel acte de cotisation.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 31 janvier 1900.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires des Institutions suivantes, pour 1899, savoir : L'Hospice des Sœurs de la Charité de Ste-Anne Lapocatière ; L'Orphelinat des Sœurs de la Charité de Québec ; L'Hospice des Sœurs de la Charité de Rimouski ; L'Hospice des Sœurs de la Charité de Québec ; l'Association des Dames Charitables de Québec, et l'Hospice des Sœurs de Charité de Québec. (*Document de la session, No 16.*)

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Langelier, — la pétition d'Israël Lafontaine et autres, de St-Etienne, Lévis ;

Par M. Chauret,—la pétition de H. Trudeau et autres, de la ville de St-Laurent, comté de Jacques-Cartier ;

Par l'honorable M. Langelier,—la pétition d'Emile Rioux, de Québec ;

Par M. Petit,—la pétition de la Compagnie de pulpe de Jonquières, de Chicoutimi ;

Par M. Weir,—la pétition des syndics de "The American Presbyterian Society of Montreal."

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la cité de Montréal demandant des amendements à sa charte ;

Et de Henri Hains demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

M. Tessier (Rimouski), du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui est lu comme suit :

"Votre comité, après avoir élu A. Tessier, écuier, président du dit comité, est convenu de recommander à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à sept membres."

Résolu,—Que cette Chambre concoure, avec le comité, dans ce rapport.

M. Laliberté, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit comité qui est lu comme suit :

"Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés, dans chaque cas ; de Thomas Côté demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres ; de la "Canadian Electric Light Company, limited" demandant une loi ratifiant l'émission de certaines debentures ;

de Jacques Jos. Boisvert demandant une loi pour valider un acte de vente de George Henshaw Holt à Louis Alexandre Boisvert ; de Fred O. Henshaw demandant une loi l'autorisant à acquérir des actions dans la "John McDougall Caledonian Iron Works Co." et pour d'autres fins ; de la corporation de Beauport demandant une loi ratifiant et légalisant un règlement de la dite corporation exemptant de taxes municipales "The Montmorency Cotton Mills Company" ; de "The Montreal Mining Exchange" demandant une loi la constituant en corporation ; et de W. Sutherland demandant une loi autorisant l'Association des dentistes de cette province à l'admettre au nombre de ses membres, après examen."

Ordonné,—Que M. Gouin ait la permission de présenter un Bill concernant les biens appartenant à la mineure Freda Maude Henshaw.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Gouin ait la permission de présenter un Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Thomas Côté au nombre de ses membres ;

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Plante ait la permission de présenter un Bill autorisant l'Association des dentistes à admettre William Sutherland, comme un de ses membres, après examen.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bickerdike ait la permission de présenter un Bill validant un acte de vente de George Henshaw Holt à Louis Alexandre Boisvert, en date du 5 septembre 1890.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill confirmant et ratifiant, autant qu'il est nécessaire, l'émission des débentures faites par la "Canadian Electric Light Company".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain, pour seconde lecture.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la province, dépose sur la table de la Chambre :

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 25 janvier courant, demandant : 1. Copie de toute correspondance entre le

gouvernement du Canada, le département de la Marine et des Pêcheries, ou aucun autre département à Ottawa, avec le gouvernement de la province de Québec ou le Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, ou aucun autre membre du gouvernement de cette province, au sujet des questions des droits de pêche soulevées par suite du jugement du Conseil Privé, et depuis la date de ce jugement. 2. Copie de tous arrêtés en conseil, soit du gouvernement du Canada, soit de celui de la province de Québec, et de tous rapports sur le même sujet. (*Document de la session No 18.*)

La réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 24 janvier courant, demandant : 1. Copie de tous arrêtés en conseil adoptés depuis 1892 inclusivement, ayant trait à la réglementation de l'exploitation du bois de pulpe et à l'imposition ou à la réduction de droits sur la manufacture ou la conversion de ce bois en pulpe et en papier, en cette province. 2. Copie de toute correspondance, depuis la même date, sur les mêmes sujets. (*Document de la session No 19.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 janvier courant, pour un état détaillé des paiements faits en vertu du mandat spécial du 5 mai 1899, pour \$50,000.00 sous le titre : "Administration de la justice."
(*Document de la session No 20.*)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Flynn.—1. Y a-t-il eu, dans le département de la Colonisation et des Mines, des travaux d'arpentages (arpentages proprement dits, ou explorations, etc.) d'autorisés, ou y a-t-il eu des instructions de données pour de tels travaux, depuis le 18 de janvier 1899 jusqu'au 30 juin dernier ?

2. Dans l'affirmative, pour quel montant réel ou approximatif ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. Oui. 2. \$20,780 63.

Par l'honorable M. Flynn —Y avait-il au département des Terres, Forêts et Pêcheries, au 30 juin dernier, aucune somme de due pour le service de la protection des forêts (service des surintendants de gardes-feu, et des gardes-feu) et qui n'a pas été payée durant cet exercice de 1899 ?

2. Dans l'affirmative, pour quel montant ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—A la demande des porteurs de licence, et dans l'intérêt de la province, nous avons établi la région sauvegardée No 2, le 21 avril 1898, ce qui a nécessité l'emploi de 17 gardes feu supplémentaires, et entraîné une dépense imprévue de \$1,530,00. Le montant impayé au 30 juin 1899 était de \$916.89 pour les raisons données dans la réponse précédente.

Par M. Bouffard.—1. Le gouvernement a-t-il autorisé quelqu'un à collecter des droits de pêche dans l'Ile d'Orléans ?

2. Qui a-t-il autorisé ?

3. Quel montant a-t-il collecté ?

4. Quels sont les noms des personnes qui ont payé l'impôt ?

5. A-t-on fait rapport du montant collecté et en quel temps ?

6. Quel est le taux des impôts sur chaque pêche ?

7. Le gouvernement entend-il établir un impôt nouveau, ou maintenir celui qui existe à son taux actuel ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. Oui 2. M. Joseph Pouliot, garde-pêche, de Saint-Jean de l'Ile d'Orléans. 3. \$420.04. 4. 87 personnes ont payé licence. Une liste de leurs noms est ci-annexée. 5. Oui, au fur et à mesure de la collection. 6. Deux piastres par cent pieds. 7. A l'étude.

Licences de pêche accordées à l'Ile d'Orléans dont le prix a été payé et transmis au département par Jos. Pouliot, garde-pêche de l'Ile d'Orléans.

L. 11888/99, août 22 et 25.

Alfred Poulin, Moïse Létourneau, Laurent Vaillancourt, Alexandre et Jules Gendreau, François Pouliot, Thomas L'Abbé, senior ; Albert Pouliot, Joseph Delisle, François Hébert, Joseph Turcotte, Théophile Pouliot, Thomas L'Abbé, junior ; Alexis Bouffard, Pierre Pouliot, Phidime Pouliot, Thomas L'Abbé, senior ; Ferdinand L'Abbé.

L. 13112/99.

Jean Baptiste Lemelin, Napoléon Savoie, Jean Asselin, Célestin Drouin, Olivier Vézina, Sifroid Dufour, Augustin Lemelin, Jacques Dion, Xavier Dion, (nord), Xavier Dion, (sud) ; Louis Giguère, Désiré Asselin, Moïse Lepage, Jean Leclerc, Michel Gosselin, François Hébert, Eugène Curodeau, Ferdinand L'Abbé François Blouin, Philéas Demeules, 2 pêches ; Jean Blouin, Hector Laliberté, Pierre Pouliot, Odilon Lapointe, Eugène Gagnon, Joseph G. Lachance, Benjamin Thivierge, Louis Hébert, Alphonse Pouliot, Joseph J. Lachance, Alfred Maranda, Célestin Guérard, Michel Gosselin.

L. 17030/99

Paul Lachance, Dame V. Jos. Imbeau.

L. 301/1900.

Joseph Pâquet, Pierre Pâquet, Georges Blouin, 2 pêches ; Pierre Prémont, Antoine Martel, Joseph Roberge, Jacques Roberge, Jean Gosselin, Louis Gagnon, Joseph Roberge, Olivier Goulet, Pierre Rousseau, Louis Noël, Flavien Marceau, Joseph et Napoléon Lapointe, Jos. Delisle

et Joseph Poulin, François Lessard, Jos. Lemelin, Louis Dallaire et Xavier Lepage, François Lemelin, Xavier Lepage, (sud); Alfred Lepage, Louis Marceau, Olivier L'Abbé, Pierre Dion, Jos. L'Abbé, Jean Dumas et Tessier, Barthélemy Pouliot, Jean Coulombe, Nazaire Lajeunesse, Théophile Blouin, Joseph Laliberté, Emile et Polycarpe Blouin, Pierre Pouliot, Xavier Thivierge, Alexis Delisle.

Par M. McDonald.—Quels ouvrages de haute valeur historique et littéraire ont été achetés par le Secrétaire de la province, avec le montant du mandat spécial No 593, daté le 24 novembre 1899, pour \$800?

Réponse par l'honorable M. Marchand.—L'édition de l'ouvrage de M. Edouard Richard, ancien député, sur l'Acadie, et "l'Ame Américaine", par M. Edmond de Nevers.

Par l'honorable M. Nantel.—Quel est le montant perçu, jusqu'à présent, par le département des Terres, Forêts et Pêcheries, en vertu du jugement du Conseil Privé, daté le 26 mai 1898, concernant les pêcheries de la province?

Réponse par l'honorable M. Parent.—Par la réorganisation du service des pêcheries, la collection de ce chef n'a commencé qu'au mois de mai 1899, et il a été perçu jusqu'à ce jour la somme de \$8,371.00.

Par M. Marion —1. Le gouvernement a-t-il acheté des exemplaires du Code municipal de M. J. E. Bédard;

2. Dans l'affirmative, combien d'exemplaires et à quel prix?

3. Le gouvernement a-t-il fait aucune distribution de ces Codes aux conseils municipaux de cette province?

Réponse par l'honorable M. Déchêne:—1. Oui.—2. Cent exemplaires au prix de \$3.00 l'exemplaire, de la librairie C. Théoret, de Montréal.—3. La collection achetée n'a pas été adressée aux conseils municipaux, mais aux membres des deux branches de la Législature, avec accompagnement d'une lettre circulaire expliquant la raison de cet envoi, et dont l'honorable député de l'Assomption a dû recevoir copie.

Par M. Bédard.—Qu'a fait le gouvernement avec les 4,000 brochures en français et 1,500 en anglais de l'ouvrage "The Laws concerning Commissioner's Court" pour \$250.00 mentionnées à la page 259 des Comptes publics?

2. Par qui cet ouvrage a-t-il été compilé?

Réponse par l'honorable M. Marchand:—1. Le département du Secrétaire les distribue aux nouvelles Cours de commissaires, ainsi qu'à celles qui sont réorganisées et en continuera, cette année, la distribution aux

anciennes Cours. 2. Par Joseph Dumont, premier clerc au département du Secrétaire.

Par M. Marion.—Quelles sont les divisions d'enregistrement, dans la province de Québec, dans lesquelles le cadastre n'est pas encore en force ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—Le cadastre n'est pas encore en force dans la deuxième division d'enregistrement du comté de Pontiac, ni dans celle de Ste-Anne-des-Monts. Dans les autres divisions d'enregistrement, le cadastre est en vigueur, soit pour une partie seulement, soit pour toute la division

Par l'honorable M. Flynn.—1. Pourquoi l'agent de la seigneurie de Lauzon et les agents des biens des Jésuites, (page 261, Comptes publics pour 1898) n'ont-ils été payés durant cette dernière année, (1898), que pour 11 mois de salaire, savoir : au 31 mai, 1898, lorsque pour l'année 1897, ils ont été payés intégralement pour les 12 mois expirés le 30 juin 1897 ? (Voir page 271, Comptes publics, 1897).

2. Pourquoi l'agent de la seigneurie de Lauzon et les agents des biens des Jésuites n'ont-ils pas été payés durant l'année fiscale expirée le 30 juin 1899, de leur traitement pour le mois de juin ? (Voir page 204, Comptes publics, 1899).

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. Parce que le budget de 1897-98 a été réduit par le paiement d'un montant de \$3,899.95, dette créée par l'administration précédente et appartenant strictement à l'exercice de 1896-97. Le montant dû pour ces salaires du mois de juin 1898, était de \$150.00.

2. Ces traitements au montant de \$ 50.00 ont été payés en juillet 1899, sur le crédit des dépenses générales de 1899-1900, parce qu'une partie du crédit affecté à ce service pour l'année 1898-99 a été absorbé par une dépense imprévue de \$3,046.70, faite dans l'intérêt de la province, lors de l'exposition tenue à New-York, en mars dernier.

L'honorable M. Flynn.—1. Pourquoi le département des Terres, Forêts et Pêcheries n'a-t-il payé dans l'année expirée le 30 juin 1898, aux agents, sous-agents des terres, aux agents des bois et inspecteurs d'agences que onze mois de salaire, à venir jusqu'au 31 mai 1898, (voir p 228 et suivantes comptes publics, 1898), lorsque pour l'année expirée le 30 juin 1897, douze mois de traitement, jusqu'au 30 juin, leur ont été payés ? (Voir page 248, Comptes publics, 1897).

2. Pourquoi les salaires du mois de juin de ces officiers, pour l'année 1898-99, n'ont-ils pas été payés avant l'expiration de cette année fiscale ? (Voir page 182, Comptes publics, 1899).

3. Quand le traitement des agents, sous agents et inspecteurs, pour le mois de juin 1898, a-t-il été payé, et à même quel crédit ?

4. Le traitement de ces officiers pour le mois de juin 1899, a-t-il été payé ? et, dans l'affirmative, quand et à même quel crédit ?

Réponse par l'honorable M. Parent : — 1. Parce que le budget de 1897-88 a été réduit par le paiement d'un montant de \$3,899.95, dette créée par l'administration précédente, et appartenant strictement à l'exercice de 1896-97. Le montant dû pour ces salaires du mois de juin 1898 était de \$1,952.78.

2. Ces traitements s'élevant à la somme de \$1,856.68 ont été payés en juillet 1899 sur le crédit des dépenses générales de 1899-1900, parce qu'une partie du crédit affecté à ce service pour 1898-1899 a été absorbé par une dépense imprévue de \$3,046.70 faite dans l'intérêt de la province, lors de l'exposition tenue à New York, en mars dernier.

3. Le traitement des agents, sous-agents et inspecteurs, pour le mois de juin 1898, a été payé en juillet 1898, à même les crédits de l'exercice de 1898-99, parce que le budget de 1897-98 a été réduit par le paiement d'un montant de \$3,899.95, dette créée par l'administration précédente et appartenant strictement à l'exercice 1896-97. Le montant dû pour ces salaires du mois de juin était de \$1,858.68.

4. Le traitement de ces officiers, \$1,858.68 a été payé, en juillet 1899, sur le crédit des dépenses générales de l'exercice 1899-1900, parce qu'une partie du crédit affecté à ce service pour 1898-99 a été absorbée par une dépense imprévue de \$3,046.70 faite, dans l'intérêt de la province, lors de l'exposition tenue à New-York, en mars dernier.

La Chambre reprend la discussion ajournée, le mardi, 30 janvier courant sur la motion proposée :

Que, dans l'opinion de cette Chambre, il est opportun d'adopter une législation enlevant aux corporations municipales le pouvoir de subventionner les entreprises industrielles.

Et la motion étant de nouveau proposée, l'honorable M. Déchène, secondé par l'honorable M. Turgeon, propose, en amendement :

Que cette Chambre, avant de se prononcer sur cette question, ordonne de la référer à un comité spécial composé des honorables MM Stephens, Parent, Duffy, Nantel et de MM. Chicoyne, Lislois, Robitaille, Lalonde, Dessaulles, Bédard et D'Auteuil, avec instructions de l'étudier et le pouvoir de prendre toutes les informations qu'il jugera nécessaires, et ordre de faire rapport de temps à autre.

Cette motion en amendement est adoptée.

Alors la motion principale telle qu'amendée est aussi adoptée.

Proposé par M. Marion, secondé par M. Normand, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie des comptes ou factures produits, et sur lesquels les paiements ont été faits des dépenses suivantes, entrés aux Comptes publics pour l'année expirée le 30 juin 1899, sous le titre : "Dépenses contingentes des départements"

1. J. A. Langlais & Fils, papeterie, \$1,249.92 (pour le département des Terres, Forêts et Pêcheries), p. 108 des Comptes publics.

2. Les mêmes, papeterie, \$200.70 (Département de l'Agriculture), p. 113, Comptes publics.

3. Les mêmes, papeterie, \$186.00, (Département de l'Instruction Publique), p. 115, Comptes publics.

4. Les mêmes, papeterie, \$1,005.61, (Département de la Colonisation et des Mines), p. 118, Comptes publics.

5. Les mêmes, papeterie, \$10.05, (bureau de l'Auditeur), p. 104 Comptes publics.

6. Les mêmes, papeterie, \$20.00, (Département du Trésor), p. 102 Comptes publics.

7. Les mêmes, papeterie, \$174 86, (Département du Procureur-Général), p. 99, Comptes publics.

8. Les mêmes, papeterie, \$426.81, (Département du Secrétaire de la Province), p. 95, Comptes publics.

9. Les mêmes, papeterie, \$68.35, (Département du Conseil Exécutif), p. 93, Comptes publics.

Proposé par l'honorable M. Langelier, secondé par l'honorable M. Parent, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—1. Copie de la lettre de M. Joseph Dussault à l'honorable M. L. O. Taillon, premier ministre, écrit en janvier 1893, avec *Post-Scriptum* portant la date du 25 novembre 1893.

2. Copie de la lettre de l'honorable M. L. O. Taillon à M. Jos. Dussault, en date du 5 décembre 1893.

3. Copie de la lettre de M. Joseph Dussault à l'honorable M. L. O. Taillon, en date du 30 décembre 1893

4. Copie de la lettre de MM. Dussault & Proulx à l'honorable M. P. E. LeBlanc, Orateur de l'Assemblée législative, en date du 4 juin 1892.

5. Copie de la lettre de M. N. Dion, gérant de la Banque Jacques-Cartier, à Saint-Sauveur de Québec, en date du 31 mai 1892, adressée à MM. Dussault & Proulx, de Québec, imprimeurs, que ces derniers ont transmise, par leur lettre en date du 4 juin 1892, à l'honorable P. E. Leblanc, O. A. L.

6. Copie du protêt de la Banque Jacques-Cartier, en date du 20 août 1892, par M^{re} P. Bouffard, dont signification a été faite à l'honorable Secrétaire de la Province et à l'Orateur de l'Assemblée législative.

Proposé par M. Ball, secondé par M. Dufresne, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie de tous comptes et de toute correspondance au sujet de l'item suivant, à la page 259 des Comptes publics, pour l'année 1899—D. N. Labrie—transcription de l'index des noms, No 1, bureau d'enregistrement. Percé, comté de Gaspé: \$363.84.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Un état détaillé des dépenses encourues et des sommes payées par la province de Québec pour services professionnels, frais de voyages et autrement, se rapportant à la cause des pêcheries soumise au Conseil Privé et décidée par ce tribunal.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Atwater, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état indiquant, séparément, tous les travaux d'arpentages, d'explorations et de cadastre, autorisés, ou pour lesquels des instructions ont été émises depuis le 1er juillet dernier, avec mention de la date, dans chaque cas, de ces autorisations ou instructions, des avances faites et en vertu de quel crédit ces avances ont été faites, avec, de plus, mention du coût réel ou estimatif de ces travaux, ainsi que des balances qui peuvent rester dues.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Un état détaillé de l'item suivant des Comptes publics pour 1899, page 132, "Ecoles élémentaires, sous la loi 60 Vict., ch. 3, \$13,133.28."

2. Copie de tous arrêtés en conseil autorisant cette dépense.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions, rapportées du comité des subsides, lundi, le 29 janvier courant ; lesquelles résolutions furent alors ajournées ; et elles sont lues une seconde fois comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas neuf mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses d'élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante deux mille sept cent dix huit piastres et vingt centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des impressions et de la reliure pour les deux Chambres de la Législature, S. R. P.Q., art. 158 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ces résolutions.

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité pour examiner le bill concernant les compagnies minières, et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Les bills suivants sont, respectivement, lus une deuxième fois et référés au comité permanent des divers bills privés, savoir :

Loi constituant en corporation l'Association des bouchers et commerçants de lard de Québec ;

Loi concernant le " Bishop's College " ;

Loi concernant la construction des églises, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul de Montréal ;

Loi concernant la paroisse de la Longue-Pointe ;

Loi amendant l'acte constituant en corporation la " Montreal Investment and Freehold Company " ;

Loi amendant la charte de la " Dominion Abattoir and Stock Yards Company " ;

Loi concernant le village de Beaurivage de la Longue-Pointe ;

Loi amendant la charte d'incorporation du village de Grand'Mère ;

Loi autorisant la " National Trust Company " à étendre ses opérations à la province de Québec ;

Loi amendant la charte de la cité de Sherbrooke.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre du jour, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières ;

Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe ;

Loi amendant la loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Jonction Napierville.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 1er février 1900

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table.

Par M. Robitaille,—La pétition de la compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean.

M. Dessaulles, du comité spécial nommé pour examiner la question d'enlever aux corporations municipales le pouvoir de subventionner les entreprises industrielles, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Dessaulles son président et recommande que son quorum soit réduit à trois membres.”

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Laliberté, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés, dans chaque cas :

De la corporation de la cité des Trois-Rivières demandant une loi l'autorisant à refondre sa charte et à émettre des débentures ;

De Téléphore G. Turcot et de Oswald Sylvio Métivier demandant respectivement une loi les autorisant à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans cette province ;

Et de David O'Gilvy demandant une loi autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.”

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné,—Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un Bill autorisant l'Association des dentistes à admettre Téléphore G. Turcot au nombre de ses membres ;

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un Bill autorisant l'Association des dentistes à admettre Oswald Sylvio Métivier au nombre de ses membres.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la ville de Maisonneuve.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un Bill autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre David Ogilvy au nombre de ses membres.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Normand ait la permission de présenter un Bill revisant et refondant la charte de la cité des Trois-Rivières.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. McDonald ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie de Gaz, Electricité et Pouvoir.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative à l'admission à la pratique de la médecine, en certains cas.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 816 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu pour la première et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Duplessis ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 5561 des Statuts refondus de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Duplessis ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 85 du Code civil de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre :—Le rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1898-9 .

(*Document de la session No 5.*)

Aussi, une réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 26 janvier 1900, pour 1. Copie des comptes et mémoires de frais et de la correspondance dans le cas du mandat spécial, en date du 21 octobre 1899, pour \$1,561.25, sous le titre "Administration de la Justice," et dans la cause de la Reine vs. Pacaud et de la Reine vs. Ernest Pacaud *et al.*

2. Pour copie des comptes et mémoires de frais de M. Hutcheson, C. R., comme conseil de la Couronne, dans la même cause, et pour lesquels le mandat spécial du 9 novembre 1899, au montant de \$762.28 a été émis.

(*Document de la session No 21.*)

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par l'honorable M. Flynn —1. Y avait-il aucune somme de due pour le service des gardes forestiers, à la date du 30 juin dernier, et qui n'a pas été payée durant cette exercice de 1899 ?

2. Dans l'affirmative, quel montant ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. Oui.—2. La somme de \$5,030.69 pour dépenses imprévues occasionnées par des inspections spéciales de terres, forêts et de pouvoirs d'eau, entreprises dans l'intérêt de la Province et pour dépenses encourues, lors de l'exposition de New-York, en mars 1899.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—1. Copie de tous arrêtés en conseil, depuis le 1er juillet 1898, autorisant le paiement d'aucune somme, comme subvention à des compagnies de chemins de fer, ou ayant trait à aucune subvention de chemins de fer. 2. Copie de toute correspondance au sujet de telle subvention, depuis la même date.

Proposé par M. Dufresne, secondé par M. Ball, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—1. Copie de tous les arrêtés en conseil, au sujet de l'exposition de Paris ; 2. Copie de tous rapports et de toute correspondance à ce sujet ; 3. Un état détaillé des dépenses encourues jusqu'à cette date, en indiquant en vertu de quels crédits ou autorisation légale.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Proposé par M. Tellier, secondé par M. Duplessis, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :

Copie des divers comptes, composant l'item de \$3,542.23, figurant à la page 122 des Comptes publics, représentant les dépenses contingentes du shérif du district de Joliette, durant la dernière année financière, avec indication des personnes auxquelles ces comptes ont été payés, ainsi que de la date de chaque paiement.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité pour considérer le bill concernant les compagnies minières, et après avoir ainsi siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Les bills suivants sont respectivement lus une deuxième fois et référés au comité permanent des bills privés, savoir :

Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Thomas Côté au nombre de ses membres ;

Loi concernant les biens appartenant à la mineure Freda Maude Henshaw ;

Loi confirmant et ratifiant, autant qu'il est nécessaire, l'émission des débetures faites par la " Canada Electric Light Company " ;

Loi validant un acte de vente de George Henshaw Holt à Louis Alexandre Boisvert, en date du 5 septembre 1890 ;

Et loi autorisant l'Association des dentistes à admettre William Sutherland, comme un de ses membres, après examen.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 2 février 1900.

M. l'Orateur met devant la Chambre, l'état des affaires :—De l'asile Sainte-Brigitte, de la cité de Québec pour 1899. (*Document de la session No 16.*)

Et de la compagnie des chemins à barrières de Terrebonne pour 1899. (*Document de la session No 22.*)

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

D'Israël Lafontaine et autres, de Saint-Etienne, s'opposant au bill pour autoriser la fermeture des ponts Roy, Guay et Lemieux ;

De H. Trudeau et autres, s'opposant aux amendements à la charte de la ville de Saint-Laurent ;

D'Emile Rioux demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres ;

De la Cie de Pulpe de Jonquière demandant des amendements à sa charte ;

De " The Trustees of the American Presbyterian Society of Montreal," demandant des amendements à sa charte ;

Et de la compagnie du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean demandant des amendements à sa charte.

M. de Grosbois, du comité permanent des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Québec-Central, et l'a adopté avec un amendement.”

M. Laliberté, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :

De la Compagnie du chemin de fer “ Portage du Fort et Bristol Branch ;”

De la Compagnie Hypothécaire et de la ville de Saint-Louis demandant respectivement des amendements à leur charte ;

Et des Syndics de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus de Montréal demandant une loi concernant l'église catholique de la dite paroisse.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé un comité spécial, pour assister l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif, comme membre du comité conjoint des deux Chambres de la bibliothèque, et que ce comité a été composé des honorables MM. Chapais, de Boucherville, Girouard, Lanctôt, Ouimet, Rolland, McCorkill et Ward.

Ordonné,—Que M. Garneau ait la permission de présenter un Bill ratifiant et légalisant un règlement de la corporation de la paroisse de Beauport exemptant de taxes municipales la “ Montmorency Cotton Mills Company.”

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy ait la permission de présenter un Bill modifiant la charte de la Compagnie Hypothécaire.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Clapperton ait la permission de présenter un Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre W. J. Enright au nombre de ses membres.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Gillies ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi constituant en corporation "The Portage du Fort and Bristol Branch Railway Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lacomb ait la permission de présenter un Bill concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la ville de Saint-Louis.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bickerdike ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la "Montreal Mining Exchange."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bissonnette ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 480 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour seconde lecture.

Proposé par l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Robidoux, et

Résolu,—Qu'un comité spécial composé des honorables MM. Robidoux, Turgeon, Pelletier, Parent, Stephens, LeBlanc et Atwater et de MM. Marion, Tessier (Rimouski), Normand, Béland, Roy, Ball, Weir, Laliberté et Allard, soit formé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif priant Leurs Honneurs de bien vouloir se joindre à cette Chambre, pour former un comité conjoint des deux Chambres, au sujet des impressions

de la Législature, en informant Leurs Honneurs que les honorables MM. Marchand, Flynn, Nantel, Déchêne et Duffy et MM. Robitaille, McDonald, Garneau, Rainville, Bouffard et Cotton agiront comme membres du dit comité des impressions.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité général pour prendre en considération le bill concernant les compagnies minières; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le Comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné,—Que le bill ainsi amené par le comité général soit maintenant pris en considération.

Et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la seconde lecture soit remise à mardi prochain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Flynn.—Y a-t-il eu des travaux d'arpentages, explorations ou autres travaux imputables au service des arpentages, autorisés par le département de la Colonisation et des Mines, depuis le 20 octobre 1899 ?

2. Dans l'affirmative, pour quel montant ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. Oui.—2. \$4,900.

Par l'honorable M. Nantel.—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer un Conseiller législatif pour la division des Mille-Isles, ou de supprimer le Conseil législatif ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—Certainement.

Par M. Tellier.—1. Est-il vrai que l'honorable Premier ministre actuel s'est prononcé, pendant qu'il était chef d'opposition en cette Chambre, contre la loi actuelle, en vigueur en cette province, qui impose des taxes sur les successions ou sur certaines successions ?

2. Est-il vrai, que l'honorable Premier ministre actuel a déclaré ou donné à entendre au public de cette province, au cours des dernières élections générales, qu'il demanderait ou proposerait l'abolition des dites taxes, dans le cas où le parti politique dont il était le chef arriverait au pouvoir ?

3. L'honorable Premier ministre actuel se propose-t-il de présenter, au cours de cette session, une loi à l'effet d'abroger celle imposant les dites taxes ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—1. et 2. Les déclarations du Premier ministre, à cet égard, sont parfaitement connues du public, elles

peuvent se résumer dans le passage suivant de son discours prononcé à Sherbrooke, le 14 octobre 1896 : " La vraie politique d'un gouvernement sincèrement désireux de replacer notre province dans la position financière et politique qui lui appartient, peut se définir en peu de mots. Son premier devoir est de réduire, par les mesures d'économie les plus énergiques, la dépense entière, ordinaire et extraordinaire de chaque année, dans les limites de la recette annuelle, et d'éviter l'imposition de nouveaux sacrifices au peuple, aussi longtemps que, par ces moyens, il peut en être exempté."

3. Si le gouvernement trouve utile d'opérer quelques changements dans les lois existantes, il se fera un devoir d'en donner connaissance à la Chambre, en temps opportun.

L'honorable M. Atwater propose, secondé par l'honorable M. Flynn, et il est

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents relativement à l'item No 8, du budget supplémentaire de l'exercice financier courant, ayant rapport au paiement de \$27,052 à M. Joseph Dussault.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Proposé par M. Chênevert, secondé par M. Robitaille, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes circulaires ou lettres, depuis l'année 1883 au 30 juin 1897, adressées par le département des Terres de la Couronne, ou le département des Terres, Forêts et Pêcheries, à des employés du département ou à leur procureur au sujet du paiement de leur traitement, commission, déboursés ou autres comptes.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état indiquant :
1. Les travaux d'arpentages, d'explorations et de cadastre qui ont été autorisés ou pour lesquels des instructions ont été émises par le département de la Colonisation et des Mines, depuis le 25 mai 1897 au 30 juin dernier ;

2. Le coût réel ou estimatif de tous ces travaux, par chaque année fiscale ;

3. La date de ces autorisations ou instructions ;

4. Les sommes avancées ou paiements faits, chaque année fiscale, pour ces travaux ;

5. Les crédits ou appropriations, y compris les mandats spéciaux, à même lesquels telles sommes ont été ainsi avancées ou payées, chaque année fiscale ;

6. Toute balance réelle ou estimative qui a pu rester due sur tous ces travaux, à la date du 30 de juin dernier.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont respectivement lus une deuxième fois, et référés au comité permanent des divers bills privés, savoir :

Loi constituant en corporation le " Catholic Sailors' Club " ;

Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Bercovitch au nombre de ses membres ;

Loi amendant la charte de la " Royal Trust Company " ;

Loi amendant la charte de la ville de Maisonneuve ;

Et loi autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre David Ogilvy au nombre de ses membres.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 5 février 1900.

De consentement unanime, la règle 49 de cette Chambre est suspendue en ce qui regarde les pétitions suivantes qui sont, en conséquence, présentées et déposées sur la table :

Par M. Gouin,—la pétition de la Compagnie du conservatoire de Montréal ;

Par M. Robitaille,—la pétition de la Compagnie " Petroleum Oil Trust, limited " ;

Ordonné,—Que M. Cotton ait la permission de présenter un Bill (No 91) amendant le Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 952 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les dentistes.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Conformément à l'ordre du jour, les bills ci-après mentionnés sont respectivement lus une deuxième fois et référés au comité permanent des divers bills privés, savoir :

Loi constituant en corporation "The Montreal Day Nursery";
Loi constituant en corporation la "Compagnie de la Presse";
Loi concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus de Montréal;
Et loi modifiant la charte de la "Compagnie Hypothécaire".

Les bills suivants sont, conformément à l'ordre du jour, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières :

Loi amendant l'acte pour étendre les privilèges et pouvoirs de la "Compagnie du Pont de Saint-François";

Et loi modifiant la loi constituant en corporation la compagnie dite "The Portage du Fort and Bristol Branch Railway Company."

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Nantel.—1. A la date du 30 juin dernier, 1899, y avait-il quelque somme de due par le département de la Colonisation et des Mines, pour des travaux de colonisation et qui n'aurait pas été payée, durant cet exercice?

2. Dans l'affirmative, quel montant était dû?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. Oui. 2. \$5,543.49.

Par l'honorable M. Flynn.—1. Y avait il aucune somme de due pour le service des "arpentages", au 30 juin 1899 et qui n'a pas été payée à même cet exercice?

2. Dans l'affirmative, quel montant?

3. Dans ce dernier cas, ce montant a-t-il été payé depuis, et sur quel crédit?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. Oui. 2. \$16,433.45. 3. \$10,820.28 sur le crédit régulier et \$2,821.01 sur le crédit supplémentaire.

Par M. Panneton.—Dans le discours du Trône, il est déclaré que le gouvernement a augmenté la subvention annuelle aux municipalités pauvres et aux écoles du soir, et a subventionné une école normale pour les institutrices, à Montréal; en vertu de quelle loi, subvention législative ou crédit, et à quelles dates le gouvernement l'a-t-il fait, dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. Le gouvernement a augmenté l'aide aux municipalités pauvres, notamment, en le portant, d'une somme de \$10,000 votée pour cet objet par la Législature, à une somme de \$13,000 votée pour ce même objet dans les budgets de 1898-99 et 1899-1900.

2. Le gouvernement a augmenté l'aide aux écoles du soir, en 1897-98, d'une somme de \$6,833.91 et en 1898-99 d'une somme de \$10,000, en vertu de l'acte 60 Vic., ch. 3.

3. Par ordre en conseil du 9 juin 1899, à même les fonds disponibles, en vertu de l'acte 60 Vic., ch. 3.

Par M. Chicoyne.—Le gouvernement se propose-t-il d'appliquer le droit de \$1.90 par corde, sur le bois de pulpe coupé par les colons de bonne foi qui sont établis sur les terres de la Couronne?

Réponse par l'honorable M. Parent :—Les documents No 19 produits devant cette Chambre, le 31 janvier dernier, en réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, comportent la réponse à cette question.

Par M. D'Auteuil.—1. Le gouvernement a-t-il loué la grève du fleuve Saint-Laurent, en front du lot No 112, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie?

2. Dans l'affirmative, à qui, à quel prix et pour combien de temps?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. Oui. 2. A M. Alphonse Letellier, au prix de \$25.00 pour un terme d'un an expirant le 17 juin 1900.

Par M. Plante.—1. Le gouvernement sait-il qu'il y a de nombreux prisonniers qui attendent leur procès, dans la prison de Beauharnois?

2. Depuis quand y a-t-il eu un terme criminel à Beauharnois?

3. Y aura-t-il un terme de la cour criminelle, en mars prochain?

4. Le gouvernement a-t-il nommé un représentant du procureur général pour le district de Beauharnois?

5. Dans l'affirmative, quel est son nom?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. Il appert par le rapport du greffier de la Couronne du district de Beauharnois, du 9 janvier 1900, qu'il y a six prisonniers attendant leur procès. 2. 1er octobre 1895. 3. Oui, le 8 mars prochain. 4. Oui, pour le dit terme. 5. M. Thomas Brossoit, C. R., de Beauharnois.

Par M. Grenier.—1. A quelle date les surintendants des gardes-feu ont-ils reçu instruction, en l'année 1899, de commencer l'exercice de leurs fonctions, et à compter de quelle date?

2. Ont-ils été employés à ce service en mai et juin 1899?

3. A quelle date en 1899, les gardes-feu ont-ils reçu instruction de se mettre en devoir ou de commencer l'exercice de leurs fonctions, et à compter de quel temps?

4. Ont-ils été employés à ce service, en mai et juin 1899?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. Les surintendants des gardes-feux, en l'année 1899, devaient, suivant leurs instructions générales, commencer l'exercice de leurs fonctions le 1er avril. 2. Oui. 3. A diffè-

rentes dates, du 1er mai au 1er de juin, suivant les circonstances des diverses régions sauvegardées. 4. Quelques-uns ont été employés en mai, d'autres ne l'ont été qu'à partir du 1er de juin.

Par M. D'Auteuil.—1. Combien de poursuites ont été instituées en 1899, par ordre du gouvernement ou de l'honorable Commissaire des Terres de la Couronne ou d'aucun de ses officiers ou employés, pour infractions à aucune loi relative à la pêche, commises dans la paroisse de Sainte-Agnès, dans le comté de Charlevoix ?

2. En vertu de quelle loi la plainte a-t-elle été portée, et quelle est l'infraction dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. 12 poursuites ont été instituées. 2. En vertu des articles 1375 et 1394 des Statuts refondus de la province de Québec, tel qu'amendés par 62 Vict., ch. 23.

Infraction : Avoir tendu, sans avoir préalablement obtenu licence à cet effet, des filets, rêts, ou autres instruments de pêche dans les lacs Long, Sainte-Agnès, etc., dans le comté de Charlevoix.

Par M. Girard.—1. Le docteur Constantin a-t-il payé au gouvernement les honoraires ordinaires pour obtenir une commission ?

2. Dans la négative, pourquoi ?

3. A-t-il agi comme coroner depuis sa nomination ?

4. Dans l'affirmative, a-t-il présenté au gouvernement quelque réclamation pour services, frais de voyages, ou autres raisons et pour quel montant ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :

1. Non. 2. Le gouvernement ne le sait pas. 3. Oui. 4. Oui, \$34.30.

Par M. Dufresne.—Est-ce l'intention du gouvernement de diminuer le nombre des ministres, tel que demandé par la motion de l'honorable M. Marchand, soumise à cette Chambre, le 26 janvier 1893, p. 75, des Journaux de l'Assemblée législative ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—Oui.

Par M. Dufresne.—Le gouvernement a-t-il l'intention de faire l'abandon de Spencer Wood comme résidence officielle du Lieutenant-Gouverneur, tel que dit dans la motion proposée par l'honorable M. Marchand à cette Chambre, le 26 janvier 1893, p. 75, des Journaux de l'Assemblée législative (1893) ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—Le gouvernement n'a pas l'intention ni le droit d'attenter à la liberté individuelle du représentant officiel de Sa Majesté en cette province, en lui imposant le choix de sa résidence ; mais le gouvernement peut convenablement fixer la limite de sa contribution annuelle aux dépenses de la maison de Son Honneur. C'est ce qu'il a fait.

Par l'honorable M. Nantel.—Quand le gouvernement va-t-il nommer un conseiller législatif pour la division des Mille-Isles ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—Bientôt.

Proposé par M. Bouffard, secondé par M. Grenier, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous documents, arrêtés-en-conseil, correspondances et rapports des magistrats concernant les poursuites prises contre les personnes qui exploitent des pêches dans l'Ile d'Orléans.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par M. Chicoyne, secondé par M. Normand, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état démontrant d'une manière approximative, la quantité de terres propres à la culture et la quantité de terres impropres à la culture, respectivement, qui se trouvent dans la superficie du domaine public actuellement subdivisée en lots, laquelle superficie comprenait 7,020,425 acres au 31 décembre 1899.

Proposé par M. Bouffard, secondé par M. Grenier, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance échangée entre le Secrétaire de la province et les employés de l'Asile de Beauport, au sujet des relations de ces derniers avec le dit Asile de Beauport.

Proposé par M. Bédard, secondé par M. Marion, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Une liste des officiers nommés en vertu de l'acte concernant la pêche et les pêcheries, 62 Vict. (1889), avec mention de l'endroit ou des endroits pour lesquels ils ont été nommés, de leur traitement ou toute autre rémunération, commission, etc., et des sommes qui leur ont été payées jusqu'à présent, soit pour traitement, rémunération, commission ou déboursés

Proposé par M. Bédard, secondé par M. Bouffard,—et la question étant soumise—

Qu'il soit mis devant cette Chambre :—1. Un état détaillé des dépenses portées aux comptes publics, pour l'année fiscale expirée le 30 juin 1899, page 119 des comptes publics, sous les titres suivants : "Dépenses contingentes de l'honorable J. J. Guerin—frais de voyages et autres \$800 00 —Dépenses contingentes de l'honorable G. W. Stephens—frais de voyages, etc. \$200.00."

2. Copie de tous comptes et de toutes pièces justificatives produits pour ces dépenses ;

L'honorable M. Marchand propose, en amendement à cette motion, secondé par l'honorable M. Robidoux—Que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la motion : "Aussi, un état des dépenses portées aux comptes publics pour l'année financière expirant le 30 juin 1896, page 109, sous le titre : "Hon. A. W. Morris, frais de voyage et autres dépenses \$940.00."

Cette motion, en amendement, est adoptée.

Alors, la motion principale, telle qu'amendée, est aussi adoptée.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:—1. Copie de tous les arrêtés-en-conseil adoptés en vertu de l'acte concernant la pêche et les pêcheries, 62 Vict., ch. 23, notamment, en vertu de l'article 1376.

2. Un état indiquant les baux, permis de pêche et permis spéciaux accordés en vertu de cet acte, dans les comtés de Gaspé, Bonaventure et des Iles-de-la-Magdeleine, avec mention de la date de ces baux ou permis, des personnes à qui ils ont été accordés, des lacs, rivières, ou autres eaux, pour lesquels ils ont été accordés, du prix ou loyer, ou taux du permis ou bail, du nombre d'années, et des sommes reçues jusqu'à date, dans chaque cas.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la province, dépose sur la table de la Chambre : Une réponse supplémentaire à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 26 janvier 1900, pour:—1. Copie des comptes et mémoires de frais et de la correspondance, dans le cas du mandat spécial, en date du 21 octobre 1899, pour \$1,561.25, sous le titre "Administration de la Justice," et dans la cause de la Reine *vs.* Pacaud et de la Reine *vs.* Ernest Pacaud *et al* ;

2. Copie des comptes et mémoires de frais de M. Hutcheson, C. R., comme conseil de la Couronne, dans la même cause, et pour lesquels le mandat spécial du 9 novembre 1899, au montant de \$762 28 a été émis.

(*Document de la session No 21b.*)

Et, réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 31 janvier 1900, pour la production d'un état indiquant séparément tous les travaux d'arpentages, d'explorations et de cadastre, autorisés, ou pour lesquels des instructions ont été émises, depuis le 1er juillet dernier, avec mention de la date, dans chaque cas, de ces autorisations ou instructions, des avances faites, et en vertu de quel crédit ces avances ont été faites, avec, de plus, mention du coût réel ou estimatif de ces travaux, ainsi que des balances qui peuvent rester dues. (*Document de la session No 24.*)

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant la loi relative à la pratique de la médecine, en certains cas.

M. Roy propose, secondé par M. Garneau—et la question étant soumise : Que le bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et référé au comité spécial permanent de la législation et des lois expirantes.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont respectivement lus une deuxième fois et référés au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes, savoir :

Loi amendant l'article 816 du Code de procédure civile ;

Loi amendant l'article 5561 des Statuts refondus de Québec ;

Et loi amendant l'article 85 du Code civil de la province de Québec.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant l'article 480 du Code municipal.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et référé au comité spécial du Code municipal.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 6 février 1900

M. l'Orateur met devant la Chambre : l'Etat des affaires de l'Hospice St-Joseph de la Délivrance, pour l'année 1899.

(*Document de la session No. 16.*)

De consentement unanime, la règle 49 de cette Chambre est suspendue en ce qui regarde les pétitions suivantes qui sont, en conséquence, présentées et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Cardin,—la pétition de la corporation du village de Villaray, comté d'Hochelaga ;

Par l'honorable M. Langelier,—la pétition de Louis S. Margolèse, de Montréal.

M. Tessier (Rimouski), du comité permanent des divers bills privés, présent à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter sans amendements :

Loi à l'effet de changer le nom de la “ Young Men's Hebrew Benevolent Society of Montreal ” en celui de “ Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal,” et de développer ses pouvoirs ;

Loi concernant la paroisse de Saint-Denis de Montréal.

Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste-Théophile Lafrenière à la pratique du notariat, après examen ;

Loi pour constituer en corporation, la Congrégation des Juifs Roumains, *Beth David*, de Montréal ;

Loi pour constituer en corporation la "Ladies City Mission of Quebec;"

Et, loi autorisant l'Institut des artisans de Montréal à emprunter sur hypothèque une somme additionnelle de dix mille piastres.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Loi amendant la loi constituant en corporation la "Montreal Investment and Freehold Company" ;

Loi concernant les biens appartenant à la mineure Freda Maude Henshaw ;

Loi concernant l'Institut Royal pour l'avancement des sciences ;

Loi autorisant la "National Trust Company, limited," à faire des affaires dans la province de Québec ;

Et loi constituant en corporation l'Association des bouchers et commerçants de lard de Québec.

Votre comité désire recommander à Votre Honorable Chambre que le délai, pour la présentation des pétitions pour bills privés, soit étendu jusqu'au quinzième jour de février courant."

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Laliberté, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés sont suffisants, dans chaque cas :

De la corporation de la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon demandant certains pouvoirs ;

De la "Great Northern Elevator Company" demandant à être constituée en corporation ;

De la "Presbyterian Church in Canada" demandant des amendements à sa charte ;

De la ville de Saint-Paul demandant des amendements à sa charte ;

De J. A. Lesage demandant une loi autorisant le Collège de Médecins et Chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres ;

De J. A. Maucotel demandant une loi l'autorisant à vendre des immeubles sans frais de justice ;

Des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Montréal demandant une loi leur permettant d'émettre des débentures ;

Et d'Émile Rioux demandant à être admis à la pratique de la profession d'avocat, après examen.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la ville de Montréal demandant des amendements à sa charte, et trouve que les avis n'ont été publiés que depuis le 20 janvier dernier, dans la *Gazette Officielle*, mais qu'ils sont complets dans les journaux, et votre comité croit que cela ne peut pas affecter les intérêts des intéressés.

Quant à la pétition de S. M. McMurtry demandant une loi concernant la succession de feu W. W. Ogilvie, et celle de M. M. McNider et autres, demandant une loi constituant en corporation la "W. W. Ogilvie Milling Company", votre comité trouve que les avis n'ont été publiés qu'à la fin de janvier dernier. Cependant votre comité recommande la suspension de la 51^e règle, convaincu qu'il est, que toutes les parties intéressées sont bien informées de la demande.

Votre comité désire recommander à votre Honorable Chambre que le délai pour la présentation des pétitions pour bills privés soit étendu jusqu'au quinzième jour de février courant."

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Dessaulles, du comité spécial pour discuter la question d'enlever aux corporations municipales le pouvoir de subventionner les entreprises industrielles, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité recommande d'envoyer aux corporations municipales la circulaire ci-après :

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Québec, 6 février 1900.

Monsieur,

Le comité spécial de la Chambre d'Assemblée, qui a été chargé d'étudier la proposition de M. Chicoyne tendant à enlever aux corporations municipales le pouvoir de subventionner les entreprises industrielles, se permet de faire appel à votre dévouement pour obtenir certains renseignements dont il a besoin, afin de mieux atteindre le but de sa mission

Vous êtes donc respectueusement prié d'examiner les questions suivantes, et d'y répondre aussitôt qu'il vous sera possible, en référant à chacune d'elles par le numéro qu'elle porte.

Je vous remercie d'avance du service que vous rendrez au comité, en lui accordant ainsi votre généreux concours.

(Signé), G. C. DESSAULLES,
Président.

1. Nom de votre municipalité.
2. Quel est le chiffre de la dette brute de votre municipalité ?

3. Votre municipalité a-t-elle subventionné des entreprises manufacturières ?

4. Quels sont les noms de telles entreprises, la date approximative de chaque subvention et le montant accordé dans chaque cas ?

5. Quelle est la portion de votre dette civique qui a été créée par le fait de telles subventions ?

6. Les entreprises, ainsi subventionnées par votre municipalité, sont-elles encore en opération ?

7. Quelles sont celles qui ont été couronnées de succès, et quelles sont celles qui n'ont pas réussi ?

8. Quel a été le résultat pratique de chaque subvention, en autant que le progrès réel de votre localité était concerné. y a-t-il eu augmentation dans la valeur de la propriété foncière et dans le chiffre de la population, et, si tel est le cas, veuillez donner une idée approximative de chaque telle augmentation ?

9. Pensez-vous que dans l'intérêt général de la province, il serait désirable de prohiber les subventions municipales à l'industrie, en adoptant pour l'avenir la législation d'Ontario où telle prohibition existe ?

10. Est-il à votre connaissance que des établissements industriels aient été induits par des subventions municipales à se transporter d'une localité à l'autre en cette province, et pouvez-vous signaler au comité quelques observations que vous avez pu faire, à ce sujet ?

11. Avez-vous d'autres remarques à offrir au comité, en rapport avec l'étude qui lui est confiée ?

Votre comité recommande aussi l'impression de cette circulaire, pour distribution aux corporations municipales de la province."

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné,—Que M. Duplessis ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer du Saint-Laurent et du Nord Ouest.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lalonde ait la permission de présenter un Bill modifiant la charte de la cité de Saint-Henri.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill amendant les lois organiques de la ville de Saint-Paul.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné.—Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un Bill octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné.—Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Emile Rioux, au nombre de ses membres, après examen.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Gouin ait la permission de présenter un Bill concernant la commission des écoles catholiques de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la compagnie dite "The Great Northern Elevator Company".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Bickerdike ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la "W. W. Ogilvie Milling Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Bickerdike ait la permission de présenter un Bill concernant la succession de feu William Watson Ogilvie.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Bickerdike ait la permission de présenter un Bill concernant les biens de l'église presbytérienne du Canada.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour seconde lecture.

Proposé par l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand et

Résolu.—Que, demain, à la prochaine séance, cette Chambre se formera en comité pour considérer certaines résolutions concernant le fonds des bâtisses et des jurés et les ventes sur exécution par le shérif.

Résolu,—Que, demain, à la prochaine séance, cette Chambre se forme en comité pour considérer certaines résolutions concernant certaines amendes.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits, en comité général, au bill concernant les compagnies minières

L'honorable M. Turgeon propose, secondé par l'honorable M. Marchand—et la question étant soumise à la Chambre—que les dits amendements soient maintenant lus la seconde fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ces amendements

Et la motion étant faite : que ce bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. Atwater propose en amendement à cette motion, secondé par l'honorable M. Flynn :—que tous les mots après "que" soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "Ce bill ne soit lu la troisième fois que dans six mois ;"

Et l'amendement étant proposé, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LéBlanc,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Plante —15.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chênevert,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron, (Maskin.),</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Tessier. (Rim.)</i>
<i>Caron, (Matane),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts.—38.</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Garneau,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors, la motion principale étant proposée, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement, sur la même division que la précédente, prise en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'Ordre du jour appelle la seconde lecture du bill pour annexer au comté d'Yamaska partie de la municipalité de Ste-Monique, pour les fins électorales, judiciaires, scolaires et d'enregistrement.

M. Allard propose, secondé par M. Blanchard,—et la question étant soumise—que le Bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et remis à demain pour être considéré en comité général.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier, et

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état indiquant : 1. Quel montant a été dépensé dans le cours de l'année fiscale 1898-99 en vertu de l'acte 6^e Vict., ch. 3, sanctionné le 9 janvier 1897, étant une loi concernant les écoles élémentaires. 2. Pour quelles fins ce montant ainsi dépensé a été employé.

Proposé par M. Cardin, secondé par M. Blanchard, et

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous rapports qui ont été faits à l'honorable Commissaire des Travaux publics sur le compte de M. William Leclaire, inspecteur des bouilloires de la cité de Montréal, ainsi que toutes lettres et réponses échangées entre le département des Travaux publics et certains particuliers ou employés dans le bureau des inspecteurs de manufactures.

Proposé par M. Bédard, secondé par M. Dufresne, et

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé des articles suivants des dépenses portées à la page 193, des Comptes publics, pour l'année expirée le 30 juin 1899, savoir :

1. \$375.00, pour premier paiement sur contrat pour place à *Madison Square Garden* pour la *Sportmen Exhibition*.

2. \$1,708.60, pour paiement de comptes divers pour la *New-York Sportmen Exhibition* (exhibits, transport, guides, gages, pensions) avec une copie de tous comptes ou factures et pièces justificatives ayant trait à ces dépenses et copie du contrat pour place au *Madison Square Garden*.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 7 février 1900.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Hackett,—la pétition du curé et des syndics d'écoles de Coaticooke.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues, savoir :

De la Compagnie du Conservatoire de Montréal demandant des amendements à sa charte ;

Et de " The Petroleum Oil Trust, (limited) " demandant certains pouvoirs.

L'honorable M. Robidoux, du comité spécial permanent de législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement :

Loi amendant l'article 85 du Code civil.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, et les a adoptés avec des amendements :

Loi amendant la loi relative à l'admission à la pratique de la médecine, en certains cas ;

Et loi amendant l'article 5561 des Statuts refondus "

M. Laliberté, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité, après avoir examiné la pétition de Narcisse Trahan demandant une loi concernant la division du comté de Nicolet pour des fins d'enregistrement, a trouvé que les avis ont été donnés.

Après avoir, pareillement, examiné les pétitions suivantes :

De la ville de Chicoutimi, demandant des amendements à sa charte ;

De " The People's Telephone Company, " pour ratifier ses lettres patentes ;

Et de " The Labrador Electric Light and Power Company " demandant un acte d'incorporation.

Votre comité a trouvé que les avis ne sont pas encore complètement donnés ; mais vu que les trente jours d'avis seront expirés avant que

ces bills viennent devant le comité des bills privés, votre comité recommande la suspension de la 51^e règle de cette Chambre."

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Tessier (Rimouski), du comité spécial permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Loi concernant le " Bishop's Collège " ;

Loi autorisant l'admission de Henri Paul Lefebvre à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen ;

Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Bercovitch au nombre de ses membres ;

Et loi constituant en corporation le " Catholic Sailors' Club. "

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Loi amendant la charte du Crédit Foncier Franco-Canadien ;

Loi amendant la charte de la " Dominion Abattoir and Stock Yards Company " ;

Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Thomas Côté au nombre de ses membres ;

Loi concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul de Montréal."

M. de Grosbois, du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté avec plusieurs amendements :

Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe "

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill suivant, sans amendement :

Loi amendant la loi des mines de Québec.

Ordonné,—Que M. Ball ait la permission de présenter un Bil concernant la division du comté de Nicolet, pour les fins d'enregistrement.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Rainville ait la permission de présenter un Bill amendant la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation "The Labrador Electric and Pulp Company."

On conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill autorisant le tuteur aux enfants mineurs de Flavien Filiatrault, du consentement de ses enfants majeurs, à vendre les fonds de terre relevant de la succession de feu Narcisse M. Lecavalier et de Marie Emélie Crevier, son épouse.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill autorisant Joseph Arthur Lesage à devenir membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un Bill accordant des pouvoirs additionels à la "People's Telephone Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Petit ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la ville de Chicoutimi.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 1317 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bickerdike ait la permission de présenter un Bill concernant l'incorporation et l'administration des compagnies commerciales.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Roy.—1. Y avait-il aucune somme de due pour le service des " arpentages " au 30 juin 1893 et qui n'a pas été payée à même cet exercice ?

2. Dans l'affirmative, quel montant ?

3. Dans ce dernier cas, ce montant a-t-il été payé depuis, et sur quel crédit ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. Oui ; 2. \$12,514.17 ; 3. Ce montant a été payé sur l'exercice fiscal suivant, sur le crédit de 1893-1894.

Par M. Roy.—Y avait-il aucune somme de due pour le service des " arpentages " au 30 juin 1894 et qui n'a pas été payée à même cet exercice ?

2. Dans l'affirmative, quel montant ?

3. Dans ce dernier cas, ce montant a-t-il été payé depuis, et sur quel crédit ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. Oui ; 2. \$14,107.41 ; 3. Ce montant a été payé sur l'exercice fiscal suivant, sur le crédit de 1894-95.

Par M. Roy.—1. Y avait-il aucune somme de due pour le service des " arpentages " au 30 juin 1895 et qui n'a pas été payée à même cet exercice ?

2. Dans l'affirmative, quel montant ?

3. Dans ce dernier cas, ce montant a-t-il été payé depuis, et sur quel crédit ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon : 1. Oui ; 2. \$39,573.43. 3. Ce montant a été payé sur l'exercice fiscal suivant, sur le crédit de 1895-96.

Par M. Roy.—1. Y avait-il aucune somme de due pour le service des " arpentages " au 30 juin 1896 et qui n'a pas été payée à même cet exercice ?

2. Dans l'affirmative, quel montant ?

3. Dans ce dernier cas, ce montant a-t-il été payé depuis, et sur quel crédit ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. Oui ; 2. \$43,431.92 ; 3. Ce montant a été payé sur l'exercice fiscal suivant, sur le crédit de 1896-97.

Par M. Roy.—1. Y avait-il aucune somme de due pour le service des " arpentages " au 30 juin 1897, et qui n'a pas été payée à même cet exercice ?

2. Dans l'affirmative, quel montant ?

3. Dans ce dernier cas, ce montant a-t-il été payé depuis, et sur quel crédit ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon : 1.—Oui ; 2. \$26,300.19 ; 3. Ce montant a été payé sur l'exercice fiscal suivant, sur le crédit de 1897-98.

Par l'honorable M. Flynn.—Quelle est la superficie, en milles carrés, des limites à bois que le Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annonce en vente pour le 28 mars prochain ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—9,481 milles carrés. Nous avons annoncé cette quantité dans le but surtout de donner au public une idée des richesses forestières dont nous pouvons disposer ; mais ces limites ne seront pas toutes mises à l'enchère.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Le gouvernement a-t-il accordé un octroi pour la construction d'un pont dans la paroisse de Ste-Angèle, dans le comté de Matane ? 2. Dans l'affirmative, quel est le montant de cet octroi ? 3. Cet octroi a-t-il été tout payé ? Si non, combien a été payé

jusqu'ici, et combien reste-t-il à payer ? 4. A même quel crédit le montant dépensé pour cet objet a-t-il été pris ? 5. A même quel crédit le montant restant payable sera-t-il pris ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. Oui ; 2. \$500 00. 3. Oui, il reste \$289 77 dépensés en sus de l'octroi. 4. Chemins de colonisation pour 1899-1900. 5. Chemins de colonisation pour 1900-1901.

Par M. Normand.—Le gouvernement a-t-il l'intention de soumettre à cette Chambre, durant la présente session, aucune mesure pour abolir les taxes sur les corporations commerciales ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—Ma réponse à cette question est contenue dans ma réponse à une question identique posée au gouvernement, durant la dernière session, par l'honorable député de Richmond, et se trouve consignée à la page 73 des Journaux de l'Assemblée législative de l'an dernier.

Objection est faite par l'honorable M. Flynn que l'honorable Premier ministre n'a pas répondu à la question et qu'en conséquence la réponse donnée n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide la question d'ordre comme suit :

Je ne suis pas appelé par la question d'ordre à me prononcer sur le mérite de la réponse de l'honorable Premier ministre à l'interpellation de l'honorable député des Trois-Rivières.

J'ai décidé, au cours de la dernière session, la question de la latitude qui est accordée aux ministres de la Couronne, dans leurs réponses aux interpellations.

Je n'ai pas à y revenir.

La question soulevée par l'honorable député de Gaspé est que l'honorable Premier ministre, en réalité, ne répond pas à l'interpellation.

J'appelle l'attention de la Chambre sur la dernière phrase de la 29e règle relative aux interpellations. Elle se lit comme suit : " En répondant à une interpellation, il n'est pas permis de discuter ce qui en fait l'objet. "

C'est la seule restriction posée par la règle de la Chambre, mais je ne vois rien dans la règle 29, ni dans les autorités citées, au cours du débat, qui dise que le ministre interpellé est obligé, au sens de la procédure parlementaire, de répondre de telle ou telle manière, du moment qu'il reste dans les limites permises avec la clarté exigée, pour la plus efficace expédition des affaires de la Chambre, ce que veut la règle en ne reconnaissant pas le droit de discussion des interpellations et des réponses données.

Je ne puis pas être appelé à dicter la nature des réponses aux interpellations. En conséquence, je décide que la question d'ordre n'est pas fondée.

Appel étant fait de la décision de M. l'Orateur, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Latiberté,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Caron, (Matane),</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Weir.—45.</i>
<i>Chénévert,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Tellier.—19.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

Par M. Normand.—Le gouvernement a-t-il l'intention de soumettre à cette Chambre, durant la présente session, aucune mesure pour abolir les taxes sur les successions ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :

Ma réponse à cette question est contenue dans ma réponse à une question identique, posée au gouvernement, durant la dernière session, par l'honorable député de Rouville, et se trouve consignée à la page 76 des Journaux de l'Assemblée législative de l'an dernier.

Objection est faite par M. Tellier que l'honorable Premier Ministre n'a pas répondu à la question et, qu'en conséquence, la réponse donnée n'est pas dans l'ordre.

Sept heures et demie p. m.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill amendant de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec-Central ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill autorisant l'Institut des Artisans de Montréal à emprunter sur hypothèque une somme additionnelle de dix mille piastres ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Weir fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill constituant en corporation la "Ladies City Mission of Quebec" ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill ayant pour objet de constituer en corporation la Congrégation des Juifs Roumains, *Beth David*, de Montréal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill concernant la paroisse de Saint-Denis, de Montréal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill à l'effet de changer le nom de la "Young Men's Hebrew Benevolent Society of Montreal," en celui de "Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal", et de développer ses pouvoirs ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec, à admettre Jean-Baptiste-Théophile Lafrenière à la pratique du notariat après examen ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill amendant la loi constituant en corporation la "Montreal Investment and Freehold Company"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill constituant en corporation l'Association des bouchers et des commerçants de lard de Québec ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill autorisant la "National Trust Company, Limited," à faire des affaires dans la province de Québec; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Weir fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill concernant l'Institut Royal pour l'avancement des Sciences; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill concernant les biens appartenant à la mineure Freda Maude Henshaw; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bourbonnais fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill ratifiant une convention conclue entre la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique et la compagnie électrique de Hull.

L'honorable M. Duffy informe la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a consenti à la présentation de ce bill en autant que les intérêts de la Couronne y sont affectés.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières.

Les bills suivant sont, conformément à l'ordre du jour, lus séparément une deuxième fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers bills privés, savoir :

Loi revisant et refondant la charte de la cité des Trois-Rivières;

Loi autorisant l'Association des dentistes à admettre Oswald Sylvio Métivier au nombre de ses membres ;

Loi octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon ;

Loi concernant la commission des écoles catholiques de Montréal ;

Loi constituant en corporation la compagnie dite " The Great Northern Elevator Company " ;

Loi constituant en corporation la " W. W. Ogilvie Milling Company " ;

Loi concernant la succession de feu William Watson Ogilvie ;

Et loi concernant les biens de l'Eglise presbytérienne au Canada.

Le bill amendant la charte de la compagnie du chemin de fer du Saint-Laurent et du Nord-Ouest est, conformément à l'ordre du jour, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières.

M. l'Orateur rend sa décision sur la question d'ordre soulevée par M. Tellier relativement à la réponse de l'honorable Premier ministre à l'interpellation de M. Normand, et sa décision est comme suit :

Une grande partie de l'argumentation a roulé sur le peu de satisfaction que cause la réponse du gouvernement. Je n'ai pas à me prononcer sur ces arguments. La Chambre peut blâmer le gouvernement si elle n'est pas satisfaite de ses réponses, ce n'est pas à moi à juger de leur mérite.

La réponse en est une dans le même genre de celle qui a été donnée à une autre interpellation, cet après-midi. Je ne crois pas devoir me déjuger et je renvoie la question d'ordre.

Et un appel étant fait de cette décision, la Chambre se divise. Les noms étant appelés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robidour,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Laonde,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tessier, (Rimouski)</i>
<i>Caron (Maskin.)</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Caron (Matane)</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—43.</i>
<i>Chauvet,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Rainville,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tellier.—17.</i>
<i>D'Auteuil,</i>			

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

Proposé par M. Duplessis, secondé par M. Tellier et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes circulaires ou lettres, depuis le 1er juillet 1897, adressées par le département des Terres, Forêts et Pêcheries aux agents et sous-agents des terres ou des bois et aux inspecteurs d'agences au sujet du paiement de leur traitement, commission ou déboursés.

Proposé par l'hon. M. Flynn, secondé par l'hon. M. Pelletier, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes requêtes ou demandes d'octroi de colonisation, pour aucune partie du comté de Gaspé, depuis le 1er juillet 1898, avec copie de toute correspondance sur le même sujet ?

Proposé par M. Marion, secondé par M. Normand, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous arrêtés en conseil et de toutes décisions du Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries autorisant la vente de pouvoirs d'eau, depuis le 1er juillet 1897.

2. Copie de tous rapports d'évaluations, et de tous comptes pour frais de telles évaluations, avec mention des sommes payées jusqu'à présent pour tels frais.

3. Copie de toute correspondance au sujet de l'achat ou de la vente de ces pouvoirs d'eau, depuis la même date.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Proposé par M. Bédard, secondé par M. Dufresne, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes requêtes et de toute correspondance au sujet de la révocation de la vente du lot No 23, 10ème rang Signal, en l'année 1899.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre :

La réponse à un ordre de la Chambre daté du 2 février 1900, pour copies de toutes circulaires ou lettres de 1883 au 30 juin 1897, du département des Terres de la Couronne, ou du département des Terres, Forêts et Pêcheries, aux employés du département ou leurs procureurs, concernant le paiement de leurs salaires, commissions, déboursés, ou autres. (*Documents de la session No 115a.*)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 8 février 1900.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de la "Turnpike Road Company," de l'Île Jésus, comté de Laval, pour 1899.

(*Document de la session No 22.*)

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues, savoir :

De la corporation du village de Villeray demandant l'annexion de certains terrains ;

Et de M. Louis S. Margolèse demandant d'autoriser le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres.

M. Chênevert, du comité spécial permanent de législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur de faire rapport qui l'a adopté, sans amendement :

Loi amendant l'article 480 du Code municipal.

"Votre comité a aussi examiné le bill ci-après et l'a adopté, avec certains amendements :

Loi amendant l'article 816 du Code de procédure civile."

M. Laliberté, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis donnés sont suffisants, dans chaque cas :

De la corporation de la ville de Joliette demandant des amendements à sa charte ;

De la ville de Sainte-Anne de Bellevue, demandant une loi revisant sa charte ;

De la Compagnie d'Assurance mutuelle du Canada contre le feu demandant une extension de pouvoirs ;

De Henri Hains, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

Et de la Compagnie du Conservatoire de Montréal demandant des amendements à sa charte."

M. Tessier (Rimouski), du comité spécial permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill suivant et a l'honneur de le rapporter à Votre honorable Chambre sans amendement :

Bill autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Georges, district de Beauce, à dresser un nouvel acte de cotisation. "

Ordonné,—Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill confirmant et ratifiant les règlements No. 143 et 144 de la ville de Joliette ainsi qu'un acte d'arrangement intervenu entre la ville de Joliette et la compagnie du chemin de fer le Grand-Nord, le 2 Octobre 1899.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill revisant les lois organiques de la corporation de la ville de Sainte-Anne de Bellevue.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la Compagnie du Conservatoire de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Hains au nombre de ses membres, après examen.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 1651 des Statuts refondus de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill (No 100) amendant l'article 599 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Tellier.—Pour quelle raison le gouvernement a-t-il dépensé ou payé seulement \$70.00 sur les \$500.00 qu'il déclare avoir affectées ou destinées au comté de Joliette, pour sa part des \$75,000 votées pour les chemins de colonisation dans la province, pour l'exercice financier commençant le 1er juillet 1899 ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :

Après avoir pris connaissance des demandes produites, le département a décidé, dans l'intérêt public, d'utiliser les fonds ailleurs.

Par M. Tellier.—1. A qui ont été payées les \$70.00 qui ont été dépensées dans le comté de Joliette à même les \$75,000 votées pour les chemins de colonisation, pour l'exercice financier commençant le 1er juillet 1899 ?

2. A quelle date ces \$70.00 ont-elles été payées ?

3. Pour quels travaux ces \$70.00 ont-elles été payées ?

4. Quelle est la date de l'exécution de ces travaux ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :

1. J. B. Robitaille.

2. Le 12 juillet 1899.

3. L'entretien d'hiver de la partie du chemin Brassard située dans le comté de Joliette.

4. Durant l'hiver 1898-99.

Par M. Plante.—1. Le gouvernement a-t-il été informé que l'honorable John McIntosh, membre élu pour Sherbrooke aux Communes, le 25 janvier 1900, a résigné depuis longtemps sa position comme shérif du district de St-François ?

2. Dans l'affirmative, se propose-t-il de lui nommer un remplaçant ?

3. Quand tel remplaçant sera-t-il nommé ?

4. Le gouvernement a-t-il reçu quelque correspondance à ce sujet ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. Oui ; 2. Oui ; 3. Bientôt ; 4. Oui.

Par M. Plante.—1. Le gouvernement sait-il que la commission des protonotaires conjoints, pour le district de Terrebonne, a été révoquée depuis longtemps ?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement se propose-t-il de faire revivre cette commission, ou de nommer un seul protonotaire ?

3. Dans l'affirmative, quand se propose-t-il de nommer un protonotaire ?

4. A-t-il reçu des plaintes des justiciables de Terrebonne, au sujet de la vacance dans cette position ?

5. Sait-il que cette vacance prolongée entraîne de nombreux inconvénients qui nuisent à l'administration de la justice dans le district de Terrebonne ?

6. Le gouvernement a-t-il reçu quelque correspondance au sujet de cette position ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—Cette commission est devenue caduque par le décès de l'un des protonotaires conjoints ; 2. Le gouvernement ne peut faire revivre cette commission, attendu que l'un des conjoints est décédé ; 3. Bientôt ; 4. Non ; 5. Non ; 6. Non.

Par M. Marion.—1. Le gouvernement a-t-il acheté, depuis le 1er juillet 1898, des cartes de la province de Québec ?

2. Dans l'affirmative, de qui, quel nombre et pour quel prix ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—1. Oui ; 2. De M. Emilien Daoust, de la cité de Montreal, 8,000 cartes au prix de \$2.00 chacune.

Par l'honorable M. Flynn.—1. Le gouvernement a-t-il, durant l'année fiscale 1898-99, appliqué aucune partie de la somme de \$50,000, votée par l'acte 60 Vict. ch. 3, à des primes ou gratifications pour les instituteurs et institutrices ?

2. Dans l'affirmative, quel montant a été ainsi attribué ?

3. Ce montant a-t-il été payé aux instituteurs et institutrices y ayant droit durant cette année fiscale, ou l'a-t-il été depuis ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :

1. Oui. 2. \$13,383.50. 3. Ce montant a été payé durant l'année fiscale 1898-99 aux instituteurs et institutrices y ayant droit.

Par M. Chicoyne.—Le gouvernement se propose-t-il d'appliquer le droit de \$1.90 par corde, sur le bois de pulpe coupé par les colons de bonne foi qui sont établis sur les terres de la Couronne, lequel bois devait être vendu dans le cours de cet hiver, en vertu de contrats existants au 19 janvier 1900 ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—A l'étude.

Par l'honorable M. Atwater.—Quelles sommes sur les \$113,723.80, mentionnées dans les comptes publics pour 1899, comme ayant été reçues du gouvernement de la Puissance du Canada pour intérêt sur fonds en fidéi-commis étaient afférentes ou attribuables à cette année fiscale, 1898-1899, et quelles sommes pour arrérages d'années précédentes, et quelles années ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—

Attribuable à l'année fiscale 1898-1899	\$ 71,385.94
Arrérages pour " " 1895-1896	10,386.20
" " " 1896-1897	20,615.72
" " " 1897-1898	11,335.94
	<hr/>
	\$ 113,723.80

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie : 1. De toutes requêtes et de toute correspondance depuis le 1er juillet 1897, au sujet des droits de pêche dans la rivière Matane.

2. Copie de tous titres ou actes de concession de la seigneurie de Matane, avec copie aussi de toutes ventes par le shérif ou autres actes ou titres, et de tous jugements, en la possession du gouvernement, relatifs à la propriété de cette seigneurie, et des droits de pêche dans la rivière Matane.

3. Copie de tous baux ou permis de pêche pour cette rivière, ou aucune partie d'icelle.

M. Blanchard propose, secondé par M. Lacombe,—et la motion étant proposée :—Que, dans l'opinion de cette Chambre, il est à propos d'abolir les conseils de comté et de les remplacer de la manière suivante :

1. Pour le règlement des différends qui s'élèvent entre les municipalités locales, par des arbitres nommés par les municipalités intéressées.

2. Pour les ventes des immeubles pour taxes et cotisations, par le conseil local.

3. Pour les fins de comté, par trois délégués élus annuellement par les conseils des municipalités locales des comtés ;

L'honorable M. Robidoux propose, en amendement, secondé par l'honorable M. Marchand :—Que le projet de résolution contenu dans la motion, soit renvoyé au comité du Code municipal pour étude, en rapport avec la refonte du code dont le comité est chargé,—

Et, un débat s'élève.—A six heures, M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à 7½ h. P. M.

Sept heures et demie P. M.

Bills privés, suivant la règle 19.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir : Réponse à un ordre de la Chambre en date du 2 février 1900 pour un état indiquant : 1. Les travaux d'arpentages, d'explorations et de cadastre qui ont été autorisés ou pour lesquels des instructions ont été émises par le département de la Colonisation et des Mines, depuis le 25 mai 1897 au 30 juin dernier ;

2. Le coût réel ou estimatif de tous ces travaux par chaque année fiscale;

3. La date de ces autorisations ou instructions;

4. Les sommes avancées ou paiements faits, chaque année fiscale, pour ces travaux;

5. Les crédits ou appropriations y compris mandats spéciaux à même lesquels telles sommes ont été ainsi avancées ou payées, chaque année fiscale;

6. Toute balance réelle ou estimative qui a pu rester due sur tous ces travaux, à la date du 30 de juin dernier.—(*Document de la session No 23*)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 février 1900, pour copie de toute correspondance échangée entre le Secrétaire de la province et les employés de l'Asile de Beauport, au sujet des relations de ces derniers avec le dit Asile de Beauport.—(*Document de la session No 25*)

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, en date du 31 janvier 1900, demandent un état détaillé de l'item suivant des comptes publics pour 1899, page 132, "Ecoles élémentaires," sous la loi 60 Vict., ch. 3, \$13,133.28.

2. Copie de tous arrêtés en conseil autorisant cette dépense.

(*Document de la session No 27.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 janvier 1900, pour un état détaillé des paiements à faire, à même l'item du budget supplémentaire, No 1, de \$9,500.00, pour dépenses contingentes, le dit état indiquant à quelles dates ces dépenses ont été encourues.

(*Document de la session No 28.*)

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, en date du premier février 1900, demandant : 1. Copie de tous arrêtés en conseil, depuis le 1er juillet 1898, autorisant le paiement d'aucune somme, comme subvention à des compagnies de chemins de fer, ou ayant trait à aucune subvention de chemins de fer; 2. Copie de toute correspondance au sujet de telle subvention, depuis la même date.

(*Document de la session No 29.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 31 janvier 1900, pour 1. Copie de la lettre de M. Joseph Dussault à l'honorable M. L. O. Taillon, premier ministre, écrit en janvier 1893, avec *Post-Scriptum* portant la date du 25 novembre 1893.

2. Copie de la lettre de l'honorable M. L. O. Taillon à M. Jos. Dussault, en date du 5 décembre 1893.

3. Copie de la lettre de M. Joseph Dussault à l'honorable M. L. O. Taillon, en date du 30 décembre 1893.

4. Copie de la lettre de MM. Dussault & Proulx à l'honorable M. P. E. Leblanc. Orateur de l'Assemblée législative, en date du 4 juin 1892.

5. Copie de la lettre de M. N. Dion, gérant de la Banque Jacques-Cartier, à Saint-Sauveur de Québec, en date du 31 mai 1892, adressée à MM. Dussault & Proulx, de Québec, imprimeurs, que ces derniers ont transmise, par leur lettre, en date du 4 juin 1892, à l'honorable P. E. Leblanc, O. A. L.

6. Copie du protêt de la Banque Jacques-Cartier, en date du 20 août 1892, par Mte P. Bouffard, dont signification a été faite à l'honorable Secrétaire de la province et à l'Orateur de l'Assemblée législative.

(Document de la session No 30.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 janvier 1900, pour la production d'un état détaillé des sommes ou des paiements à faire à même l'item No 2, du budget supplémentaire pour l'année courante, pour administration de la justice, pour \$20,000.00, le dit état devant indiquer à quelles dates ces dépenses ont été encourues ou ces engagements pris.

(Document de la session No 31.)

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 janvier 1900, pour un état des recettes et des dépenses de la province de Québec, du 1er juillet 1899 au 31 janvier, 1900. *(Document de la session, No 26.)*

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill constituant en corporation "The Catholic Sailor's Club"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill ainsi modifié soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Bercovitch au nombre de ses membres; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill concernant le "Bishop's College"; et, après avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. LeBlanc fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill autorisant le barreau de la province de Québec, à admettre Thomas Côté au nombre de ses membres; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. Langelier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la motion étant proposée: que ce bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise; et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill autorisant l'admission de Henri Paul Lefebvre à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. Nantel fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la motion étant proposée: que ce bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise; et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill amendant la charte de la "Dominion Abattoir and Stock Yards Company"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. McDonald fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité général pour considérer le Bill concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de St-Paul de Montréal; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chauret fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont respectivement lus une deuxième fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers bills privés :

Loi constituant en corporation la "Montreal Mining Exchange";

Loi amendant la charte de la ville de Chicoutimi ;

Loi autorisant Joseph-Arthur Lesage à devenir membre du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec ;

Loi amendant la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal ;

Et loi autorisant le tuteur aux enfants de Flavien Filiatrault à vendre les immeubles de la succession de feu Narcisse-M. Lecavalier et de Marie-Émilie Crevier.

Le bill accordant des pouvoirs additionnels à la "People's Telephone Company," est lu une deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières.

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé par l'honorable M. Robidoux à la motion de M. Blanchard :—" Que, dans l'opinion de cette Chambre, il est à propos d'abolir les conseils de comté et de les remplacer de la manière suivante :

1. Pour le règlement des différends qui s'élèvent entre les municipalités locales, par des arbitres nommés par les municipalités intéressées.

2. Pour les ventes des immeubles pour taxes et cotisations, par le conseil local.

3. Pour les fins de comté, par trois délégués élus annuellement par les conseils des municipalités locales des comtés ; "

Lequel amendement se lisait comme suit : " Que le projet de résolution contenu dans la motion soit renvoyé au comité du Code municipal pour étude, en rapport avec la refonte du Code dont le comité est chargé."

Et le débat se continuant ;

Il est proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn, et

Ordonné,—Que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant l'article 952 du Code de procédure civile.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 9 février, 1900.

M. Laliberté, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné la pétition de “ The Trustees of the American Presbyterian Society of Montreal ” demandant des amendements à sa charte, et a trouvé que les avis requis ont été donnés.

Votre comité a aussi examiné la pétition de “ The Corporation Trust Company of Canada ” demandant à être constituée en corporation, et a constaté que les avis ne sont pas encore complètement donnés ; mais vu que les trente jours d'avis seront à peu près expirés avant que le bill vienne devant le comité des bills privés, votre comité recommande, en conséquence, la suspension de la 51^e règle.

Votre comité désire recommander à Votre Honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit étendu jusqu'au 22^{ième} jour de février courant.”

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Tessier (Rimouski), du comité spécial permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Loi confirmant et ratifiant autant qu'il est nécessaire l'émission des débentures faite par la “ Canadian Electric Light Company (Limited) ” ;

Loi validant un acte de vente de George Henshaw-Holt à Louis-Alexandre Boisvert, en date du 5 septembre 1890 ;

Loi constituant en corporation “ The Montreal Day Nursery ” ;

Loi concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, de Montréal.

Votre comité a aussi examiné le bill constituant en corporation la “ Compagnie de la Presse,” auquel il a fait un amendement qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

Votre comité désire recommander à Votre Honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit étendu jusqu'au 22^{ième} jour de février courant.”

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné,—Que M. Weir ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la "Corporation Trust Company of Canada."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer une certaine résolution concernant un prêt à l'Institut vaccinogène.

L'honorable M. Robidoux informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur à lui soumettre cette résolution que Son Honneur recommande à sa considération.

La Chambre se forme, alors, en comité général.

(EN COMITÉ.)

Attendu qu'en vertu d'un ordre en conseil, du 29 décembre 1887, le Trésorier de la province a été autorisé dans le but d'aider le docteur Louis-Edmond Gauvreau à maintenir son institut vaccinogène, pour la production du vaccin pur, dans l'intérêt de la santé publique, à lui avancer une somme de \$2,500, à condition que la dite avance fut remboursable avec intérêt, après cinq ans, si le dit docteur Gauvreau n'avait pas maintenu son institut vaccinogène et fourni un vaccin pur pendant ce laps de temps ; et qu'il a été de plus autorisé à accepter une hypothèque sur le dit institut, pour le remboursement de la dite avance, si les conditions stipulées n'étaient pas remplies ;

Attendu que la dite somme de \$2,500 a été ensuite payée au dit docteur Gauvreau, en vertu de la loi 51-52 Victoria, chapitre 1, cédula B, item 243 ;

Attendu qu'un contrat hypothécaire comportant ces conditions a été signé par le docteur Gauvreau, le 14 janvier 1888, et accepté par le Trésorier de la province, hypothéquant l'institut vaccinogène comme garantie de la dite avance ; attendu que le docteur Gauvreau, s'étant fidèlement et à la satisfaction du gouvernement conformé à toutes les exigences du dit ordre en conseil, pendant le laps de cinq années y stipulé, est en droit d'en demander l'annulation, et a demandé que mainlevée de la dite hypothèque lui fut donnée ;— qu'il soit en conséquence

Résolu,—Que le Trésorier de la province, de la part de cette province, soit autorisé à accorder mainlevée de la dite hypothèque.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Major fait rapport que le comité général a adopté une résolution.

Ordonné,—Que ce rapport soit reçu maintenant.

M. Major fait rapport, en conséquence, de cette résolution qui est lue comme suit :

Attendu qu'en vertu d'un ordre en conseil, du 29 décembre 1887, le Trésorier de la province a été autorisé, dans le but d'aider le docteur Louis-Edmond Gauvreau à maintenir son institut vaccino-gène, pour la production du vaccin pur, dans l'intérêt de la santé publique, à lui avancer une somme de \$2,500, à condition que la dite avance fût remboursable avec intérêt, après cinq ans, si le dit docteur Gauvreau n'avait pas maintenu son institut vaccino-gène et fourni un vaccin pur pendant ce laps de temps ; et qu'il a été de plus autorisé à accepter une hypothèque sur le dit institut, pour le remboursement de la dite avance, si les conditions stipulées n'étaient pas remplies ;

Attendu que la dite somme de \$2,500 a été ensuite payée au dit docteur Gauvreau, en vertu de la loi 51-52 Victoria, chapitre 1, cédula B, item 243 ;

Attendu qu'un contrat hypothécaire comportant ces conditions a été signé par le docteur Gauvreau, le 14 janvier 1888, et accepté par le Trésorier de la province, hypothéquant l'institut vaccino-gène comme garantie de la dite avance ; attendu que le docteur Gauvreau, s'étant fidèlement et à la satisfaction du gouvernement conformé à toutes les exigences du dit ordre en conseil, pendant le laps de cinq années y stipulé, est en droit d'en demander l'annulation, et a demandé que mainlevée de la dite hypothèque lui fut donnée ;—qu'il soit en conséquence

Résolu,—Que le Trésorier de la province, de la part de cette province, soit autorisé à accorder mainlevée de la dite hypothèque.

Et cette résolution étant, alors, lue la seconde fois est agréée.

Ordonné,—Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un Bill concernant un prêt à l'Institut vaccino-gène.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et est remis à lundi pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill amendant la loi relative à l'admission à la pratique de la médecine dans certains cas et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. de Grosbois fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande à siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill suivant auquel il demande le concours de cette Chambre : Loi amendant l'article 79a des Statuts refondus.

Proposé par M. Weir, secondé par M. Hunt et
Ordonné,—Que le Bill du Conseil législatif:—Loi amendant l'article
 79a des Statuts refondus soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et la seconde lecture est remise à lundi.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 91) amendant le Code municipal.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent du Code municipal.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill concernant les dentistes.

L'honorable M. Langelier propose, secondé par l'honorable M. Nantel; et la motion étant proposée: que ce bill soit maintenant lu la seconde fois; la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation et des lois expirantes.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Normand.—1. A part de l'item de \$1500.00, mentionné dans les Comptes publics de 1899, comme ayant été payé pour journaux de l'Instruction publique, en français et en anglais, le gouvernement a-t-il payé ou accordé aucune autre somme à aucun de ces journaux?

2. Dans l'affirmative, à quel journal, à quelle date, pour quel montant et à même quel crédit ou appropriation législative?

Réponse par l'honorable M. Robidoux:—1. Oui.

2. A "l'Enseignement Primaire," comme suit :

25 août 1898.....	\$ 708 32
1er septembre 1898.....	354 16
6 octobre 1898.....	354 16
5 novembre 1898.....	354 16
6 décembre 1898.....	708 32
1er février 1899.....	354 16
2 mars 1899.....	354 16
4 avril 1899.....	354 16
2 mai 1899.....	354 24
2 juin 1899.....	354 24

\$ 4,250 08

A " Educational Record " :

7 juin 1899.....\$ 300 00

Ces montants ont été payés en vertu du chapitre 3, de 60 Victoria.

Par M. Duplessis.—Quand le gouvernement se propose-t-il de soumettre à cette Chambre les " plusieurs projets de loi touchant à des intérêts de la plus haute importance," auxquels il fait allusion dans le discours du Trône du 18 janvier dernier ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—Les projets de loi qui n'ont pas encore été présentés le seront durant la présente session.

Par l'honorable M. Langelier.—1. Pourquoi le gouvernement ne fait-il pas distribuer aux membres de la Législature, aux membres des cercles agricoles et des sociétés d'agriculture, le " Guide pratique de l'ensilage," dont il a 50,000 exemplaires à sa disposition, depuis plusieurs années ?

2. Est-ce l'intention du gouvernement de faire faire cette distribution ?

Réponse par l'honorable M. Déchêne :—Le gouvernement attend la décision de la Chambre sur l'item 8 du Budget supplémentaire.

L'honorable M. Langelier.—1. Pourquoi le gouvernement ne fait-il pas distribuer aux membres de la Législature, aux registrateurs et aux secrétaires des municipalités situées dans les cantons, " La liste des terres concédées par la Couronne, dans la province de Québec, de 1763 au 31 décembre 1890 " ?

2. Est-ce l'intention du gouvernement de faire faire cette distribution ?

Réponse par l'honorable M. Déchêne :—Le gouvernement attend la décision de la Chambre sur l'item 8 du Budget supplémentaire.

Par M. Panneton.—Quand le gouvernement a-t-il l'intention de commencer la construction du palais de justice de Sherbrooke ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—Quand les plans, spécifications et autres matières préliminaires seront complétés, et lorsqu'il sera jugé nécessaire de commencer les travaux de construction.

Par M. Duplessis.—Le gouvernement a-t-il pris communication du rapport fait au département des Terres, par M. Gastonguay, relativement à certaines difficultés survenues entre les propriétaires des septième et huitième rangs des paroisses de Saint-Elie de Shawinigan, dans le comté de Saint-Maurice ?

2. Dans l'affirmative, est-ce l'intention du gouvernement de prendre action suivant les conclusions de ce rapport ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. Oui. 2. A l'étude.

Proposé par M. Plante, secondé par M. Girard, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous ordres en conseil, toute correspondance échangée entre toute personne et le gouvernement, ou aucun de ses membres ou aucun de ses employés, concernant toute remise d'amende et suspensions de jugement, dans les causes pour infractions à la loi des licences de cette province, dans le district de Beauharnois, depuis le 20 mai 1897.

Proposé par l'honorable M. Flyan, secondé par l'honorable M. Nantel, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous arrêtés en conseil, de tous rapports et de toute correspondance avec le gouvernement, ou aucun de ses membres, depuis le premier juillet 1897, au sujet de l'application à aucune compagnie des actes relatifs aux dépôts de garantie de chemins de fer.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Proposé par M. Duplessis, secondé par M. D'Auteuil, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé démontrant comment sont composés les items suivants, dans la réponse à un ordre de la Chambre, du 25 janvier 1900 :

1. \$1,500.00 payées à l'honorable H. Archambeault pour dépenses de voyages *re* Regina vs. Demers.
2. \$1,500.00 payées à l'honorable J.-E. Robidoux pour dépenses de voyage *re* Régina vs. Demers.
3. \$500.00 payées à l'honorable C. Fitzpatrick pour services professionnels *re* Régina vs. Demers.

Sur motion de l'honorable M. Stephens, secondée par l'honorable M. Duffy :

Ordonné,—Que les honorables MM. Déchène et Hackett et MM. Gillies, Hunt et Roy fassent partie du comité spécial du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Cotton fasse partie du comité spécial permanent des divers bills privés.

Ordonné,—Que M. Weir fasse partie du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul de Montréal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. de Grosbois fait rapport que le

comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill constituant en corporation la compagnie du chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. Langelier fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Georges, à dresser un nouvel acte de cotisation ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont, respectivement, lus une deuxième fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers bills privés, savoir :

Loi confirmant et ratifiant les règlements Nos 143-144 de la ville de Joliette, ainsi qu'un acte d'arrangement intervenu entre la ville de Joliette et la compagnie du chemin de fer le Grand-Nord, le 2 octobre 1899 ;

Et, loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Hains au nombre de ses membres, après examen.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir : Réponse à une adresse de l'Assemblée législative à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 25 janvier 1900, demandant copie de tous ordres en conseil publiés et documents qui n'ont pas été produits, au sujet de la pétition de droit de L. J. Demers, ainsi que la copie du jugement de la Cour Supérieure, de la Cour d'Appel et du Conseil Privé, dans cette cause, et aussi les notes sténographiques de l'argument devant le Conseil Privé.—(*Document de la session No. 32*).

Réponse à un ordre de cette Chambre, en date du 29 janvier 1900, pour copie de toutes instructions données par le département de la Colonisation, pour ouvrages faits ou à faire et payables après le 1er juillet prochain. (*Document de la session No 33*).

Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 29 janvier 1900, pour un état détaillé des paiements à faire à même l'item du budget supplémentaire No 1 de \$9,500 00, pour dépenses contingentes, le dit état indiquant à quelles dates ces dépenses ont été encourues.

(Document de la session No 34).

Réponse supplémentaire à un ordre de cette Chambre, en date du 2 février 1900, pour un état indiquant : 1. Les travaux d'arpentages, d'explorations et de cadastre qui ont été autorisés ou pour lesquels des instructions ont été émises par le département de la Colonisation et des Mines, depuis le 25 mai 1897 au 30 juin dernier ;

2. Le coût réel ou estimatif de tous ces travaux, par chaque année fiscale ;

3. La date de ces autorisations ou instructions ;

4. Les sommes avancées ou paiements faits, chaque année fiscale, pour ces travaux ;

5. Les crédits ou appropriations, y compris mandats spéciaux à même lesquels telles sommes ont été ainsi avancées ou payées, chaque année fiscale ;

6. Toute balance réelle ou estimative qui a pu rester due sur tous ces travaux, à la date du 30 juin dernier.

(Document de la session No 35).

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 janvier 1900, pour un état détaillé des paiements à faire à même l'item No 3, des estimés supplémentaires, pour l'année courante, savoir : l'item de \$20,000, pour "chemins de colonisation" ; le dit état indiquant la date des instructions données pour ces travaux de colonisation qui doivent être payés à même cet item.

(Document de la session No 36).

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 12 février 1900

Ordonné,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill détachant la paroisse de Lavaltrie du comté de Berthier et l'annexant au comté de l'Assomption.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Allard ait la permission de présenter un Bill (No 102) amendant le Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill (No 103) amendant le Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill amendant le Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 3998 des Statuts refondus de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 février 1900, pour copie de tous rapports qui ont été faits à l'honorable Commissaire des Travaux publics, sur le compte de M. William Leclaire, inspecteur de bouilloires, de la cité de Montréal, ainsi que toutes lettres et réponses échangées entre le département des Travaux publics et certains particuliers ou employés, dans le bureau des inspecteurs de manufactures.

(*Document de la session No 37*).

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 5 février 1900, demandant copie de tous documents, arrêtés en conseil, correspondances et rapports des magistrats concernant les poursuites prises contre les personnes qui exploitent des pêches dans l'Île d'Orléans.—(*Document de la session No 38*).

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 5 février 1900, demandant : 1. Copie de tous les arrêtés en conseil, adoptés en vertu de l'acte concernant la pêche et les pêcheries, 62 Vict., chap. 23, notamment en vertu de l'article 1376.

2. Un état indiquant les baux, permis de pêche et permis spéciaux accordés en vertu de cet acte dans les comtés de Gaspé, Bonaventure et des Îles-de-la-Magdeleine, avec mention de la date de ces baux ou permis, des personnes à qui ils ont été accordés, des lacs, rivières, ou autres eaux pour lesquels ils ont été accordés, du prix ou loyer, ou taux du permis ou bail, du nombre d'années et des sommes reçues jusqu'à date, dans chaque cas.—(*Document de la session No 39*).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 février, 1900 pour une liste des officiers nommés en vertu de l'acte concernant la pêche et

les pêcheries, 62 Vict. (1899), avec mention de l'endroit ou des endroits pour lesquels ils ont été nommés, de leur traitement ou toute autre rémunération, commission, etc., et des sommes qui leur ont été payées jusqu'à présent, soit pour traitement, rémunération, commission ou déboursés.

(Document de la session No 40).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 31 janvier 1900, pour copie de tous comptes et de toute correspondance au sujet de l'item suivant, à la page 259 des comptes publics, pour l'année 1899—"D. N. Labrie--transcription de l'index des noms, bureau d'enregistrement No 1, Percé, comté de Gaspé: \$363.84."—(Document de la session No 41).

Et réponse à un ordre de cette Chambre, en date du 29 janvier 1900, pour un état détaillé indiquant le montant d'argent de colonisation payé jusqu'à ce jour, dans le comté du Lac Saint-Jean; copie de toutes instructions données par le département de la colonisation, autorisant des travaux de colonisation, dans le même comté, payables à même les estimés supplémentaires déposés devant la Chambre, ou après le premier juillet prochain ou en tout temps, avant le 30 juin prochain.

(Document de la session No 42.)

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill confirmant et ratifiant, autant qu'il est nécessaire, l'émission des débentures faite par la "Canadian Electric Light Company (Limited)"; et, après avoir siégé quelque temps, l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. Langelier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill validant un acte de vente de George Henshaw Holt à Louis-Alexandre Boisvert, en date du 5 septembre 1890; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill constituant en corporation "The Montreal Day Nursery," et, après

avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, de Montréal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement,

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill constituant en corporation la " Compagnie de la Presse ", et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité spécial permanent des divers bills privés, savoir :

Loi constituant en corporation la " Corporation Trust Company of Canada " ;

Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Henri ;

Loi autorisant l'Association des dentistes à admettre Télesphore-G. Turcot, comme un de ses membres ;

Et loi autorisant l'Association des dentistes à admettre Oswald-Sylvio Métivier au nombre de ses membres.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. D'Auteuil.—1. Le gouvernement a-t-il loué ou vendu la grève, ou partie de la grève, en front de la municipalité du village de la Pointe-à-Pic, comté de Charlevoix ?

2. Dans l'affirmative, à quelle personne, à quel prix et à quelles conditions.

3. Dans la négative, le gouvernement a-t-il reçu quelque demande à ce sujet, et est-ce l'intention du gouvernement de louer ou vendre cette grève ?

Réponse par l'honorable M. Parent:—1. Non ; 2. Le département n'a ni loué, ni vendu ; 3. Oui, par M. Charles Forgues, maire de la municipalité de la Pointe-à-Pic. Il a demandé à acheter, pour la dite municipalité, et la question est à l'étude.

Par M. Girard.—1. A la page 102 des procès-verbaux de l'Assemblée législative, du 5 février courant, le gouvernement ayant répondu qu'il ne sait pas pourquoi il a dispensé le coroner Constantin de payer les honoraires ordinaires sur sa commission, quand le gouvernement saura-t-il pourquoi il a agi ainsi ?

2. Dans la somme de \$34.80 qui a été payée au coroner Constantin, combien y a-t-il pour salaire, combien pour dépenses personnelles, et combien sous d'autres titres ?

3. Combien de fois le coroner Constantin a-t-il agi officiellement, et dans quel cas ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :

La première question contient une inexactitude. Le gouvernement n'a pas répondu qu'il ne savait pas pourquoi il avait dispensé le coroner Constantin de payer les honoraires sur sa commission. Le gouvernement a répondu le 5 février, " le gouvernement ne le sait pas," à la question du député du Lac-St-Jean qui demandait pourquoi le docteur Constantin n'avait pas payé les honoraires ordinaires pour obtenir une commission.

Le docteur Constantin a été requis, par le secrétaire de la province, de payer les honoraires sur sa commission, le 22 octobre 1897 et, de nouveau, par le procureur général, le 21 février 1899.

2. Salaire \$15.00. Dépenses personnelles \$14.80 ; sous d'autres titres \$4.50.

3. Trois fois ; deux enquêtes et une recherche.

Par l'honorable M. Flynn.—Quelle somme a été attribuée à chaque département dans la somme de \$51,500 votée pour " contingents ", pour l'année fiscale commencée le 1er juillet 1899 et devant expirer le 30 juin 1900 ?

Réponse par l'honorable M. Marchand:—La réponse à cette question se trouve à l'état C du budget de 1899-1900, page 42.

Par M. Tellier.—Qui a plaidé, de la part du gouvernement, devant le Conseil privé, la cause de Regina vs Demers ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :

La cause de Regina vs Demers n'a pas été plaidée devant le Conseil privé, elle a été plaidée devant les Lords du Comité judiciaire du Conseil privé, par l'honorable M. Blake, le Procureur général et le Secrétaire de la province. Après de nombreuses conférences entre ces trois derniers, du 29 juin au 1er août, l'honorable M. Blake fut chargé d'ouvrir la cause. Une partie des questions à débattre ayant été soumise, Leurs Seigneuries se montrèrent favorables aux prétentions du gouvernement et les Conseils de M. Demers furent invités à exposer leur cause. A la suite de nombreuses interruptions de la part de Leurs Seigneuries, ils cessèrent leurs plaidoiries et Leurs Seigneuries déclarèrent qu'il n'y avait pas lieu à répliquer, de la part du gouvernement. Le Procureur général et le Secrétaire de la province furent présents tout le temps, assistèrent l'honorable M. Blake dans sa plaidoirie, et étaient prêts à répliquer, si Leurs Seigneuries ne s'étaient déclarées suffisamment renseignées.

Par M. Rainville.— 1. L'institution connue à Québec sous le nom de "l'Institut vaccinogène de la province de Québec," reçoit-elle une subvention du gouvernement ?

2. Dans l'affirmative, quel en est le montant ?

3. Depuis combien d'années reçoit-elle cette subvention ?

4. A part cette subvention, le gouvernement a-t-il payé d'autres sommes d'argent à cette institution ?

5. Dans l'affirmative, quel montant ?

6. Quel est le grand total des argents payés par le gouvernement à cette institution depuis sa fondation jusqu'à ce jour ?

7. Quel est le propriétaire de cette institution ?

8. Jusqu'à cette année, cette institution a-t-elle été soumise au contrôle du bureau d'hygiène provincial ?

9. Le gouvernement a-t-il, récemment, remplacé le bureau d'hygiène provincial par un inspecteur spécial ?

10. Dans l'affirmative, quelle est la raison de ce changement ?

11. Quel est le nom de cet inspecteur ? quel est son salaire ?

12. Le gouvernement est-il en possession de rapports de l'Institut vaccinogène de la province de Québec, ou du bureau d'hygiène provincial touchant cette institution ?

13. Le gouvernement sait-il qu'il existe maintenant à Montréal une institution du même genre connue sous le nom de "l'Institut vaccinal de Montréal" ?

14. Le gouvernement se propose-t-il d'accorder une subvention à cette dernière institution ?

15. Dans la négative, le gouvernement se propose-t-il de discontinuer la subvention à l'Institut vaccinogène de la province de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. Oui.

2. \$2,000.00.

3. 1886-1887.

4. Oui.

5. \$2,500.00.
6. \$24,930 88, y compris l'inspection.
7. Dr Edmond Gauvreau.
8. L'institution était sous la surveillance du Conseil provincial d'hygiène, à venir au 14 novembre 1896.
9. Pas récemment; le 14 novembre 1896.
10. Pour se conformer à une résolution du Conseil d'hygiène qui demandait au gouvernement d'être relevé de la surveillance de cette institution.
11. (a). L'inspecteur actuel est le docteur Arthur Lavoie, de Sillery, qui a remplacé le docteur Brophy, de Ste-Foye, nommé en 1896. (b). \$500.
12. L'institut fait rapport, chaque année.
13. Oui.
14. Le gouvernement n'a pas encore pris ces questions en considération.
15. Le gouvernement n'a pas encore pris ces questions en considération.

Proposé par M. Tellier, secondé par M. Duplessis, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous ordres-en-conseil, destituant M. Louis-Romulus Désilets, de Joliette, de sa charge de percepteur du revenu provincial du district de Joliette, nommant, pour lui succéder à la dite charge, M. Souibert Boulet, de Joliette; avec aussi copie de toutes lettres, requêtes ou plaintes adressées au gouvernement ou à aucun de ses membres, soit pour demander la destitution du dit L. R. Désilets, soit pour s'opposer à sa destitution, soit pour suggérer ou recommander quelqu'un comme son successeur, soit pour s'opposer à la nomination des personnes ainsi suggérées ou recommandées, soit pour protester contre la dite destitution, soit pour protester contre le choix ou la nomination du dit Souibert Boulet; et, de plus, copie de toutes lettres adressées par le gouvernement, par aucun de ses membres, ou par aucun de leurs officiers ou employés, en rapport avec aucune des dites lettres, requêtes ou plaintes, ou simplement en rapport avec la dite destitution et la dite nomination.

Proposé par M. Duplessis, secondé par M. Tellier, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de l'ordre-en-conseil destituant Jean-Baptiste Gérin Lajoie, comme agent des biens des Jésuites, pour la seigneurie du Cap-de-la-Magdeleine, ainsi que copie de toutes requêtes, déclarations solennelles, affidavits, et copie de tous autres documents se rattachant à la dite destitution.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'hon. M. Pelletier, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Un état détaillé de la somme de \$33,764.59 mentionnée comme ayant été payée pour subventions aux chemins de fer, dans l'état

des recettes et paiements de la province provenant de toutes sources, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, avec copie de tous arrêtés-en-conseil ayant trait à cette dépense.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Un état détaillé de la somme de \$50,881 58. mentionnée dans l'état des recettes et paiements de la province de Québec, du 1er juillet 1899, au 31 janvier 1900, de la manière suivante : "Fonds des écoles élémentaires, en vertu de l'acte 60 Vic., ch. 3", avec copie de tous arrêtés en conseil et de tous rapports ou recommandations du surintendant de l'Instruction publique, relatifs à telles dépenses.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—1. Un état détaillé de la somme de \$13,412.86, sous le titre : "justice,—divers", mentionnée dans l'état des recettes et paiements du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900.

2. Copie de tous arrêtés ministériels ayant trait à cette dépense.

Proposé par l'honorable M. Hackett, secondé par l'honorable M. Flynn et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Un état détaillé de la somme de \$5,000.00 pour "Journaux de l'Instruction publique, français et anglais", mentionnée dans l'état des recettes et paiements du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, avec copie de tous arrêtés-en-conseil qui peuvent s'y rapporter.

Proposé par M. Girard, secondé par M. Bédard, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—1. Un état détaillé, par comtés, de la somme de \$80,000.00 pour "chemins de colonisation" mentionnée dans l'état des recettes et paiements du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900 ?

2. Copie de tous arrêtés ministériels au sujet de telle dépense.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Proposé par M. Duplessis, secondé par M. Tellier, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état détaillé, par chapitres spéciaux, de la somme de \$518,799.92, mentionnée dans

l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, pour "Terres, Forêts et Pêcheries"

Proposé par M. Tellier, secondé par M. Duplessis, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : —Un état détaillé de la somme de \$10,000.00 pour "comptes courants," sous le titre "Terres, Forêts et Pêcheries," dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : —Un état détaillé de la somme de \$15,000.00 pour "protection des forêts" sous le titre "Terres, Forêts et Pêcheries," dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : —Un état détaillé de la somme de \$70,000.00 pour dépenses générales mentionnées dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, sous le titre "Terres, Forêts et Pêcheries."

Proposé par M. Grenier, secondé par M. Normand, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : —Un état détaillé de la somme de \$37,845.00, pour "arpentages," dans l'état des recettes et paiements de la province, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900.

Proposé par M. Marion, secondé par M. Ball, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : —Un état détaillé de la somme de \$10,000.00, pour "service d'enregistrement" (cadastre), mentionné dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900.

Proposé par M. Panneton, secondé par M. Tellier, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : —Un état détaillé de la somme de \$42,354.00 pour "dépenses contingentes" sous le titre "gouvernement civil" dans l'état des recettes et paiements, de la province, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900.

Proposé par M. Chicoyne, secondé par M. Normand, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : —Copie de toutes circulaires adressées, depuis trois ans, aux divers agents des terres de la Couronne, en cette province, leur donnant des instructions sur la vente des lots propres à la colonisation.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : —Un état détaillé de la somme de \$15,555.30, pour "divers en général", mentionnée dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900.

Proposé par M. McDonald, secondé par M. Tellier, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : —Un état détaillé de la somme de \$12,000 pour "pêche et chasse", sous le titre : "Terres, Forêts et Pêcheries", mentionnée dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900.

Proposé par l'honorable M. Atwater, secondé par l'honorable M. Flynn, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : —Un état détaillé de la somme de \$51,899.89, pour mandats impayés au 31 janvier 1900. (Etat des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, page 11.)

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : —1. Un état indiquant les baux, permis de pêche et permis spéciaux de pêche, accordés par le Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, pour la rive nord du Golfe St-Laurent, depuis la Pointe-des-Monts, jusqu'aux limites de la province, depuis la date du jugement du Conseil privé, savoir : du 26 de mai 1898, avec mention des personnes à qui ces baux ou permis ont été accordés, le nombre d'années, le prix ou loyer, les sommes payées jusqu'à présent et les eaux pour lesquelles tels baux ou permis ont été accordés.

2. Un état semblable en ce qui regarde les baux ou permis de pêche accordés par le ministre de la marine et des pêcheries, à Ottawa, pour les mêmes eaux, en autant que ces renseignements peuvent être en la possession du gouvernement de Québec ou peuvent être obtenus par lui.

3. Copie de toutes requêtes et de toute correspondance avec le Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries au sujet de ces différents baux ou permis de pêche.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre :

La réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 12 février 1900, demandant la production d'un état détaillé de la somme de \$33,764.59, mentionnée comme ayant été payée pour subventions aux chemins de fer, dans l'état des recettes et paiements de la province provenant de toutes sources, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, avec copie de tous arrêtés ministériels ayant trait à cette dépense.

(Document de la session No 43).

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill annexant au comté de Yamaska, partie de la municipalité de Ste-Monique pour les fins électorales, judiciaires, scolaires et d'enregistrement; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill amendant l'article 5561 des Statuts refondus de Québec; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bédard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill amendant l'article 480 du Code municipal; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gosselin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill amendant l'article 816 du Code de procédure civile; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gosselin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 99) amendant le Code municipal;

Ordonné,—Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que le bill soit renvoyé au comité du Code municipal.

L'honorable M. Marchand informe M. l'Orateur que l'honorable M. Shehyn a été appelé au Sénat du Canada, pour y représenter la division des Laurentides, et, qu'en conséquence, il y a vacance dans la représentation du district électoral de Québec-Est.

Proposé par l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Robidoux, et

Ordonné,—Que M. l'Orateur adresse son mandat au greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'élection d'un député, devant siéger durant le présent parlement, pour le district électoral de Québec-Est, en remplacement de l'honorable Jos. Shehyn, appelé au Sénat du Canada.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi amendant le Code civil ", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Proposé par l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Langelier, et

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif intitulé : Loi amendant le Code civil—soit maintenant lu la première fois.

Ce bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer une résolution concernant certaines amendes.

L'honorable M. Robidoux informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur à lui soumettre cette résolution que Son Honneur recommande à sa considération.

La Chambre se constitue, alors, en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que nulle disposition contenue dans une charte municipale jusqu'à présent accordée par cette Législature, par laquelle des amendes sont déclarées appartenir à une corporation, ne sera censée affecter le droit qu'aurait eu la Couronne à la propriété de ces amendes ou de partie d'icelles, si cette disposition n'avait pas été passée.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a adopté une résolution.

Ordonné,—Que ce rapport soit maintenant reçu.

M. Garneau rapporte, en conséquence, la dite résolution qui se lit comme suit :

Résolu,—Que nulle disposition contenue dans une charte municipale jusqu'à présent accordée par cette Législature, par laquelle des amendes sont déclarées appartenir à une corporation, ne sera censée affecter le droit qu'aurait eu la Couronne à la propriété de ces amendes ou de partie d'icelles, si cette disposition n'avait pas été passée.

Et la dite résolution étant lue la seconde fois est agréée.

Ordonné,—Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un Bill concernant certaines amendes.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 13 février 1900.

La pétition suivante est lue et déposée sur la table de la Chambre :

Par M. Lacombe :—La pétition des citoyens de Saint-Antoine de Lavaltrie, comté de Berthier.

M. Tessier (Rimouski), du comité spécial permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill autorisant le tuteur aux enfants de Flavien Filiatrault, à vendre des immeubles de la succession de feu Narcisse-M. Lecavalier et de Marie-Emélie Crevier, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Aussi les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Loi concernant certains immeubles substitués par feu Maurice Gougeon et son épouse ;

Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

L'honorable M. Robidoux, du comité spécial permanent de législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants, et les a adoptés sans amendement :

Loi amendant la loi électorale de Québec, 1895 ;

Et loi amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens.”

M. Laliberté, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité, après avoir examiné les pétitions suivantes, a trouvé que les avis sont suffisants, dans chaque cas :

De Jules Vanier demandant un acte concernant l'administration des biens d'Edmond Vanier ;

De la Compagnie “ Petroleum Oil Trust (limited)”, demandant certains pouvoirs ;

Et de la Corporation du village de Villeray demandant un acte annexant certain territoire au dit village.”

Ordonné,—Que M. Robitaille ait la permission de présenter un bill accordant certains pouvoirs à la Compagnie “ Petroleum Oil Trust (limited)”.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill concernant la municipalité du village de Villeray.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Gouin ait la permission de présenter un Bill concernant l'administration des biens d'Edmond Vanier.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre, qu'après l'avis qui lui a été donné, hier, par l'honorable Premier Ministre, député de Saint-Jean, il a adressé son mandat à Monsieur le greffier de la Couronne en Chancellerie lui enjoignant de préparer un nouveau bref pour l'élection d'un député du district électoral de Québec-Est, en remplacement de l'honorable Joseph Shehyn appelé au Sénat du Canada.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill concernant un prêt à l'Institut Vaccinogène.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général

En conséquence, la Chambre se forme en comité général ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ).

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de Saint-Vincent de Paul, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital protestant d'industrie et de refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'orphelinat Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de la Maternité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, (Bon Pasteur), Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques-romains, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Nazareth, pour les enfants pauvres abandonnés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des aveugles, asile Nazareth, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, asile Nazareth, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société bienveillante des Dames, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les enfants protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Church Home", Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

24. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Bethléem, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

25. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Notre-Dame, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

26. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

27. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de bienfaisance des Dames Israélites, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

28. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour la garde des enfants trouvés, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

29. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coin des rues Sainte Catherine et Fullum, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

30. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Young Men's Hebrew Benevolent Society ", Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

31. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de refuge, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

32. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'institut McKay, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

33. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital des enfants trouvés, Montréal, (ci-devant connu sous le nom d'asile Sainte-Marguerite); pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

34. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

35. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites-Sœurs des Pauvres, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

36. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Sœurs de Sainte-Marguerite, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

37. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au " Western Hospital ", Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

38. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'institut Hervey, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

39. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

40. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'association des veuves charitables de l'Orphelinat catholique et de l'asile Nazareth, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

41. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

42. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile du Bon-Pasteur, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

43. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante et quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des Dames protestantes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

44. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des Orphelins, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

45. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Finlay, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

46. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des orphelines protestantes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

47. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

48. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901;

49. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

50. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des orphelines, sous les soins des Sœurs de la Charité, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

51. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et les infirmes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

52. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

53. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

54. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour les enfants trouvés, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

55. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour les épileptiques; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

56. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Chrétiennes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

57. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital de la Maternité, sous les soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

58. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

59. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patrochage, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

60. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, asile de la Providence, Trois-Rivières; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

61. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur hôpital de la Maternité, Trois-Rivières; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

62. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

63. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Saint-Hyacinthe; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

64. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

65. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Rimouski; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

66. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital et à l'orphelinat de Sherbrooke; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

67. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital protestant de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

68. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

69. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Saint-Valier, Chicoutimi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

70. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

71. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Sainte-Anne de la Baie-Saint-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

72. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Fraserville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

73. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital pour les orphelins, les vieillards et les malades, Valleyfield ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

74. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Saint-Jérôme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

75. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Antoine pour les orphelins et les malades, Longueuil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

76. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Jean, Saint-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

77. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

78. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société d'horticulture de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

79. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

80. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastre soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du laboratoire officiel de la province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

81. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la fête des arbres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

82. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses d'inspections et d'explorations des travaux et édifices publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

83. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux frais d'inspection des chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

Résolu.—Que, à la prochaine séance, cette Chambre se constituera de nouveau en comité des subsides.

M. Garneau rapporte alors, du comité des subsides, plusieurs résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour les malades indigents, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile de Saint-Vincent de Paul, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital protestant d'industrie et de refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

7. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'orphelinat Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

8. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de la Maternité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

9. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la Madeleine, (Bon-Pasteur), Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des orphelins catholiques-romains, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile pour les orphelins protestants, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la rue Bonaventure, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Nazareth, pour les enfants pauvres abandonnés, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des aveugles, asile Nazareth, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, asile Nazareth, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société bienveillante des dames, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'asile pour les enfants protestants, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Church Home", Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

24. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Bethléem, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

25. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Notre-Dame, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

26. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

27. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de bienfaisance des Dames Israélites, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

28. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour la garde des enfants trouvés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

29. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coin des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

30. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Young Men's Hebrew Benevolent Society ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

31. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de Refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

32. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'institut McKay, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

33. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital des enfants trouvés, Montréal, (ci-devant connu sous le nom d'asile Sainte-Marguerite) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

34. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

35. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites-Sœurs des Pauvres, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

36. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Sœurs de Sainte-Marguerite, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

37. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide au " Western Hospital ", Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

38. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'institut Hervey, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

39. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

40. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des veuves charitables de l'orphelinat catholique et de l'asile Nazareth, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

41. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

42. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile du Bon-Pasteur, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

43. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante et quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des Dames protestantes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

44. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des orphelins, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

45. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Finlay, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

46. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à sa Majesté, comme une aide à l'asile des orphelines protestantes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

47. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

48. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

49. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

50. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des orphelines sous les soins des Sœurs de la Charité, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

51. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et les infirmes, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

52. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du

Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

53. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au dispensaire de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

54. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour les enfants trouvés, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

55. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour les épileptiques ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

56. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Chrétiennes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

57. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de la Maternité sous les soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

58. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

59. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

60. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, asile de la Providence, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

61. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur hôpital de la Maternité, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

62. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

63. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Saint-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

64. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

65. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité de Rimouski ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

66. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital et à l'orphelinat de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

67. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital protestant de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

68. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

69. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Saint-Valier, Chicoutimi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

70. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

71. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Sainte-Anne de la Baie-Saint-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

72. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Fraserville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

73. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital pour les orphelins, les vieillards et les malades, Valleyfield ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

74. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Saint-Jérôme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

75. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Antoine pour les orphelins et les malades, Longueuil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

76. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Jean, Saint-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

77. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

78. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

79. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

80. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au laboratoire officiel de la province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

81. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide pour la fête des arbres; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

82. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux frais d'inspections et d'explorations des travaux et édifices publics; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

83. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux frais d'inspection des chemins de fer; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Ordonné,—Que les dites résolutions soient lues, une seconde fois, demain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue de nouveau en comité général pour considérer le Bill relatif à l'admission à la pratique de la médecine, dans certains cas; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le Bill, et y a fait un amendement.

Ordonné,—Que le bill, ainsi amendé, soit maintenant pris en considération.

Et le dit amendement étant lu la première fois,—

Ordonné,—Que la seconde lecture soit remise à demain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue en comité général pour considérer le Bill amendant l'article 85 du Code civil.

A six heures, M. l'Orateur reprend le fauteuil, déclare qu'il est six heures, puis, laisse le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie, p.m.

Sept heures et demie, p. m.

Bills Privés en vertu de la règle 19.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill constituant en corporation la compagnie de chemin de fer électrique de St-Hyacinthe; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chenevert fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill amendant la charte du Crédit Foncier franco-canadien; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. de Grosbois fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois, et renvoyés au comité spécial permanent des divers bills privés, savoir :

Bill ratifiant et légalisant un règlement de la corporation de la paroisse de Beauport, exemptant de taxes municipales la " Montmorency Cotton Mills Company " ;

Bill amendant la charte de la ville de Saint-Louis ;

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre W. J. Enright, au nombre de ses membres ;

Bill amendant les lois organiques de la ville de Saint-Paul ;

Bill concernant la division du comté de Nicolet pour les fins d'enregistrement ;

Bill constituant en corporation " The Labrador Electric and Pulp Company " ;

Bill amendant la charte de la compagnie du Conservatoire de Montréal ;

Bill revisant les lois organiques de la corporation de la ville de Ste-Anne de Bellevue ;

Et Bill constituant en corporation la Compagnie de Gaz, Electricité et Pouvoir.

L'ordre du jour appelle la Chambre, de nouveau, en comité général pour considérer le Bill concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de St-Paul de Montréal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu : Que le bill passe.

Ordonné—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre reprend les délibérations, en comité général, sur le bill No 89.—Loi amendant l'article 85 du Code civil ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Ordonné,—Que ce bill ainsi amendé soit maintenant pris en considération

Et le dit amendement étant lu la première fois, il est

Ordonné,—Que la seconde lecture en soit remise à demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant l'article 1317 du Code de procédure civile.

M. Weir propose, secondé par M. Talbot, et la question étant posée que ce bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité de législation, etc.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 94), amendant le Code municipal.

Ordonné,—Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que le bill soit renvoyé au comité du Code municipal.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par l'honorable M. Flynn.—A la séance de cette Chambre du 8 février 1900, (pages 137 et 138 des procès-verbaux), l'interpellation suivante a été faite: 1. Le gouvernement a-t-il, durant l'année fiscale 1898-99, appliqué aucune partie de la somme de \$50,000, votée par l'acte 60 Vict. ch. 3, à des primes ou gratifications pour les instituteurs et institutrices?

2. Dans l'affirmative, quel montant a été ainsi distribué?

3. Ce montant a-t-il été payé aux instituteurs et institutrices y ayant droit durant cette année fiscale, ou l'a-t-il été depuis?

A cette interpellation, la réponse suivante fut donnée:

Réponse par l'honorable M. Robidoux:—1. Oui.

2. \$13,383.50.

3. Ce montant a été payé durant l'année fiscale 1898-99 aux instituteurs et institutrices y ayant droit.

Dans les Comptes publics pour l'année expirée le 30 juin 1899, (page 132), l'on trouve: "Ecoles Élémentaires sous la loi 60 Vict., ch. 3, \$13,133.28". Dans la réponse No 27, à une adresse de cette Chambre du 31 janvier 1900, les détails de cette dépense de \$13,133.28 sont donnés dans un état signé par l'auditeur de la province, et il n'y a rien pour "primes ou gratifications aux instituteurs et aux institutrices."

Il ne paraît pas y avoir, dans ces Comptes publics, aucune entrée ou mention de dépenses ou paiements pour "primes ou gratifications aux instituteurs et aux institutrices."

1. Y a-t-il erreur dans la réponse donnée par l'honorable Secrétaire de la province à l'interpellation ci-dessus?

2. Dans l'affirmative, en quoi consiste cette erreur?

Réponse par l'honorable M. Robidoux:

1. Il n'y a pas d'erreur dans la réponse donnée au sujet du paiement de \$13,383.50, pour les gratifications aux instituteurs et institutrices qui ont été faites pendant l'année 1898-99, car ces gratifications gagnées pendant l'année 1897-98 ne pouvaient être payées que sur les rapports des inspecteurs d'écoles, qui ne sont parvenus au département de l'Instruction publique que dans le courant de l'année scolaire 1898-99.

Le montant reçu du Trésor pour les gratifications, en vertu de l'acte 60 Victoria, ch. 3, ne pouvant être payé pendant le cours de l'année fiscale 1897-98, avait été déposé dans le fonds du comité catholique.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 janvier 1900, pour copie de toutes requêtes ou autres correspondances entre le gouvernement et toute personne que ce soit, au sujet de la nomination d'un certain docteur Côté, comme médecin ou autrement, à Mistassini, dans le comté du Lac-Saint-Jean ;

2. Copie de toute instruction a lui donnée, à quelque titre que ce soit ; copie de tout compte fait par le dit docteur Côté, à quelque département que ce soit, payé ou payable, plus tard, pour salaire, dépenses de voyages ou autres raisons ;

3. Copie de toute correspondance entre le dit docteur Côté et aucun département quelconque, ou aucun ministre, à quelque sujet que ce soit.

4. Etat détaillé indiquant ces montants payés par le gouvernement au dit docteur Côté, à quelque titre que ce soit.

(Document de la session No 45.)

Et, réponse à un ordre de la Chambre, en date du 1er février 1900, pour copie des divers comptes composant l'item de \$3,542 23, figurant à la page 122 des Comptes publics, représentant les dépenses contingentes du shérif du district de Joliette, durant la dernière année financière, avec indication des personnes auxquelles ces comptes ont été payés, ainsi que de la date de chaque paiement.

(Document de la session No 46.)

Aussi, réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 2 février 1900, pour—copie de tous ordres en conseil, correspondances et documents relativement à l'item No 8 du budget supplémentaire de l'exercice financier courant, ayant rapport au paiement de \$27,052 à M. Joseph Dussault —(Document de la session No 44.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 14 février 1900

Les pétitions suivantes sont lues, séparément, et déposées sur le bureau de la Chambre :

Par l'honorable M. Hackett—Quatre pétitions de "The Quebec Provincial Woman's Christian Temperance Union."

M. de Grosbois, du comité des chemins de fer, etc., présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit, savoir :

Votre comité a examiné le bill No 117:—Loi modifiant la loi constituant en corporation "The Portage du Fort and Bristol Branch Railway Company", et a l'honneur de faire rapport que le préambule n'a pas été prouvé.

Ordonné.—Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un Bill (No 97)—Loi amendant le Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 115 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Bickerdike.—Le gouvernement a-t-il l'intention de donner de l'aide, en argent, ou autrement, à l' "Institut Vaccinal de Montréal" ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux:—Le gouvernement n'a pas encore pris cette question en considération.

Par M. Robitaille.—1. Y avait-il aucune somme de due dans la "branche de la colonisation" au 30 juin 1898, et qui n'a pas été payée à même cet exercice ?

2. Dans l'affirmative, quel montant ?

3. Dans ce dernier cas, ce montant a-t-il été payé depuis, et sur quel crédit ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon:

1. Oui.

2. \$5,538.77.

3. Ce montant a été payé sur le crédit de l'année fiscale suivante, 1898-1899.

Par M. Robitaille.—1. Y avait-il aucune somme de due dans la "branche de la colonisation," au 30 juin 1897, et qui n'a pas été payée à même cet exercice ?

2. Dans l'affirmative, quel montant ?

3. Dans ce dernier cas, ce montant a-t-il été payé depuis, et sur quel crédit ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon:—1. Oui.

2. \$10,671.61.

3. Ce montant a été payé sur le crédit de l'année fiscale suivante, 1897-1898.

Par M. Robitaille.—Y avait-il aucune somme de due dans la "branche de la colonisation," au 30 juin 1896, et qui n'a pas été payée à même cet exercice ?

2. Dans l'affirmative, quel montant ?

3. Dans ce dernier cas, ce montant a-t-il été payé depuis, et sur quel crédit ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. Oui.

2. \$11,543.09.

3. Ce montant a été payé sur le crédit de l'année fiscale suivante, 1896-1897.

Par M. Robitaille.—1. Y avait-il aucune somme de due dans la "branche de la colonisation" au 30 juin 1895, et qui n'a pas été payée à même cet exercice ?

2. Dans l'affirmative, quel montant ?

3. Dans ce dernier cas, ce montant a-t-il été payé depuis, et sur quel crédit ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. Oui.

2. \$6,634.33.

3. Ce montant a été payé sur le crédit de l'année fiscale suivante, 1895-1896.

Par M. Robitaille.—Y avait-il aucune somme de due dans la "branche de la colonisation", au 30 juin 1894, et qui n'a pas été payée à même cet exercice ?

2. Dans l'affirmative, quel montant ?

3. Dans ce dernier cas, ce montant a-t-il été payé depuis, et sur quel crédit ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. Oui. 2. \$13,242.95. 3. Ce montant a été payé sur le crédit de l'année fiscale suivante, 1894-95.

Par l'honorable M. Nantel.—Quand le gouvernement va-t-il être en mesure de distribuer gratuitement les livres promis aux élèves des écoles publiques de cette province ?

A-t-il adopté une série de livres qui doivent être ainsi distribués ?

Dans l'affirmative, de quels livres se compose cette série ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—Au mois de septembre prochain, si le premier livre que le gouvernement est à faire préparer d'une série destinée aux écoles élémentaires reçoit l'approbation du comité catholique de l'Instruction publique.

Par l'honorable M. Nantel.—Le gouvernement a-t-il ouvert un concours : 1. Sur le nombre de livres dont se compose la série de livres à être distribués gratuitement aux élèves des écoles de cette province ?

2. Sur leur classification ;

3. Sur les matières qu'ils doivent contenir ;

4. Sur la manière dont ils doivent être gradués ;

Si le gouvernement n'a pas ouvert tel concours, se propose-t-il de le faire ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :

1. Non.
 2. Non.
 3. Non.
 4. Non.
 5. Non.
-

L'honorable M. LeBlanc propose, secondé par l'honorable M. Flynn, et il est

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, —Copie des ordres en conseil, de la correspondance, mémoires et de tous autres documents se rapportant aux difficultés survenues entre MM. Pierre Simard, marchand, de la ville de Saint-Jérôme, Joseph LaRocque, commis, de Labelle, et Louis Paradis, colon de Labelle, dans le comté d'Ottawa, d'une part, et Paul-Emile Forget, aussi de Labelle, d'autre part, au sujet des lots Nos 8 et 9 du rang H du canton Joly, dans le comté d'Ottawa.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Proposé par M. Girard, secondé par M. Lislois, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie de toutes instructions données à un certain M. Côté, du Lac Bouchette, pour travaux de colonisation, sur la route du Lac des Commissaires, au Lac-St-Jean ;

2 Copie de toute correspondance à ce sujet ;

3. Copie de tout rôle de paie et de tout compte acquitté ou à être acquitté en rapport avec cet ouvrage ;

4. Copie de toute plainte portée avant, pendant ou après l'ouvrage ;

5 Copie de toute correspondance à ce sujet, rapport d'inspecteur ou tout autre document concernant cet ouvrage avec quelque ministre que ce soit.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. LeBlanc, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de tous rapports, requêtes et correspondances au sujet de la révocation de la vente du lot No 23, 5e rang du township Thetford, et au sujet de la revente de ce lot.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de tous rapports, requêtes et correspondance, au sujet de la révocation de la vente du lot C, Anse-à-Beaufils, 1er rang du canton de Percé, et au sujet de la revente, en tout, ou en partie, de ce lot.

L'honorable M. Déchêne se lève de son siège et soulève une question de privilèges relativement à l'affirmation du journal "La Presse", de Montréal, en date du 13 février 1900, à savoir : que M. Girouard, député du district électoral d'Arthabaska, aurait touché son indemnité pour la dernière session, bien qu'il n'ait pas occupé son siège dans cette Chambre.

L'honorable M. Déchêne déclare l'affirmation non fondée, M. Girouard n'ayant pas reçu telle indemnité.

L'honorable M. LeBlanc se lève de son siège et soulève une question de privilèges au sujet de la représentation du district électoral d'Arthabaska dans cette Chambre, et demande la permission de présenter deux pétitions de contribuables du dit district électoral d'Arthabaska.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, secondé par l'honorable M. Pelletier, et

Ordonné,—Que les dites pétitions soient maintenant lues et reçues.

Ordonné,—Que les dites pétitions soient insérées dans les procès-verbaux et les journaux de cette Chambre comme suit :

Québec, }
Canada. }

A l'honorable Orateur et à Messieurs les députés de l'Assemblée législative de la province de Québec, pour la dépêche des affaires, en Législature assemblés.

Honorables Messieurs,

L'humble requête des soussignés, électeurs de la division électorale d'Arthabaska, expose respectueusement :

1. Que Joseph-Ena Girouard, avocat, membre élu pour représenter la division électorale d'Arthabaska à votre honorable Assemblée, a été nommé à un emploi salarié par le gouvernement de la Puissance du Canada ; qu'il a accepté cette charge et qu'il en remplit les fonctions, en violation de la loi concernant l'indépendance des membres de votre honorable Législature, depuis le ou vers le mois de juillet 1898, et, qu'en conséquence, son siège est devenu vacant.

2. Que depuis cette date, à leur grand détriment et contre leurs plus chers intérêts, les francs-tenanciers, propriétaires et autres électeurs de la division électorale d'Arthabaska ont été privés de toute représentation à la Législature de cette province, et ce, contrairement aux principes fondamentaux de la constitution du pays.

~~DECE~~ C'est pourquoi, vos requérants prient l'honorable Orateur et Messieurs les membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, de déclarer vacant le siège du dit Joseph-Ena Girouard, comme membre de la dite Assemblée législative ; et à ce qu'il plaise au dit honorable Orateur

d'émettre son mandat ordonnant l'élection d'un membre pour la dite division électorale, dans le plus bref délai possible.

Et vous ferez justice.

Arthabaska, ce 3 février 1900.

Ont signé: René Hamel, H. Pepin, William Gauthier, Octave Hébert, Louis Robitaille, Jos. Gingras, Nazaire Vidal, Damase Karnier, Joseph Desrochers, Bernard Charest, Napoléon Kérouac, Dolphis Germain, André Gingras, Michael Goggin, Pierre Kérouac, Joseph Croteau, Joseph Hamel, Hubert Garon, Louis Gauthier, Jos. Vallée, Narcisse Commeau, Jos. Paradis, O. Lepage, A. M. Méthot, Chs Desroches.

Je, soussigné, certifie que les signatures ci-haut et des autres parts ont été prises en ma présence, du plein consentement des parties.

(Signé) H. PEPIN.

Québec, }
Canada. }

A l'honorable Orateur et à Messieurs les députés de l'Assemblée législative de la province de Québec, pour la dépêche des affaires, en Législature assemblés.

Honorables Messieurs,

L'humble requête des soussignés, électeurs de la division électorale d'Arthabaska, expose respectueusement :

1. Que Joseph-Ena Girouard, avocat, membre élu pour représenter la division électorale d'Arthabaska à votre honorable Assemblée, a été nommé à un emploi salarié par le gouvernement de la Puissance du Canada; qu'il a accepté cette charge et qu'il en remplit les fonctions, en violation de la loi concernant l'indépendance des membres de votre honorable Législature, depuis le ou vers le mois de juillet 1898, et, qu'en conséquence, son siège est devenu vacant.

2. Que depuis cette date, à leur grand détriment et contre leurs plus chers intérêts, les francs-tenanciers, propriétaires et autres électeurs de la division électorale d'Arthabaska ont été privés de toute représentation à la Législature de cette province, et ce, contrairement aux principes fondamentaux de la constitution du pays.

C'est pourquoi, vos requérants prient l'honorable Orateur et Messieurs les membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, de déclarer vacant le siège du dit Joseph-Ena Girouard, comme membre de la dite Assemblée législative; et à ce qu'il plaise au dit honorable Orateur d'émettre son mandat ordonnant l'élection d'un membre pour la dite division électorale, dans le plus bref délai possible.

Et vous ferez justice.

Arthabaska, ce 3 février 1900.

Ont signé : Eugène Crépeau, J. E. Millot, Ed. Belleau, M. D., Louis P. Crépeau, S. Maheu, J. C. Thibault, O. E. Cloutier, F.-X. Lemieux, L. O. Pepin, M. J. Pepin, H. Garneau, Blaise Houle, Joseph Michel, Pierre Croteau, Valère Cloutier, Alfred Laforest, Aimé Laliberté, Marie St-Albert, Antoine LeBlanc, N. Giroux, Bénoni Pepin, Cyprien Nadeau, Ernest Poisson, Art. Gagnon, Auguste Quesnel, Albert Gagnon, Philippe Nadeau, F. E. Gendreau, Ferdinand Brisson, Hector Pepin, Onésime Paris.

Je, soussigné, certifie que les signatures ci-haut et des autres parts ont été prises en ma présence, en plein consentement des parties.

(Signé), H. GARNEAU.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, secondé par l'hon M. Pelletier, et
Ordonné,—Que les pétitions qui viennent d'être présentées, lues et reçues par cette Chambre, de la part de MM. Eugène Crépault, J. O. Méthot, E. Belleau, Louis P. Crépault, O. A. Cloutier, F.-X. Lemieux, L. O. Pepin, M. J. Pepin, H. Garneau, Blaise Houle, Joseph Michel, P. Croteau, Valère Cloutier, Alfred Laforest, Aimé Laliberté, maire de Saint-Albert, Antoine LeBlanc, Nap. Giroux, Beloni Pepin, Auguste Quesnel, Albert Gagnon et autres électeurs du district électoral d'Arthabaska, soient renvoyés au comité des privilèges et élections, et qu'instructions soient données à ce comité de s'enquérir des faits y mentionnés, et de faire rapport à cette Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi amendant l'article 1209 du Code civil," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé un comité spécial pour surveiller les impressions de cette Chambre, durant la présente session, et pour agir au nom du Conseil législatif et faire partie du comité conjoint des deux Chambres, et que ce comité a été composé des honorables MM. Audet, Berthiaume, Bryson, Gilman, Lanctôt, McCorkill, Pérodeau, Ross et Sylvestre.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn, et—

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif, intitulé : " Loi amendant l'article 1209 du Code civil," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et remis à demain pour seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits, en comité général, au bill amendant la loi concernant l'admission à la pratique de la médecine, en certains cas.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ces amendements.

Et motion étant faite : que ce bill soit maintenant lu la troisième fois,—

M. Duplessis propose, en amendement, secondé par M. Tellier,—que le mot “ maintenant ” soit retranché et que les mots “ dans six mois, à dater d'aujourd'hui,” soient ajoutés à la fin de la motion.

Cet amendement est soumis à la Chambre qui se divise ; et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chauret,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Tessier (Rimouski)</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Weir.—21.</i>
<i>Champagne,</i>			

CONTRE

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bélund,</i>	<i>Déchéne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Caron (Mask.)</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Chénaveert,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Major,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Watts.—38.</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Girard,</i>		

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et, la motion principale étant de nouveau proposée à la Chambre, l'honorable M. Pelletier propose, en amendement, secondé par l'honorable M. LeBlanc :

Que ce bill ne soit pas lu une troisième fois maintenant, mais qu'il soit renvoyé de nouveau au comité général de toute la Chambre avec instruction de l'amender de manière à ce qu'il se lise comme suit :

Attendu que par l'acte 61 Vict, chap. 31, un certain nombre d'étudiants en médecine qui, au 1er novembre 1896, avaient commencé à suivre les cours sans avoir été admis à l'étude, ont reçu l'autorisation de se présenter pour obtenir la licence requise pour la pratique de la médecine et que le Collège des médecins et chirurgiens a été autorisé à les admettre, après un examen pour admission à l'étude et un autre examen pour l'admission à la pratique ;

Attendu que les étudiants n'ont pu, pour la plupart, se prévaloir des avantages qui leur étaient accordés par cette loi, parce qu'il leur aurait fallu préparer leur examen à l'étude, ce qui aurait nécessité des dépenses et du temps ;

Attendu que ces jeunes gens ont été induits à commencer ainsi leurs études de médecine sans subir d'examen préalable, pour l'admission à l'étude, par l'espoir qu'il leur serait facile de remédier au défaut d'admission à l'étude au moyen d'un bill privé ;

Attendu que la facilité relative avec laquelle des projets de loi de cette nature étaient adoptés autrefois a pu contribuer à cet état de choses ;

Attendu, cependant, qu'il est opportun que la loi générale réglementant l'accès aux professions libérales, soit strictement suivie, à l'avenir, et, qu'on ne puisse plus compter sur une législation d'exception ;

Attendu, en outre, que, quant au passé, chaque cas individuel devrait, suivant son mérite, être jugé par le Collège des médecins et chirurgiens.

Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. La section 1 du dit acte 61 Victoria, chapitre 31, est amendée en y ajoutant le paragraphe suivant :

" Pourvu toutefois que le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, puisse dispenser du dit examen pour l'admission à l'étude ceux des dits étudiants pour lesquels il croira qu'il est juste d'en agir ainsi."

Cet amendement est soumis à la Chambre qui se divise ; et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Allard,
Atwater,
Bédard,
Bélund,
Bissonnette,
Carbray,

Champagne,
Chauret,
Chicoyne,
Duplessis,
Flynn,
Gosselin,

Gouin,
Grenier,
LeBlanc,
Marion,
Panneton,

Pelletier,
Parent,
Tellier,
Tessier (Rimouski),
et Weir.—22.

CONTRE :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Mask.),</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Major,</i>	<i>Turgeon</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Watts.—33.</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Petit,</i>	
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hunt,</i>		

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant de nouveau soumise à la Chambre, celle-ci se divise, et la motion est adoptée, sur la même division prise en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture de l'amendement fait, en comité général, au bill amendant l'article 85 du Code civil.

L'amendement est, en conséquence, lu une seconde fois.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans cet amendement.

Ordonné,—Que le bill, ainsi amendé, soit lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill amendant la loi électorale de Québec, 1895, et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill du Conseil législatif amendant l'article 79a des Statuts refondus.

M. Weir propose, secondé par M. Hunt,—Que le bill soit maintenant lu la deuxième fois.

M. Bourbonnais propose, comme amendement à la motion, secondé par l'honorable M. Atwater,—Que le mot "maintenant" soit retranché et qu'il soit remplacé par les mots "dans six mois, à dater d'aujourd'hui."

Et l'amendement étant soumis à la Chambre,—

Il est adopté.

Ordonné,—Que ce bill soit lu, la seconde fois, dans six mois.

L'honorable M. Robidoux dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de cette Chambre, en date du 31 janvier 1900, pour copie des comptes ou factures produits, et sur lesquels les paiements ont été faits des dépenses suivantes, entrés aux Comptes publics pour l'année expirée le 30 juin 1899, sous le titre : " Dépenses contingentes des départements ".

1. J. A. Langlais & Fils, papeterie, \$1,249.92 (pour département des Terres, Forêts et Pêcheries), p. 108 des Comptes publics.

2. Les mêmes, papeterie \$100.70 (Département de l'Agriculture), p. 113, Comptes publics.

3. Les mêmes, papeterie, \$186.00 (Département de l'Instruction Publique), p. 115, Comptes publics.

4. Les mêmes, papeterie, \$1,005.61, (Département de la Colonisation et des Mines), p. 118, Comptes publics.

5. Les mêmes, papeterie, \$10.05, (Bureau de l'Auditeur), p. 104, Comptes publics.

6. Les mêmes, papeterie \$20.00, (Département du Trésor), p. 102, Comptes publics.

7. Les mêmes, papeterie, \$174.86, (Département du Procureur Général), p. 99, Comptes publics.

8. Les mêmes, papeterie, \$426.81, (Département du Secrétaire de la Province), p. 95, Comptes publics.

9. Les mêmes, papeterie, \$64.35, (Département du Conseil exécutif), page 93, Comptes publics.—(*Document de la session No 47.*)

Réponse à un ordre de cette Chambre, en date du 6 février courant, pour un état détaillé des articles suivants des dépenses portées à la page 193 des Comptes publics, pour l'année expirée le 30 juin 1899, savoir :

1. \$375.00 pour premier paiement sur contrat pour place à *Madison Square Garden* pour la *Sportmen Exhibition*.

2. \$1,708.60, paiement de comptes divers en rapport avec la *New York Sportmen Exhibition* (exhibits, transports, guides, gages, pension), avec une copie de tous comptes ou factures et pièces justificatives ayant trait à ces dépenses et copie du contrat pour place au *Madison Square Garden*.

(*Document de la session No 48.*)

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 9 février 1900, demandant copie de tous arrêtés en conseil, de tous rapports et de toute correspondance avec le gouvernement, ou aucun de ses membres, depuis le premier juillet 1897, au sujet de l'application à aucune compagnie des actes relatifs aux dépôts de garantie de chemin de fer.—(*Document de la session No 49.*)

Et réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur demandant la production : 1. D'un état détaillé de la somme de \$13,412.86 sous le titre : "Justice,—divers", mentionnée dans l'état des recettes et paiements du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900.

2. Copie de tous arrêtés en conseil ayant trait à cette dépense.

(Document de la session No 50.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 15 février 1900.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

La pétition des citoyens de St-Antoine de Lavaltrie demandant que le bill détachant du comté de Berthier la paroisse de Lavaltrie et l'anne-
xant au comté de l'Assomption, devienne loi.

M. de Grosbois, du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill amendant l'acte pour étendre les privilèges et pouvoirs de la compagnie du pont de St-François, et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté, avec amendement."

M. Tessier (Rimouski), du comité des bills privés, etc., présente à la Chambre les septième et huitième rapports de ce comité qui se lisent comme suit :

" Votre comité a examiné le bill concernant la succession de feu William Watson Ogilvie et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté, sans amendement.

Aussi les bills suivants auxquels il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill constituant en corporation la " W. W. Ogilvie Milling Company";

Bill amendant la charte de la ville d'Ou rement ;

Et bill amendant la loi concernant le pont de péage sur la rivière Bécancourt, près de l'église de la paroisse de Bécancourt.

Votre comité a examiné aussi le bill amendant la charte du village de Grand'Mère, et trouve que le préambule, tel que formulé, n'a pas été prouvé.

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre David Ogilvy au nombre de ses membres ;

Bill concernant les biens de l'église presbytérienne du Canada.

Aussi, les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill amendant la charte de la cité de Québec ;

Bill constituant en corporation " The Great Northern Elevator Company " ;

Bill amendant la charte de la cité de Sherbrooke ;

Bill modifiant la charte de la Compagnie hypothécaire ;

Bill amendant la charte de la ville de Maisonneuve."

Ordonné,—Que M. Chênevert ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 769 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Tellier ait la permission de présenter un Bill amendant certains articles du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que l'honorable M. Parent, ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres de la Couronne.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Marion.—Quel est le montant payé, jusqu'à ce jour, à l'école d'agriculture de l'Assomption, en vertu du contrat passé entre le gouvernement et le collège agricole de l'Assomption, le 13 février 1897 ?

Réponse par l'honorable M. Déchêne :

Ecole.—Du 1er juillet 1896 au 30 juin 1897 \$ 5,350 50
do 1897 do 1898 6,214 00

Le 13 février 1899 : indemnité de 200 00

_____ \$ 11,764 50

Payé à M. I. J. A. Marsan, professeur :

1er juillet 1896	au 30 juin 1897	\$ 1,108 92
do 1897	do 1898	1,022 82
do 1898	do 1899	1,003 70
do 1899	au 1er février 1900	583 32
		<hr/>
		\$ 3,718 76
		<hr/>
		\$ 15,483 26

Par l'honorable M. Pelletier. — Le gouvernement a-t-il accordé de l'aide pour la reconstruction d'un pont connu sous le nom de "pont des Perreault", entre les paroisses de Sandy Bay et de Saint-Damase, dans le comté de Matane ?

2. Dans l'affirmative, quel montant ?

3. Dans l'affirmative, à même quel crédit ce montant a-t-il été pris ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon. — 1. Oui. 2. \$310.00. 3. Chemins de colonisation pour l'année financière 1899-1900.

Par M. Bédard. — Par l'état "C" du budget de 1899-1900, page 42, l'on voit qu'une somme de \$9,900.00 a été attribuée pour "dépenses contingentes au département des Terres, Forêts et Pêcheries", pour l'année 1899-1900.

Par la réponse, No 28, à un ordre de la Chambre, produite le 8 février courant, donnant un état détaillé des paiements à faire à même l'item du budget supplémentaire No 1, pour \$9,500.00, l'on voit qu'il y a \$8,000.00 sur cette somme de \$9,500.00 pour le département des Terres, Forêts et Pêcheries, et qu'il était dû pour contingents au 1er décembre 1899, \$3,391.20.

A quelle date le crédit de \$9,900.00 était-il épuisé ?

Réponse par l'honorable M. Parent : — Vu les dépenses imprévues et causées par les impressions rendues nécessaires par l'organisation du service des pêcheries, le transfert d'Ottawa à Québec des livres de licences, de statistiques, en décembre 1898, ainsi que par la réorganisation du système d'opérations forestières, le crédit de \$9,900.00 s'est trouvé épuisé le 14 octobre 1899.

Proposé par l'honorable M. Déchêne, secondé par M. Rocheleau, et Ordonné, — Que MM. Bédard et Rocheleau fassent partie du comité du Code municipal.

Ordonné, — Que MM. Bédard et Rocheleau fassent partie du comité des bills privés.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill amendant l'article 85 du Code civil.

M. Duplessis, propose, secondé par M. Tellier : Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Robitaille propose, comme amendement à la motion, secondé par M. Garneau,—Que le mot “maintenant” soit retranché et que les mots : “dans six mois, à dater d'aujourd'hui”, soient ajoutés à la fin de la motion.

Et l'amendement étant soumis à la Chambre, celle-ci se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bickerdike,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Robitaille.—11.</i>
<i>Doris,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Pelletier,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chauret,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Chénevert,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Leblanc,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Caron (Mask.),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Weir.—47.</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Marion,</i>	

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Alors, la motion principale étant soumise à la Chambre, il est—

Résolu,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant l'article 1651 des Statuts refondus de la province de Québec.

Ce bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité d'agriculture, etc.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité de législation, savoir :

Bill (No 103) amendant le Code de procédure civile ;
Et bill amendant le Code civil.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill amendant l'article 3998 des Statuts refondus de la province de Québec.

M. Tellier propose, secondé par M. Duplessis,—Que le Bill soit maintenant lu la deuxième fois ;

M. de Grosbois propose, comme amendement à la motion, secondé par M. Bissonnette,—Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " dans six mois, à dater d'aujourd'hui, " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Du consentement unanime de la Chambre, cet amendement est retiré.

Et la motion principale étant de nouveau soumise à la Chambre, celle-ci se divise, et la motion est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation, etc.

Ordonné,—Que l'honorable M. Hackett ait la permission de présenter un Bill concernant le district judiciaire de St-François.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill concernant certaines amendes.

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Dechêne,—

Et la question étant mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme immédiatement en comité général.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité général, et, après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill amendant la charte du Crédit Foncier franco-canadien et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. de Grosbois fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le bill concernant la Commission des écoles catholiques de la ville de Mont-

réel, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés, savoir :

Bill accordant certains pouvoirs à la compagnie " Petroleum Oil Trust, (limited) " ;

Bill concernant la municipalité du village de Villeray ;

Et bill concernant l'administration des biens d'Edmond Vanier.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 février 1900, pour la production de copie de toutes requêtes ou demandes d'octroi de colonisation, pour aucune partie du comté de Gaspé, depuis le 1er juillet 1898, avec copie de toute correspondance sur le même sujet.

(Document de la session No. 58).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 février 1900, pour un état détaillé de la somme de \$10,000.00 pour " comptes courants, " sous le titre " Terres, Forêts et Pêcheries ", dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900.

(Document de la session No. 51).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 février 1900, pour un état détaillé, par chapitres spéciaux, de la somme de \$518,799.92, mentionnée dans l'état des recettes et paiements du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, pour " Terres, Forêts et Pêcheries ".

(Document de la session No 52).

Réponse à un ordre de la Chambre en date du 12 février 1900, pour un état détaillé de la somme de \$15,000.00 pour " protection des forêts " sous le titre " Terres, Forêts et Pêcheries, " dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900.

(Document de la session No 53).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 février 1900, pour un état détaillé de la somme de \$37,845.00, pour " arpentages, " dans l'état des recettes et paiements de la province, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900.—*(Document de la session No 54).*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 février 1900, pour un état détaillé de la somme de \$10,000.00, pour " service d'enregistrement " (cadastre), mentionné dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900.—(*Document de la session No 55*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 12 février 1900, pour un état d'étailé, par comtés, de la somme de \$80,000.00 pour " chemins de colonisation " mentionnée dans l'état des recettes et paiements du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900.

Et pour copie de tous arrêtés en conseil au sujet de telle dépense.
(*Document de la session No 56*).

Réponse à une adresse, en date du 12 février 1900, pour un état détaillé de la somme de \$15,555.30, pour " divers en général," mentionnée dans l'état des recettes et paiements du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900.
(*Document de la session No 57*.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 16 février 1900

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues, savoir :

De " The Woman Christian Temperance Union " demandant d'augmenter les attributions des inspectrices de fabriques ;

De " The Woman Christian Temperance Union " demandant une loi à l'effet de refuser toute subvention aux expositions qui sont ouvertes le dimanche et qui permettent des représentations immorales ;

De " The Woman Christian Temperance Union " demandant une loi à l'effet de restreindre la vente du tabac aux mineurs ;

De " The Woman Christian Temperance Union " demandant une loi à l'effet d'empêcher le vagabondage des enfants, le soir.

M. Laliberté, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité est convenu de recommander à votre honorable Chambre que le délai, pour la réception des rapports sur les divers bills privés, soit prolongé jusqu'au premier jour de mars prochain, inclusivement."

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M de Grosbois, du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill accordant des pouvoirs additionnels à la “ People’s Telephone Co ”, et a l’honneur de faire rapport qu’il l’a adopté avec amendement ”.

M. Tessier (Rimouski), du comité des bills privés, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill amendant la charte de la “ Royal Trust Company ”, auquel il a fait quelques amendements qu’il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité est convenu de recommander à votre honorable Chambre que le délai, pour la réception des rapports sur les bills privés, soit prolongé jusqu’au premier jour de mars prochain, inclusivement ”.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné,—Que l’honorable M. Parent ait la permission de présenter un Bill amendant l’article 94 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L’ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant l’article 115 du Code de procédure civile.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation, etc.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par l’honorable M. Hackett.—Le gouvernement a-t-il, depuis le mois de juin, par arrêté en conseil ou par lettre, promis une législation pour l’extension du délai pour l’acquisition de tout subside de chemin de fer, et s’il en est ainsi, à quelle date, et en faveur de quel chemin de fer ?

Réponse par l’honorable M. Duffy.—Par un ordre en conseil, No 625, en date du 14 décembre 1899, le gouvernement a promis de soumettre une loi pour étendre le délai à l’effet de compléter les travaux sur les chemins de fer “ Pontiac et la jonction du Pacifique”, et “ Ottawa et la Vallée de la Gatineau.”

Proposé par M. McDonald, secondé par l'hon. M. Pelletier, et
Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé de la somme de \$12,000.00, mentionnée dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, "pour amélioration aux chemins ruraux."

Proposé par M. Girard, secondé par M. Béland, et
Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de requêtes, correspondances, au sujet de la construction d'un pont sur la rivière Koushpaganish, entre les 1er et 2ème rangs du caupon Caron, dans la paroisse de Saint-Jérôme, comté du Lac-Saint-Jean, et de tous documents se rapportant à cette affaire, depuis le 1er novembre 1896 à ce jour.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance au sujet de la nomination de L. Lortie, d'Hébertville, comme inspecteur de chemins de colonisation ; copie de toutes instructions à lui données, copie de tous rôles de paie, comptes, réclamation présentés et payés par le gouvernement au dit Lortie ou sur son ordre ; copie de tous rapports, correspondance, entre aucun département, aucun ministre que ce soit, au sujet de ce monsieur Lortie ou de ses fonctions, depuis mai 1897 jusqu'à ce jour.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 2 février 1900, pour tous ordres en conseil, correspondances et documents, relativement à l'item No. 8, du budget supplémentaire de l'exercice financier courant ayant rapport au paiement de \$27,052 à M. Joseph Dussault.—(*Document de la session No 44a*).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 février 1900, pour un état détaillé des dépenses portées aux comptes publics, pour l'année fiscale expirée le 30 juin 1899, p. 119 des Comptes Publics, sous les titres suivants : "Dépenses contingentes de l'honorable J. J. Guerin—frais de voyages et autres \$800.00—Dépenses contingentes de l'honorable G. W. Stephens—frais de voyages, etc., \$200.00."

Copie de tous comptes et de toutes pièces justificatives produits pour ces dépenses.

Aussi un état des dépenses portées aux comptes publics, pour l'année financière expirant le 30 juin 1896, page 109, sous le titre : Hon. A. W. Morris, frais de voyage et autres dépenses \$940 00.—(*Document de la session No 59*).

Réponse à un ordre de la Chambre en date de 12 février 1900, pour un état détaillé de la somme de \$51,899.89, pour mandats impayés au 31 janvier 1900. (Etat des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, page 11.)—(*Document de la session No 60*.)

Réponse à une adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, en date du 12 février 1900, demandant un état détaillé de la somme de

\$5,000.00 pour "Journaux de l'Instruction publique," français et anglais, mentionnée dans l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, avec copie de tous arrêtés en conseil qui peuvent s'y rapporter.—(*Document de la session No 61*).

L'ordre du jour appelle la Chambre, de nouveau, en comité général pour considérer le Bill, amendant la charte du Crédit Foncier franco canadien, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et, M. de Grosbois, fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter avec certains amendements.

Ordonné,—Que le bill, ainsi amendé par le comité, soit, maintenant, pris en considération.

La Chambre, en conséquence, procède à prendre le bill en considération.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre, de nouveau, en comité général pour considérer le bill constituant en corporation la compagnie de chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lalonde fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter avec certains amendements.

Ordonné,—Que le bill, ainsi amendé, soit pris en considération, maintenant.

La Chambre, en conséquence, procède à prendre le bill en considération.

Ordonné,—Que le bill soit lu, une troisième fois, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le bill autorisant le tuteur aux enfants de Flavien Filiatreault, à vendre les immeubles de la succession de feu Narcisse M. Lecavalier et de Marie-Emélie Crevier ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bourbonnais fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre David Ogilvy au nombre de ses membres ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu : Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill concernant la succession de feu William Watson Ogilvie ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill concernant les biens de l'église presbytérienne au Canada ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill constituant en corporation la "W. W. Ogilvie Milling Company." ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne, fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu : Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill amendant la charte de la ville d'Outremont ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne, fait

rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill amendant la charte de la ville de Maisonneuve; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill modifiant la charte de la Compagnie hypothécaire; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Smith fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill amendant la charte de la cité de Québec; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tossier (Rimouski) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant soumise: que ce bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise; et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill constituant en corporation la compagnie "The Great Northern Elevator Company"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Smith fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi.

Lundi, 19 février 1900.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a passé les bills ci-dessous sans amendement.

Bill concernant un prêt à l'Institut Vaccinogène ;

Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Thomas Côté au nombre de ses membres ;

Bill autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Georges, district de Beauce, à dresser un nouvel acte de cotisation ;

Bill constituant en corporation la Congrégation des Juifs roumains, *Beth David*, de Montréal ;

Bill autorisant l'admission de Henri-Paul Lefebvre à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen ;

Bill concernant l'Institut Royal pour l'avancement des sciences ;

Bill à l'effet de changer le nom de la " Young Men's Hebrew Benevolent Society of Montreal ", en celui de " Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal ", et d'augmenter ses pouvoirs ;

Bill constituant en corporation la " Ladies City Mission of Quebec " ;

Bill autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste-Théophile Lafrenière à la pratique du notariat, après examen ;

Bill constituant en corporation le " Catholic Sailors Club " ;

Et bill autorisant l'Institut des artisans de Montréal à emprunter sur hypothèque une somme additionnelle de dix mille piastres.

Ordonné,—Que l'honorable M. Turgeon ait la permission de présenter un bill détachant certains lots du comté de Dorchester et les annexant au comté de Bellechasse, pour toutes les fins.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy ait la permission de présenter un bill amendant l'article 972 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Ball ait la permission de présenter un bill amendant l'article 4558a des Statuts refondus, concernant les corporations de ville.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill constituant en corporation la compagnie de chemin de fer électrique de St-Hyacinthe.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill amendant la loi concernant le pont de péage sur la rivière Bécancourt, près de l'église de la paroisse de Bécancourt; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. D'Auteuil fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Ordonné,—Que le bill, ainsi amendé, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill accordant des pouvoirs additionnels à la "People's Telephone Company"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Petit fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill amendant la charte de la "Royal Trust Company"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Pelletier.—Dans une réponse à une interpellation donnée à la séance du 12 février courant, l'honorable Secrétaire de la province a déclaré que la cause *Régina vs. Demers* avait été plaidée devant les Lords du comité judiciaire du Conseil Privé par l'honorable M. Blake, le Procureur Général et le Secrétaire de la Province.

Le Procureur Général et le Secrétaire de la Province ont-ils parlé, dans cette circonstance, devant les Lords du comité judiciaire du Conseil Privé, ou si l'honorable M. Blake a parlé seul au nom du gouvernement de cette province ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—La citation faite dans la présente question n'est qu'une partie de la réponse donnée à la séance du 12 février courant. La réponse à la présente question se trouve dans la réponse complète donnée à la séance du 12 février courant.

Par l'honorable M. Flynn.—1. La somme de \$13,385.50 mentionnée dans la réponse de l'honorable Secrétaire de la province à l'interpellation du 8 et du 13 février courant, en ce qui regarde les gratifications aux instituteurs et institutrices, gratifications qui auraient été gagnées pendant l'année 1897-1898, est-elle chargée dans les Comptes publics ?

2. Dans l'affirmative, dans les Comptes publics de quelle année, cette dépense est-elle entrée et sous quel article ou item ?

3. Cette dépense a-t-elle été autorisée par un arrêté en conseil ?

4. Dans l'affirmative, à quelle date ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. Oui. 2. Dans les Comptes publics pour l'année 1897-1898 ; cette somme fait partie du montant de \$53,000 attribuées aux Ecoles Élémentaires, en vertu de l'acte 60 Vict., ch. 3. L'état détaillé de cette somme de \$53,000 a été déposé le 25 janvier 1899, devant cette Chambre comme document No 20 de la session. 3. Oui. 4. Par arrêté en conseil du 7 de mai 1898, No 61.

Par M. Marion.—Le 8 février, l'interpellation suivante a été faite par M. Marion :

1. Le gouvernement a-t-il acheté, depuis le 1er juillet 1898, des cartes de la province de Québec ?

2. Dans l'affirmative, de qui, quel nombre et pour quel prix ?

A cette interpellation il a été répondu comme suit :

Réponse par l'honorable M. Marchand :—1. Oui.

2. M. Emilien Daoust, de la cité de Montréal, 8,000 cartes, au prix de \$2.00 chacune.

1. Y a-t-il eu aucun arrêté en Conseil pour l'achat de ces 8,000 cartes ?

2. Dans l'affirmative, quelle est la date de cet arrêté ou de ces arrêtés en conseil ?

3. Cette somme de \$16,000.00, prix de ces 8,000 cartes, a-t-elle été payée ?

Dans l'affirmative, à même quel crédit ou loi, et à quelle date ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. Oui. 2. 6,000 copies ont été achetées par arrêté en conseil du 30 mars 1899 et 2,000 copies par arrêté en conseil du 13 janvier 1900. 3. \$12,000.00 ont été payées en à-compte, dont \$3,000.00 le 19 mai 1899. \$3,000.00 le 1er septembre 1899. \$3,000.00 le 7 décembre 1899 et \$3,000.00 le 13 janvier 1900, à même le crédit voté par 60 Vict., ch. 3.

Par M. D'Autueil.—Quel est le nombre des lots vendus, dans chacune des années 1897, 1898 et 1899, pour fins de colonisation, dans les régions du Lac-Saint-Jean et Métapédia, et quelle est l'étendue d'acres représentée par ces lots ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—Région du Lac-St-Jean, en 1897 : 36 lots, formant 22,511 acres ; en 1898 : 221 lots, formant 14,675 acres ; en 1899 : 298 lots, formant 23,761 acres.

Région de la Matapédia, en 1897 : 155 lots, formant 15,500 acres ; en 1898 : 228 lots, formant 22,800 acres ; en 1899 : 239 lots, formant 23,900 acres.

Par M. Bouffard.—1. Quelle est l'étendue des limites concédées à la compagnie de pulpe de Chicoutimi ?

2. A quelle date ces limites ont-elles été concédées ?

3. A quel prix ?

4. Combien la compagnie a-t-elle payé pour ces limites ?

5. Quel montant a-t-elle versé sur le prix d'achat ?

6. La compagnie doit-elle au gouvernement, et à quel titre ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. 287 milles carrés. 2. Le 26 janvier 1897 et le 22 mars 1898. 3. \$1,538.68. 4. La compagnie a payé pour ces limites la somme mentionnée dans la réponse précédente. 5. Le dit prix d'achat a été payé. 6. Oui, la rente foncière dans l'année courante.

Par l'honorable M. Hackett.—Le gouvernement a-t-il acheté des exemplaires d'un " Code scolaire " depuis l'adoption de la loi de l'Instruction publique, 62 Victoria, ch. 28 ?

2. Dans l'affirmative, par qui ce Code a-t-il été fait ? de qui a-t-il été acheté ? à quelle date, pour quel montant ou prix, et à même quel crédit ou appropriation législative a-t-il été payé ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. Oui, 13,000 copies 2. Par MM. Paul de Cazes et G. W. Parmelee, secrétaires du département de l'Instruction publique. 3. 10,000 copies, édition française de M. Paul de Cazes et 3,000 copies, édition anglaise de M. G. W. Parmelee. 4. L'édition française a été achetée le 4 mai 1899, au prix de 50 cents la copie et l'édition anglaise a été achetée le 18 mai 1899, au même prix. 5. L'édition française a été payée à même le crédit voté par 60 Vict., ch. 3, et l'édition anglaise a été payée sur " Divers en général " année 1899-1900.

Par M. Bouffard.—Dans la réponse donnée par l'honorable M. Robidoux à l'interpellation de M. Normand (Pages 149 et 150 des procès-verbaux, le 9 février courant) il est dit : que \$4,250.00 ont été payées à l'"Enseignement Primaire", depuis le 25 août 1898 au 2 juin 1899 inclusivement, et \$300.00 à l'"Educational Record," le 7 juin 1899. Dans la réponse, document 27 de la présente session, à une adresse de cette Chambre, du 31 janvier 1900, se trouve un état signé par l'Auditeur de la province, donnant les détails des \$13,133.28 mentionnées aux Comptes publics, (page 132), comme ayant été dépensées sous l'acte 60 Vict., chap. 3, dans l'année fiscale expirée le 30 juin 1899, et dans cet état, il y a \$2,833.28 pour l'"Enseignement Primaire", et \$300.00 pour l'"Educational Record" seulement, faisant un total de \$3,133.28.

La différence entre cette dernière somme et les chiffres donnés par l'honorable Secrétaire de la province, savoir : \$1,416.72, est-elle chargée aux Comptes publics pour le dit exercice de 1899, et dans l'affirmative, dans quel item ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—Cette somme de \$1,416.72 payée à l'"Enseignement Primaire," représentant la balance due à cette publication au 14 juillet 1898, l'a été le 17 novembre 1899, en vertu de l'arrêté en conseil No 424, du 14 juillet 1898. Ce paiement ayant été effectué durant l'exercice en cours figurera dans le prochain état des Comptes publics.

Proposé par M. Tellier, secondé par M. Duplessis et—

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé indiquant 1. Comment a été employée, depuis le premier juillet 1893, aucune partie de la somme de \$50,000.00 votée par l'acte 60 Vict., ch. 3, "Loi concernant les écoles élémentaires," en achat de livres.

2. Quels livres ont été ainsi achetés, de qui, pour quel prix ou montant et à quelle date.

Proposé par M. Bouffard, secondé par M. Chicoyne et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état indiquant toutes les révocations de ventes, ou de billets de location, faites par le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, chaque année, depuis le 1er juillet 1898 ; le dit état devant mentionner : la date et la cause de chaque révocation si telle révocation a eu lieu sur un rapport et, dans ce cas, de qui est signé le rapport ; aussi, le numéro de chaque lot, le canton, le nom de l'acquéreur ou cessionnaire et contre qui telle révocation a été faite.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Nantel et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes demandes d'achat ou de mises à l'enchère de limites à bois, depuis le 1er juillet 1897, avec copie de toute correspondance sur le même sujet.

Proposé par M. Plante, secondé par M. D'Auteuil et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance avec le gouvernement, depuis le 1er janvier 1899, jusqu'à cette date, au sujet de l'établissement d'un système de crédit agricole dans la province.

Proposé par M. D'Auteuil, secondé par M. Plante et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la plainte et de la conviction dans toutes poursuites intentées dans le cours de l'année 1899, par ordre du gouvernement ou de l'honorable Commissaire des Terres de la Couronne, ou d'aucun de ses officiers ou employés, pour infractions commises dans la paroisse de Sainte-Agnès, comté de Charlevoix, en contravention aux articles 1375 et 1394 des Statuts refondus de la province de Québec, tel qu'amendés par 62 Victoria, ch. 23.

Proposé par l'honorable M. Langelier, secondé par M. Tessier (Rimouski) et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état, par comtés, donnant :

1. La liste des noms des candidats, dans toutes les divisions électorales, aux diverses élections générales et partielles dans la province, depuis 1867 inclusivement.
2. Le nombre total des votes inscrits pour chacun des candidats.
3. La majorité constatée dans chaque cas.
4. Un semblable état pour les divisions électorales de la province de Québec aux élections générales et partielles pour la Chambre des Communes du Canada depuis 1867 inclusivement.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 98) amendant le Code municipal.

Ordonné,—Que l'ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que le bill soit renvoyé au comité spécial permanent du Code municipal.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions, rapportées du comité des subsides, le 13 février courant ; lesquelles résolutions furent alors ajournées, et elles sont lues, une seconde fois, comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital-Général, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de Saint-Vincent de Paul, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital protestant d'industrie et de refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'orphelinat Saint-Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de la Maternité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la Madeleine, (Bon-Pasteur), Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des orphelins catholiques-romains, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité pour leur hôpital des enfants trouvés, à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile pour les orphelins protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la rue Bonaventure, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Nazareth, pour les enfants pauvres abandonnés, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des aveugles, asile Nazareth, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, asile Nazareth, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société bienveillante des Dames, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile pour les enfants protestants, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Church Home", Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

24. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Bethléem, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

25. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Notre-Dame, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

26. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

27. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de bienfaisance des Dames Israélites, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

28. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour la garde des enfants trouvés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

29. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coin des rues Sainte Catherine et Fullum, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

30. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Young Men's Hebrew Benevolent Society ", Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

31. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

32. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'institut McKay, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

33. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'hôpital des enfants trouvés, Montréal, (ci-devant connu sous le nom d'asile Sainte-Marguerite) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

34. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

35. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites-Sœurs des Pauvres, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

36. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Sœurs de Sainte-Marguerite, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

37. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au " Western Hospital ", Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

38. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'institut Hervey, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

39. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

40. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des veuves charitables de l'Orphelinat catholique et de l'asile Nazareth, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

41. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

42. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile du Bon-Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

43. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante et quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des Dames protestantes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

44. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des Orphelins, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

45. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Finlay, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

46. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des orphelins protestantes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

47. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

48. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901 ;

49. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

50. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des orphelins, sous les soins des Sœurs de la Charité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

51. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et les infirmes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

52. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

53. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

54. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour les enfants trouvés, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

55. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide

à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour les épileptiques ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

56. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Chrétiennes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

57. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de la Maternité, sous les soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

58. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

59. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

60. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, asile de la Providence, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

61. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur hôpital de la Maternité, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

62. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

63. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Saint-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

64. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

65. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante et deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Rimouski ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

66. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital et à l'orphelinat de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

67. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital protestant de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

68. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

69. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Saint-Valier, Chicoutimi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

70. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

71. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Sainte-Anne de la Baie-Saint-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

72. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Fraserville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

73. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital pour les orphelins, les vieillards et les malades, Valleyfield ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

74. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Saint-Jérôme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

75. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Antoine pour les orphelins et les malades, Longueuil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

76. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Jean, Saint-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

77. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

78. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société d'horticulture de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

79. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

80. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastre soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du laboratoire officiel de la province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

81. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la fête des arbres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

82. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses d'inspections et d'explorations des travaux et édifices publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

83. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux frais d'inspection de chemins de fer ; pour l'année financière finissant le juin 1901.

Et les dites résolutions sont agréées.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se constitue de nouveau en comité général pour considérer le bill concernant certaines amendes.

Et, étant six heures P. M., M. l'Orateur reprend le fauteuil, déclare qu'il est six heures et laisse le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

Le comité reprend ses délibérations sur le bill concernant certaines amendes, et, après avoir siégé quelque temps, M. Béland fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,— Que le comité ait la permission, de siéger, de nouveau, demain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 20 février 1900

M. Laliberté, du comité des ordres permanents, présente la à Chambre le quatorzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité après avoir examiné la pétition de la Compagnie de Pulpe de Jonquière demandant une loi la constituant en corporation, a trouvé que les avis n'ont pas été publiés dans les journaux anglais, mais comme la très grande majorité des intéressés parle la langue française et que, de plus, il n'y a pas de journaux anglais dans le comté, votre comité est d'opinion que les avis sont suffisants.”

M. Tessier (Rimouski), du comité spécial permanent des bills privés, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Hains au nombre de ses membres, après examen ;

Bill amendant la charte de la compagnie du Conservatoire de Montréal ;

Bill ratifiant et légalisant un règlement de la corporation de la paroisse de Beauport exemptant de taxes municipales la “ Montmorency Cotton Mills Company ”.

“ Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre ;

Bill revisant les lois organiques de la corporation de la ville de Sainte-Anne de Bellevue ;

Bill amendant la charte de la ville de Chicoutimi ;

Bill autorisant Joseph-Arthur Lesage à obtenir une licence pour pratiquer la médecine, la chirurgie et l'art obstétrique dans la province de Québec ;

Bill amendant les lois organiques de la ville de Saint-Paul ;
Et bill constituant en corporation la " Montreal Mining Exchange".

M. deGrosbois du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de jonction de Napierville" et l'a adopté avec amendement."

Proposé par M. Gillies, secondé par M. Watts et—

Ordonné,—Que les règles de cette Chambre soient suspendues en ce qui concerne la pétition de " The Ottawa Trust and Deposit Company (limited)."

Et la dite pétition demandant une loi à l'effet d'autoriser " The Ottawa Trust and Deposit Company (limited) " à étendre ses opérations à la province de Québec est lue et reçue.

Ordonné,—Que M. Petit ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Compagnie de Pulpe de Jonquière.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill concernant les médecins et chirurgiens ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Clapperton fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Bouffard.—A part le département des Terres, Forêts et Pêcheries pour lequel il y a une autre interpellation, y a-t-il un ou des départements pour lequel ou lesquels, les sommes attribuées pour dépenses contingentes dans l'état C du budget de 1899-1900, sont complètement dépensées ?

2. Dans l'affirmative, quel est ce département ou quels sont ces départements, et à compter de quelle date ces crédits sont-ils épuisés ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :
Non.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill concernant certains immeubles substitués par feu Maurice Gougeon et son épouse ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill amendant la charte de la cité de Sherbrooke, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre, de nouveau, en comité des subsides,—

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

L'honorable M. Atwater propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Flynn,—Que tous les mots après “ Que ”, jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

“ Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette de ne pas pouvoir féliciter le gouvernement et en particulier l'honorable Premier ministre et Trésorier de la province du succès financier dont il se targue, en prétendant que pour l'exercice 1898-1899, l'équilibre aurait été rétabli entre les recettes et les dépenses, et qu'il y aurait même un surplus fixé à différents chiffres et par l'état A, à \$15,179.18 ; car, en réalité, d'après les comptes publics, tels qu'expliqués par les réponses aux interpellations et réponses aux ordres et aux adresses de la Chambre, il y avait un déficit réel excédant la somme de \$120,000.00, déficit qui est rendu encore plus évident lorsqu'on tient compte du principe posé contre l'administration précédente par l'honorable Premier ministre et Trésorier, dans son discours sur le budget du 14 décembre 1897 à l'effet que “ rien ne justifiait le gouvernement de reporter sur l'année suivante des dettes contractées et échues durant l'année précé-

dente ou de décharger les comptes d'une année au moyen d'un procédé irrégulier et décevant, au détriment de l'année suivante, quitte à continuer ces virements d'année en année en dissimulant la situation réelle ", (page 16 de ce discours).

Cette Chambre est d'opinion que cette annonce mal fondée et intempestive faite par le gouvernement, d'un surplus, est de nature à jeter du discrédit sur notre administration provinciale et à faire perdre au public et à tous les citoyens bien pensants de ce pays, la confiance qu'ils doivent avoir dans nos institutions provinciales."

Et un débat s'en suivant,—

Il est proposé par l'honorable M. Duffy, secondé par l'honorable M. Marchand et

Ordonné,—Que le débat soit ajourné.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation l'association des bouchers et commerçants de lard de la ville de Québec ".

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi constituant en corporation l'association des bouchers et commerçants de lard de la ville de Québec ", lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 21 février 1900

Proposé par M. Gillies, secondé par M. Hunt, et—

Ordonné,—Que les règles de cette Chambre soient suspendues en ce qui concerne la pétition de Dame Mary Henrietta White, veuve de feu John Bryson.

Et la dite pétition demandant une loi confirmant et ratifiant un arrangement intervenu entre les parties concernées dans la succession de feu John Bryson, est lue et reçue.

Ordonné.—Que M. Cherrier ait la permission de présenter un bill amendant l'article 223 de la loi de l'Instruction publique.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Champagne ait la permission de présenter un bill amendant l'article 79a des Statuts refondus.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Nantel.—Le gouvernement va-t-il soumettre au conseil de l'Instruction publique le manuscrit du premier livre qu'il est à faire préparer d'une série destinée aux écoles élémentaires, avant de le faire imprimer ?

Quel est l'auteur de ce livre et de tout autre livre de la série ci-haut mentionnée ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :

1. Oui ; 2. MM. John Ahearn et C.-J. Maguan, tous deux professeurs à l'école normale Laval, à Québec.

Par l'honorable M. Nantel.—Est-ce l'intention du gouvernement de ne distribuer gratuitement que le livre qu'il est à faire préparer d'une série destinée aux écoles élémentaires, à l'exclusion de tout autre livre approuvé par le conseil de l'Instruction publique ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux : Oui.

Par M. D'Auteuil.—1. Combien de sociétés de fabrication de beurre et de fromage ou les deux, constituées en vertu des articles 5477 et suivants des Statuts refondus de Québec, ont transmis à l'honorable Commissaire de l'agriculture, dans le cours des cinq dernières années, un certificat du protonotaire constatant qu'elles ont déposé entre ses mains un certificat de société ?

2. Le gouvernement connaît-il le nombre de ces sociétés qui n'ont pas transmis tel certificat ?

3. Ces sociétés ont-elles fait au Commissaire de l'agriculture un rapport annuel de leurs opérations, tel que voulu par l'article 5483 S. R. Q ?

4. Le gouvernement a-t-il l'intention de faire publier ces rapports dans le "Journal d'Agriculture" ?

5. Le gouvernement a-t-il l'intention d'encourager l'établissement de ces sociétés, et de quelle manière ?

6. Le gouvernement a-t-il quelque rapport établissant les avantages offerts par ces sociétés au point de vue de la perfection dans la fabrication du beurre et du fromage ?

7. Combien de propriétaires de fromageries ont reçu ou ont droit de recevoir la prime attribuée pour la construction des chambres de maturation dans les fromageries, pour les années 1898-99 et 1899-1900 ?

8. Quelles sont les personnes ou sociétés auxquelles cette prime a été payée ?

Réponse par l'honorable M. Déchêne :—1. (79) Soixante-dix-neuf. 2. Non. 3. Deux ou trois par année seulement font régulièrement rapport. 4. Chaque année, le "Journal d'Agriculture" publie les rapports reçus en entier ou par extraits. 5. Le gouvernement, par ses conférenciers agricoles et par la voie du journal d'Agriculture a, à maintes reprises, recommandé la formation de ces sociétés, et il se propose de continuer la même politique, à l'avenir. 6. Non. 7. Depuis qu'une prime a été offerte pour la construction de chambres de maturation, le gouvernement a reçu 87 applications pour l'obtention de cette prime. Sur ce nombre, 36 propriétaires de fabrique ont déjà commencé la construction de leur chambre de maturation, d'après les informations reçues au département. Onze jusqu'ici, après inspection, ont été jugés en état de recevoir le bonus offert et ont été payés. 8. C. D. Chaput, Egypte, comté de Shefford ; Aug. Pelletier, St-Roch Des Aulnaies ; société de fabrique de beurre et de fromage de la Rivière Ouelle, comté de Kamouraska ; Bisson et Lepage, Garthby, comté de Wolfe ; R. Massicotte, St-Casimir, comté de Portneuf ; Louis Morand, St-Barthélemy, comté de Berthier ; Dme veuve Ant Robert, St-Cuthbert, comté de Berthier ; Clément et Dauplaise, Maskinongé ; Florent Fortier, Ste-Justine, comté de Dorchester ; M. Gagnon, St-Jérôme, comté du Lac-St-Jean ; M. Messier, Varennes, comté de Verchères.

Proposé par M. Girard, secondé par M. Petit, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes correspondances entre le gouvernement et Joseph Tremblay, de St-Bruno, et J.-B Carbonneau, de Normandin, au sujet des instructions pour ouvrages à faire à même les octrois de colonisation, après le 1er juillet prochain, avant ou après l'envoi de telles instructions jusqu'à cette date.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill concernant les caisses rurales.

M. Chicoyne propose, secondé par M. Normand—que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—

Un débat s'élève.

Sur motion de M. Robitaille, secondé par M. Garneau,

Ordonné,—Que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant l'article 972 du Code civil.

M. Roy propose, secondé par M. Garneau—que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur.

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation, etc.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill détachant certains lots du comté de Dorchester et les annexant au comté de Bellechasse, pour toutes les fins.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres de la Couronne.

L'honorable M. Parent propose, secondé par l'honorable M. Stephens que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—

Un débat s'élève.

Sur motion de M. Panneton, secondé par M. McDonald.

Ordonné,—Que ce débat soit ajourné.

M. Tessier (Rimouski), du comité spécial permanent des bills privés, présente à la Chambre, le onzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

Votre comité a examiné le bill modifiant la charte de la cité de Saint-Henri, et a l'honneur de le rapporter sans amendement ; aussi les bills suivants, auxquels il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill confirmant et ratifiant les règlements Nos 143 et 144 de la ville de Joliette, ainsi qu'un acte d'arrangement intervenu entre la ville de Joliette et la compagnie du chemin de fer le Grand-Nord, le 2 octobre 1899.

Et bill amendant la loi révisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill du Conseil législatif amendant le Code civil.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sept heures et demie P. M.

En vertu de la 19^e règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill amendant la charte de la ville de Chicoutimi ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bourbonnais fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill ratifiant et légalisant un règlement de la corporation de la paroisse de Brauport exemptant de taxes municipales la " Montmorency Cotton Mills Company " ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Caron (Maskinongé) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill amendant la loi constituant en corporation " La compagnie de chemin de fer de Jonction de Napierville " ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill constituant en corporation " La Compagnie de pulpe de Jonquière ".

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité des divers bills privés.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill amendant la charte de la compagnie du Conservatoire de Montréal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill amendant les lois organiques de la ville de Saint-Paul ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Laliberté fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill constituant en corporation la "Montreal Mining Exchange", et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Weir fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill amendant l'acte pour étendre les privilèges et pouvoirs de la compagnie du pont de Saint-François, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Béland fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, reprend le débat ajourné le mardi, vingtième jour de février courant, sur l'amendement de l'honorable M. Atwater à la motion de l'honorable M. Marchand : " que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides."

Le dit amendement se lisant comme suit :

Que tous les mots après " que " dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants : " Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette de ne pas pouvoir féliciter le gouvernement et en particulier l'honorable Premier ministre et Trésorier de la province du succès financier dont il se targue, en prétendant que pour l'exercice 1898-1899, l'équilibre aurait été rétabli entre les recettes et les dépenses, et qu'il y aurait même un surplus fixé à différents chiffres et par l'état A, à \$15,179.13 ; car, en réalité, d'après les Comptes publics, tels qu'expliqués par les réponses aux interpellations et réponses aux ordres et aux adresses de la Chambre, il y avait un déficit réel excédant la somme de \$120,000.00, déficit qui est rendu encore plus évident lorsqu'on tient compte du principe posé contre l'administration précédente par l'honorable Premier ministre et Trésorier, dans son discours sur le budget du 14 décembre 1897 à l'effet que " rien ne justifiait le gouvernement de reporter sur l'année suivante des dettes contractées et échues durant l'année précédente ou de décharger les comptes d'une année au moyen d'un procédé irrégulier et décevant, au détriment de l'année suivante, quitte à continuer ces virements d'année en année en dissimulant la situation réelle," (page 16 de ce discours).

Cette Chambre est d'opinion que cette annonce mal fondée et intempestive faite par le gouvernement, d'un surplus, est de nature à jeter du

discrédit sur notre administration provinciale et à faire perdre au public et à tous les citoyens bien pensants de ce pays, la confiance qu'ils doivent avoir dans nos institutions provinciales."

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Nantel propose, secondé par l'honorable M. Pelletier, et il est

Ordonné,—Que ce débat soit, de nouveau, ajourné.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la province, dépose, sur le bureau de la Chambre : Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 janvier 1900, demandant la production d'un état détaillé des montants déboursés par le gouvernement, en rapport avec la pétition de droit de M. L.-J. Demers contre le gouvernement.—(*Document de la session No 62*)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 février 1900, pour copie : 1. de toutes requêtes et de toute correspondance, depuis le 1^{er} juillet 1897, au sujet des droits de pêche dans la rivière Matane.

2. Copie de tous titres ou actes de concession de la seigneurie de Matane, avec copie aussi de toutes ventes par le shérif ou autres actes ou titres, et de tous jugements, en la possession du gouvernement, relatifs à la propriété de cette seigneurie, et des droits de pêche dans la rivière Matane.

3. Copie de tous baux ou permis de pêche pour cette rivière, ou aucune partie d'icelle.—(*Document de la session No 63*)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 février 1900, pour un état détaillé de la somme de \$12,000 pour "pêche et chasse" sous le titre "Terres, Forêts et Pêcheries", mentionnée dans l'état des recettes et paiements, du 1^{er} juillet 1899 au 31 janvier 1900.—(*Document de la session No 64*)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 février 1900, pour un état détaillé de la somme de \$70,000.00 pour dépenses générales mentionnées dans l'état des recettes et paiements, du 1^{er} juillet 1899 au 31 janvier 1900, sous le titre "Terres, Forêts et Pêcheries."—(*Document de la session No 65*.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 février 1900, pour un état détaillé indiquant 1. Comment a été employée, depuis le premier juillet 1898, aucune partie de la somme de \$50,000.00 votée par l'acte 60 Vict., ch. 3, "Loi concernant les écoles élémentaires," en achat de livres.

2. Quels livres ont été ainsi achetés, de qui, pour quel prix ou montant et à quelle date.—(*Document de la session No 66*.)

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendements, savoir :

Bill concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus de Montréal.

Bill confirmant et ratifiant, autant qu'il est nécessaire, l'émission des débentures faite par la " Canadian Electric Light Company (limited) " ;

Bill amendant la loi constituant en corporation la " Montreal Investment and Freehold Company " ;

Et bill constituant en corporation " La Compagnie de la Presse ".

Le Conseil législatif, informe aussi l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants auxquels il a fait certains amendements pour lesquels il demande son concours, savoir :

Bill concernant la paroisse de Saint-Denis, Montréal ;

Et bill amendant la charte de la " Dominion Abattoir and Stock Yards Company ".

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé : Loi concernant la paroisse de St-Denis.

Le dit amendement est lu une première et une seconde fois et est adopté.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : Loi amendant la charte de la " Dominion Abattoir and Stock Yards Company ", et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Proposé par l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Pelletier, et

Ordonné,—Que les noms des honorables MM. LeBlanc et Turgeon soient ajoutés à ceux des membres du comité des privilèges et élections.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 22 février 1900.

M. Laliberté, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le quinzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés, pour chacune d'elles, savoir :

De “ The Ottawa Trust and Deposit Company (limited),” demandant à faire affaires dans la province de Québec ;

De la compagnie du chemin de fer Québec & Lac-St-Jean, demandant des amendements à sa charte.

Après avoir examiné la pétition de Mary Henrietta White, John Fumerton et George Bryson, demandant une loi ratifiant et confirmant un arrangement intervenu entre eux, votre comité a constaté que les avis n'ont pas été donnés, mais attendu que toutes les parties intéressées ont signé la dite pétition, votre comité croit devoir recommander à votre honorable Chambre la suspension de la 51^{ème} règle.

Quant à la pétition de la municipalité de la partie sud de la paroisse de la Visitation de la Bienheureuse Vierge Marie, demandant l'érection en une seule municipalité de tout le territoire composant la dite paroisse, et à la pétition de la compagnie de Téléphone de Métis, votre comité a l'honneur d'informer votre honorable Chambre, que les pétitionnaires ne désirent pas présenter leur projet de loi.”

Résolu, — Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Tessier (Rimouski), du comité spécial permanent des bills privés, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill concernant la municipalité du village de Villaray ;

Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Emile Rioux au nombre de ses membres, après examen.

Aussi les bills suivants auxquels il a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill concernant la paroisse de la Longue-Pointe ;

Bill concernant le village de Beaurivage de la Longue-Pointe ;

Bill amendant la charte de la ville de St-Louis ;

Et bill constituant en corporation la Compagnie de Gaz, Electricité et Pouvoir.

L'honorable M. Stephens, du comité spécial du Code municipal, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill No 94 “ Loi amendant le Code municipal,” et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements.”

M. de Grosbois, du comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité ainsi qu'il suit :

" Votre comité a examiné le bill ratifiant une convention conclue entre la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique et la compagnie Electrique de Hull, et a l'honneur de faire rapport que le préambule n'a pas été prouvé."

Ordonné,—Que M. Gillies ait la permission de présenter un Bill autorisant la "Ottawa Trust & Deposit Company, limited," à transiger des affaires dans la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill modifiant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec et Lac St-Jean, et les actes qui l'amendent.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Gillies ait la permission de présenter un Bill confirmant et ratifiant le partage et la distribution des biens et immeubles de la succession de feu John Bryson, et réglant d'autres affaires s'y rapportant.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Gouin ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 3438 des Statuts refondus de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 2260 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Panneton ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 4529 des Statuts refondus de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Langelier ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant l'entretien de certains ponts.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Proposé par M. Girard, secondé par M. Petit, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance au sujet de la destitution de M. E. Coulombe, de Saint-Gédéon du Lac Saint-Jean, comme juge de paix, et de toute correspondance au sujet de la nomination de nouveaux juges de paix au Lac-Saint-Jean, depuis juillet 1898.

Proposé par l'honorable M. Stephens, secondé par l'honorable M. Duffy, et

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill "Loi à l'effet de changer le nom de la "Young Men's Hebrew Benevolent Society of Montreal" en celui de "Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal", et de développer ses pouvoirs," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Proposé par M. Gillies, secondé par M. Watts, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill "Loi modifiant la loi constituant en corporation "The Portage du Fort and Bristol Branch Railway Company," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté par le comité des chemins de fer, etc.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill intitulé : "Loi modifiant le Code du notariat" pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Proposé par M. Chauret, secondé par M. Chênevert, et—

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif intitulé : "Loi modifiant le Code du notariat" soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à demain pour sa seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill du Conseil législatif amendant l'article 1209 du Code civil.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,— Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,— Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,— Que le bill passe.

Ordonné,— Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la province dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1900, pour copie de toute correspondance au sujet de la nomination de L. Lortie, d'Hébertville, comme inspecteur de chemins de colonisation ; copie de toutes instructions à lui données, copie de toutes paie-listes, comptes, réclamation présentée et payée par le gouvernement au dit Lortie ou sur son ordre ; copie de tous rapports, correspondance, entre aucun département, aucun ministre que ce soit, au sujet de ce monsieur Lortie ou de ses fonctions, depuis mai 1897, jusqu'à ce jour.

(Document de la session No 67.)

Et réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en date du 25 janvier 1900, demandant : 1. Copie de tous arrêtés en conseil au sujet de la distribution ou de l'emploi de la somme de \$50,000 votée pour fins d'éducation par l'acte 60 Vict., ch. 3, 1897.

2. Copie de tous rapports ou recommandations du Surintendant, ou du conseil ou des comités de l'Instruction publique sur le même sujet.

(Document de la session No. 68.)

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Hains au nombre de ses membres, après examen, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chênevert fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,— Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill revisant les lois organiques de la corporation de la ville de Sainte-Anne de Bellevue; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gouin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill amendant la charte de la ville de St-Henri; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill amendant la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill confirmant et ratifiant les règlements Nos 143 et 144 de la ville de Joliette, ainsi qu'un acte d'arrangement intervenu entre la ville de Joliette et la compagnie de chemin de fer le Grand-Nord, le 2 octobre 1889; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre conformément à l'ordre du jour, reprend le débat ajourné, mardi, le 20 février courant, sur l'amendement de l'honorable M. Atwater à la motion de l'honorable M. Marchand: "que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides", lequel amendement se lit comme suit: Que tous les mots après "que" dans la motion principale, soit retranchés

et remplacés par les suivants: "Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette de ne pas pouvoir féliciter le gouvernement et en particulier l'honorable Premier ministre et Trésorier de la province du succès financier dont il se targue, en prétendant que pour l'exercice 1898-1899, l'équilibre aurait été rétabli entre les recettes et les dépenses, et qu'il y aurait même un surplus fixé à différents chiffres et par l'état A, à \$15,179.18; car, en réalité, d'après les Comptes publics, tels qu'expliqués par les réponses aux interpellations et réponses aux ordres et aux adresses de la Chambre, il y avait un déficit réel excédant la somme de \$120,000.00, déficit qui est rendu encore plus évident lorsqu'on tient compte du principe posé contre l'administration précédente par l'honorable Premier ministre et Trésorier, dans son discours sur le budget du 14 décembre 1897 à l'effet que "rien ne justifiait le gouvernement de reporter sur l'année suivante des dettes contractées et échues durant l'année précédente ou de décharger les comptes d'une année au moyen d'un procédé irrégulier et décevant, au détriment de l'année suivante, quitte à continuer ces virements d'année en année en dissimulant la situation réelle", (page 16 de ce discours).

Cette Chambre est d'opinion que cette annonce mal fondée et intempestive faite par le gouvernement, d'un surplus, est de nature à jeter du discrédit sur notre administration provinciale et à faire perdre au public et à tous les citoyens bien pensants de ce pays, la confiance qu'ils doivent avoir dans nos institutions provinciales."

Cet amendement est soumis à la Chambre qui se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—20.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Marchand,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron, (Maskin.),</i>	<i>Detaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron, (Matane),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Listois,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chauvet,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Weir.—42.</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Garneau,</i>		

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Alors, la motion principale étant soumise à la Chambre, il est

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte le fauteuil et que la Chambre se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille deux cent trente-trois piastres et quarante-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les assurances des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille quatre cent soixante et quinze piastres et quarante-sept centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les assurances des palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent quatre-vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les taxes des édifices publics en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme contribution de la province de Québec au coût de l'entretien de l'Institut Impérial de Londres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour aider à la reconstruction des édifices de la métairie Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe, détruits par incendie, 2ème de trois paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour encouragement à la culture des arbres fruitiers ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la " Poultry Association ", Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour le mérite agricole provincial ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la " Women's National Immigration Society ", Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la " Women's Protective Immigration Society ", Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des asiles d'aliénés ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des écoles de réforme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Resolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Que cette Chambre se constituera de nouveau, demain, en comité des subsides.

M. Bickerdike rapporte alors les dites résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille deux cent trente-trois piastres et quarante-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les assurances des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille quatre cent soixante et quinze piastres et quarante-sept centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les assurances des palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent quatre-vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les taxes des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme contribution de la province de Québec au coût de l'entretien de l'Institut Impérial de Londres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour aider à la reconstruction des édifices de la métairie Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe, détruits par incendie, 2ème de trois paiements égaux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour encouragement à la culture des arbres fruitiers, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la "Poultry Association," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour le Mérite agricole provincial, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la " Women's National Immigration Society," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la " Women's Protective Immigration Society," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des asiles d'aliénés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des écoles de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Ordonné,—Que les dites résolutions soient lues une deuxième fois, demain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi, le 21 février courant, sur la motion proposée que le bill amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres de la Couronne soit lu la deuxième fois.

Et la question étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, la Chambre se divise et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité général pour demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant l'article 94 du Code de procédure civile.

L'honorable M. Parent propose, secondé par l'honorable M. Langelier, —Que le bill soit maintenant lu la seconde fois; et la question étant posée, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et référé au comité spécial permanent de législation, etc.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le bill concernant certaines amendes; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

M. l'Orateur pose la question—que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

L'honorable M. Atwater propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Flynn,—Que tous les mots après “ Que,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ le bill ne soit lu la troisième fois que dans six mois.”

La question étant soumise sur l'amendement, la Chambre se divise et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>D'Auteuil.</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tellier —18.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>		

CONTRE

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chauret,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Chênevert,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Clapperton</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Cotton.</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy.</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Weir.—40.</i>

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors soumise. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative sur la même division que la précédente prise en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill concernant les Compagnies Minières ;

Bill annexant au comté d'Yamaska partie de la municipalité de Sainte-Monique pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement ;

Et bill amendant l'article 430 du Code municipal.

Le Conseil législatif informe aussi l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec plusieurs amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill concernant le " Bishop's College."

Le Conseil législatif informe aussi l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill amendant l'acte 27-28 Victoria, chapitre 163, incorporant les Syndics de " The American Presbyterian Society of Montreal " pour lequel il demande son concours.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements du Conseil législatif faits au Bill concernant le " Bishop's College," et ils sont lus deux fois et agréés.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Proposé par M. Weir, secondé par M. Bickerdike, et—

Ordonné.—Que le Bill du Conseil législatif amendant la loi 27-28 Victoria, chapitre 163, incorporant les syndics de " The American Presbyterian Society of Montreal," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à demain pour sa seconde lecture.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 23 février 1900.

M. Tessier (Rimouski), du comité des bills privés, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Aussi, les bills suivants qu'il a l'honneur de rapporter sans amendements :

Bill autorisant l'Association des dentistes à admettre William Sutherland comme un de ses membres, après examen ;

Bill concernant l'administration des biens d'Edmond Vanier ;

Et bill autorisant Oswald Sylvio Métivier à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec. Quant à ce dernier bill, votre comité laisse à votre honorable Chambre le soin d'apprécier s'il est conforme aux règles de cette Chambre."

M Laliberté, du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le seizième rapport de ce comité ainsi qu'il suit, savoir :

" Votre comité, après avoir examiné la pétition de Louis S. Margolèse, demandant une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen, trouve que les avis donnés ne sont pas suffisants."

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Est-il à la connaissance du gouvernement que, depuis le 1er juillet 1896, le canton Egan, dans le comté d'Ottawa, ait été arpenté, qu'on en ait fait des plans ainsi qu'un livre de renvoi, en vue de cadastrer ce canton ?

2. S'il en est ainsi, ces ouvrages ont-ils été acceptés par le gouvernement ?

3. Ont-ils été payés par le gouvernement ?

4. A quelles dates et en combien de montants ces paiements ont-ils été effectués ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. Oui. 2. Ces ouvrages ont été acceptés pour une partie seulement ; le plan et le livre de renvoi devront cependant être modifiés avant d'être approuvés. 3. Des à-comptes au montant de \$525.00 ont été payés.

4. Le 4 novembre 1896.....	\$150.00
Le 16 décembre 1896..	100.00
Le 25 janvier 1899.....	75.00
Le 15 août 1899.....	200.00

Par l'honorable M. LeBlanc.—Le gouvernement doit-il encore quelque chose à MM. DeCazes et Parmelee, en rapport avec la dernière loi scolaire ?

Dans l'affirmative, combien à chacun d'eux ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux.—1. Non. 2. Rien.

Par l'honorable M. LeBlanc.—Depuis le 1er juillet 1899, a-t-il été payé à MM. DeCazes et Parmelee, en rapport avec la dernière loi de l'instruction publique, d'autres montants que ceux mentionnés à la page 210 des procès-verbaux de l'Assemblée législative de cette session ?

Dans l'affirmative, combien à chacun d'eux ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux.—1. Non. 2. Rien.

Par l'honorable M. Flynn.—Quel usage le gouvernement a-t-il fait des 10,000 copies qu'il a achetées du Code scolaire de M. Paul de Cazes et des 3,000 copies de l'édition anglaise par M. Parmelee ?

2. Les a-t-il distribuées aux commissaires et syndics d'écoles ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux.—Ils ont été distribués aux commissaires et syndics d'écoles français et anglais

Par l'honorable M. Nantel —1. Combien le gouvernement a-t-il accordé d'argent de colonisation durant l'exercice financier courant, au comté de Terrebonne ?

2. A qui cet argent a-t-il été payé ?

3. Sur quel chemin cet argent a-t-il été dépensé ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. \$650.00. 2. H. A. Bélisle et Jules Leblanc. 3. Pont sur la rivière Castor, chemin sur le bord du lac des Sables au 2ième rang Beresford, et aide à la construction d'un moulin à farine, dans le canton Grandison.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1900, pour un état détaillé de la somme de \$12,000.00, mentionnée dans l'état des recettes et paiements du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, " pour amélioration aux chemins ruraux."—(*Document de la session No 69.*)

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 22 février 1900, pour copie de toute correspondance au sujet de la destitution de M. E. Coulombe, de Saint-Gédéon du Lac-Saint-Jean, comme juge de paix, et de toute correspondance au sujet de la nomination de nouveaux juges de paix, au Lac-Saint-Jean, depuis juillet 1898.—(*Document de la session No 70.*)

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois, et renvoyés au comité des bills privés, savoir :

Bill autorisant la " Ottawa Trust and Deposit Company (limited) ", à transiger des affaires dans la province de Québec ;

Et bill du Conseil législatif.—Loi amendant la loi 27-28 Victoria, chapitre 163, incorporant les syndics de " The American Presbyterian Society, of Montreal."

Ordonné, — Que M. Chênevert ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 782 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi.

Lundi, 26 février 1900

Ordonné,—Que M. Cardin ait la permission de présenter un bill amendant de nouveau le Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code Municipal.

Ordonné,—Que M. Normand ait la permission de présenter un Bill amendant la loi à l'effet d'imposer des taxes sur les corporations et compagnies commerciales, en réduisant ces taxes de moitié.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Normand ait la permission de présenter un Bill amendant la loi imposant des droits sur les successions, en réduisant ces droits de moitié.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill autorisant l'Association des dentistes à admettre William Sutherland comme un de leurs membres, après examen ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Panneton fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill concernant l'administration des biens d'Edmond Vanier ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, dans le comté de Lévis; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill autorisant Oswald Sylvio Métivier à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.

Proposé par l'honorable M. Langelier, secondé par M. Robitaille et

Résolu,—*Nemine contradicente*—que la 57^{ème} règle de cette Chambre soit suspendue en ce qui concerne le dit bill.

La Chambre se constitue alors en comité général; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu: Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill modifiant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer "Québec et Lac-St-Jean."

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité spécial permanent des chemins de fer, canaux, etc.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill confirmant et ratifiant le partage et la distribution des biens et immeubles de la succession de feu John Bryson, et réglant d'autres affaires s'y rapportant.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des divers bills privés.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Dufresne.—1. La somme de \$6,500.00, attribuée par l'état C, du budget de 1899-1900, page 42, au département de la Colonisation et des Mines, pour dépenses contingentes, a-t-elle été dépensée?

2. Dans l'affirmative, depuis quelle date?

Réponse par l'honorable M. Marchand : Le crédit des dépenses contingentes du service civil a été voté, de tout temps, en bloc et non en détail, pour chaque département. La somme totale de ce crédit est à la disposition de tous les départements, sans que le vote de la Législature en indique la répartition. L'auditeur de la province fait habituellement, pour sa gouverne, au commencement de chaque année financière, une répartition provisoire de ces fonds, en indiquant la limite probable de la dépense de chaque département sous ce chef. Cette liste a été, pour la première fois, annexée au budget de l'année courant, sous la cédule C, à titre de simple renseignement ; mais la balance de ce crédit est mise à la disposition des départements dont les dépenses contingentes ont pu excéder les sommes qui leur ont été attribuées provisoirement par l'auditeur. Ces dépenses, pour le département de la Colonisation et des Mines, dépassant le montant prévu par l'auditeur, il lui a été attribué, en conséquence, à même le crédit général des dépenses contingentes des départements, une plus forte somme que celle indiquée dans la répartition provisoire en question, sur laquelle il lui reste encore \$694.42 en caisse.

Par l'honorable M. Nantel.—1. A qui le gouvernement de la province de Québec a-t-il loué le droit de chasse et de pêche dans la Grande-Baie, sur le Lac des Deux-Montagnes, dans la rivière d'Ottawa ?

2. Quand le bail a-t-il été signé ?

3. Par qui ?

4. Quel est le prix du loyer ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. A l'honorable L. J. Forget, pour les raisons et aux conditions mentionnées dans le bail.—2. Le 17 avril 1899.—3. Par le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries et l'honorable L. J. Forget.—4. \$10.00.—Ce bail a été annulé, depuis.

Proposé par l'honorable M. Atwater, secondé par l'honorable M. Hackett, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill " Loi pour constituer en corporation la Congrégation des Juifs Roumains, *Beth David*, de Montréal," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'il s'agit d'une institution de charité.

Proposé par M. Girard, secondé par M. Petit, et,—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la correspondance échangée entre Jos. Audet, Etienne Coulombe, George Patoine et Jean St-Pierre, de Saint-Gédéon du Lac Saint-Jean, et le Secrétaire provincial ou tout autre ministre, à quelque titre que ce soit, depuis le premier jour de juillet dernier.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné, mercredi, le 21 février courant, sur la motion alors proposée—que le bill concernant les caisses rurales soit lu une deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Proposé par M. Chicoyne, secondé par M. Garneau, et—

Ordonné,—Que le dit bill soit renvoyé à un comité spécial composé de MM. Allard, Caron (Maskinongé), Champagne, Chauret, Chicoyne, Cotton, Girard, Garneau, Marion et Tellier, avec instruction d'examiner le bill et d'en faire rapport à cette Chambre.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill détachant la paroisse de Lavaltrie du comté de Berthier et l'annexant au comté de l'Assomption.

Ce bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre pour demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 97).—Loi amendant le Code de procédure civile.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité de législation, etc.

Proposé par l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Robidoux, et—

Résolu,—Que, lorsque la Chambre s'ajournera, vendredi prochain, elle soit ajournée au lendemain, samedi, à 3 heures, p. m., avec priorité pour les mesures du gouvernement.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, procède à la considération ultérieure de certaines résolutions, rapportées, jeudi, le 22ème jour de février courant, du comité des subsides, laquelle considération avait été ajournée; et les dites résolutions sont, de nouveau, lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des asiles d'aliénés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Les dites résolutions sont agréées.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres de

la Couronne ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a amendé.

Ordonné,—Que ce bill, ainsi amendé, en comité, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède alors à considérer ce bill.

Et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la seconde lecture soit remise à demain.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 21 février courant, pour copie de toutes correspondances entre le gouvernement et Joseph Tremblay, de Saint-Bruno et J. B. Carbonneau, de Normandin, au sujet des instructions pour ouvrages à même les octrois de colonisation après le 1er juillet prochain, avant ou après l'envoi de telles instructions jusqu'à cette date.—(*Document de la session No 71*).

Et réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 7 février courant, pour la production de toutes requêtes et de toute correspondance au sujet de la révocation de la vente du lot No 23, 10ème rang Signai, en l'année 1899.—(*Document de la session No 72*).

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 27 février 1900

Proposé par M. Roy, secondé par M. Robitaille, et—

Ordonné,—Que les règles de cette Chambre soient suspendues en ce qui concerne la pétition d'Octave Meunier et autres, de Montréal ;

Et la dite pétition demandant une loi à l'effet d'incorporer la " Transit Insurance Company " est lue et reçue.

L'honorable M. Robidoux, du comité spécial permanent de législation, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté avec amendement :

Bill amendant l'article 94 du Code de procédure civile.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a rejetés :

Bill amendant l'article 972 du Code civil ;

Bill amendant l'article 952 du Code de procédure civile ;

Bill amendant l'article 115 du Code de procédure civile ;

Et bill modifiant l'article 1317 du Code de procédure civile.

M. Tessier, (Rimouski), du comité spécial permanent des bills privés, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu’il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill constituant en corporation la “ Corporation Trust Company of Canada ” ;

Bill constituant en corporation la Compagnie de Pulpe de Jonquière.

Aussi les bills suivants qu’il a l’honneur de rapporter sans amendement :

Bill autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec à admettre William James Enright à la pratique de la médecine et de la chirurgie ;

Bill autorisant “ The Ottawa Trust and Deposit Company, (limited), ” à transiger des affaires dans la province de Québec ;

Bill accordant certains pouvoirs à la compagnie “ Petroleum Oil Trust, (limited) ” ;

Bill J (du Conseil législatif).—Loi amendant la loi 27-28 Vict., chapitre 163, incorporant les Syndics de “ The American Presbyterian Society of Montreal ”.

Votre comité a aussi examiné le bill revisant et refondant la charte de la cité des Trois-Rivières, auquel il a fait certains amendements qu’il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Le promoteur du bill amendant la charte d’incorporation du village de Grand’Mère, ayant déclaré à votre comité qu’il désirait ne pas procéder avec ce bill, votre comité désire recommander à votre honorable Chambre qu’il lui soit permis de retirer le dit bill.”

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L’honorable M. Stephens du comité spécial du Code municipal présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill amendant l’article 782 du Code municipal, et l’a adopté avec amendement.”

Ordonné,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill amendant l’article 599 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill amendant l’ordonnance 3 Vict., chap. 31, intitulée : “ Ordonnance pour pourvoir à l’amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet,” et les divers actes et ordonnances qui l’amendent.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill autorisant les compagnies de garantie à se porter cautions en justice ;

Et bill concernant la substitution Eustache Prud'homme.

Le Conseil législatif informe aussi l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill amendant la charte de la cité de Québec ;

Bill autorisant l'association des architectes de la province de Québec à admettre David O'Gilvy au nombre de ses membres ;

Bill constituant en corporation la compagnie "The Great Northern Elevator Company" ;

Bill concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal ;

Et bill constituant en corporation la "W. W. O'Gilvie Milling Company" .

Et aussi le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec plusieurs amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill autorisant le tuteur des enfants de Flavien Filiatrault, du consentement de ses enfants majeurs, à vendre le fonds de terre relevant de la succession de feu Narcisse-M. Lecavalier et de Marie-Émélie Crevier, son épouse ;

Bill concernant la succession de feu William Watson Ogilvie ;

Et Bill amendant la charte du Crédit Foncier franco-canadien.

Sur motion de l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Duffy.

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif intitulé : "Loi autorisant les compagnies de garantie à se porter cautions en justice", soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. Décarie, secondé par M. Cherrier.

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif concernant la substitution Eustache Prud'homme soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi autorisant le tuteur des enfants de Flavien Filiatrault, du consentement de ses enfants majeurs, à vendre le fonds de terre relevant de la succession de feu Narcisse M. Lecavalier et de Marie-Emélie Crevier, son épouse ", et les dits amendements sont lus la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements du Conseil législatif au Bill concernant la succession de feu William Watson Ogilvie qui sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements du Conseil législatif au Bill amendant la charte du Crédit foncier franco-canadien, et ces amendements sont lus la première fois.

O donné,—Que les dits amendements soient lu la seconde fois, demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits en comité général au bill amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres de la Couronne.

L'honorable M. Parent propose, secondé par l'honorable M. Lange-lier :—que ces amendements soient maintenant lus la seconde fois. La Chambre se divise ; et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et agréés.

Et la question étant soumise ;—que ce bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill ayant pour objet de refondre et d'amender la loi des licences de Québec.

Et la question étant mise aux voix :—que ce bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre, pour demain.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue, de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

Résolu.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Et la Chambre ayant continué de siéger en comité des subsides jusqu'à six heures P. M. M. l'Orateur reprend le fauteuil, déclare qu'il est six heures et quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

En vertu de la 19ème règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill amendant l'acte pour étendre les privilèges et pouvoirs de la compagnie du pont de Saint-François; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter avec des amendements.

La Chambre procède à prendre ce bill en considération.

Et les amendements sont lus la première fois.

Ordonné.—Que la seconde lecture soit remise à demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Hains au nombre de ses membres, après examen; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chênevert fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill amendant la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre alors se constitue en comité des subsides.

Résolution à rapporter.

Et la Chambre ayant siégé jusqu'à après minuit, mercredi matin,—

Mercredi, 28 février 1900.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Qu'aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. Bickerdike, du comité des subsides, rapporte alors la dite résolution laquelle est lue comme suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Ordonné,—Que cette résolution soit lue une seconde fois, demain.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à une heure a. m., mercredi, elle s'ajourne jusqu'à 3 heures, p. m.

Mercredi, 28 février 1900.

M. Garneau, du comité spécial permanent de l'Agriculture etc, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, comme suit :
" Votre comité a examiné le bill amendant l'article 1651 des Statuts refondus, et l'a adopté sans amendement. "

M. Laliberté du comité spécial permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le dix-septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité, après avoir examiné la pétition de " The Transit Insurance Company of Montreal " demandant une loi la constituant en corporation, trouve que les avis requis ont été donnés.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des rapports sur les bills privés soit prolongé jusqu'au sixième jour de mars prochain, inclusivement."

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Tessier (Rimouski), du comité des bills privés, présente à la Chambre, le quinzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre Comité a examiné le bill constituant en corporation “ The Labrador Electric and Pulp Company ” auquel il a fait certains amendements qu’il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre Comité désire recommander que le bill concernant la division du comté de Nicolet, pour les fins d’enregistrement, soit imprimé de nouveau pour les membres de votre honorable Chambre.

Votre Comité désire aussi recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des rapports sur les bills privés soit prolongé jusqu’au sixième jour de mars prochain, inclusivement ”

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné,—Que M. Roy ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation “ The Transit Insurance Company of Montreal ”.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l’honorable M. Nantel.—1. Le gouvernement a-t-il eu connaissance qu’au lac “ L’Ecorce ”, dans le canton de Kiamika, comté d’Ottawa, il y a plus de trente familles de colons qui n’ont pas de chemin ?

2. Le gouvernement se propose-t-il de leur en construire un ?

Réponse par l’honorable M. Turgeon :—1. Le gouvernement a déjà commencé l’ouverture du chemin du lac “ L’Ecorce ” sur un parcours de 11 $\frac{1}{2}$ milles, c’est-à-dire 4 milles en 1896 et 7 $\frac{1}{2}$ en 1893.

2. Le département se propose d’en continuer le parachèvement.

Par l’honorable M. Pelletier.—1. Quel montant d’argent pour les fins de colonisation a été dépensé dans le comté de Dorchester, pendant l’exercice financier 1897-1898 ?

2. A quel endroit et pour quelles fins ce montant a-t-il été dépensé ?

3. Quels ont été les conducteurs des travaux ?

Réponse par l’honorable M. Turgeon :—Les renseignements demandés ont été publiés dans le rapport du Commissaire de la colonisation et des mines pour l’exercice 1897-1898. (Voir pages 34, 36 et 38).

Par l’honorable M. Pelletier.—1. Quel montant d’argent pour les fins de colonisation a été dépensé dans le comté de Dorchester, pendant l’exercice financier 1898-1899 ?

2. A quel endroit et pour quelles fins ce montant a-t-il été dépensé ?
3. Quels ont été les conducteurs des travaux ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—Les renseignements demandés ont été publiés dans le rapport du Commissaire de la colonisation et des mines pour l'exercice 1898-1899. (Voir page 24).

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Quel montant d'argent pour les fins de colonisation a été dépensé dans le comté de Dorchester pendant l'exercice financier 1899-1900 ?

2. A quel endroit et pour quelles fins ce montant a-t-il été dépensé ?
3. Quels ont été les conducteurs de travaux ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. \$847.59 ;

2. Route des rangs 9 et 10 de Watford, dans Saint-Prosper ; chemin du 2ème rang de Ware, dans Sainte-Germaine ; route et chemin du 6ème rang de Cranbourne, dans Sainte-Germaine ; chemin du 11ème rang de Watford, dans Saint-Louis de Gonzague ; route du Petit-Bois-Franc et route Sylvain et Gagnon, dans Sainte-Rose ; route entre les rangs 9 et 10 de Watford, dans Saint-Prosper ; chemin entre les rangs 10 et 11 de Watford, dans Saint-Louis de Gonzague ; chemin entre les rangs 3 et 4 de Cranbourne, dans Saint-Odilon ;

3. David Grenier, Auguste Ferland, Adélard Laflamme, J. O. Gosselin, J. O. Veilleux, David Grenier, J. O. Gosselin et Révd. J. G. Deblois.

Proposé par l'honorable M. Nantel, secondé par l'honorable M. LeBlanc, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la suite de la correspondance entre le gouvernement ou aucun des départements et toute personne ou société en rapport avec l'extension du chemin de fer "Montréal & Occidental", de son terminus actuel au Nomingue et à "La Lièvre", depuis le 9 juin 1898.

Proposé par M. Bouffard, secondé par M. Grenier, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes correspondances, documents se rattachant à l'annulation de la vente du lot No. 5, dans le rang de la rivière Mailloux, faite d'abord à Joseph Goulet, et à la concession du dit lot, postérieurement, à François Larochelle, de Saint-Philémon.

Aussi, copie de toutes correspondances, documents, rapports d'ingénieurs, etc., au sujet du "Pont Bacon," sur la côte Beaupré, intervenus entre le conseil de comté No 1 de Montmorency et les conseils locaux de Sainte-Anne et de Saint-Joachim, depuis le 11 mai 1897, d'une part et le gouvernement de la province de l'autre part.

Aussi, copie de toutes requêtes, correspondances, documents se rattachant directement à la question des pêcheries de l'île d'Orléans et concernant les droits de pêche et le mode de prélever ces droits.

M. Gillies propose, secondé par M. Watts, et il est—

Ordonné,—Que le bill ratifiant une convention conclue entre la compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien et la compagnie électrique de Hull,—soit ré-inscrit sur l'ordre du jour pour être considéré en comité général.

Proposé par M. Bickerdike, secondé par M. Weir, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill "Loi concernant les biens de l'église presbytérienne du Canada," soit remis—moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill "Loi autorisant l'Institut des Artisans de Montréal à emprunter sur hypothèque une somme additionnelle de dix mille piastres" soit remis—moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'il s'agit d'une institution de bienfaisance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill détachant la paroisse de Lavaltrie du comté de Berthier et l'annexant au comté de l'Assomption; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la motion étant proposée :—que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Lacombe propose, comme amendement, secondé par M. Caron (Maskinongé) :—Que tous les mots après "que" soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le bill ne soit lu, la troisième fois, que dans six mois."

Et cette motion, en amendement, étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans la négative.

La motion principale étant de nouveau proposée,—

L'honorable M. LeBlanc propose, secondé par l'honorable M. Pelletier : Que ce bill ne soit pas lu maintenant une troisième fois, mais qu'il soit référé au comité de législation pour permettre aux parties intéressées d'être entendues, vu que la Chambre n'est pas actuellement renseignée sur l'opinion de la majorité des contribuables de la paroisse de Lavaltrie; la requête à l'appui du bill ne contenant que quatre-vingt-dix-sept signatures.

Et cette motion, en amendement, étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Bédard,
Chênevert,
Doris,
Dufresne,

Duplessis,
Grenier,
Langelier,
LeBlanc,

McDonald,
Nantel,
Pelletier,
Plante,

Rainville,
Stephens,
Tellier.—15.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chauret,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>La'onde,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron (Maskin.)</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Tessier (Rimouski)</i>
<i>Caron (Matane)</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Weir.—40.</i>

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et la motion principale étant proposée, il est—

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois, et renvoyés au comité spécial permanent de législation, savoir :

Bill amendant l'article 4558a des Statuts refondus relativement aux corporations de ville ;

Bill amendant l'article 223 de la loi de l'Instruction publique ;

Bill amendant l'article 3438 des Statuts refondus de la province de Québec ;

Et bill amendant l'article 2260 du Code civil.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant l'article 4529 des Statuts refondus de la province de Québec.

M. Panneton propose, secondé par M. McDonald,—que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation, etc.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant l'entretien de certains ponts.

L'honorable M. Langelier propose, secondé par M. Champagne,—que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

L'honorable M. Pelletier soulève le point d'ordre que ce bill est un bill privé et ne peut être considéré comme un bill public.

M. l'Orateur réserve sa décision.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 94) amendant le Code municipal.

L'honorable M. Stephens propose, secondé par l'honorable M. Duffy, —que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre, pour demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill du Conseil législatif, amendant le Code du notariat.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent de législation, etc.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu un message du Conseil législatif qui se lit comme suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill intitulé : " Loi amendant la section dix-septième du titre onzième des Statuts refondus, relative aux compagnies d'assurance mutuelle, " pour lequel il demande son concours.

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Marchand, et il est

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif intitulé : " Loi amendant la section dix-septième du titre onzième des Statuts refondus, relative aux compagnies d'assurance mutuelle " soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à demain pour sa seconde lecture.

Sept heures et demie P. M.

En vertu de la 19ème règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill concernant la municipalité du village de Villeray ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gouin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill autorisant la " Ottawa Trust and Deposit Company (Limited) " à transiger des affaires dans la province de Québec ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gouin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter avec certains amendements.

Ordonné,—Que le bill, ainsi amendé, soit pris en considération, maintenant.

La Chambre procède à considérer le bill, et il est

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill amendant la charte de la ville de Saint-Louis ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gouin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue en comité général pour considérer le Bill concernant la paroisse de la Longue-Pointe ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter avec certains amendements.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié, soit pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à prendre ce bill en considération.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill concernant le village de Beaurivage de la Longue-Pointe ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter avec certains amendements.

Ordonné,—Que le bill, ainsi amendé, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède à considérer ce bill, et il est

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture de l'amendement fait en comité général au Bill amendant l'Acte pour étendre les privilèges et pouvoirs de la compagnie du pont de Saint-François.

M. Watts propose, secondé par M. Gillies, que cet amendement soit maintenant lu la seconde fois.

L'honorable M. LeBlanc propose, en amendement, secondé par M. Panneton.

Que l'amendement ne soit pas maintenant lu la deuxième fois, mais que le bill soit de nouveau référé au comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant à la première clause, telle qu'amendée, les mots suivants : "après qu'un règlement à cet effet aura été adopté par les conseils municipaux de la ville de Richmond et du village de Melbourne et, après son approbation, par la majorité en nombre des personnes qui voteront sur ce règlement."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Weir.—28.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Caron, (Matane),</i>	<i>Doris,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts.—31.</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Rainville,</i>	

Ainsi, cet amendement est rejeté.

Et la motion principale est de nouveau proposée.

L'honorable M. LeBlanc propose, en amendement, secondé par l'honorable M. Nantel :—que l'amendement ne soit pas lu maintenant une

deuxième fois, mais que ce bill soit de nouveau renvoyé au comité général, avec instruction de le reconsidérer généralement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Weir.—22.</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Grenier,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dechene,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Maskin.)</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Dessaules,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Tessier (Rimouski)</i>
<i>Chauvet,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts.—37.</i>
<i>Chênevert,</i>			

Ainsi, cet amendement est rejeté.

La motion principale étant de nouveau proposée, il est

Ordonné,—Que l'amendement fait en comité général soit maintenant lu la deuxième fois.

L'amendement est, conséquemment, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ce bill soit remise à demain.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu un message du Conseil législatif qui se lit comme suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements pour lesquels il demande son concours, savoir :

Bill amendant la charte de la " Royal Trust Company ;"

Et bill autorisant la " National Trust Company (Limited) " à faire affaire dans la province de Québec.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements du Conseil législatif au bill autorisant la "National Trust Company (Limited)" à faire affaire dans la province de Québec. Ces amendements sont lus deux fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reparte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Loi amendant la charte de la Royal Trust Company ;"

Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Proposé par l'honorable M. Duffy, secondé par l'honorable M. Marchand, et

Résolu,—Que, demain, cette Chambre se formera en comité pour considérer certaines résolutions concernant le délai pendant lequel les travaux sur certains chemins de fer doivent être complétés.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Duffy, et

Résolu,—Que, demain, cette Chambre se formera en comité pour considérer certaines résolutions concernant les licences.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue, de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Et la Chambre ayant continué de siéger, après minuit.

Jeudi, 1er mars 1900.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bickerdike fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Résolu,—Que cette Chambre se formera de nouveau, aujourd'hui, en comité général.

Et la Chambre ayant siégé jusqu'à minuit et demi, jeudi matin, elle s'ajourne.

Jeudi, 1er mars 1900.

M. Champagne, du comité spécial des caisses rurales, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Champagne son président, et recommande que son quorum soit réduit à trois membres.”

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

L'honorable M. Robidoux, du comité spécial permanent de législation, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement :

Bill du Conseil législatif, amendant le Code du notariat ;

Bill amendant l'article 4529 des Statuts refondus.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a adoptés avec plusieurs amendements :

Bill amendant la loi concernant les dentistes ;

Et Bill amendant l'article 3998 des Statuts refondus.”

L'honorable M. Stephens, du comité spécial du Code municipal, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec amendements, savoir :

Bill (91) amendant le Code municipal ;

Et bill amendant de nouveau le Code municipal.”

M. Tessier (Rimouski), du comité spécial permanent des bills privés, présente à la Chambre le seizième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill autorisant Gustave-Thélesphore Turcot, de Philadelphie, dans les Etats-Unis, a exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.”

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse supplémentaire à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 2 février 1900, pour tous ordres en conseil, correspondance et documents relativement à l'item No 8, du budget supplémentaire de l'exercice financier courant, ayant rapport au paiement de \$27,052, à M. Joseph Dussault.

(Document de la session No 44b).

Réponse supplémentaire à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 12 février 1900, pour un état détaillé de la somme de \$70,000.00 pour dépenses générales, mentionnées dans l'état des recettes et paiements, du 1^{er} juillet 1899 au 31 janvier 1900, sous le titre "Terres, Forêts et Pêcheries."

(Document de la session No 65a).

Et réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 28 février 1900, pour copie de toutes correspondances, documents, rapports d'ingénieurs, etc., au sujet du "Pont Bacon", sur la côte Beaupré, intervenus entre le conseil de comté No 1 de Montmorency et les conseils locaux de Sainte-Anne et Saint-Joachim, depuis le 11 mai 1897, d'une part, et le gouvernement de la Province de l'autre part.

(Document de la session No 73).

Ordonné.—Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill concernant la qualification des membres du Conseil législatif.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Tessier (Rimouski) ait la permission de présenter un Bill (No 152) amendant la loi électorale de Québec, 1895.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Quel montant a été payé à l'imprimeur pour l'impression et la publication de la *Gazette Officielle* pendant l'exercice financier de 1897-1898 ?

2. Quel montant a été payé à l'imprimeur pour l'impression et la publication de la *Gazette Officielle* pendant l'exercice financier 1898-99 ?

3. Quel montant a été payé à l'imprimeur pour l'impression et la publication de la *Gazette Officielle* pendant l'exercice financier 1899-1900 ?

4. A qui chacun de ces montants a été ainsi payé ?

5. Ces divers montants ont-ils été payés en vertu d'un contrat ?

6. Avec qui était ce contrat ?

7. Y a-t-il à l'heure qu'il est, un contrat en force pour l'impression de la *Gazette Officielle* ?

8. Dans l'affirmative, avec qui, et pour combien d'années ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. \$8,949.61 ; 2. \$7,807.82 ; 3. \$5,120.91 ; 4. \$215.73 à L. J. Demers & Frères, et la balance ainsi que les autres montants à la compagnie d'imprimerie de Québec ; 5. Oui ; 6. I. Avec L. J. Demers & Frère, jusqu'au 15 juillet 1897 ; II. Avec la compagnie d'imprimerie de Québec, depuis le 16 juillet 1897 ; 7. La *Gazette Officielle* s'imprime actuellement aux termes d'un contrat fait pour

un an, le 29 juin 1898; 8. Avec la compagnie d'imprimerie de Québec, jusqu'à nouvel ordre.

Par l'honorable M. Nantel.—1. Combien y a-t-il de sociétés d'agriculture dans la province?

2. Combien de membres dans toutes ces sociétés?

3. Combien souscrivent ces membres à ces sociétés?

4. Combien souscrivent les membres aux cercles agricoles?

Réponse par l'honorable M. Déchène:—1. 68 sociétés d'agriculture ont touché l'allocation du gouvernement en 1899; 2. 15,514 membres; 3. \$21,030.92; 4. \$46,711.57.

Par l'honorable M. Atwater.—Le gouvernement se propose-t-il d'amender la loi relative aux compagnies d'assurances de façon à pourvoir à la création d'une réserve d'assurance suffisante?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—A l'étude.

Par l'honorable M. Pelletier—1. La Compagnie d'assurance "La Canadienne" est-elle au nombre de celles qui doivent faire un dépôt en argent entre les mains du gouvernement provincial?

2. Ce dépôt a-t-il été fait?

3. Dans l'affirmative, quel montant a été déposé?

4. Les inspecteurs des assurances ont-ils fait quelques rapports au gouvernement au sujet de cette compagnie?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—1. En vertu de l'acte 50 Victoria, chapitre 62, section 22, incorporant la compagnie d'assurance sur la vie, "La Canadienne", il est pourvu que : "La compagnie pourra déposer entre les mains du trésorier de la province, en débentures, en argent ou en obligations hypothécaires, la somme de vingt mille piastres sur le capital payé, en vertu de la section troisième de cet acte, pour y constituer un dépôt permanent comme garantie aux assurés"; 2. Oui; 3. \$20,000.00; 4. Oui.

Par l'honorable M. Atwater.—Le gouvernement a-t-il pris note que la loi fédérale relative aux assurances a été amendée par la loi 62-63 Victoria, chapitre 13, en augmentant la réserve de 4½ pour cent à 3½ pour cent au moyen d'une échelle mobile?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—Oui.

Par l'honorable M. Atwater.—Est-ce que les diverses compagnies d'assurances se sont conformées à la loi 62 Victoria, chapitre 45, en faisant leurs rapports?

Et s'il y en a qui ne l'ont pas fait encore, quelles sont ces compagnies d'assurances?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—Il n'y a que deux compagnies, la "Canadian Life Insurance Company" et la "St. Lawrence Fire

Insurance Company," qui, en vertu des termes de l'acte 62 Victoria, chapitre 45, sont obligées de faire rapport. Ces rapports n'ont pas encore été produits, mais sont attendus d'un jour à l'autre.

Par l'honorable M. Nantel.—Quel est le montant des subsides de chemins de fer payés depuis le 1er juillet 1891 au 17 décembre 1891 et du 23 mai 1897 au 1er juillet 1897 ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :

Le montant de subvention payé depuis le 1er juillet 1891 au 17 décembre 1891, s'élève à \$325,855.00.

Comme suit :

Au chemin de fer du comté du Drummond	\$ 30,460 00
do de la Baie-des-Chaleurs.....	190,000 00
do d'Ottawa et Vallée Gatineau....	103,220 00
do de Joliette et St-Jean de Matha..	600 00
do de colonisation de Montfort.....	1,575 00
	<hr/>
	\$325,855 00

Du 1er mai 1897 au 1er juillet 1897, il a été payé au chemin de fer de colonisation de Montfort la somme de \$709.00.

Par l'honorable M. Nantel.—1. Combien de milles de chemins de fer ont-ils été construits dans la Province depuis le 1er juillet 1898 ?

2 Combien sur les lignes du " Pontiac and Pacific Jonction " et sur celui de l'Ottawa et de la Gatineau, année par année, depuis le 1er juillet 1897 à ce jour.

Réponse par l'honorable M. Duffy :

1. 29.79 milles de chemins ont été achevés depuis le premier juillet 1898, et 81 milles du chemin de fer du Grand-Nord sont actuellement en construction et presque terminés.

2. Sur le chemin de fer " Pontiac and Pacific Jonction," du 1er juillet 1897 au 1er juillet 1898 :—Néant.

Du 1er juillet 1898 au 1er juillet 1899 :—Néant.

Du 1er juillet 1899 au 1er mars 1900 :—2.63 milles.

Sur le chemin de fer Ottawa & Gatineau, du 1er juillet 1897 au 1er juillet 1898 :—2 milles.

Du 1er juillet 1898 au 1er juillet 1899 :—Néant.

Du 1er juillet 1899 au 1er mars 1900 :—Néant.

Par l'honorable M. Nantel.—1. Combien y avait-il de cercles agricoles dans la province de Québec le 17 décembre 1891 ?

2. Combien y en avait-il le 23 mai 1897 ?

3. Combien y en a-t-il actuellement ?

Réponse par l'honorable M. Dechène :—1. Environ 150. 2. 503 cercles. 3. 501 cercles ont touché l'allocation du gouvernement en 1899 et 12 cercles ont été organisés depuis.

Par M. Tellier.—1. Le gouvernement a-t-il acheté un certain nombre d'exemplaires du livre de M. Louis Fréchette, greffier du Conseil législatif, intitulé : "Christmas in French Canada" ?

2. Dans l'affirmative, combien d'exemplaires, et à quel prix ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. Oui. 2. 200 à \$2.00 l'exemplaire.

Par l'honorable M. Nantel.—1. Charles Lallier, hôtelier de Saint-Agathe des Monts, comté de Terrebonne, a-t-il payé sa licence chaque année, depuis qu'il tient hôtel ?

2. A-t-il été poursuivi judiciairement pour avoir débité des liqueurs, sans licence ?

3. A-t-il été condamné à l'amende et combien de fois ?

4. Dans ce cas, quel montant d'amende a-t-il payé au gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—1. A la connaissance du gouvernement Charles Lallier n'a tenu hôtel que pendant environ une année sans avoir de licence. Il est porteur de licence depuis le 5 octobre dernier.

2. Lallier a été poursuivi deux fois pour vente de liqueurs enivrantes sans licence.

3. Il a, chaque fois, été condamné à l'amende.

4. La part afférente au gouvernement de chacune de ces deux amendes n'est pas encore payée. Les autres parts de ces amendes ainsi que les frais des deux poursuites ont été payées par le défendeur.

Par l'honorable M. Nantel.—1. L'honorable Premier Ministre et Trésorier a-t-il eu connaissance que M. Charles Lallier, à Ste-Agathe des Monts, a ouvertement vendu des liqueurs spiritueuses, sans licence, durant près d'une année ?

2. Dans l'affirmative, par qui ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—1. Oui, il a été, deux fois, poursuivi, en conséquence. 2. Le gouvernement ne peut révéler le nom de celui qui a porté la plainte.

Proposé par M. Chicoyne, secondé par M. Carbray, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous mémoires transmis au gouvernement, depuis le 1er juillet dernier, pour solliciter des amendements à la loi des mines en vue de protéger les chercheurs qui découvrent de nouveaux gisements.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu un message du Conseil législatif qui se lit comme suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Québec-Central;

Et bill amendant l'article 85 du Code civil.

Aussi, un autre message du Conseil législatif qui informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill concernant les biens de l'église presbytérienne du Canada.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : Loi concernant les biens de l'église presbytérienne du Canada, lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (No 94) amendant le Code municipal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, lundi prochain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill amendant l'article 1651 des Statuts refondus ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant l'article 79a des Statuts refondus.

Ordonné,—Que l'ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que ce bill soit retiré.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait, en comité général, au Bill amendant l'acte pour étendre les privilèges et pouvoirs de la compagnie du pont de Saint-François, et cet amendement est agréé.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill amendant la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à six heures P. M., M. l'Orateur reprend le fauteuil, déclare qu'il est 6 heures et quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M., aujourd'hui.

Sept heures et demie p. m.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, savoir :

Bill détachant certains lots du comté de Dorchester et les annexant au comté de Bellechasse pour toutes les fins ;

Bill amendant l'article 816 du Code de procédure civile ;

Et bill amendant l'article 5561 des Statuts refondus.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi détachant certains lots du comté de Dorchester, et les annexant au comté de Bellechasse pour toutes les fins " ; lesquels sont lus une première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant l'article 816 du Code de procédure civile ", et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant l'article 5561 des Statuts refondus " ; lesquels sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, demain.

La Chambre reprend les délibérations, en comité général, sur le Bill amendant la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que la troisième lecture de ce bill soit remise à demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill constituant en corporation "La Compagnie de Gaz, Electricité et Pouvoir"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Plante fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill accordant certains pouvoirs à la compagnie "Petroleum Oil Trust (Limited)"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Smith fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill constituant en corporation la "Corporation Trust Company of Canada"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill du Conseil législatif.—Loi amendant la loi 27-28 Victoria, chapitre 163, incorporant les syndics de la "American Presbyterian Society of Montreal"; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill revisant et refondant la charte de la cité des Trois-Rivières ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe et que son titre soit : “ Charte de la cité des Trois-Rivières, 1900 ”.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill constituant en corporation “ La Compagnie de Pulpe de Jonquières ”, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill ratifiant une convention conclue entre la compagnie du chemin de fer Pacifique Canadien et la compagnie électrique de Hull ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Smith fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié, en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

L'honorable M. Duffy informe la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de la teneur de ce bill, y donne son consentement autant que les intérêts de la Couronne sont concernés, afin que la Chambre en dispose comme bon lui semblera.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède à prendre, de nouveau, en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill autorisant le tuteur aux enfants de Flavien Filiatrault, du consentement de ses enfants majeurs, à vendre les fonds de terre relevant de la succession de feu Narcisse Lecavalier et de Marie-Emélie Crevier, son épouse ; et ces amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi concernant la succession de William Watson Ogilvie " et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill : " Loi amendant la charte du Crédit Foncier franco-canadien, " et ces amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chamdre a adopté leurs amendements.

Proposé par l'honorable M. Turgeon, secondé par l'honorable M. Déchène, et

Ordonné,—Que l'ordre de cette Chambre relatif à la prise en considération, demain, des amendements faits par le du Conseil législatif au Bill detachant certains lots du comté de Dorchester et les annexant au comté de Bellechasse pour toutes les fins, soit rescindé.

Ordonné,—Que les dits amendements soient maintenant lus la deuxième fois.

Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill autorisant William Sutherland à la pratique de la profession de chirurgien-dentiste, dans la province de Québec, après examen.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill du Conseil législatif concernant la substitution Eustache Prud'homme.

Ce bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial permanent des bills privés.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, certaines résolutions proposées concernant les licences.

L'honorable M. Marchand informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur à lui soumettre ces résolutions que Son Honneur recommande à sa considération.

La Chambre se constitue alors en comité.

(EN COMITÉ).

Résolu, 1.—Que le traitement du greffier des commissaires de licences, dans la cité de Montréal, sera fixé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pourvu qu'il n'excède pas mille piastres par année;

Résolu, 2.—Que pour tout transfert de licence d'auberge, de restaurant, de magasin de détail ou de magasin de gros et de détail, dans les cités de Québec et de Montréal, la taxe sera de vingt-cinq piastres, payables en timbres, qui seront apposés sur la formule de ce transfert, quand elle sera demandée, et que si le transfert est accordé, une autre somme de vingt-cinq piastres sera payée en timbres apposés sur la dite formule;

Résolu, 3.—Qu'en outre de l'honoraire payable au percepteur du revenu pour l'octroi de chaque licence, il sera payé pour chacune des licences ci-après mentionnées les droits suivants :

1. Sur chaque licence pour vendre des liqueurs enivrantes dans un buffet de chemin de fer, dans toute partie de la province autre qu'une cité ou une ville, cent vingt piastres;

2. Sur chaque licence de magasin de liqueurs de gros et de magasin de liqueurs de gros et de détail :

(a) Dans chacune des cités de Montréal et Québec, vingt-cinq piastres et cent vingt-cinq pour cent de la valeur annuelle ou du loyer du magasin pour lequel la licence est demandée; pourvu que, dans aucun cas, les droits sur la licence ne soient pas moindres que deux cent quatre-vingts piastres, ou n'excèdent pas cinq cent vingt piastres;

(b) Dans toute autre cité, deux cent vingt-cinq piastres;

(c) Dans toute ville, deux cents piastres;

(d) Dans toute autre partie de la province, cent soixante piastres.

3. Sur chaque licence pour vendre des liqueurs enivrantes sur échantillon ou à commission :

(a) Si le porteur de licence n'a aucun bureau fixe ou place d'affaires dans la province, quatre cents piastres.

(b) Si le porteur de licence a un bureau fixe ou place d'affaires dans la province, le taux du droit devra être le même que celui édicté pour les licences de magasins en gros;

4. Sur chaque licence principale pour vendre des liqueurs fermentées embouteillées par le détenteur de telle licence :

(a) Si l'embouteilleur est en même temps brasseur :

Dans tout comté de la province, autre que le comté de Québec et les comtés compris dans l'île de Montréal, cent cinquante piastres.

(b) S'il n'est pas brasseur :

Dans tout comté de la province, mais non dans les cités de Québec et de Montréal, quatre-vingt-dix piastres.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bickerdike rapporte que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant. M. Bickerdike rapporte, en conséquence, les dites résolutions qui sont lues comme suit :

Résolu, 1.—Que le traitement du greffier des commissaires de licences, dans la cité de Montréal, sera fixé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pourvu qu'il n'excède pas mille piastres par année ;

Résolu, 2.—Que pour tout transfert de licence d'auberge, de restaurant, de magasin de détail ou de magasin de gros et de détail, dans les cités de Québec et de Montréal, la taxe sera de vingt-cinq piastres, payables en timbres, qui seront apposés sur la formule de ce transfert, quand elle sera demandée, et que si le transfert est accordé, une autre somme de vingt-cinq piastres sera payée en timbres apposés sur la dite formule ;

Résolu, 3.—Qu'en outre de l'honoraire payable au percepteur du revenu pour l'octroi de chaque licence, il sera payé pour chacune des licences ci après mentionnées les droits suivants :

1. Sur chaque licence pour vendre des liqueurs enivrantes dans un buffet de chemin de fer, dans toute partie de la province autre qu'une cité ou une ville, cent vingt piastres ;

2. Sur chaque licence de magasin de liqueurs de gros et de magasin de liqueurs de gros et de détail :

(a) Dans chacune des cités de Montréal et Québec, vingt-cinq piastres et cent vingt-cinq pour cent de la valeur annuelle ou du loyer du magasin pour lequel la licence est demandée ; pourvu que, dans aucun cas, les droits sur la licence ne soient pas moindres que deux cent quatre-vingts piastres, ou n'excèdent pas cinq cent vingt piastres ;

(b) Dans toute autre cité, deux cent vingt-cinq piastres ;

(c) Dans toute ville, deux cents piastres ;

(d) Dans toute autre partie de la province, cent soixante piastres.

3. Sur chaque licence pour vendre des liqueurs enivrantes sur échantillon ou à commission :

(a) Si le porteur de licence n'a aucun bureau fixe ou place d'affaires dans la province, quatre cents piastres.

(b) Si le porteur de licence a un bureau fixe ou place d'affaires dans la province, le taux du droit devra être le même que celui édicté pour les licences de magasins en gros ;

4. Sur chaque licence principale pour vendre des liqueurs fermentées embouteillées par le détenteur de telle licence :

(a) Si l'embouteilleur est en même temps brasseur :

Dans tout comté de la province, autre que le comté de Québec et les comtés compris dans l'île de Montréal, cent cinquante piastres.

(b) S'il n'est pas brasseur :

Dans tout comté de la province, mais non dans les cités de Québec et de Montréal, quatre-vingt-dix piastres.

Et les dites résolutions étant lues la deuxième fois sont agréées.

Ordonné,—Que ces résolutions soient renvoyées au comité général qui devra prendre en considération le bill à l'effet de refondre et d'amender la loi des licences de la province de Québec.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 2 Mars 1900.

L'honorable M. Stephens, du comité spécial du Code municipal, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill No 98.—Loi amendant le Code municipal, et l'a adopté avec plusieurs amendements.

Votre comité a l'honneur de rapporter le bill refondant et amendant le Code municipal, avec plusieurs amendements ".

L'honorable M. Robidoux, du comité spécial permanent de législation, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a rejeté :

Loi amendant la loi de l'Instruction Publique.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement :

Loi amendant l'article 3488 des Statuts refondus.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté avec des amendements :

Loi amendant l'article 2260 du Code civil."

Ordonné,—Que M. Bickerdike ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les corporations de ville.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue en comité général pour considérer le Bill à l'effet de refondre et d'amender la loi des licences de Québec.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à six heures P. M. M. l'Orateur reprend le fauteuil, déclare qu'il est six heures et quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P.M.

M. Tessier (Rimouski), du comité spécial permanent des bills privés, présente à la Chambre le dix-septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre Comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre honorable Chambre :

Bill confirmant et ratifiant le partage et la distribution des biens et de l'actif de la succession de feu John Bryson et réglant d'autres matières qui s'y rapportent.

Bill concernant la division du comté de Nicolet, pour les fins d'enregistrement.”

En vertu de la 19^e règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill amendant la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

M. Rainville propose, secondé par M. Gouin ;

Et la motion étant soumise à la Chambre.—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Bickerdike propose, comme amendement, secondé par M. Gillies, —Que tous les mots après “maintenant” soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en y ajoutant la clause suivante :

“ A le droit d'être mis sur la liste électorale : le président de toute compagnie ou association dûment constituée en corporation pour des fins de commerce et d'industrie, inscrite sur le dernier rôle d'évaluation en vigueur comme propriétaire de biens fonds dans la cité, de la valeur d'après le rôle d'évaluation de \$1000, ou plus, ou comme locataire, en vertu d'un bail, d'un entrepôt, d'un comptoir, magasin, bureau ou place d'affaires, dans la cité, d'une valeur, d'après le rôle d'évaluation, de \$100, ou plus.

Tout électeur ainsi inscrit sur la liste est sujet aux mêmes conditions que tout autre électeur.”

M. Rainville soulève la question d'ordre que l'amendement proposé n'est pas couvert par les avis publiés dans la *Gazette Officielle* et journaux tel que requis par les règles de la Chambre.

M. l'Orateur constate par la *Gazette Officielle* que l'avis ne couvre pas l'amendement, et maintient la question d'ordre.

Et la question principale étant soumise par M. l'Orateur, il est

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau, en comité général, le bill accordant certains pouvoirs à la compagnie " Petroleum Oil Trust (Limited) " ;

Et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné.—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et les amendements étant lu la première fois, il est

Ordonné.—Que la seconde lecture de ces amendements soit renvoyée à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau, en comité général, le bill constituant en corporation " La Compagnie de Pulpe de Jonquière " ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Girard fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné.—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et les amendements étant lus la première fois, il est—

Ordonné.—Que la seconde lecture de ces amendements soit renvoyée à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre William James Euright à la pratique de la médecine et de la chirurgie ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Caron (Maskinongé) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

M. Clapperton propose, secondé par M. Lislois, que le 5ème paragraphe de la 57ème règle de cette Chambre soit suspendu, et que ce bill soit lu une troisième fois, maintenant.

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative. Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill constituant en corporation " The Labrador Electric and Pulp Company " ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le

fauteuil et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que la troisième lecture soit renvoyée à demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill constituant en corporation la "Transit Insurance Company of Montreal."

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité spécial permanent des bills privés.

La Chambre se constitue de nouveau en comité général pour considérer le bill à l'effet d'amender et de refondre la loi des licences de Québec.

Et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bickerdike fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, demain.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit samedi matin.

Samedi, 3 mars 1900.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : "Loi amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens", sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants pour lesquels il demande son concours : "Loi amendant l'article 3560a des Statuts refondus ;

Et, "Loi amendant la loi concernant les registres des juges de paix."

Et un autre message du Conseil législatif informant l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant, avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande son concours :

Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Bercovitch au nombre de ses membres.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Bercovitch au nombre de ses membres, et ces amendements sont lus deux fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Proposé par l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand, et

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif intitulé : " Loi amendant la loi concernant les registres des juges de paix " soit maintenant lu la première fois.

Le bill est en conséquence lu la première fois et remis à demain pour sa seconde lecture.

Proposé par l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand, et

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif amendant l'article 3560a des Statuts refondus, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est en conséquence, lu la première fois et remis à demain pour sa seconde lecture.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Samedi, 3 mars 1900

M. Tessier (Rimouski), du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le dix-huitième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill (G) du Conseil législatif, " Loi concernant la substitution Eustache Prud'homme et a l'honneur de le rapporter sans amendement, "

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill intitulé : " Loi amendant la loi régissant les corporations de ville " pour lequel il demande son concours.

Proposé par M. Cotton, secondé par M. Cardin, et—

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif intitulé : " Loi amendant la loi régissant les corporations de ville, " soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill à l'effet de refondre et d'amender la loi des licences de Québec ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bickerdike fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, lundi prochain.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse supplémentaire à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 25 janvier 1900, demandant ; 1. Copie de tous arrêtés en conseil au sujet de la distribution ou de l'emploi de la somme de \$50,000 votée pour fins d'éducation par l'acte 60 Vict., ch. 3, 1897.

2. Copie de tous rapports ou recommandations du Surintendant ou du conseil ou des comités de l'Instruction publique, sur le même sujet.

(Document de la session No 68a.)

Réponse supplémentaire à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 22 février 1900, pour copie de toute correspondance au sujet la destitution de M. E. Coulombe, de St-Gédéon du Lac-St-Jean, comme juge de paix, et de toute correspondance au sujet de la nomination de nouveaux juges de paix au Lac-St-Jean, depuis 1898.

(Document de la session No 70a.)

Etat tabulaire, conformément à l'article 4619 des Statuts refondus de la province de Québec, des rapports transmis par les secrétaires-trésoriers des corporations municipales au Secrétaire de la province, en vertu de l'article 4618 S. R. P. Q.

(Document de la session No 74.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 19 février 1900, pour la production de toutes demandes d'achat ou de mises à l'enchère de limites à bois, depuis le 1er juillet 1897, avec copie de toute correspondance sur le même sujet.

(Document de la session No 75.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 19 février 1900, pour copie de la plainte et de la conviction dans toutes poursuites intentées dans le cours de l'année 1899, par ordre du gouvernement ou de l'honorable Commissaire des Terres de la Couronne, ou d'aucun de ses officiers ou employés, pour infractions commises dans la paroisse de Ste-Agnès, comté de Charlevoix, en contravention aux articles 1375 et 1394 des Statuts refondus de la province de Québec, tels qu'amendés par 62 Victoria, ch. 23.

(Document de la session No 76.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 12 février 1900, pour copie de toutes circulaires adressées, depuis trois ans, aux divers agents des terres de la Couronne, en cette province, leur donnant des instructions sur la vente des lots propres à la colonisation.

(Document de la session No 77.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 28 février 1900, pour la suite de la correspondance entre le gouvernement ou aucun

des départements, et toute personne ou société, en rapport avec l'extension du chemin de fer "Montréal et Occidental," de son terminus actuel au Nomingue et à "La Lièvre", depuis le 9 juin 1898.

(Document de la session No 78.)

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill concernant l'incorporation et l'administration des compagnies commerciales.

Ce bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de législation, etc.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant de nouveau le Code municipal.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre pour lundi prochain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Bédard.—1. Est-ce à la connaissance du gouvernement que de courageux citoyens de Danville et Windsor Mills, comté de Richmond, ont, au péril de leur vie, fait la capture et conduit à la justice les six cambrioleurs de la "Peoples Bank of Halifax", à Danville?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement se propose-t-il d'accorder une récompense à ces braves citoyens?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. Oui. 2. Sous considération.

Par M. Champagne.—Le gouvernement a-t-il l'intention d'obliger tous les propriétaires de moulins ayant des digues ou chaussées traversant le bras nord de la rivière Ottawa, à faire des passes migratoires dans ces digues ou chaussées.

Réponse par l'honorable M. Parent :—Le gouvernement a l'intention de faire construire des passes migratoires partout où l'intérêt public l'exigera. Jusqu'à présent, aucune demande pour construction de ces passes dans le bras nord de la rivière Ottawa n'a été reçue au département.

Par M. Tellier.—1. A même quel crédit le gouvernement a-t-il acheté 200 exemplaires du livre de M. Louis Fréchette intitulé : "Christmas in French Canada"?

2. A qui le gouvernement se propose-t-il de distribuer ces livres?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. A même le crédit, item 27, cédula B, 62 Vict., ch. 1, "Livres de prix"—2. Pour être distribués en prix dans les écoles.

Par l'honorable M. Pelletier.—1. Le gouvernement a-t-il payé quel-que montant en rapport avec la construction du pont en fer sur la rivière Chaudière à St-François, Beauce ?

2. Dans l'affirmative, quel montant, et à quelle date ?

3. A-t-il été promis quelque subvention additionnelle ?

4. Dans l'affirmative, quel montant, et quand doit-il être payé ?

5. A même quel crédit ces sommes ont-elles été et seront-elles payées ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—1. Oui. 2. Par le département des Travaux publics, \$1100, le 8 mars 1897. Par le département de la Colonisation et des Mines, \$1000, le 27 janvier 1899, et \$1000 le 10 août 1899. Par le département de l'Agriculture, \$1000, le 8 février 1899 et \$1000 le 4 septembre 1899. 3. Non. 4. La réponse se trouve dans celle donnée au No 2. 5. Le montant payé par le département des Travaux publics a été pris à même l'item 72, de la cédule B, du Budget 60 Victoria. Les montants payés par le département de la Colonisation et des Mines ont été pris sur l'item 63, de la cédule B, du Budget 61 Victoria, et l'item 69, de la cédule B, du Budget 62 Victoria. Les montants payés par le département de l'Agriculture ont été pris à même l'item "encouragement à l'agriculture, en général."

Proposé par M. Robitaille, secondé par M. Garneau, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill constituant en corporation la "Ladies City Mission of Quebec", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, attendu que ce bill concerne une institution de bienfaisance.

Proposé par M. Bickerdike, secondé par M. Weir, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill amendant la charte d'incorporation du village de Grand'Mère, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, attendu que ce bill a été retiré.

Proposé par M. Caron (Maskinongé), secondé par M. Bourbonnais, et

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill amendant la charte du village de Grand'Mère, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, attendu que ce bill a été rejeté.

Proposé par M. Clapperton, secondé par M. Cotton, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance entre le gouvernement et le "Salmon Club," ou ceux qui sont censés avoir loué la rivière Ristigouche, dans le comté de Bonaventure, à partir de Oak Point, en remontant, et le montant payé à cette fin ;

2. Toutes lettres et tous télégrammes adressés à l'officier des pêcheries Duncan et autres ;

3. Le rapport de M. Frank Bignell, ainsi que toute autre correspondance relative à la suppression des privilèges de pêche possédés par les pêcheurs de saumon au filet, depuis au-delà de cent ans dans cette rivière ;

4. Aussi, toute correspondance touchant le même sujet, quant à la rivière Cascapédiac et à son estuaire.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill amendant l'article 3438 des Statuts refondus ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois,

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill amendant l'article 94 du Code de procédure civile ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill concernant la division du comté de Nicolet pour les fins d'enregistrement ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill constituant en corporation " The Labrador Electric and Pulp Company ; "

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill du Conseil législatif intitulé : " Loi amendant la loi concernant les registres des juges de paix " ;

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu : Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill du Conseil législatif intitulé : " Loi autorisant les compagnies de garantie à se porter caution en justice ; "

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Allard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 5 mars 1900.

Ordonné,—Que M. Blanchard ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 5556 des Statuts refondus.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill confirmant et ratifiant le partage et la distribution des biens et de l'actif de la succession de feu John Bryson et réglant d'autres matières qui s'y rapportent; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill du Conseil législatif, concernant la substitution Eustache Prudhomme; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Bissonnette.—Est-ce l'intention du gouvernement de venir en aide aux municipalités rurales dans la construction des ponts en fer?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—Le gouvernement regrette que, vu l'état financier de la province, il lui soit encore impossible d'adopter une politique de subventions aux municipalités rurales pour la construction des ponts en fer.

Par l'honorable M. Langelier.—1. Le gouvernement a-t-il reçu un rapport de son agent pour la collection des rentes de la seigneurie Lauzon, au sujet de la demande faite par le député de Lévis de réduire le taux des rentes sur certaines terres de la dite seigneurie ?

2. Le gouvernement se propose-il d'accorder cette demande et de réduire les dits taux de rente ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. Oui ; 2. D'après le rapport de l'agent, la réduction du taux des rentes dans la dite seigneurie devant entraîner une diminution notable du revenu provenant de ces rentes, le département des Terres, Forêts et Pêcheries est à étudier s'il y a lieu d'effectuer telle réduction, ou bien de limiter cette dernière à certains cas particuliers, lorsque la preuve sera fournie que la rente exigée n'est pas proportionnée à la qualité de la terre.

Par M. Dufresne.—1. M. Jean-Chrysostôme Langelier est-il au service du gouvernement ?

2. Dans l'affirmative, depuis quand, quelles sont ses fonctions, quel est son traitement, et quelle somme lui est allouée pour ses dépenses ?

Réponse par l'honorable M. Parent ; 1. Oui. 2. Le 22 octobre 1897, comme surintendant des gardes-forestiers. Son salaire est de \$5.00 par jour, lorsqu'il est employé, et ses dépenses réelles de voyage, suivant compte attesté, lui sont remboursées.

Par M. Dufresne.—1. Le fils de M. Jean-Chrysostôme Langelier, savoir : M. G. A. Langelier, est-il au service du gouvernement ?

2. Dans l'affirmative, quelles sont ses fonctions, depuis quand est-il employé, quel est son traitement, et quelle somme lui est accordée pour ses dépenses ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. Oui. 2. Le 27 septembre 1898, en qualité d'aide au surintendant des gardes-forestiers. Son traitement est de \$3.00 par jour, et ses dépenses réelles de voyage lui sont remboursées, suivant compte attesté.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général, le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Hains au nombre de ses membres, après examen.

M. Champagne propose, secondé par M. Chênevert :—Que le 51^{ème} paragraphe de la 57^{ième} règle de cette Chambre soit suspendu, en ce qui concerne ce bill, et qu'une instruction soit donnée au comité général d'amender le dit bill en remplaçant les mots " de la province de Québec " dans la première ligne du sixième alinéa du préambule, par les mots : " de la section de Montréal."

Cette motion est soumise à la Chambre qui se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Déchene,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rim.),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Plante,</i>	<i>Watts.—80.</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Lacombe,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Bédard,</i>	<i>Carbray,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—7.</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Pelletier,</i>	

Ainsi, la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et les amendements étant lus la première fois, il est —

Ordonné,—Que la seconde lecture de ces amendements soit renvoyée à demain.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill autorisant Joseph-Arthur Lesage à obtenir une licence pour pratiquer la médecine, la chirurgie et l'art obstétrique dans la province de Québec.

M. Champagne propose, secondé par M. Chênevert :—Que le 5ème paragraphe de la 57ème règle de cette Chambre soit suspendu en ce qui concerne ce bill et que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se constitue en comité général pour prendre ce bill en considération.

Et la question étant soumise à la Chambre, celle-ci se divise ; et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Carbray,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Lalonde,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Langelier.—9.</i>
<i>Chênevert,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Plante,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Caron (Matane,)</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Robitaille,</i>	<i>T. r Rim.)--18.</i>
<i>Déchène,</i>	<i>Parent,</i>		

Ainsi, la motion est rejetée.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Émile Rioux au nombre de ses membres, après examen.

L'honorable M. Langelier propose, secondé par M. Tessier (Rimouski) : Que les règles de cette Chambre soient suspendues en ce qui concerne ce bill, attendu que M. Rioux a passé son examen préliminaire, a suivi son cours universitaire et qu'il est en règle sous tous les rapports, sauf le fait qu'il a oublié de faire enregistrer son brevet en temps voulu, et que la Chambre se forme en comité général pour considérer le dit bill.

Et la question étant posée, la proposition est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bouffard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu:—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill autorisant Gustave-Thélesphore Turcot, de Philadelphie, dans les États-Unis, à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.

L'honorable M. Langelier propose, secondé par M. Robitaille :—Que les règles de cette Chambre soient suspendues en ce qui concerne ce bill vu qu'il appert qu'il y a consentement de la part du bureau des examinateurs de l'Association dentaire de la province de Québec, et que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre considère ce bill en comité général.

Et la question étant posée, la proposition est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chêne-

vert fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, secondé par l'honorable M. Nantel, et

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—Copie de tous ordres en conseil, correspondance, documents relatifs à la destitution de Antoine Gagnon, agent des bois et forêts, et son remplacement par J. S. Doucet, avocat.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Proposé par M. D'auveuil, secondé par M. Bédard, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance et de tous documents concernant la location de la grève, en front, du lot No 112 des plans et livres de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie et concernant spécialement le bail de M. Alphonse Letellier.

Proposé par M. Girard, secondé par M. Petit et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes correspondances, rapports, etc., entre le Trésorier provincial et le percepteur du revenu, Is. Dumais, dans les poursuites intentées pour vente illicite de boisson, ou pour autre cause, contre les nommés Boulliane, Lalouette, Lemay, Savard, Asselin et Fortier, depuis juillet 1897.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill du Conseil législatif amendant le Code du notariat ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill amendant l'article 3998 des Statuts refondus ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. D'Auteuil fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill amendant l'article 2260 du Code civil ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant l'article 782 du Code municipal.

Ce bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à demain pour être considéré en comité général de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill concernant la qualification des membres du Conseil législatif.

Ce bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à demain pour considération en comité général de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant la loi électorale de Québec 1895.

Ce bill est en conséquence, lu, la seconde fois et renvoyé au comité permanent de législation, etc.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Extraits des rapports statistiques judiciaires, pour 1899.

(*Document de la session No 79.*)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 16 février 1900, pour copie de requêtes, correspondances au sujet de la construction d'un pont sur la rivière Koushpaganish, entre les 1er et 2ème rangs du canton "Caron", dans la paroisse de Saint-Jérôme, comté du Lac-Saint-Jean, et de tous documents se rapportant à cette affaire, depuis le 1er novembre 1896 à ce jour.

(*Document de la session No. 80.*)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 1er mars 1900, pour une copie de tous mémoires transmis au gouvernement depuis le 1er juillet dernier, pour solliciter des amendements à la loi des mines, en vue de protéger les chercheurs qui découvrent de nouveaux gisements.
(Document de la session No 81.)

Et réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 14 février 1900, pour copie de tous rapports, requêtes et correspondance, au sujet de la révocation de la vente du lot C, Anse à Beaufils, 1er rang du canton de Percé, et au sujet de la revente en tout ou en partie de ce lot.
(Document de la session No. 82.)

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général, le bill à l'effet de refondre et d'amender la loi des licences de Québec; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Weir fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit lu, la troisième fois, demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des résolutions suivantes rapportées, jeudi, le 22 février dernier, du comité des subsides; et les dites résolutions sont lues la seconde fois comme suit:

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille deux cent trente-trois piastres et quarante-cinq centins, soit accordée à Sa Majesté, pour payer les assurances des édifices publics, en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille quatre cent soixante et quinze piastres et quarante-sept centins, soit accordée à Sa Majesté, pour payer les assurances des palais de justice et prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent quatre-vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les taxes des édifices publics, en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Poultry Association," de Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Métairie Saint-Joseph, Saint-Hyacinthe, pour aider à la reconstruction de ses édifices détruits par incendie, deuxième, de trois paiements égaux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Imperial, Londres, contribution de la province au coût de son entretien; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme un encouragement à la culture des arbres fruitiers; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Mérite agricole provincial ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Women's National Immigration Society " ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Women's Protective Immigration Society " Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Les dites résolutions sont agréées.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture de la résolution suivante, rapportée du comité des subsides, mardi, le 27 de février dernier, et laquelle avait, alors, été ajournée, et la dite résolution est lue, la seconde fois, comme suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

La dite résolution est agréée.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill du Conseil législatif amendant le section dix-septième du titre onzième des Statuts refondus relatif aux compagnies d'assurance mutuelle.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu :—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Weir fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill, avec ses amendements, passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill avec des amendements pour lesquels elle demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant l'article 3560a des Statuts refondus.

Ce bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. Nantel fait rapport que le comité a fait quelques progrès.

Proposé par l'honorable M. Robidoux, secondé par l'honorable M. Marchand, et

Ordonné,—Que le bill soit renvoyé au comité permanent de législation, etc.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 6 Mars 1900.

Ordonné,—Que l'honorable M. Duffy ait la permission de présenter un Bill amendant la loi relative aux établissements industriels.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Duffy ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les édifices publics.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill constituant en corporation la " Montreal Mining Exchange" ;

Et bill confirmant et ratifiant les règlements Nos 143 et 144 de la ville de Joliette, ainsi qu'un acte d'arrangement intervenu entre la ville de Joliette et la compagnie du chemin de fer le Grand-Nord, le 2 octobre 1899.

Aussi un autre message du Conseil législatif, informant l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande son concours, savoir :

Bill concernant certains immeubles substitués par feu Maurice Gougeon et son épouse ;

Bill concernant les biens appartenant à la mineure Freda Maude Henshaw ;

Bill amendant la charte de la ville de Maisonneuve ;

Bill amendant la loi relative à l'admission à la pratique de la médecine, en certains cas ;

Bill concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de St-Paul, de Montréal ;

Et bill amendant la charte de la ville d'Outremont.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au bill concernant certains immeubles substitués par feu Maurice Gougeon et son épouse, et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la prise en considération de ces amendements soit renvoyée à demain.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill concernant les biens appartenant à la mineure Freda Maude Henshaw, et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la prise en considération de ces amendements soit renvoyée à demain.

La Chambre procède à considérer les amendements fait par le Conseil législatif au bill amendant la charte de la ville de Maisonneuve, et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la prise en considération de ces amendements soit renvoyée à demain.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul, de Montréal, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné —Que la prise en considération de ces amendements soit renvoyée à demain.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill amendant la charte de la ville d'Outremont, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la prise en considération de ces amendements soit renvoyée à demain.

La Chambre procède à considérer les amendements faits par le Conseil législatif au Bill amendant la loi relative à l'admission à la pratique de la médecine, en certains cas, et ces amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Robidoux, du comité de législation, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill No 97.—Loi amendant le Code de procédure civile, et l'a adopté avec plusieurs amendements.”

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer, de nouveau, en comité des subsides.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux :—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Un débat s'élève. A six heures M l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie P. M.

En vertu de la 19^e règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits en comité général au Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Hains au nombre de ses membres, après examen.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné,—Que ce bill, ainsi modifié, soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Proposé par M. Delaney, secondé par l'honorable M. Langelier, et

Ordonné,—Que l'ordre de cette Chambre remettant à demain la prise en considération des amendements du Conseil législatif au Bill concernant certains immeubles substitués par feu Maurice Gougeon et son épouse, soit rescindé.

Ordonné,—Que ces amendements soient maintenant lus, la seconde fois.

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le Bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Proposé par M. Delaney, secondé par l'honorable M. Langelier, et

Ordonné,—Que l'ordre de cette Chambre remettant à demain la prise en considération des amendements du Conseil législatif au Bill concer-

nant les biens appartenant à la mineure Freda Maule Henshaw, soit rescindé.

Ordonné,—Que ces amendements soient maintenant lus, la seconde fois.

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le Bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Proposé par M. Delaney, secondé par l'honorable M. Langelier, et

Ordonné,—Que l'ordre de cette Chambre remettant à demain la prise en considération des amendements du Conseil législatif au Bill amendant la charte de la ville de Maisonneuve, soit rescindé.

Ordonné,—Que ces amendements soient maintenant lus, la seconde fois.

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

Ordonné,—Que le greffier reporte le Bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Proposé par M. Delaney, secondé par l'honorable M. Langelier, et

Ordonné,—Que l'ordre de cette Chambre remettant à demain la prise en considération des amendements du Conseil législatif au Bill concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul, de Montréal, soit rescindé,

Ordonné,—Que les amendements soient maintenant lus, la seconde fois.

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Proposé par M. Delaney, secondé par l'honorable M. Langelier, et

Ordonné,—Que l'ordre de cette Chambre remettant à demain la prise en considération des amendements du Conseil législatif au bill amendant la charte de la ville d'Outremont, soit rescindé.

Ordonné,—Que ces amendements soient maintenant lus, la seconde fois.

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre reprend le débat sur la proposition faite, aujourd'hui, par l'honorable M. Marchand :—Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

L'honorable M. Nantel propose, en amendement, secondé par l'honorable M. Flynn :—Que tous les mots après “ que ” jusqu'à la fin de la proposition soient retranchés et remplacés par les suivants : “ Cette Chambre regrette que le gouvernement, manquant à tous ses engagements pris envers l'électorat, ne suive pas une politique conforme aux vœux et aux besoins de la province, en ce qui a rapport à l'agriculture, à la colonisation et à l'instruction publique.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—15.</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>	

CONTRE :

Messieurs :

<i>Allard,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rocheteau,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Dessaules,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tessier (Rimouski)</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Caron (Maski.)</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Weir.—28.</i>

Ainsi l'amendement est rejeté.

Alors la motion principale étant proposée :

Ordonné,—Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'école de navigation, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux cercles agricoles pour l'encouragement à l'agriculture, en général, et pour amélioration aux chemins ruraux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cent soixante et seize piastres et soixante et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'Université Laval, Montréal, 5ème paiement sur 7 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la reconstruction du collège de St-Romuald d'Etchemin 2ème paiements sur 3 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas seize mille huit cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des réparations aux palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec et pour l'inspection des syndicats de beurreries et fromageries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'industrie laitière, l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromages, concours de produits laitiers, inspecteurs des beurreries et fromageries de la province, etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Que demain, cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. Bickerdike, du comité des subsides, rapporte alors les dites résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de navigation, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux cercles agricoles, et pour l'encouragement à l'agriculture, en général, et pour amélioration aux chemins ruraux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cent soixante et seize piastres et soixante et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'Université Laval, Montréal, 5ème paiement sur 7 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la reconstruction du collège de St-Romuald d'Etchemin, 2ème paiement sur 3 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas seize mille huit cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des réparations aux palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec et pour l'inspection des syndicats de beurreries et fromageries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour encourager l'industrie laitière, l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromages, concours de produits laitiers, inspecteurs des beurreries et fromageries de la province, etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Ordonné,—Que ces résolutions soient lues une deuxième fois, demain.

L'honorable M. Robidoux dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 février dernier, pour un état indiquant.—1. Quel montant a été dépensé dans le cours de l'année fiscale 1898-99 en vertu de l'acte 60 Vict., ch. 3, sanctionné le 9 janvier 1897, étant une loi concernant les écoles élémentaires ;

2. Pour quelles fins ce montant ainsi dépensé a été employé.

(Document de la session No 83.)

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 février 1900, pour
1. Copie de toutes instructions données à un certain Côté, du Lac Bouchette, pour travaux de colonisation, sur la route du Lac des Commissaires au Lac St-Jean ;

2. Copie de toute correspondance à ce sujet ;

3. Copie de tout rôle de paie et tout compte acquitté ou à être acquitté en rapport avec cet ouvrage ;

4. Copie de toute plainte portée avant, pendant ou après l'ouvrage ;

5. Copie de toute correspondance à ce sujet, rapport d'inspecteur ou tout autre document concernant cet ouvrage avec quelque ministre que ce soit.

(Document de la session No 84).

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Normand.—1. M. Bruno Duval, mentionné à la page 87, des Comptes publics de 1899, comme recevant un salaire de \$800 annuellement, est-il le même M. B. Duval, mentionné à la page 191, des mêmes Comptes publics, comme ayant reçu \$1,164 pour "travail spécial" *re* Agence des biens des Jésuites à Trois-Rivières ?

2. Dans l'affirmative, quelle était la nature de ce travail spécial ?

3. M. Duval a-t-il fait ce travail spécial pendant les heures du service pour lequel il reçoit son traitement permanent d'officier du département des Terres, Forêts et Pêcheries ?

4. M. Duval a-t-il exécuté ce travail spécial à Québec ou à Trois-Rivières ?

Réponse par l'honorable M. Parent.—1. Oui ; 2. A la demande de l'Inspecteur des Agences et dans l'intérêt public, M. Bruno Duval a été chargé de la révision des livres de la seigneurie du Cap-de-la-Magdeleine et de la perception des arrérages de rentes dans cette seigneurie et dans celle de Batiscan ; 3. Conformément à la décision du Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, lorsque ce travail spécial lui fut confié, M. Duval s'est fait remplacer pendant quelque temps, par son fils au département, sans rémunération. M. Duval est, en outre, venu très souvent au département achever sa besogne, pendant et en dehors des heures du bureau, faisant des rapports très nombreux sur son travail spécial ; 4. A Trois-Rivières, et dans les diverses paroisses des seigneuries sus-mentionnées où la perception a été faite.

Par M. Cardin.—1. Quels sont les montants collectés d'arrérages de rentes dues par les censitaires des seigneuries du Cap-de-la-Magdeleine et de Batiscan, à compter du 1er mars 1892 jusqu'au 1er mai 1897 ?

2. Quel a été le coût payé pour la collection de ces arrérages de rentes ?

3. Quels sont les montants collectés d'arrérages de rentes dûs par les censitaires des seigneuries du Cap-de-la-Magdeleine et Batiscan, depuis le premier mai 1899 au premier mars 1900 ?

4. Quelles ont été les dépenses payées pour faire cette collection ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. \$8,930.24 ; 2. \$3,826.71 ; 3. \$7,586.38 ; 4. \$447.19.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Duffy, et il est

Résolu,—Qu'à partir de mercredi prochain, inclusivement, il y ait deux séances par jour ; la première de 3 à 6 heures p. m. ; la seconde, de 8 hrs p. m., jusqu'à l'ajournement. Aussi, que le samedi, jusqu'à la prorogation de la Législature, il y ait deux séances ; la première de 10 heures

a. m., à 1 h. p. m., ; la seconde de 3 h. p. m., jusqu'à l'ajournement, et que les ordres du gouvernement aient priorité, à toutes les séances, excepté à celle du jeudi.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi ratifiant et légalisant un règlement de la corporation de la paroisse de Beauport exemptant de taxes municipales la " Montmorency Cotton Mills Company," sans amendement."

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé les amendements de cette Chambre faits au bill intitulé : " Loi amendant la section dix-septième du titre onzième des Statuts refondus, relativement aux compagnies d'assurances mutuelle."

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec des amendements pour lesquels il demande son concours.

Bill amendant la loi de la cité de Sherbrooke ;

Bill accordant des pouvoirs additionnels à la " Peoples' Telephone Company ; "

Et bill amendant la loi concernant le pont de péage sur la rivière Bécancourt, près de l'église de la paroisse de Bécancourt.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant la charte de la ville de Sherbrooke " ; et les amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les amendements soient lus la seconde fois, demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi accordant des pouvoirs additionnels à la " Peoples' Telephone Company," et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant le pont de péage sur la rivière Bécancourt, près de l'église de la paroisse de Bécancourt " ; et les dits amendement sont lus la première fois.

Ordonné,—Que ces amendements soient lus la seconde fois, demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif, au Bill amendant l'article 816 du Code de procédure civile.

M. Tellier propose, secondé par M. Marion, et il est

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif l'informant que cette Chambre décline de concourir dans les amendements faits par le Conseil au bill intitulé: "Loi amendant l'article 816 du Code de procédure civile", pour les raisons suivantes: 1. La contestation d'un rapport de distribution devant être faite, signifiée et produite, en vertu de la loi, dans un délai de huit jours, il n'est pas possible, dans ce même délai, de donner à un créancier colloqué un avis de huit jours pour le requérir de se désister de sa collocation; 2. L'avis prescrit par les dits amendements, pour que le créancier colloqué puisse être sujet aux dépens de la contestation, ne paraît pas nécessaire, étant donné que le bill, tel qu'adopté par cette Chambre, accorde au tribunal le pouvoir d'adjuger les dépens, soit contre la masse, soit contre une partie en cause, à sa discrétion, c'est-à-dire selon les circonstances de la cause.

Ordonné,—Que le greffier porte le dit message au Conseil législatif.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 7 mars 1900.

Trois heures P. M.

M. de Grosbois, du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné le bill.—Loi amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec et du Lac-Saint-Jean, ainsi que les lois qui l'amendent, et a l'honneur de le rapporter avec plusieurs amendements."

M. Tessier (Rimouski), du comité des bills privés, présente à la Chambre le dix-neuvième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné le bill.—Loi constituant en corporation la "Transit Insurance Company of Montreal, Canada", auquel il a fait un amendement qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre."

L'honorable M. Robidoux, du comité de législation, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, ainsi qu'il suit :

"Votre comité a examiné le bill No 152.—Loi amendant la loi électorale de Québec 1895," et l'a adopté avec plusieurs amendements."

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill à l'effet de refondre et d'amender la loi des licences de Québec.

Ordonné,—Que cet ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que le bill soit de nouveau considéré en comité général.

La Chambre se constitue en comité général; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bickerdike fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant la loi relative aux établissements industriels.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant la loi concernant les édifices publics.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Roy fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer, en comité général, pour considérer une certaine résolution concernant le fonds de bâtisses et des jurés.

L'honorable M. Robidoux informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur à lui soumettre cette résolution que Son Honneur recommande à sa considération.

Cette motion est adoptée, et la Chambre se forme alors en comité général.

(EN COMITÉ.)

La résolution suivante est adoptée :

Résolu,—Que le pourcentage de un pour cent que le shérif est autorisé à retenir, pour le "Fonds de bâtisses et des jurés," par le paragraphe 5 de l'article 2733 des Statuts refondus, sera calculé, dans le cas d'exécution d'immeuble, sur la somme perçue, pourvu que cette somme excède le montant de la première hypothèque grevant l'immeuble vendu, et sur la moitié de la valeur indiquée au rôle d'évaluation municipale, si cette somme n'excède pas ce montant, ou lorsqu'il n'y a pas d'hypothèque.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Roy, fait, en conséquence, rapport de la dite résolution laquelle est est lue comme suit :

Résolu,—Que le pourcentage de un pour cent que le shérif est autorisé à retenir, pour le "Fonds de bâtisses et des jurés," par le paragraphe 5 de l'article 2733 des Statuts refondus, sera calculé, dans le cas d'exécution d'immeuble, sur la somme perçue, pourvu que cette somme excède le montant de la première hypothèque grevant l'immeuble vendu, et sur la moitié de la valeur indiquée au rôle d'évaluation municipale, si cette somme n'excède pas ce montant, ou lorsqu'il n'y a pas d'hypothèque.

Ordonné,—Que la seconde lecture de cette résolution soit remise à la prochaine séance de cette Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre procède à prendre en considération les résolutions rapportées du comité des subsides et ajournées, mardi, le 6 mars dernier, et elles sont lues, la seconde fois, comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de navigation, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux cercles agricoles et pour l'encouragement à l'agriculture, en général, et pour amélioration aux chemins ruraux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cent soixante et seize piastres et soixante et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers des palais de justice et des prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'Université Laval, Montréal, 5ème paiements sur 7 paiements égaux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu* —Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la reconstruction du collège de St-Romuald d'Etchemin, 2e paiement sur 3 paiements égaux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas seize mille huit cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des réparations aux palais de justice et prisons; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec, et pour inspection des syndicats de beurreries et de fromageries, S. R. Q., art. 1353a et 1753e, (54 Vic. chap. 20, et O. en C. No. 75, du 24 janvier 1891.); pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'industrie laitière, l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromages, concours de produits laitiers, inspecteurs des beurreries et de fromageries de la province, etc; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Les dites résolutions sont adoptées.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : "Loi amendant l'article 1651 des Statuts refondus", sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill intitulé : "Loi amendant la charte de la ville de Chicoutimi", avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements du Conseil législatif, au Bill amendant la charte de la ville de Chicoutimi et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la seconde lecture soit remise à demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Le Blanc.—1. Y a-t-il eu quelque enquête de faite contre T. A. Christin, agent des terres et des bois de la Couronne, pour l'agence de la Petite-Nation, (partie nord) depuis le 1er juin 1897 ?

2. Dans l'affirmative, quel est le nom des commissaires enquêteurs ?

3. Combien de temps a duré chaque enquête ?
4. Dans chaque cas, le commissaire a-t-il fait rapport ?
5. Quel est le montant des sommes d'argent reçu par chaque commissaire, provenant de toute source, pour dépenses personnelles ou autrement, en rapport avec l'enquête faite par lui ?
6. Chaque commissaire enquêteur a-t-il produit des comptes ou autres pièces justificatives pour les sommes qu'il a ainsi reçues ?
7. Dans l'affirmative, quand les a-t-il produits ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. Des plaintes nombreuses étant parvenues au département de la Colonisation et des Mines et au département des Terres, Forêts et Pêcheries, demandant une enquête contre T. A. Christin, dans ses qualités officielles de paie-maitre des travaux de colonisation et d'agent des Terres de la Couronne, telle enquête a été ordonnée.

2. MM. G. I. Barthe, O. B. Kemp et P. J. A. Alarie.

3. MM. Barthe et Kemp n'ayant pas continué leur enquête respective, il est impossible d'en déterminer la durée. Celle tenue par M. Alarie a duré du 17 mai 1898 au 8 juin. Elle a été tenue dans les cantons et paroisses suivants : St-Jovite, Châte-aux-Iroquois, L'Annonciation, Nominingue, Kiamika, Rapide de l'Original, Ferme-Neuve, Ferme-Rouge et dans la ville de Hull.

4. M. Alarie a seul fait rapport au département de la Colonisation et des Mines et au département des Terres, Forêts et Pêcheries.

5. M. G. I. Barthe a reçu cent piastres, pour ses services et déboursés. M. Kemp n'a pas produit de compte spécial en cette affaire. M. Alarie a reçu \$100.00 à titre d'honoraires, du département de la Colonisation et des Mines, et \$232.00 du même département, pour ses déboursés.

Aucune rémunération ne lui a été accordée par le département des Terres, Forêts et Pêcheries, pour ses services comme commissaire. Il a reçu de ce département la somme de \$230.00 pour certains déboursés, ses frais de voyage, ceux du sténographe de l'enquête, ceux de l'agent et autres personnes dont il s'est fait accompagner, ainsi que pour la taxe de quelques témoins.

6. Oui, MM. Barthe et Alarie.

7. A différentes dates, du 4 novembre 1897 au 5 août 1898.

Proposé par l'honorable M. Marchand, secondé par l'honorable M. Turgeon, et

Résolu,—Que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à six heures moins dix minutes, s'ajourne.

Huit heures P. M.

L'honorable M. Stephens, du comité du Code municipal, présente le sixième rapport de ce comité, ainsi qu'il suit, savoir :

“ Votre comité a examiné le bill amendant l'article 769 du Code municipal, et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a adopté sans amendement.”

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill constituant en corporation la “ Transit Insurance Company of Montreal, Canada ”; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Smith fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, ainsi que les lois qui l'amendent ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Smith fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : “ Loi amendant la charte de la cité de Sherbrooke ” ; et les dits amendements sont lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : “ Loi accordant des pouvoirs additionnels à la “ People's Telephone Company ” ; et les dits amendements sont lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : “ Loi amendant la loi con-

cernant le pont de péage sur la rivière Bécancourt, près de l'église de la paroisse de Bécancourt"; lesquels sont lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au Bill amendant la charte de la ville de Chicoutimi.

M. Petit propose, secondé par M. Lislois:—Que ces amendements soient maintenant lus la deuxième fois. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle le Chambre à considérer, en comité général, de nouveau le Bill (No 94) amendant le Code municipal; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Watts fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill ainsi modifié soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill amendant l'article 4529 des Statuts refondus; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Normand fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour examiner le Bill amendant la loi concernant les dentistes.

L'honorable M. Langelier propose, secondé par M. Champagne, et la motion étant soumise à la Chambre—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Béland propose, comme amendement, secondé par M. de Grosbois, —Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "le bill soit renvoyé à un comité général de cette Chambre, dans six mois, à dater d'aujourd'hui."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chauret,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron (Maskin)</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Stephens.—20.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Chênevert,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Bouffard.</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Rainville,</i>	<i>Weir.—27.</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Robidoux,</i>	

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La question principale étant proposée, il est

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Smith fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 8 mars 1900.

Trois heures P. M.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par l'honorable M. Nantel.—Quel est exactement, à cette date, le montant payé aux compagnies de chemins de fer par le gouvernement pour le rachat à 17.50 des derniers 35 cents pour subsides en terres à être convertis en argent ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—La somme de \$1,233,713.50.

Proposé par M. Nantel, secondé par l'honorable M. Hackett, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes correspondances, rapports et instructions concernant la distribution gratuite de livres d'écoles, dans cette province, ainsi que l'institution des concours tant sur le nombre nécessaire de ces livres que sur les matières diverses qu'ils devraient contenir, leur classification, graduation, etc.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la liste de tous les livres approuvés par le Conseil de l'Instruction publique, tant français qu'anglais, qui peuvent être mis à l'usage des élèves des écoles publiques de cette province.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes correspondances, rapports, pétitions concernant la mise à effet des résolutions du congrès de colonisation, tenu à Montréal en novembre 1898 ; également, copie de tout échange de correspondance au sujet de la colonisation, entre le département de la colonisation et M. L. O. David, ancien député, au courant de l'été dernier.

Proposé par l'honorable M. Hackett, secondé par l'honorable M. Nantel, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie des minutes du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, pour toutes réunions tenues depuis la dernière session.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, tous documents, mémoires ou protêts de la part des Universités McGill et "Bishop's College", au gouvernement ou à aucun de ses membres, ou au surintendant de l'Instruction publique ou au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, et tous et chacun des mémoires, correspondance, ou documents adressés par le gouvernement, l'un de ses membres, le surintendant de l'Instruction publique ou le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, à chacune des dites universités, depuis la dernière session de la Législature.

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute résignation de tout membre du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, depuis la dernière session.

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes résolutions ou recommandations, passées par le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, à propos de toutes et chacune des subventions accordées ou refusées aux universités McGill ou "Bishop's College", depuis la dernière session.

Résolu.—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, —Copie de tous les ordres en conseil passés, depuis la dernière session, à propos de la distribution de l'argent voté pour l'éducation.

Ordonné.—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

LEC L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 91) amendant le Code municipal ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que le comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill amendant de nouveau le Code Municipal.

M. Cardin propose, secondé par M. Cotton,—et la proposition étant soumise à la Chambre :—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général.

L'honorable M. Pelletier propose, en amendement, secondé par l'honorable M. Flynn :—Que M. l'Orateur ne quitte pas maintenant le fauteuil mais que ce bill soit renvoyé au comité de législation.

Et l'amendement étant soumis, il est résolu dans l'affirmative.

Ordonné.—Que le bill soit renvoyé au comité permanent de législation.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill concernant la qualification des membres du Conseil législatif ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 100) amendant l'article 599 du Code de procédure civile.

M. Lacombe propose, secondé par M. Lalonde :—et la question étant soumise à la Chambre :—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois ; la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, renvoyé à un comité général, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill amendant la loi électoral de Québec, 1895, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 97) amendant le Code de procédure civile ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Major fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No. 19) amendant l'article 599 du Code de procédure civile.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant l'ordonnance 3 Vict., chap. 31, intitulé : " Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet," et les divers actes et ordonnances qui l'amendent ;

M. Champagne propose, secondé par M. Laliberté, —et la proposition étant soumise à la Chambre :—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois ; la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité permanent de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant les corporations de ville.

M. Bickerdike propose, secondé par M. Weir,—et la question étant soumise à la Chambre:—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois; la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité permanent de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill du Conseil législatif, amendant la loi régissant les corporations de ville.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et remis à la prochaine séance, pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant l'article 5556 des Statuts refondus, relatif aux mauvaises herbes.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent d'agriculture, etc.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant l'article 769 du Code Municipal.

M. Chênevert propose, secondé par M. Chauret,—et la proposition étant soumise à la Chambre:—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois; la Chambre se divise et la question est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de législation.

Il est six heures, p.m., et conformément à l'ordre de la Chambre, celle-ci s'ajourne.

—

Huit heures p. m

Proposé par M. Girard, secondé par M. Petit, et--

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie de toute instruction donnée à E. Coulombe comme garde-forestier, depuis mai 1897;

2. Copie de tous rapports d'emploi de son temps et de tous comptes par lui fournis;

3. Etat indiquant le montant d'argent à lui payé.

Proposé par l'honorable M. Pelletier, secondé par l'honorable M. Flynn, et

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie d'une lettre adressée au Procureur Général, dans le courant de janvier dernier, par le docteur Bouillon, de la paroisse de Matane, au sujet d'un crime qui aurait été commis dans le village de Petit-Métis, il y a deux ans, ainsi que copies de toutes lettres, documents et correspondances à ce sujet, ainsi que de toute enquête qui aurait été tenue par le magistrat du district, en rapport avec cette affaire.

Proposé par M. Girard, secondé par M. Petit, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—1. Copie de toute instruction donnée à Louis Collard, comme garde-feu depuis mai 1897.

2. Copie de tous comptes envoyés par lui au gouvernement à quelque titre que ce soit.

3. Etat indiquant les montants d'argent à lui payés depuis cette date.

L'honorable M. Flynn propose, secondé par l'honorable M. Pelletier, et il est

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—1. Une copie de tous arrêtés en conseil en vertu de la loi 62 Victoria, chapitre 31, concernant la police provinciale ;

2. Copie de la liste de tous les officiers du corps de police nommés en vertu de la dite loi, mentionnant la date de leur nomination, leur rang et traitement respectifs ;

3. Copie de tous ordres ou instructions donnés par le Procureur-Général en vertu des articles 2851, 2852, 2853 et 2854 de la dite loi.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance, de tous rapports et de toutes décisions du commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, depuis deux ans, au sujet de la révocation de la vente du lot No 12, rang A du township de Percé ; et de la revente de ce lot à James Colin, fils de Thomas et à Joseph Colin, fils de Charles.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill autorisant Oswald-Sylvio Métivier à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec ;

Bill octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, dans le comté de Lévis ;

Bill constituant en corporation " The Montreal Day Nursery " ;

Et bill concernant la municipalité du village de Villeray.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill amendant la charte de la cité de Saint-Henri, avec des amendements pour lesquels il demande son concours.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au Bill intitulé : " Loi amendant la charte de la cité de Saint-Henri "; lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Ordonné,—Que M. Gouin ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. Chicoyne propose, secondé par M. Bouffard,—qu'il soit résolu :—Que, dans l'opinion de cette Chambre, l'œuvre de la colonisation serait grandement favorisée si la loi concernant les terres de la Couronne était amendée, de manière à conférer au gouvernement le pouvoir de concéder gratuitement aux colons les lots sur lesquels le bois marchand a été enlevé par les propriétaires de limites.

Un débat s'élève.

M. Marion propose, secondé par M. Dufresne, et il est—

Ordonné,—Que le débat soit ajourné.

La Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement de l'honorable M. Robidoux à la motion de M. Blanchard, que " dans l'opinion de cette Chambre, il est à propos d'abolir les conseils de comté, et de les remplacer de la manière suivante :

1. Pour le règlement des différends qui s'élèvent entre les municipalités locales, par des arbitres nommés par les municipalités intéressées.

2. Pour les ventes des immeubles pour taxes et cotisations, par le conseil local.

3. Pour les fins de comté, par trois délégués élus annuellement par les conseils des municipalités locales des comtés."

Lequel amendement se lit comme suit : Que le projet de résolution contenu dans la motion soit renvoyé au comité du Code municipal, pour étude, en rapport avec la refonte du Code dont le comité est chargé.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin.

Vendredi, 9 mars 1900.

Du consentement unanime de la Chambre, l'amendement proposé est retiré.

Alors, la motion principale est soumise à la Chambre qui se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Blanchard,</i>	<i>Chênevert,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Latiberté,</i>	<i>Rocheleau.—11.</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Major,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Décarie</i>	<i>Girard,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Maskin.)</i>	<i>Duffy,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Cotton,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Weir.—41.</i>
<i>D'Auteuil,</i>			

Ainsi, la motion est rejetée.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Vendredi, 9 mars 1900.

L'honorable M. Robidoux, du comité de législation, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement :

Bill amendant la loi concernant les corporations de villes.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a adoptés avec plusieurs amendements :

Bill amendant l'article 768 du Code municipal ;

Et bill incorporant et régularisant les compagnies commerciales.

Votre comité a aussi examiné le bill amendant de nouveau le Code municipal, et l'a rejeté."

Ordonné,—Que l'honorable M. Marchand, ait la permission de présenter un bill validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux, et il est

Résolu,—Que cette Chambre se formera en comité général, à la prochaine séance, pour considérer la résolution concernant certaines compagnies d'assurance.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux, qu'il soit

Résolu,—Que dans l'opinion de cette Chambre, il est désirable que la composition de la Législature de cette province soit modifiée par l'abolition du Conseil législatif.

L'honorable M. Flynn propose en amendement, secondé par l'honorable M. Pelletier :—Que tous les mots après " que " dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est satisfaite de la constitution qui régit cette Province qui est calquée sur celle de la Grande-Bretagne, et elle ne désire pas d'innovations du genre de celle proposée, lesquelles ne pourraient avoir d'autre effet que de mettre en péril les institutions qui nous régissent au grand détriment de notre Province, comme partie intégrante de la Confédération Canadienne."

M. Tellier propose, comme sous-amendement, secondé par l'honorable M. Atwater, que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement :

" Cette Chambre étant du reste d'opinion que l'expérience a démontré l'utilité et la nécessité même du Conseil législatif, comme seconde branche de la Législature."

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Déchène, et il est—

Ordonné, — Que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à six heures moins dix minutes p. m., elle s'ajourne jusqu'à 8 heures p. m., aujourd'hui.

Huit heures P. M.

M. l'Orateur informe l'Assemblée législative que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill ratifiant une convention conclue entre la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique et la compagnie électrique de Hull.

Et bill autorisant William Sutherland à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, après examen.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande son concours, savoir :

Bill amendant la charte de la Compagnie Hypothécaire.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Loi amendant la charte de la Compagnie Hypothécaire", lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, — Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. Garneau, du comité permanent de l'Agriculture, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné le bill amendant l'article 5556 des Statuts refondus relatif aux mauvaises herbes, et a l'honneur de le rapporter avec amendements.

L'honorable M. Guerin propose, secondé par M. Garneau, et avec le consentement unanime de la Chambre, il est—

Résolu, — Que les règles de la Chambre soient suspendues en ce qui concerne la pétition de la "Montreal Trust and Deposit Coy".

Et la dite pétition est lue et reçue.

Ordonné, — Que l'honorable M. Guerin, ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la "Montreal Trust and Deposit Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre reprend le débat sur le sous amendement de M. Tellier à l'amendement de l'honorable M. Flynn fait à la motion de l'honorable M. Marchand au sujet de la résolution relative à l'abolition du Conseil législatif.

Et le débat se continuant,—

M. Plante propose, secondé par l'honorable M. Pelletier, et il est

Ordonné,—Que le débat soit, de nouveau, ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Samedi, 10 mars 1900

Onze heures A. M.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill amendant la loi concernant les corporations de ville; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Watts fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill concernant l'incorporation et l'administration des compagnies commerciales; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Watts fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill amendant l'article 5556 des Statuts refondus relatif aux mauvaises herbes; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur

reprend le fauteuil et M. Bouffard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois

Résolu : Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill amendant l'article 769 du Code municipal ; et, après avoir siégé quelque temps.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bouffard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant la loi concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières.

M. Gouin propose, secondé par M. Watts,—et la proposition étant soumise à la Chambre :—Que le bill soit maintenant lu la deuxième fois ; la chambre se divise et la question est résolue affirmativement.

Le bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se constitue immédiatement en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Smith fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ordonné,—Que M. Gouin ait la permission de présenter un bill amendant l'article 1126 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. D'Auteuil ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 867 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

M. Weir propose, secondé par M. Bickerdike, et il est

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill constituant en corporation "The Montreal Day Nursery," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, attendu qu'il s'agit d'une institution de charité.

L'honorable M. Guerin propose, secondé par l'honorable M. Duffy, et il est

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill constituant en corporation "The Catholic Sailors' Club," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

M. Béland propose, secondé par M. Smith, et il est

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Georges, district de Beauce, à dresser un nouvel acte de cotisation, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'il s'agit d'une fabrique pauvre et endettée.

M. Allard propose, secondé par M. Blanchard, et il est

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre:—Copie de la correspondance et des pétitions se rapportant au parachèvement de la construction du chemin de fer de la Rive Sud, depuis la dernière session.

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Déchène, et il est

Résolu,—Que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle le soit jusqu'à lundi prochain, à 3 heures P. M.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à onze heures et demie, a. m., s'ajourne.

Lundi, 12 mars 1900.

Trois heures P. M.

L'honorable M. Robidoux dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 5 mars 1900, pour tous ordres en conseil, correspondance, documents relatifs à la destitution d'Antoine Gagnon, agent des bois et forêts, et son remplacement par J. S. Doucet, avocat.

(Document de la session No 85.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 26 février 1900, pour la correspondance entre Jos. Audet, Etienne Coulombe, George Patoine et Jean St-Pierre, de St-Gédéon du Lac St-Jean, et le Secrétaire provincial ou tout autre ministre, à quelque titre que ce soit, depuis le premier jour de juillet dernier.

(Document de la session No 86.)

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 12 février 1900, demandant la production d'un état détaillé de la somme de \$50,881.58, mentionnée dans l'état des recettes et paiements de la province de Québec, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, de la manière suivante: " Fonds des écoles élémentaires, en vertu de l'acte 60 Victoria, ch. 3 ", avec copie de tous arrêtés en conseil et de tous rapports ou recommandations du surintendant de l'Instruction publique, relatifs à telles dépenses.

(Document de la session No 87.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 mars 1900, pour copie de toutes correspondances, rapports et instructions concernant la distribution gratuite de livres d'écoles dans cette province, ainsi que l'institution des concours, tant sur le nombre nécessaire de ces livres que sur les matières diverses qu'ils devraient contenir, leur classification, graduation, etc.

(Document de la session No 88.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 mars 1900, pour copie de toutes correspondances et de tous documents concernant le louage de la grève, en front du lot No 112 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie, et concernant spécialement le bail de M. Alphonse Letellier.

(Document de la session No 89.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 février 1900. pour copie de toutes correspondances, documents se rattachant à l'annulation de la vente du lot No 5, dans le rang rivière Mailloux, faite d'abord à Joseph Goulet, et à la concession du dit lot, postérieurement, à François Larochelle, de Saint-Philémon.

(Document de la session No 90.)

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 12 février 1900, demandant copie de l'ordre en conseil, destituant

Jean-Baptiste Gérin Lajoie, comme agent des biens des Jésuites, pour la seigneurie du Cap-de-la-Magdeleine, ainsi que copie de toutes requêtes, déclarations solennelles, affidavits, et de tous autres documents se rattachant à la dite destitution. *Document de la session No 91.)*

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 8 mars 1900, demandant copie de toutes correspondances, rapports, pétitions concernant la mise à effet des résolutions du congrès de colonisation, tenu à Montréal, en novembre 1898; également copie de toute échange de correspondance au sujet de la colonisation et M. L.-O. David, ancien député, au courant de l'été dernier.—*Document de la session No 92.)*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 février 1900, pour copie de tous rapports, requêtes et correspondance au sujet de la révocation de la vente du lot No 23, 5e rang du township Thetford, et au sujet de la revente de ce lot. *Document de la session No 93.)*

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 février 1900, pour un état détaillé de la somme de \$42,354.00 pour "Dépenses contingentes," sous le titre "Gouvernement civil" dans l'état des recettes et paiements, de la province, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900.

(Document de la session No 94.)

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill intitulé : "Loi conférant certains pouvoirs à la compagnie d'assurance mutuelle du Canada contre le feu", pour lequel il demande son concours.

L'honorable M. Nautel propose, secondé par l'honorable M. LeBlanc, et il est

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif conférant certains pouvoirs à la compagnie d'assurance mutuelle du Canada contre le feu, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer une résolution proposée concernant certaines compagnies d'assurance.

L'honorable M. Marchand informe, alors, la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité général.

(EN COMITÉ.)

Résolu.—Qu'au lieu de la taxe imposée par l'article 1145 des Statuts refondus, chaque compagnie d'assurance faisant des affaires dans cette province sous son nom ou par l'entremise d'un agent, sauf les compagnies d'assurance mutuelle reconnues ou établies en vertu des dix-septième et dix-huitième sections du chapitre troisième du titre onzième des Statuts refondus, doit payer chaque année, si c'est une compagnie d'assurance sur la vie, une taxe de un pour cent, et si c'est une compagnie d'assurance de tout autre genre, une taxe de deux tiers de un pour cent, calculée dans les deux cas, sur le montant brut des primes, tant reçues que devenues dues pour les assurances principales ou les réassurances contractées ou renouvelées par telle compagnie dans la province, pendant l'année de calendrier précédente ; que, toutefois, dans le cas de réassurance, la compagnie principale est exemptée de la dite taxe sur la partie de la prime payée à la compagnie réassureur, si cette dernière fait affaires dans cette province ; et, si la compagnie réassureur n'y fait pas affaires, la compagnie principale doit payer la taxe sur le montant total de la prime ; que, dans le cas d'assurance contractée par l'entremise d'un agent ou d'un courtier, cet agent ou courtier sera obligé de payer la même taxe que si l'assurance contractée par lui l'avait été par une compagnie faisant affaires dans la province.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné.—Que ce rapport soit maintenant reçu.

M. Robitaille rapporte alors la résolution qui est lue comme suit :

Résolu.—Que au lieu de la taxe imposée par l'article 1145 des Statuts refondus chaque compagnie d'assurance faisant des affaires dans cette province sous son nom ou par l'entremise d'un agent, sauf les compagnies d'assurance mutuelle reconnues ou établies en vertu des dix-septième et dix-huitième sections du chapitre troisième du titre onzième des Statuts refondus, doit payer chaque année, si c'est une compagnie d'assurance sur la vie, une taxe de un pour cent, et si c'est une compagnie d'assurance de tout autre genre, une taxe de deux tiers de un pour cent, calculée dans les deux cas, sur le montant brut des primes, tant reçues que devenues dues pour les assurances principales ou les réassurances contractées ou renouvelées par telle compagnie dans la province, pendant l'année de calendrier précédente ; que, toutefois, dans le cas de réassurance, la compagnie principale est exemptée de la dite taxe sur la partie de la prime payée à la compagnie réassureur, si cette dernière fait affaires dans cette province ; et, si la compagnie réassureur n'y fait pas affaires, la compagnie principale doit payer la taxe sur le montant total de la prime ; que, dans le cas d'assurance contractée par l'entremise d'un agent ou d'un courtier, cet agent ou courtier sera obligé de payer la même taxe que si l'assurance contractée par lui l'avait été par une compagnie faisant affaires dans la province.

Ordonné,—Que la dite résolution soit lue une seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture de certaines résolutions rapportées du comité général, mercredi le 7 mars courant, concernant le fonds de bâtisses et des jurés et les ventes sur exécution par le shérif.

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Marchand et la question étant posée par M. l'Orateur, que ces résolutions soient maintenant lues une seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ces résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

Ordonné,—Que leur considération ultérieure soit remise à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur le sous-amendement de M. Tellier à l'amendement de l'honorable M. Flynn fait à la motion proposée, vendredi le 9 mars : qu'il soit résolu : —Que dans l'opinion de cette Chambre, il est désirable que la composition de la Législature de cette Province soit modifiée par l'abolition du Conseil législatif.

Et le débat se continuant,—

L'honorable M. Atwater propose, secondé par l'honorable M. Hackett, et il est

Ordonné,—Que le débat soit, de nouveau, ajourné.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Girard.—1. Etienne Coulombe, qui a été nommé en 1897 juge de paix et garde-forestier, est-il le même homme qui a été poursuivi par le gouvernement Mercier pour fraude, dans des paie-listes présentées par lui au gouvernement, pour coût d'une construction de chaloupe, et contre lequel un *true bill* a été obtenu ?

2. Ce monsieur est-il encore juge de paix et garde-forestier ?

3. Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui induisent le gouvernement à maintenir cet homme en fonctions ?

4. Le gouvernement a-t-il reçu des demandes de sa destitution et pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. M. Etienne Coulombe a été nommé juge de paix le 9 mars 1898. C'est ce M. Coulombe contre lequel un *true bill* a été trouvé ; mais, le 5 février 1891, le procureur général a transmis à M. L. Alain, avocat à Chicoutimi, son substitut, un *nolle prosequi*. Le procureur général du gouvernement subséquent n'a pas donné effet à ce *nolle prosequi*.

2. M. Coulombe est juge de paix, mais a cessé d'être employé comme garde-forestier depuis le 30 novembre 1899.

3. Les recommandations qui ont été faites de le nommer.

4. Le gouvernement a reçu de M. Joseph Girard, M. P. P., une demande, par lettre en date du 2 mars 1899, de destituer M. Coulombe pour certaines raisons contenues dans cette lettre.

Par M. D'Auteuil.—Des 298 lots concédés par le département des Terres, en 1899, dans la région du Lac-St-Jean, combien ont été vendus à des colons déjà établis au Lac-St-Jean, et combien à des personnes étrangères à cette région ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—Il est impossible de donner le renseignement demandé, parce que les agents des terres dans leurs retours au département, n'indiquent pas l'endroit d'où viennent les colons, à qui ils ont concédé les lots.

Par M. d'Auteuil.—1. Une réserve de terre au Lac-St-Jean, a-t-elle été accordée à une société de colonisation ?

2. Dans l'affirmative, quel est le nom de cette société ?

3. A quelle date a été faite cette réserve ?

4. Cette société a-t-elle fait rapport du nombre de colons établis sur cette réserve ?

5. Dans l'affirmative, quel est ce nombre ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. Oui ; 2. La société de colonisation et de rapatriement du Lac-Saint-Jean ; 3. le 19 octobre 1898 ; 4. Non ; 5. Non.

L'honorable M. Langelier propose, secondé par M. Robitaille, et il est *Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—1. Copie de toute proposition à l'effet d'établir des abattoirs dans cette province ; 2. Les noms de ces personnes ou compagnies ; 3. La date de leur proposition et la nature de celle-ci.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robitoux, et il est

Résolu,—Que cette Chambre s'ajourne, maintenant.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à six heures moins dix minutes P. M., s'ajourne.

Huit heures P. M.

Ordonné,—Que l'honorable M. Atwater ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant l'inspection des compagnies d'assurance.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, la première fois et remis à la prochaine séance pour sa seconde lecture.

M l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill constituant en corporation la compagnie de gaz, électricité et pouvoir ;

Et bill amendant la charte de la ville de Saint-Louis.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi constituant en corporation la compagnie de gaz, électricité et pouvoir " ; lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi amendant la charte de la ville de St-Louis " ; et les amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné --Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, les résolutions rapportées du comité général, mercredi le 7 mars courant, concernant le fonds de bâtisses et des jurés et les ventes sur exécution par le shérif.

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Marchand,—et la question étant soumise par M. l'Orateur :— Que cette Chambre concoure, maintenant, dans les dites résolutions,—La Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

En conséquence, les résolutions sont agréées.

Ordonné.—Que l'honorable M. Robidoux ait la permission de présenter un Bill concernant le fonds de bâtisses et des jurés et les ventes sur exécution par le shérif.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour la seconde lecture.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur le sous-amendement de M. Tellier à l'amendement de l'honorable M. Flynn fait, le 9 mars dernier, à la motion de l'honorable M. Marchand ; Qu'il soit résolu :—Que dans l'opinion de cette Chambre, il est désirable que la composition de la Législature de cette Province soit modifiée par l'abolition du Conseil législatif.

Et le débat se continuant,—

M. Bouffard propose, secondé par M. Ball,—et il est

Ordonné.—Que ce débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 13 mars 1900

Trois heures p. m.

M. Tessier (Rimouski), du comité des bills privés, présente à la Chambre le vingtième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill—Loi amendant de nouveau la charte de la “ Montreal Trust and Deposit Company,” et a l'honneur de le rapporter sans amendement.”

L'honorable M. Robidoux, du comité de législation, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité qui se lit ainsi qu'il suit :

" Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de faire rapport qu'il les a rejetés, savoir :

Bill (No 19) amendant l'article 599 du Code de procédure civile ;

Et bill (No 147) amendant l'ordonnance, 3 Victoria, chapitre 31, intitulé : " Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans les voisinages de la cité de Montréal, et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet, et les divers actes et ordonnances qui l'amendent."

M. Dessaulles, du comité spécial nommé pour étudier et faire rapport sur l'opportunité d'adopter une législation enlevant aux corporations municipales le pouvoir de subventionner les entreprises industrielles, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité s'est efforcé de recueillir les renseignements nécessaires à l'accomplissement de la mission que la Chambre lui a confiée par sa résolution du 31 janvier.

Conformément à l'autorisation obtenue de cette Chambre, le 6 février, une circulaire fut adressée à tous les maires de la Province, les priant de répondre à une série de questions posées par votre comité.

Une copie de cette circulaire accompagne le présent rapport, comme annexe No 1. Votre comité recommande que cet annexe, de même que celles ci-après mentionnées, soient conservées dans les archives pour référence.

Plus de 600 maires se sont rendus à la demande du comité et, en général, leurs réponses dénotent une haute intelligence des affaires et un grand dévouement à la chose publique. En parcourant ces documents, on est heureux de constater que, sauf de rares exceptions, les corporations municipales savent placer à leur tête des fonctionnaires dignes et compétents.

Toutes ces réponses ont été classées par comtés et mises en liasse comme annexe No 2 du présent rapport. Elles forment un dossier intéressant à consulter.

L'annexe No 3 fait connaître, d'une manière aussi précise que notre système de statistiques peut le faire espérer, le chiffre de la dette collective des municipalités en cette Province. On voit que cette dette, en y comprenant celles des cités, villes, comtés et municipalités locales, s'élève à \$45,528,038.19.

Les subventions accordées aux entreprises industrielles n'ont contribué que dans une proportion relativement limitée, à la création de cette dette. Comme on peut le voir par l'annexe No 4, le montant total de telles subventions ne dépasse guère un million de piastres et ce sont surtout les villes (à part Montréal et Québec) qui se sont endettées pour cette fin.

En étudiant les statistiques municipales, telles que fournies au secrétaire de la Province, votre comité a constaté qu'il existe de grandes lacunes dans les renseignements transmis par les secrétaires-trésoriers. Un grand nombre d'entre eux ne répondent pas du tout à la circulaire officielle qui leur est adressée en décembre, chaque année ; d'autres ne transmettent que des réponses incomplètes. Le texte de cette circulaire accompagne le présent rapport comme annexe No 5.

Des mesures devraient être prises pour obtenir des renseignements plus précis, non seulement des corporations régies par le Code municipal, mais encore des corporations de cités et de villes. Il est désirable que les hommes préposés à l'administration du pays soient mis en état de bien connaître tout ce qui concerne notre régime communal.

Quant à l'opportunité d'enlever aux corporations municipales le pouvoir de subventionner les entreprises industrielles, votre comité constate que les opinions sont passablement partagées chez les représentants des diverses localités.

L'annexe No 6 donne une liste nominative des municipalités, dont les maires demandent, soit la suppression du droit de subventionner, soit son maintien, ou soit de plus amples restrictions à la loi actuelle.

Les citoyens de certains endroits nous ont transmis, de leur propre mouvement, des mémoires spéciaux qui contredisent les vues exprimées par leurs maires : la chose s'est produite notamment pour Longueuil et Lachine.

D'après les faits signalés à notre attention, il est évident que le système des subventions municipales est loin d'avoir été partout mis en pratique avec des résultats similaires. Il a été couronné de succès dans quelques localités, tandis que dans d'autres il a été une source d'abus et de déceptions.

C'est principalement durant les premières années que l'usage des bonus fut introduit, qu'il a donné lieu aux plus graves mésaventures.

Nous constatons que la tendance la plus commune, en ces derniers temps, est d'aider les nouvelles industries en promettant tant par cent sur le montant des salaires à être payés aux travailleurs des usines projetées. Ce genre de subsides n'étant versé qu'au fur et à mesure qu'il est gagné, il ne saurait y avoir de pertes pour les contribuables, et il ne saurait non plus y avoir d'augmentations de la dette civique, vu que le paiement de tels subsides peut s'effectuer à même les revenus annuels de la corporation.

Votre comité est d'avis que cette question de la prohibition des bonus municipaux est d'une très grande importance et mérite d'être sérieusement étudiée en vue de la prochaine réunion de cette législature.

Que la loi actuelle soit amendée dans le sens d'une plus ample restriction, ou que la loi prohibitive d'Ontario soit appliquée à notre province, il est désirable qu'un changement quelconque ait lieu.

Votre comité regrette de constater que le statut passé à notre dernière session (62 Vict., ch. 41), pour empêcher les municipalités de subventionner les industries qui déménagent d'un endroit à l'autre, soit resté lettre morte, et que les promoteurs de bonus, en pareils cas, aient trouvé moyen de l'éluder.

Une loi analogue avait été adoptée par la législature d'Ontario en 1888 (annexe No 7), mais n'eut guère de résultats plus satisfaisants et, en 1892, la même législature enleva complètement aux corporations municipales le droit de subventionner les industries.

Néanmoins, tout en prohibant les subventions, les législateurs d'Ontario eurent soin de protéger les droits acquis et les matières pendantes. Un bill spécial (annexe No 8), fut passé à cet effet, et ses dispositions pourront probablement être utilement consultées par cette Chambre en temps et lieu.

La prohibition établie dans Ontario, en 1892, s'étendait même aux exemptions de taxes en faveur des manufactures ; mais, par une législation de 1897, il fut permis aux municipalités d'accorder telle exemption pourvu qu'elle fut votée par les deux tiers des membres du conseil.

Enfin à la dernière session, tenue à Toronto (1899), une loi fut passée (Annexe No 9), pour soumettre telle exemption à l'approbation des deux tiers des électeurs municipaux.

Des subventions municipales ont été accordées aux industries d'Ontario, depuis 1892 ; mais, dans chaque cas, on a dû recourir à la législature de Toronto et obtenir un bill privé.

Nous avons cru que cette courte esquisse sur la législation qui régit la province sœur, en fait de subsides municipaux, avait sa place marquée dans le présent rapport.

Votre comité aime à croire que les renseignements qu'il a obtenus offriront une source de consultations profitables et qu'à la prochaine session, cette Chambre pourra aborder, en pleine connaissance de cause l'importante question soulevée par l'honorable député de Wolfe."

La Chambre, suivant l'ordre du jour, reprend le débat ajourné sur le sous-amendement de M. Tellier à l'amendement proposé par l'honorable M. Flynn, vendredi, le 9 mars courant, à la motion de l'honorable M. Marchand,—Qu'il soit résolu :—Que, dans l'opinion de cette Chambre, il est désirable que la composition de la Législature de cette Province soit modifiée par l'abolition du Conseil législatif.

Et le débat se continuant,—

L'honorable M. L. Blanc propose, secondé par l'honorable M. Pelletier, et il est

Ordonné,—Que débat soit de nouveau ajourné.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution rapportée du comité général, lundi, le 12 mars dernier, concernant certaines compagnies d'assurance.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robitoux,—et la proposition étant soumise à la Chambre :—Que la dite résolution soit maintenant lue la deuxième fois ;

L'honorable M. Pelletier propose en amendement, secondé par l'honorable M. Flynn,—Que tous les mots après " que," dans la motion soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est d'opinion que ces résolutions ont pour but d'augmenter les taxes sur ces assurances et indirectement sur la population de cette province, et par conséquent cette Chambre ne peut les adopter."

M. Duplessis propose, comme sous-amendement, secondé par M. Tellier, que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement :

" Cette Chambre étant d'opinion qu'au lieu d'augmenter les taxes, il faudrait s'appliquer à les réduire "

Et un débat s'élevant,—

M. Robitaille propose, secondé par l'honorable M. Langelier, et il est
Ordonné,—Que ce débat soit ajourné.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui.

Huit heures P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill suivant, avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill amendant l'article 4529 des Statuts refondus ;

Et bill autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre William James Enright, à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill concernant la paroisse de la Longue-Pointe ;

Et bill concernant le village de Beaurivage de la Longue-Pointe.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi concernant la paroisse de la Longue-Pointe ", lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi concernant le village de Beaurivage de la Longue-Pointe ", et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Déchène propose, secondé par l'honorable M. Turgeon, et il est

Résolu.—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant l'Exposition de Paris de 1900.

Résolu.—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant la Société d'industrie laitière de la province de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur le sous-amendement de M. Tellier :—" Cette Chambre étant du reste d'opinion que l'expérience a démontré l'utilité et la nécessité même du Conseil législatif, comme seconde branche de la Législature ", à l'amendement de l'honorable M. Flynn : " Cette Chambre est satisfaite de la constitution qui régit cette Province et qui est calquée sur celle de la Grande Bretagne, et elle ne désire pas d'innovations du genre de celle proposée, lesquelles ne pourraient avoir d'autre effet que de mettre en péril les institutions qui nous régissent, au grand détriment de notre Province, comme partie intégrante de la Confédération Canadienne ", le dit amendement fait à la motion proposée, vendredi, le 9 mars courant, dans les termes suivants :

Qu'il soit résolu que dans l'opinion de cette Chambre, il est désirable que la composition de la Législature de cette province soit modifiée par l'abolition du Conseil législatif.

Et la question étant soumise par M. l'Orateur, sur le sous-amendement, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Plante et</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Tellier—21.</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Nantel,</i>	
<i>Bissonnette,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	
<i>Bouffard,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron (Mask.),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Weir—38.</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Parent,</i>	
<i>Cherrier,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Robidoux,</i>	

Ainsi, le sous-amendement est rejeté.

Et la question étant soumise sur l'amendement à la motion principale, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bull,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Plante et</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—21.</i>
<i>Bouffard,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron (Mask.)</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Weir.—38.</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Dufresne,</i>		

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est alors soumise, et la Chambre se divise. Le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron (Mask.)</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Weir —38.</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Dufresne,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Plante et</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—21.</i>
<i>Bouffard,</i>			

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ordonné,—Que l'honorable M. Marchand ait la permission de présenter un Bill modifiant la constitution de la Législature de cette Province en ce qui concerne le Conseil législatif.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa seconde lecture.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mercredi matin.

Mercredi, 14 mars 1900.

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 31 janvier 1900, pour production d'un état détaillé des dépenses encourues et des sommes payées par la province de Québec pour services professionnels, frais de voyages et autrement, se rapportant à la cause des pêcheries soumise au Conseil privé et décidée par ce tribunal.

(Document de la session No 95.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 février 1900, pour copie de toutes requêtes, correspondances, documents se rattachant directement à la question des pêcheries de l'Île d'Orléans et concernant les droits de pêche et le mode de prélever ces droits.

(Document de la session No 96)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 février 1900, 1. Pour un état indiquant les baux, permis de pêche et permis spéciaux de pêche, accordés par le Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, pour la rive nord du Golfe Saint-Laurent, depuis la Pointe-des-Monts jusqu'aux limites de la Province, depuis la date du jugement du Conseil-Privé, savoir : du 26 de mai 1898, avec mention des personnes à qui ces baux ou permis ont été accordés, le nombre donné, le prix ou loyer, les sommes

payées jusqu'à présent et les eaux pour lesquelles tels baux ou permis ont été accordés.

2. Un état semblable en ce qui regarde les baux ou permis de pêche accordés par le ministre de la Marine et des Pêcheries, à Ottawa, pour les mêmes eaux, en autant que ces renseignements peuvent être en la possession du gouvernement de Québec ou peuvent être obtenus par lui.

3. Copie de toutes requêtes et de toute correspondance avec le Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries au sujet de ces différents baux ou permis de pêche.
(Document de la session No 97.)

Réponse à une adresse à Son Honneur le lieutenant-Gouverneur, en date du 14 février 1900, demandant copie des ordres-en-conseils, de la correspondance mémoires et de tous autres documents se rapportant aux difficultés survenues entre MM. Pierre Simard, marchand, de la ville de St-Jérôme, Joseph LaRocque, commis, de Labelle, et Louis Paradis, colon de Labelle, dans le comté d'Ottawa, d'une part, et Paul-Emile Forget, aussi de Labelle, d'autre part, au sujet des lots Nos 8 et 9, du rang H du canton Joly, dans le comté d'Ottawa.

(Document de la session No 98)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 mars 1900, pour copie de la liste de tous les livres approuvés par le Conseil de l'Instruction publique, tant français qu'anglais, qui peuvent être mis à l'usage des élèves des écoles publiques de cette province.

(Document de la session No 99.)

Et, réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 mars courant pour copie des minutes du comité protestant du conseil de l'Instruction publique, pour toutes réunions tenues depuis la dernière session.

(Document de la session No 100.)

Et la Chambre, ayant continué de siéger jusqu'à minuit et dix minutes, s'ajourne à cet après-midi.

Mercredi, 14 mars 1900.

Trois heures P. M.

M. Tessier (Rimouski), du comité des bills privés, présente à la Chambre le vingt et unième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill K du Conseil législatif.—“ Loi conférant certains pouvoirs à la Compagnie d'Assurance mutuelle du Canada contre le feu ”, auquel il a fait un amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre ”.

L'honorable M. Robidoux, du comité de législation, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité qui se lit ainsi qu'il suit :

"Votre comité a examiné le bill du Conseil législatif.—"Loi amendant l'article 3560a des Statuts refondus", et l'a adopté sans amendement."

L'honorable M. Robidoux, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 mars 1900, pour copie de toute correspondance, tous documents, mémoires ou protêts de la part des Universités McGill et Bishop's College, au gouvernement où à aucun de ses membres, ou au surintendant de l'Instruction publique, ou au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, et tous et chacun des mémoires, correspondance, ou documents adressés par le gouvernement, l'un de ses membres, le surintendant de l'Instruction publique ou le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, à chacune des dites universités, depuis la dernière session de la Législature.

(Document de la session No 101)

Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 8 mars 1900, pour copie de toute résignation de tout membre du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, depuis la dernière session.

(Document de la session No 102.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 mars 1900, pour copie de toutes résolutions ou recommandations, passées par le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, à propos de toutes et chacune des subventions accordées ou refusées aux universités McGill et Bishop's College, depuis la dernière session.

(Document de la session No 103.)

Et, réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 8 mars 1900, demandant copie de tous les ordres-en-conseil passés depuis la dernière session, à propos de la distribution de l'argent voté pour l'éducation.

(Document de la session No 104.)

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill amendant de nouveau la charte de la "Montreal Trust and Deposit Company".

L'honorable M. Guerin propose, secondé par M. Champagne—et la question étant posée: que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu, à la prochaine séance de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre procède à la considération ultérieure de la résolution suivante, rapportée du comité des subsides, le 6 mars courant, et qui avait alors été ajournée, et elle est lue, une seconde fois, comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux cercles agricoles et comme encouragement à l'agriculture en général et pour améliorer les chemins ruraux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Cette résolution est agréée.

L'ordre du jour appelle la Chambre, de nouveau, en comité des subsides.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux—et la proposition étant soumise : que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Tellier propose en amendement, secondé par M. Marion : Que tous les mots après " que " soient retranchés et remplacés par les suivants :

Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais regrette de constater que le parti maintenant au pouvoir a failli généralement à tous les engagements solennels qu'il a pris lorsqu'il était dans l'opposition, et spécialement en ce qui regarde la diminution des dépenses ordinaires du gouvernement.

Cette Chambre constate en effet que le 21 décembre 1896, page 212 des journaux de cette Chambre, M. Déchêne, maintenant Commissaire de l'Agriculture, soumit à la Chambre une proposition regrettant que les dépenses ordinaires, sous l'administration conservatrice, depuis 1893 à 1896 inclusivement, eussent été comme suit :

1893.....	\$3,932,258 75
1894.....	3,876,990 83
1895.....	4,043,228 43
1896.....	4,041,221 66

faisant une moyenne, d'après lui, de \$3,978,424.91 ; et cependant, d'après les comptes publics pour l'année expirée le 30 juin 1899, les dépenses ordinaires sous le gouvernement actuel, telles qu'elles apparaissent aux dits comptes, s'élèvent à \$4,201,023.21, faisant une augmentation de \$159,801.55 sur l'année 1896 et une augmentation de \$222,598.30 sur la moyenne donnée ci-dessus des quatre années d'administration conservatrice de 1893 à 1896 inclusivement.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé les noms sont inscrits comme suit :

Pour :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton.</i>
<i>Ball,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pelletier et</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Tellier—18.</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	
<i>Chicoyne,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Nantel,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Co'ton,</i>	<i>Gillies,</i>	<i>Marchand,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dechéne.</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>D^r Grosbois,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delan'cy,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Champagne.</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Listois,</i>	<i>Weir—36.</i>

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Alors la motion principale étant soumise, il est

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, en comité des subsides ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bickerdike fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Résolu,—Que ce comité se forme de nouveau en comité des subsides, à la prochaine séance.

Et à six heures p. m., la Chambre est ajournée jusqu'à huit heures, par M. l'Orateur.

Huit heures P. M.

Ordonné,—Que M. Girard ait la permission de présenter un Bill à l'effet d'abroger la loi obligeant les municipalités à payer la moitié du coût de l'entretien des aliénés dans les asiles.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour la seconde lecture.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux, et

Résolu,—Qu'à partir de vendredi, le 16 mars inclusivement, il y ait trois séances par jour ; la première de 10.30 heures a. m., à 1 heure p. m., la deuxième de 3 heures à 6 heures p. m. ; et la troisième de 7 heures p. m. jusqu'à l'ajournement de la Chambre, et que les mesures du gouvernement aient préséance à chacune de ces séances.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné, mardi, le 13 mars courant, sur le sous-amendement de M. Duplessis à l'amendement de l'honorable M. Pelletier fait à la motion de l'honorable M. Marchand demandant que la "résolution concernant certaines compagnies d'assurance" soit maintenant lue une deuxième fois."

Lequel amendement était : que tous les mots après "que" dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est d'opinion que la résolution concernant certaines compagnies d'assurance a pour but d'augmenter les taxes sur ces assurances et indirectement sur la population de cette province, et, par conséquent, cette Chambre ne peut l'adopter".

Le sous-amendement de M. Duplessis se lisait comme suit : " que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement :

" Cette Chambre étant d'opinion qu'au lieu d'augmenter les taxes, il faudrait s'appliquer à les réduire."

Et la question étant posée sur le sous-amendement, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.</i> —17.
<i>Chicoyne,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Dessaultes,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Weir.</i> —35.
<i>Chénévert,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Parent,</i>	

Ainsi, le sous-amendement est rejeté.

Et l'amendement étant proposé; M. Robitaille propose en sous-amendement, secondé par M. Watts, que tous les mots après " que " dans l'amendement proposé soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Cette Chambre, en votant les résolutions soumises, désire exprimer sa satisfaction de constater que sans augmenter les impôts sur les contri-

buables en général. la mesure présentée repartit plus équitablement la taxe imposée avant l'arrivée au pouvoir du présent gouvernement, sur les compagnies d'assurance qu'elle affecte."

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit.

Jendredi, 15 mars 1900.

Et la question étant posée sur le sous-amendement, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Robiloux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Clapperton</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Turgeon</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Weir.—34.</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Doris,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Athwater,</i>	<i>D'Autueil.</i>	<i>Girard,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Bull,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Plante et</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—16.</i>

Ainsi le sous-amendement est adopté.

Alors, la motion principale, ainsi amendée, étant soumise par M. l'Orateur, la Chambre se divise, et le vote étant demandé les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Caron, (Matane),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Weir.—34.</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Doris,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Plante et</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—16.</i>

Ainsi, la motion principale est résolue dans l'affirmative.

La résolution est, en conséquence, lue la seconde fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill modifiant la constitution de la Législature de cette province en ce qui concerne le Conseil législatif.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux—et la question étant posée ; que ce bill soit maintenant lu la seconde fois,—

Un débat s'élève.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux, et il est

Ordonné,—Que ce débat soit ajourné.

Et la Chambre, ayant continué de siéger jusqu'à minuit et quarante-cinq minutes, s'ajourne.

Jeudi, 15 mars 1900.

Trois heures P. M.

M. Champagne, du comité spécial sur les Caisses Rurales, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a longuement étudié le bill No 81.—“ Loi constituant les Caisses Rurales ” et mûrement considéré l'opportunité de sa mise en force dans notre Province.

Comme il paraît s'être élevé certains doutes sur la constitutionnalité de cette mesure, votre comité s'est fait un devoir de consulter plusieurs autorités légales à ce sujet, et il en est venu à la conclusion que les associations mutuelles de crédit agricole, que le bill tend à réglementer, n'offrent aucun caractère qui puisse les faire assimiler aux banques contrôlées par le pouvoir fédéral.

Les Caisses Rurales, telles que projetées, ne sont que de simples sociétés en nom collectif, dont notre Code civil et nos Statuts provinciaux autorisent déjà l'existence.

Votre comité est d'avis que la classe agricole, et spécialement les gens peu fortunés parmi les travailleurs du sol, pourraient trouver de grands avantages dans l'établissement des Caisses Rurales.

Comme l'auteur du bill l'a suggéré lui-même, il est désirable que son adoption finale soit remise à la prochaine session de la Législature. Une mesure aussi importante et qui offre un cachet de nouveauté si prononcé, en autant que ce pays est concerné, mérite en effet d'être laissée pendant quelque temps devant le public, pour permettre aux journaux, aux conférenciers et aux amis de l'agriculture en général de lui donner le concours de leurs suggestions.

Votre comité demande la permission spéciale de continuer à étudier cette question du crédit rural, pendant la vacance, et même, de se réunir à cette fin, pourvu bien entendu qu'il n'en résulte aucune dépense pour la Province.

Le président de votre comité ayant manifesté son intention de visiter l'exposition universelle de Paris, ses collègues l'ont spécialement chargé d'étudier les œuvres de mutualité agricole en France."

M. de Grosbois, du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill amendant la charte de la compagnie de chemin de fer du Saint-Laurent et du Nord-Ouest, et a l'honneur de faire rapport qu'il l'a rejeté."

Ordonné,—Que M. Roy ait la permission de présenter un bill amendant la loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu dans les comtés.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour sa seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par l'honorable M. Langelier —1. Quel était le nom de l'avocat qui représentait le gouvernement dans la pétition de droit de la Banque Jacques-Cartier vs. La Reine, numéro 1273 de la Cour Supérieure, pour le district de Québec, en 1893 ?

2. Quel montant le gouvernement a-t-il payé à cet avocat, à quelque titre que ce soit, en rapport avec cette cause ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. Charles Darveau, C. R.
2. \$1,083 76.

Par l'honorable M. Langelier.—1. Quel était le nom de l'avocat du gouvernement dans la pétition de droit de la Waterous Engine Works Co. vs. La Reine, numéro 390 de la Cour Supérieure, pour le district de Québec, en 1893 ?

2. Quel montant le gouvernement a-t-il payé à cet avocat, à quelque titre que ce soit, en rapport avec cette cause ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. Edmond Lortie. 2. \$568.48.

Par l'honorable M. Langelier.—1. Quel était le nom de l'avocat qui représentait le gouvernement dans la cause de Joseph Dussault vs. Fortier *et al*, numéro 702 de la Cour Supérieure, pour le district de Québec, en 1892 ?

2. Quel montant le gouvernement a-t-il payé à cet avocat, à quelque titre que ce soit, en rapport avec cette cause ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. Dunbar & Languedoc,
2. Aucun.

Par l'honorable M. Langelier.—1. Quel était le nom de l'avocat qui représentait le gouvernement dans la pétition de droit de J. I. Lavery, ès-qualité vs. La Reine, numéro 1268 de la Cour Supérieure, pour le district de Québec, en 1892 ?

2. Quel montant le gouvernement a-t-il payé à cet avocat, à quelque titre que ce soit, en rapport avec cette cause ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. Charles Darveau, C. R.
2. \$951.14.

Par M. McDonald.—Est-ce l'intention du gouvernement de profiter de la présence à Québec, de M. Kent, comptable, dans l'affaire Dussault, pour lui soumettre la question de savoir s'il y a un surplus dans le trésor provincial ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—Non. Personne n'a sérieusement mis en doute l'existence du surplus.

Par l'honorable M. Flynn.—A quels journaux de l'instruction publique, et dans quelle proportion, la somme de \$5000.00, mentionnée à la page 5 de l'état des recettes et paiements, du 1er juillet 1899 au 31 janvier 1900, a-t-elle été payée ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—\$3,330.88 ont été payées à l'*Enseignement primaire* et \$800 00 à l'*Educational Record*, laissant une balance au 31 janvier 1900 de \$869.12.

Par l'honorable M. Langelier —1. Le gouvernement se propose-t-il d'accorder maintenant un octroi raisonnable pour assurer l'établissement d'abattoirs et réfrigérateurs dans cette province, et dans l'affirmative, quel sera cet octroi.

2. Si le gouvernement ne doit rien faire dans ce sens, pour quelle raison ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—1 et 2. Le gouvernement n'est pas en position d'accorder maintenant un octroi pour l'établissement d'abattoirs et réfrigérateurs dans cette province.

Par M. Girard.—1. Une députation des comtés du Lac St-Jean et Chicoutimi a-t-elle rencontré le gouvernement dernièrement pour solliciter un subside en terres, destiné à assurer la construction d'un chemin de fer de Roberval à la Baie James et un subside en argent pour terminer le chemin de fer de Chicoutimi à Saint-Alphonse ?

2. Le gouvernement a-t-il reçu des propositions par écrit à ce sujet ?

3. Dans l'affirmative, le gouvernement est-il prêt à accorder cette demande.

4. Dans la négative, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Duffy :—1. Oui. 2. Oui. 3. Pas maintenant. 4. Parce que l'affaire n'a pas encore pris une forme pratique.

Par M. Normand.—1. Quel montant d'argent M. Bruno Duval a-t-il collecté des censitaires de la Seigneurie du Cap-de-la-Magdeleine, depuis le 1er janvier 1898 au 1er janvier 1900 ?

2. De même, quel montant a-t-il collecté des censitaires de la seigneurie de Batiscan, durant le même espace de temps ?

3. Combien le gouvernement lui a-t-il payé pour ses services, frais de voyages, etc., en plus de son salaire annuel de \$800.00, pour faire les susdites collections, du 1er janvier 1898 au 1er janvier 1900 ?

Réponse par l'honorable M. Parent :—1. L'agent de la seigneurie seul et partiellement avec l'aide de Monsieur Duval, a collecté dans cet espace de temps \$6,230.58

2. Dans les mêmes conditions l'agent a collecté des censitaires de la seigneurie de Batiscan \$353.78, durant le même espace de temps.

3. Aucun argent n'a été payé par le département des Terres à M. Duval spécialement pour les susdites collections.

M. Rainville propose, secondé par M. Champagne et il est *Ordonné*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous documents, rapports et correspondance au sujet de l'établissement et de l'inspection de l'Institut Vaccinogène de la province de Québec.

M. Cardin propose, secondé par M. Blanchard, et la question étant soumise par M. l'Orateur, que le bill amendant de nouveau le Code municipal, soit inscrit sur le feuillet des ordres du jour, pour être considéré en comité général,—La Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Déchéne.</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Caron (Mask.),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Major,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Chauvet,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Robitaille,</i>	<i>Weir.—26.</i>
<i>Cotton,</i>	<i>Gosselin,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chénevert,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Ball,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Tellier et</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Watts.—22.</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Dufresne,</i>		

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ordonné,—Que le bill soit inscrit sur les ordres du jour pour être considéré en comité général, à la prochaine séance.

L'honorable M. Atwater propose, secondé par l'honorable M. Hackett, et la question étant posée :—Qu'il soit résolu :—“ Qu'il devra être publié dans les comptes publics, annuellement, un état détaillé des obligations en souffrance et dettes de la province, faisant voir : (a) comment elles ont été contractées ; (b) le montant dû dans chaque cas ”,—

La Chambre se divise et la proposition est rejetée.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux, et il est

Résolu,—Que cette Chambre s'ajourne, maintenant.

Et à six heures moins cinq minutes, la Chambre s'ajourne.

Huit heures P. M.

L'ordre du jour appelle la réception du rapport du comité général concernant le bill amendant de nouveau la charte de la " Montreal Trust and Deposit Company ".

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Et la question étant posée : Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu : —Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre en comité général pour considérer le Bill du Conseil législatif conférant certains pouvoirs à la Compagnie d'assurance mutuelle du Canada contre le feu ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Marion fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu : —Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill amendant la loi relative aux établissements industriels ;

Bill concernant certaines amendes ;

Bill amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres de la Couronne ;

Bill amendant l'article 768 du Code municipal ;

Et bill amendant l'article 5556 des Statuts refondus relatif aux mauvaises herbes.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande son concours :

Bill revisant les lois organiques de la corporation de la ville de Sainte-Anne de Bellevue ;

Bill autorisant la compagnie "The Ottawa Trust and Deposit Co'y (limited)", à faire affaires dans la province de Québec ;

Et bill ratifiant et confirmant le partage et la distribution des biens et de l'actif de la succession de feu John Bryson et réglant d'autres matières qui s'y rapportent.

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : "Loi revisant les lois organiques de la corporation de la ville de Ste-Anne de Bellevue" ; et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : "Loi autorisant la compagnie "The Ottawa Trust and Deposit Company (limited)" à faire affaires dans la province de Québec" ; lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : "Loi ratifiant et confirmant le partage et la distribution des biens et de l'actif de la succession de feu John Bryson et réglant d'autres matières qui s'y rapportent".

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Ordonné,—Que l'honorable M. Déchène ait la permission de présenter un Bill amendant la loi concernant les distinctions provinciales du Mérite agricole.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Déchène ait la permission de présenter un Bill amendant la loi électorale de Québec 1895, concernant l'examen et la mise en force de la liste des électeurs.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Langelier.—1. Quel était le nom de l'avocat du gouvernement dans la pétition de droit de la Banque Jacques-Cartier vs. La Reine, numéro 763 de la Cour Supérieure, en 1893?

2. Quel était le montant réclamé par cette pétition de droit et pourquoi?

3. Quel montant, en capital, la province a-t-elle été condamnée à payer?

4. Quel montant a-t-elle payé pour intérêts?

5. Quel montant a-t-elle payé à l'avocat de la requérante pour mémoire de frais?

6. Quel montant a-t-elle payé à son propre avocat, en rapport avec cette pétition de droit, à quelque titre que ce soit?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—1. Charles Darveau, C. R.

2. \$2,997 94 pour la reliure, par Victor Lafrance, de certains livres, suivant compte "A" \$ 730 00

La reliure, par le dit Victor Lafrance, de certains autres ouvrages, suivant compte "C" 1,014 82

Pour le prix de vente par Joseph Dussault de 3,000 exemplaires de l'ouvrage "Le Chercheur" à 60 c., moins \$900.00 payé à compte, savoir..... 900 00

Pour reliure par la maison Dussault & Proulx, pour la Province, de 650 exemplaires du volume des documents sessionnels, version anglaise, vol. 25, 1, 1890..... 353 12

\$ 2,997 94

3. \$2,997.94. 4. \$91.83. 5. \$267.27. 6. \$350.30.

Par l'honorable M. Flynn.—Quand l'état financier du surintendant de l'Instruction publique pour l'année fiscale 1899 sera-t-il produit?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—Les instructions au surintendant de l'Instruction publique pour l'impression de cet état ont été données le 17 octobre 1899 par le département du Secrétaire de la Province.

Cet état financier ne sera probablement pas prêt avant deux ou trois semaines.

Le retard provient, en partie, de deux causes :

1. De ce que le manuscrit n'a pu être remis que très tard entre les mains de l'imprimeur, vu que des rapports concernant certains items qui s'y rattachent n'avaient pas été reçus à temps.

2. Parce qu'une partie assez considérable de cet état a dû être retirée pendant deux ou trois semaines des mains de l'imprimeur pour rectifier une erreur de chiffres qui s'était glissée dans la copie.

M. Lacombe propose, secondé par M. Cardin, et il est

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill intitulé :—Loi concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Cœur

de Jésus, de Montréal soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, attendu que la fabrique de la paroisse du Sacré-Cœur a perdu une quinzaine de mille piastres par la faillite de la Banque du Peuple, ce qui l'a obligée de s'adresser à la Législature pour être autorisée à prélever une nouvelle cotisation sur les biens immeubles des fabriciens de la dite paroisse.

L'honorable M. Flynn propose secondé par l'honorable M. Pelletier, et il est

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre;—Un état détaillé des sommes dépensées pour écoles du soir, à même l'Acte 60 Victorio. ch. 3, concernant les écoles élémentaires, le dit état devant indiquer séparément les dépenses faites chaque année, et mentionner les endroits où ces écoles ainsi subventionnées se trouvent

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre;—Copie de toute correspondance depuis le 1er janvier dernier au sujet de la nomination d'un maire ou conseiller, ou des deux, pour la municipalité de Percé.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—1. Un état détaillé des sommes payées, par le gouvernement, pour la fourniture de bois pour la prison et le Palais de Justice de Percé, depuis le 1er juillet 1897, le dit état indiquant si c'est par contrat ou non que ce bois a été fourni, les personnes qui l'ont fourni, et le prix par corde.

2. D'un état détaillé des sommes payées chaque année, depuis le 1er juillet 1897, pour le déchargement et le charroyage de charbon pour la prison et le Palais de Justice de Percé, le dit état indiquant si c'est en vertu d'un contrat ou non que cet ouvrage a été fait.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la correspondance depuis le 1er juillet 1897, au sujet de l'établissement d'abattoirs dans la province.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—1. Un état détaillé des sommes réclamées par l'agent des terres ou le département des terres pour droits de coupe, dans l'agence de Gaspé-ouest, année par année, depuis le 1er juillet 1897.

2. D'un état détaillé des sommes payées pour tous tels droits de coupe, année par année.

3. Copie de toute correspondance au sujet de telle demande, de tels réclamations et paiements.

M. Girard propose secondé par M. Petit, et il est

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tout journal, ou rapport d'emploi de son temps et de toute correspondance par Louis Collard, garde-feu, envoyés au gouvernement à quelque titre que ce soit.

L'honorable M. Flynn propose, secondé par l'honorable M. Pelletier, et il est

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant

cette Chambre:—Copie de tous arrêtés en conseil et de toute correspondance depuis le 25 mai 1897, touchant la question de l'acquisition par le gouvernement du Canada, du chemin de fer dit de l'Atlantique et Lac Supérieur (Baie-des-Chaleurs), et du parachèvement de ce chemin par le gouvernement jusqu'au Bassin de Gaspé.

Et un débat s'ensuivant,—

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux.

Que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Nautel soulève la question d'ordre que la discussion doit être limitée à la motion de l'ajournement du débat.

M. l'Orateur décide que la question d'ordre est bien fondée.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux, et la question étant posée: que cette Chambre s'ajourne maintenant,—

Et un débat s'élevant,—

La dite motion est retirée, du consentement unanime de la Chambre. Alors la motion principale est soumise et résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Flynn propose, secondé par l'honorable M. Pelletier, et il est

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:—1. Copie de tous arrêtés en conseil, depuis le premier juillet 1896, concernant la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, entre la ville de Lévis et la cité de Québec, ou à un endroit près de la cité de Québec.

2. Copie de toute correspondance et de tous rapports, sur le même sujet, depuis la même date.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux, et il est

Résolu,—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant un octroi à la Compagnie du Pont de Québec et des subsides à des compagnies de chemin de fer.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau, en comité général, le Bill, (No 91) amendant le Code municipal et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Weir fait rapport que

le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu : Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau, en comité général, le Bill (No 97) amendant le Code de procédure civile et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. Guerin fait rapport que le comité a examiné le bill et la modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant posée : Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu :—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill (No 100) amendant l'article 599 du Code de procédure civile.

M. Lacombe propose, secondé par M. Cardin et la question étant posée : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général,—

L'honorable M. Pelletier propose, en amendement, secondé par M. Tellier : Que le mot " maintenant " soit retranché et remplacé par les suivants : " dans six mois ".

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Bédard,
Bouffard,
Champagne,
D'Auteuil

Déchène,
Delaney,
Doris,
Dufresne,

Gosselin,
Lislois,
McDonald,
Pelletier,

Rocheleau,
Roy et
Tellier.—15.

CONTRE :

Messsieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chauret,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne.</i>	<i>Girard,</i>	<i>Marion,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie.</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dessaultes,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Stephens.</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Caron (Maskin),</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Weir.—32.</i>

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Alors, la motion principale étant soumise, il est

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte, maintenant, le fauteuil.

Et la Chambre continue de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin.

Vendredi, 16 mars.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant posée : que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill du Conseil législatif.—“ Loi amendant la loi régissant les corporations de ville ” ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. Hackett fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill amendant de nouveau le Code municipal; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill concernant le district judiciaire de St-François.

L'honorable M. Hackett propose, secondé par M. Ball, et la question étant posée: Que ce bill soit maintenant lu, une deuxième fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et remis à la prochaine séance, pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill pour retondre le Code municipal.

L'honorable M. Stephens propose, secondé par l'honorable M. Duffy, que le bill soit maintenant lu la seconde fois; et la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill, est en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, pour la prochaine séance de la Chambre.

Les bills ci-après sont respectivement lus une deuxième fois et renvoyés au comité de législation, savoir:

Bill amendant l'article 1116 du Code de procédure civile.

Bill amendant l'article 867 du Code de procédure civile.

Et bill pour amender la loi concernant l'inspection des compagnies d'assurance.

Et la Chambre ayant siégé jusqu'à une heure a. m., s'ajourne.

Vendredi, 16 mars 1900.

Onze heures A. M.

La Chambre reprend le débat ajourné, mardi le 8 mars courant, sur la motion suivante de M. Chicoyne:

Dans l'opinion de cette Chambre, l'œuvre de la colonisation serait grandement favorisée si la loi concernant les terres de la Couronne était amendée, de manière à conférer au gouvernement le pouvoir de concéder gratuitement aux colons les lots sur lesquels le bois marchand a été enlevé par les propriétaires de limites.

Du consentement unanime de la Chambre, M. Chicoyne propose, secondé par M. Grenier, et il est, —

Résolu.—Que la résolution suivante soit substituée à la première :

Que, dans l'opinion de cette Chambre, l'œuvre de la colonisation serait grandement favorisée si la loi concernant les terres de la Couronne était amendée, de manière à conférer au Commissaire des Terres le pouvoir de concéder gratuitement aux colons de bonne foi les lots propres à la culture sur lesquels le bois marchand a été enlevé par les propriétaires de limites.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le bill du Conseil législatif.—Loi amendant l'article 3560a des Statuts refondus ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, une résolution concernant la Société d'industrie laitière de la province de Québec.

L'honorable M. Déchène informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur à lui soumettre cette résolution que Son Honneur recommande à sa considération.

La Chambre se constitue, alors, en comité général.

(EN COMITÉ).

Résolu.—Que le montant que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra accorder aux syndicats des propriétaires de fabriques de beurre et de fromage et autres établissements laitiers, en vertu de l'article 1753a des Statuts refondus, pour les fins y mentionnées, n'excédera pas trois cents piastres par syndicat.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a passé la résolution.

Ordonné.—Que le rapport soit reçu maintenant.

En conséquence, M. Garneau rapporte la résolution qui est lue comme suit :

Résolu.—Que le montant que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra accorder aux syndicats des propriétaires de fabriques de beurre et de fromage et autres établissements laitiers, en vertu de l'article 1753a des Statuts refondus, pour les fins y mentionnées, n'excédera pas trois cents piastres par syndicat.

La dite résolution est lue une seconde fois et agréée.

Ordonné,—Que l'honorable M. Déchêne ait la permission de présenter un Bill concernant la Société d'industrie laitière de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour sa seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill amendant l'article 782 du Code municipal, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'honorable M. Flynn propose, secondé par l'honorable M. Pelletier, et il est

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:—Copie de tous arrêtés-en-conseil passés depuis le 31 de janvier dernier, au sujet de l'application ou de l'emploi d'aucune partie de la somme de \$50,000.00, votée par l'acte 60 Vic., ch. 3, concernant "les écoles élémentaires".

2. Un état détaillé des sommes payées depuis le 31 de janvier dernier à même cet octroi de \$50,000.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:—Copie de tous arrêtés-en-conseil au sujet "des écoles de coupe."

2. Un état détaillé des sommes dépensées pour cette fin jusqu'à présent, avec indication de l'octroi ou crédit en vertu duquel ces dépenses ont été faites.

3. Copie de tous rapports et de toute correspondance au sujet de telles écoles.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Il est une heure p. m., et M. l'Orateur ajourne la Chambre à trois heures p. m.

Trois heures p. m.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill amendant l'article 94 du Code de procédure civile ;

Et bill amendant la loi concernant les corporations de ville.

Et, aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill constituant en corporation la compagnie de chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe;

Bill validant un acte de vente de George Henshaw-Holt à Louis-Alexandre Boisvert, en date du 5 septembre 1890;

Et bill amendant les lois organiques de la ville de Saint-Paul.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer électrique de St-Hyacinthe" et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné.—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Loi validant un acte de vente de George Henshaw-Holt à Louis-Alexandre Boisvert, en date du 5 septembre 1890." Et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné.—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Loi amendant les lois organiques de la ville de St-Paul" et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné.—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill amendant la loi électorale de Québec, 1895, concernant l'examen et la mise en force de la liste des électeurs.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu.—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. de Grosbois fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné, mercredi, le 14 mars courant, sur la proposition que le bill modifiant la constitution de la Législature de cette province, en ce qui concerne le Conseil législatif, soit lu une deuxième fois.

L'honorable M. Flynn propose en amendement à cette motion, secondé par l'honorable M. Atwater, que ce bill ne soit pas lu une deuxième fois, maintenant, mais dans six mois.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—14</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Girard,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Weir.—31.</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Parent,</i>	

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Alors, la motion principale étant soumise par M. l'Orateur, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Weir.—31.</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Parent,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—14.</i>
<i>Bouffard,</i>	<i>Girard,</i>		

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à la prochaine séance pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau la résolution rapportée du comité général, le 12 mars courant, concernant certaines compagnies d'assurance.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux—et la question étant posée:—Que cette Chambre concoure maintenant dans cette résolution.—

M. Bickerdike propose en amendement, secondé par M. Hunt : Que cette Chambre ne concoure pas maintenant dans cette résolution, mais qu'elle soit renvoyée de nouveau au comité général pour être reconsidérée.

Et la motion, en amendement, étant soumise à la Chambre, elle est résolue dans l'affirmative.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général.

(EN COMITÉ.)

Résolu,—1. Que, au lieu de la taxe imposée par l'article 1145 des Statuts refondus, chaque compagnie d'assurance faisant des affaires dans cette province sous son nom ou par l'entremise d'un agent, sauf les compagnies d'assurance mutuelle reconnues ou établies en vertu des dix-septième et dix-huitième sections du chapitre troisième, du titre onzième, des Statuts refondus, doit payer, chaque année, si c'est une compagnie d'assurance sur la vie, une taxe de un pour cent, et si c'est une compagnie d'assurance de tout autre genre, une taxe de deux tiers de un pour cent, calculée dans les deux cas, sur le montant brut des primes, tant reçues que devenues dues pour les assurances principales ou les réassurances contractées ou renouvelées par telle compagnie dans la province, pendant l'année de calendrier précédente, pourvu qu'en aucun cas la dite taxe ne soit pas de moins de \$250 ; que, toutefois, dans le cas de réassurance, la compagnie principale est exemptée de la dite taxe sur la partie de la prime payée à la compagnie réassureur, si cette dernière fait affaires dans cette province ; et, si la compagnie réassureur n'y fait pas affaires, la compagnie principale doit payer la taxe sur le montant total de la prime ; que, dans le cas d'assurance contractée par l'entremise d'un agent ou d'un courtier, cet agent ou courtier sera obligé de payer la même taxe que si l'assurance contractée par lui l'avait été par une compagnie faisant affaires dans la province.

Résolu,—2. Que, une taxe de 3% soit imposée sur les primes brutes des assurances contre le feu contractées sur les immeubles, dans la province de Québec, avec les compagnies n'y ayant pas de représentants ou d'agents, et ne payant pas par conséquent de taxes en vertu des autres clauses de la loi. Cette taxe formera partie du fonds consolidé de la province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gouin fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Gouin fait alors rapport des résolutions et elles sont lues comme suit :

Résolu,—1. Que, au lieu de la taxe imposée par l'article 1145 des Statuts refondus, chaque compagnie d'assurance faisant des affaires dans cette province sous son nom ou par l'entremise d'un agent, sauf les compagnies d'assurance mutuelle reconnues ou établies en vertu des dix-septième et dix-huitième sections du chapitre troisième du titre onzième des Statuts refondus, doit payer, chaque année, si c'est une compagnie d'assurance sur la vie, une taxe de un pour cent, et si c'est une compagnie d'assurance de tout autre genre, une taxe de deux tiers de un pour cent, calculée dans les deux cas, sur le montant brut des primes tant reçues que devenues dues pour les assurances principales ou les réassurances contractées ou renouvelées par telle compagnie dans la province, pendant l'année de calendrier précédente, pourvu qu'en aucun cas la dite taxe ne soit pas de moins de \$250; que, toutefois, dans le cas de réassurance, la compagnie principale est exemptée de la dite taxe sur la partie de la prime payée à la compagnie réassureur, si cette dernière fait affaires dans cette province; et, si la compagnie réassureur n'y fait pas affaires, la compagnie principale doit payer la taxe sur le montant total de la prime; que, dans le cas d'assurance contractée par l'entremise d'un agent ou d'un courtier, cet agent ou courtier sera obligé de payer la même taxe que si l'assurance contractée par lui l'avait été par une compagnie faisant affaires dans la province.

Résolu,—2. Que, une taxe de 3% soit imposée sur les primes brutes des assurances contre le feu contractées sur les immeubles, dans la province de Québec, avec les compagnies n'y ayant pas de représentants ou d'agents, et ne payant pas par conséquent de taxes en vertu des autres clauses de la loi. Cette taxe formera partie du fonds consolidé de la province.

Ordonné,—Que ces résolutions soient maintenant lues la seconde fois. Les résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

Et la question étant posée :—Que la Chambre concoure maintenant dans les dites résolutions, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, les résolutions sont agréées.

Ordonné,—Que l'honorable M. Marchand ait la permission de présenter un Bill concernant certaines compagnies d'assurance.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill concernant le fonds de bâtisses et des jurés et les ventes sur exécution par le shérif.

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Marchand :—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

L'honorable M. Pelletier propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Flynn,—Que le mot "maintenant" soit retranché, et que les mots "dans six mois, à dater d'aujourd'hui", soient ajoutés à la fin de la question.

Et un débat s'ensuivant ;

M. Ball propose, secondé par M. Dufresne, et il est

Ordonné,—Que le débat soit ajourné.

Il est six heures p. m., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à huit heures p. m., aujourd'hui.

Huit heures p. m.

Ordonné,—Que l'honorable M. Déchène ait la permission de présenter un Bill concernant la construction des lignes téléphoniques.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour seconde lecture.

La Chambre procède à prendre de nouveau en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : "Loi constituant en corporation la compagnie électrique de St-Hyacinthe," lesquels sont lus et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le Bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre de nouveau en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : "Loi amendement les lois organiques de la ville de Saint-Paul", lesquels sont lus et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. Gouin propose, secondé par M. Robitaille, et il est

Ordonné,—Que l'ordre de la Chambre renvoyant le bill amendant l'article 1126 du Code de procédure civile au comité de législation, soit rescindé.

Ordonné,—Que le dit bill soit renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre se constitue alors en comité général, et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau, en comité général, le bill amendant la loi électorale de Québec, 1895, concernant l'examen et la mise en force de la liste des électeurs; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, le Bill modifiant la constitution de la Législature de cette province, en ce qui concerne le Conseil législatif, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative. Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement de l'honorable M. Pelletier à la motion de l'honorable M. Robidoux pour la deuxième lecture du Bill concernant le fonds de bâtisses et des jués et les ventes sur exécution par le shérif, lequel amendement était : que ce bill ne soit pas lu une deuxième fois maintenant, mais dans six mois.

Et, l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—12.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Béland.</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bianchard,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>DeGrobois,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Weir.—33.</i>
<i>Cherrier,</i>			

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Alors, la motion principale étant soumise, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement, sur la même division prise en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chênevert fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et les amendements sont lus la première fois.

La question étant posée:—Que ces amendements soient maintenant lus la seconde fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, alors, lus la seconde fois.

Et la question étant posée:—Que cette Chambre concoure avec le comité dans ces amendements, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, les amendements sont agréés.

Et la question étant posée; — Que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Dechene,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Caron (Maskin.)</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Stephens,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Watts.</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Weir.—30.</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—14.</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>		

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu : Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Robidoux dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 mars 1900, pour copie de toute correspondance, de tous rapports et de toutes décisions du

commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries depuis deux ans, au sujet de la révocation de la vente du lot No 12, rang A du township de Percé; et de la revente de ce lot à James Colin, fils de Thomas et à Joseph Colin, fils de Charles.
(Document de la session No. 105).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 mars 1900, pour copie de toutes correspondances, rapports, etc., entre le Trésorier provincial et le percepteur du revenu Is. Dumais, dans les poursuites intentées pour vente illicite de boisson, ou pour autre cause, contre les nommés Boulliane, Lalouette, Lemay, Savard, Asselin et Fortier, depuis juillet 1897.
(Document de la session No. 106).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 29 janvier 1900, pour copie de toute correspondance, requête, concernant la destitution de M. Israël Dumais, percepteur du revenu, à Roberval, dans le comté du Lac-Saint-Jean, jusqu'à ce jour.

Copie de toute correspondance, requête, au sujet de la nomination de son successeur, et toutes instructions données à ce dernier, jusqu'à ce jour.
(Document de la session No 107).

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 février 1900, pour production d'un état indiquant toutes les révocations de ventes ou de billets de location, faites par le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, chaque année, depuis le 1er juillet 1898; le dit état devant mentionner: la date et la cause de chaque révocation, si telle révocation a eu lieu sur un rapport et, dans ce cas, par qui est signé le rapport; aussi, le numéro de chaque lot, le canton, le nom de l'acquéreur ou cessionnaire et contre qui telle révocation a été faite.

(Document de la session No 108).

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue, de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses exigées par l' "Acte des établissements industriels de Québec " 57 Vict., ch. 30, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer la construction du palais de justice de Sherbrooke: 2ème sur 4 paiements, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'installation de la lumière électrique, à l'hôtel du gouvernement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'appareil de chauffage à eau chaude du

palais de justice et de la prison de Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles vétérinaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les améliorations aux chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au Conseil des arts et manufactures, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Resolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

Résolu,—Que, à la prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. Garneau rapporte, alors, du comité des subsides, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses exigées par l' "Acte des établissements industriels de Québec" 57 Vict., ch. 30, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer la construction du palais de justice de Sherbrooke : 2ème sur 4 paiements, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'installation de la lumière électrique, à l'hôtel du gouvernement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'appareil de chauffage à eau chaude du palais de justice et de la prison de Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles vétérinaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les améliorations aux chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au Conseil des Arts et Manufactures, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Ordonné,—Que ces résolutions soient lues la seconde fois à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi validant un acte de vente de George Henshaw Holt à Alexandre Boisvert, en date du 5 septembre 1890 ", lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Duff y et il est

Résolu,—Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle le soit à lundi prochain à 10.30 h. a. m., en témoignage de respect et à l'occasion de la célébration de la fête nationale des citoyens d'origine irlandaise de cette province.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

Lundi, 19 mars 1900

Dix heures et demie a. m.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill concernant la division du comté de Nicolet pour les fins d'enregistrement.

Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Hains au nombre de ses membres après examen.

Bill validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements.

Et bill amendant la loi concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières.

Aussi, le Conseil législatif, informe l'Assemblée législative qu'il a agréé son amendement fait au Bill " Loi conférant certains pouvoirs à la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Canada contre le feu."

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur ses amendements au Bill " Loi amendant l'article 816 du Code de procédure civile."

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande son concours :

Bill refondant et amendant la loi des licences de Québec.

Et bill amendant la loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer de Québec et lac St-Jean, ainsi que les lois qui l'amendent.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé, " Loi refondant et amendant la loi des licences de Québec ", lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: " Loi amendant la loi constituant en corporation le chemin de fer Québec et Lac St-Jean, ainsi que les lois qui l'amendent "; et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill concernant la Société d'industrie laitière de la province de Québec.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lalonde fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill concernant les lignes téléphoniques.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. Nantel fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, dans les comtés.

M. Roy propose, secondé par M. Robitaille—et la question étant posée:—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois; la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité de législation, etc.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant les distinctions provinciales du Mérite agricole.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de l'agriculture, etc.

Les résolutions suivantes, rapportées du comité des subsides et lues une première fois à la séance du seize mars courant, sont maintenant lues une seconde fois comme suit, savoir :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses exigées par l'"Acte des établissements industriels de Québec" 57 Vict., ch. 30, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer la construction du Palais de Justice de Sherbrooke; 2ième sur 4 paiements, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'installation de la lumière électrique à l'hôtel du gouvernement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'appareil de chauffage à eau chaude du Palais de Justice, de la prison de Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles vétérinaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les améliorations aux chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au Conseil des Arts et Manufactures, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Les dites résolutions sont agréées.

M. Robitaille propose, secondé par M. Roy, et il est—

Résolu,—Que la somme de \$300 payée à titre d'amende pour le Bill accordant certains pouvoirs à la compagnie "The Petroleum Oil Trust (Limited)" soit remise, vu que le retard apporté dans la présentation de ce bill provient de force majeure.

M. Lalonde propose, secondé par M. Lacombe, et il est—

Résolu,—Que la somme de \$300 payée à titre d'amende pour le Bill amendant la charte de la cité de Saint-Henri, soit remise, vu que le retard apporté dans la présentation de ce bill est dû à des causes incontrôlables, et que le délai n'était expiré que depuis très peu de temps.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Allard.—1. Quels montants ont été payés à la compagnie de chemin de fer "Grand Oriental", ou à son acquit, depuis le 1er janvier 1887 à ce jour?

2. A quelles dates les dits paiements ont-ils été faits et à qui?

3. Pour quelle section de chemin ces paiements ont-ils été faits?

4. Quelle longueur de chemin a été construit par la dite compagnie, et à quels endroits?

Réponse par l'honorable M. Duffy :

No 1.....	\$94,742 00
No 2: 1887.	
21 janvier, à la compagnie représentée par la Banque de Montréal.....	24,140 00
1889.	
• 13 novembre, à la compagnie représentée par M. J. Hogan.....	27,000 00
14 novembre, à la compagnie représentée par J. Murray Smith.....	5,000 00
1890.	
14 mars, à la compagnie représentée par la Banque de Montréal.....	15,078 68
4 juin, à la compagnie représentée par le Commissaire des Travaux Publics pour payer réclamations.....	3,650 56
21 juin, à la compagnie représentée par le Commissaire des Travaux Publics pour payer réclamations..	4,119 69
15 novembre, à la compagnie représentée par le Commissaire des Travaux Publics pour payer Poirier...	361 65
1891.	
14 février, à la compagnie représentée par C. N. Arms-trong.....	1092 75
6 mars, à la compagnie représentée par le Commissaire des Travaux Publics pour payer réclamations.....	354 87
2 avril, à la compagnie représentée par le Commissaire des Travaux Publics pour payer réclamations..	1,434 55
1892.	
15 février, à la compagnie représentée par le Commissaire des Travaux Publics pour payer réclamations.	166 50
1896.	
14 janvier, à la compagnie représentée par J. L. Reay pour Banque de Montréal.....	2,853 50
14 janvier, à la compagnie représentée par madame Duchesnay.....	4,163 07
14 janvier, à la compagnie représentée par C. Beausoleil.	2,601 91
1897.	
13 février, à la compagnie représentée par Geo. Ball.....	2,424 27
Total.....	\$94,742 00
No 3: Pour section entre Yamaska et Saint-François.	\$24,440 00
“ “ Saint-Grégoire et Nicolet.....	25,000 00
“ pont, rivière Nicolet.....	32,000 00
“ De Nicolet à Saint-François.....	13,302 00
No 4: 12.36 milles.	
D'Yamaska à Saint-François.....	6.11 milles
De Saint-Grégoire à Nicolet	6.25 “

L'honorable M. Flynn, propose, secondé par l'honorable M. Pelletier.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:—Copie de tous arrêtés en conseil et de toute correspondance depuis le 25 mai 1897, entre le gouvernement de Québec et le gouvernement d'Ottawa, au sujet de la question du remaniement ou de l'augmentation des subsides payables par le Canada à la province, en vertu de la clause 118, de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

M. Cardin propose, secondé par M. Lacombe—et la question étant posée: Que le bill amendant de nouveau le Code municipal soit de nouveau inscrit sur le feuillet des ordres du jour pour être considéré en comité général; la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ordonné,—Que le bill soit de nouveau inscrit sur les ordres du jour pour être considéré en comité général, à la prochaine séance de la Chambre.

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer du Saint-Laurent et du Nord-Ouest, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté par le comité des chemins de fer.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux, et il est

Résolu,—Que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à minuit et dix minutes, s'ajourne.

Trois heures, p. m.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill modifiant de nouveau la loi concernant la Cour de Circuit du district de Montréal, pour lequel il demande son concours.

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Marchand, et il est—

Ordonné,—Que le Bill du Conseil législatif : “ Loi modifiant de nouveau la loi concernant la Cour de Circuit du district de Montréal ”, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Nantel.—L'honorable Commissaire des Travaux publics compte-t-il faire subir prochainement à la Chambre de nos délibérations, les travaux de réparations nécessaires pour lui donner une apparence convenable ?

Réponse par l'honorable M. Duffy.—Le Commissaire des Travaux publics est prêt à se conformer au désir de la Chambre à ce sujet.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant la loi concernant les taxes sur les corporations et les compagnies commerciales.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

L'honorable M. Hackett propose comme amendement à la motion, secondé par l'honorable M. Atwater,—Que le mot “ maintenant ” soit retranché et que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la proposition, “ dans six mois, à dater d'aujourd'hui ”.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bull,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Tellier.—11.</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chênevert,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décurie,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Mask),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tulbot,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Watts.—28.</i>

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

Alors, la motion principale étant soumise, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente, prise en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité général.

Résolu—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant proposée : que le rapport soit reçu maintenant,

L'honorable M. Atwater propose en amendement, secondé par l'honorable M. Hackett :

Que le rapport ne soit pas reçu maintenant, mais que ce bill soit, de nouveau, référé au comité général, avec instruction d'amender la clause deux, en réduisant les taxes sur les compagnies d'assurance sur la vie, de moitié.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Tellier—10.</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pelletier,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Caron (Mask.)</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts —29.</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Petit,</i>	
<i>Champagne,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robidoux,</i>	
<i>Chénevert,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>	

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et la motion principale étant de nouveau soumise,

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux, que le bill soit renvoyé au comité général pour être reconsidéré de nouveau.

Et la question étant posée sur l'amendement, la proposition est résolue dans l'affirmative.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant soumise :—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Laliberté</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décurie,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Caron (Mask.),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts.—29.</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Petit,</i>	
<i>Champagne,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robidoux,</i>	
<i>Chénévert,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier et</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—10.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>		

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Robidoux dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 12 février 1900, demandant copie de tous ordres en conseil, destituant M. Louis Romulus Désilets, de Joliette, de sa charge de percepteur du revenu provincial du district de Joliette, nommant, pour lui succéder à la dite charge, M. Swibert Boulet, de Joliette ; avec, aussi, copie de toutes lettres, requêtes ou plaintes adressées au gouvernement ou à aucun de ses membres, soit pour demander la destitution du dit L. R. Désilets, soit pour s'opposer à sa destitution, soit pour suggérer ou recommander quelqu'un comme son successeur, soit pour s'opposer à la nomi

nation des personnes ainsi suggérées ou recommandées, soit pour protester contre la dite destitution, soit pour protester contre le choix ou la nomination du dit Swibert Boulet ; et de plus, copie de toutes lettres, adressées par le gouvernement, par aucun de ses membres, ou par aucun de leurs officiers ou employés, en rapport avec aucune des dites lettres requêtes ou plaintes, ou simplement en rapport avec la dite destitution et la dite nomination.
(*Document de la session No 109.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 4 mars 1899, contenant : —1. La liste des écoles d'agriculture, stations ou fermes expérimentales et autres institutions d'enseignement agricole, actuellement subventionnées par le gouvernement de la province ;

2. Le texte de tous contrats, arrangements ou ordonnances ministérielles, en vertu desquelles telles subventions sont ainsi payées ;

3. Copie de tous mémoires, lettres ou correspondances quelconques, transmis au gouvernement depuis deux ans, dans le but d'obtenir de l'aide pécuniaire en faveur de la création de nouvelles institutions d'enseignement agricole, et aussi copie des réponses officielles dans chaque cas ;

4. Copie de tous mémoires, requête, etc., demandant la réduction du nombre des écoles d'agriculture, et suggérant des réformes dans ce but.

(*Document de la session No 110.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 mars 1899, pour la production de tous documents et correspondance se rapportant à la licence d'hôtel de Charles Lallier, de Sainte-Agathe-des-Monts, ainsi que copie du jugement rendu, à Sainte-Scholastique, par l'honorable juge H. Taschereau, renvoyant le bref de *mandamus* émis pour forcer le conseil du village de Sainte-Agathe-des-Monts à accorder au dit Lallier une licence pour débit de liqueurs spiritueuses.

(*Document de la session No 111.*)

Et réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 15 mars 1900, demandant.—1. Copie de tous arrêtés-en-conseil, depuis le premier juillet 1896, concernant la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, entre la ville de Lévis et la cité de Québec, ou à un endroit près de la cité de Québec.

2. Copie de toute correspondance et de tous rapports sur le même sujet, depuis la même date.

(*Document de la session No 112.*)

M l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir :
Bill concernant l'administration des biens d'Edmond Vanier.

Bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Emile Rioux au nombre de ses membres, après examen.

Bill accordant certains pouvoirs à la compagnie " Petroleum Oil Trust (Limited)."

Bill constituant en corporation la " Transit Insurance Company of Montreal, Canada ".

Et Bill (No 94) amendant le Code municipal.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi concernant l'administration des biens d'Edmond Vanier " et les dits amendements sont lus la première fois

Ordonné.—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Emile Rioux, au nombre de ses membres, après examen " lesquels sont lus une première fois.

Ordonné.—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi accordant certains pouvoirs à " The Petroleum Oil Trust (Limited), " et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné.—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements du Conseil législatif au bill intitulé : " Loi constituant en corporation " The Transit Insurance Company of Montreal," et ils sont lus la première fois.

Ordonné.—Que la seconde lecture de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements du Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant le Code municipal," et ils sont lus la première fois.

Ordonné.—Que la seconde lecture de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

M. Girard propose, secondé par M. Petit, et il est

Ordonné.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute correspondance entre le Commissaire des Terres et Joseph Girard, au sujet d'ordres spéciaux à être donnés au Dr Gagnon, garde-feu, au Lac Saint-Jean, allant à restreindre la somme d'ouvrage que ce monsieur se croyait autorisé à faire.

L'honorable M. LeBlanc propose, secondé par l'honorable M. Nantel, et la question étant soumise :

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : —Copie des ordres en conseil et de la correspondance se rapportant à la révocation comme juge de paix de Napoléon Lambert, et à la nomination comme juge de paix, de Séraphin Bertrand, adjoint à la commission de la paix pour le district d'Arthabaska.

Et un débat s'ensuivant,

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Marchand et il est,

Ordonné,—Que le débat soit ajourné.

Il est six heures p. m. et M. l'Orateur ajourne la Chambre à huit heures p. m.

Huit heures p. m.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements du Conseil législatif au bill intitulé :

“ Loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à admettre Emile Rioux au nombre de ses membres, après examen, ” et ils sont lus et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-huit mille quatre-vingt-quinze piastres et onze cents, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille neuf cent quatre-vingt-seize piastres et vingt-cinq cents, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du juge des sessions et de son assistant à Québec ; des magistrats de police à Montréal, pour payer leurs traitements, ceux de leurs employés et les dépenses contingentes, y compris le traitement du grand connétable et de son député, etc., Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas neuf mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des asiles

d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses incidentes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles de réforme et industrielles, y compris les dépenses incidentes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

7. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Bureau provincial d'hygiène, S. R. Q., titre 7, chap. 3, sec. 1 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

8. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour vaccin, y compris \$500 pour l'inspecteur ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

9. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le "Belmont Retreat," (Institut McKay), subvention pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

10. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Monument National, Montréal ; aide à cette entreprise, sous le contrôle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de cette ville, (constituée en corporation en vertu de la 51-52 Vic., ch. 65, tel que modifié par 55-56 Vic., ch. 85 — 4e de 5 paiements-égaux, sujet aux conditions de l'O. C. No 187, du 29 mai 1896) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

11. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour diverses dépenses en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

12. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'agent de la province de Québec en France : traitement et allocation pour loyer de bureau ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

13. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour timbres, licences, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

14. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations commerciales, etc., (41 Vict., chap. 3, tel que modifié, et 59 Vict., chap. 15, tel que modifié) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

15. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer une annuité à madame Gaspard Drolet, en vertu d'une résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

16. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la publication des rapports judiciaires du Barreau de la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un officier spécial, côte Nord du Saint-Laurent : traitement et frais de voyage, (O. C. No 51, du 31 janvier 1896) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école d'agriculture de l'Assomption : 1er de 3 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Caron (Maskinongé) fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

Résolu,—Qu'aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en comité général

M. Bickerdike, du comité des subsides, rapporte alors les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-huit mille quatre-vingt-quinze piastres et onze cents soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille neuf cent quatre-vingt-seize piastres et vingt-cinq cents soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du juge des sessions et de son assistant à Québec ; des magistrats de police à Montréal, pour payer leurs traitements, ceux de leurs employés et les dépenses contingentes, y compris le traitement du grand connétable et de son député, etc., Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas neuf mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quarante-cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des asiles d'aliénés, y compris le transports des patients, des prisons aux asiles, et autres dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles de réforme et industrielles, y compris les dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Bureau Provincial d'Hygiène, S. R. Q., Titre 7, chap. 3, sect. 1; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour vaccin, y compris \$500 pour l'inspecteur; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le *Belmont Retreat*, (Institut McKay) pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Monument National, Montréal: aide à cette entreprise, sous le contrôle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de cette ville, (constituée en corporation en vertu de la 51-52 Vic., ch. 65, tel que modifié par 55-56 Vic., ch. 85—4e de 5 paiements égaux, sujet aux conditions de l'O. C. No 187 du 29 mai 1896); pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour diverses dépenses en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'agent de la province de Québec en France: traitement et allocation pour loyer de bureau; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour timbres, licences, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations commerciales, etc., (41 Vict., chap. 3, tel que modifié, 55-56 Vict., chap. 17, tel que modifié, et 59 Vict., chap. 15, tel que modifié); pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer une annuité à madame Gaspard Drolet, en vertu d'une résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la publication des rapports judiciaires du Barreau de la province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses d'un officier spécial, côte Nord du Saint-Laurent: traitement et frais de voyage, (O. C. No 51, du 31 janvier 1896); pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école d'agriculture de l'Assomption : 1er de 3 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Ordonné,—Que ces résolutions soient lues une seconde fois à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant la loi à l'effet d'imposer des taxes sur les corporations et compagnies commerciales, en réduisant ces taxes de moitié.

M. Normand propose, secondé par M. Marion,—et la question étant soumise :—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois,

L'honorable M. Marchand propose, en amendement, secondé par l'honorable M. Robidoux :—Que le mot " maintenant " soit retranché et les mots : " dans six mois " soit ajoutés à la fin de la motion.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chauret,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Delany,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Listois,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron, (Matane)</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Carcn (Maskin.)</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>et Watts.—31</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Petit,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Bouffard,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Marion,</i>
<i>Ball,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier,</i>
			<i>et Tellier.—13.</i>

Ainsi, l'amendement est adopté.

Alors, la motion principale, ainsi amendé, étant soumise, il est

Ordonné,—Que le bill soit lu la seconde fois dans six mois.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 98) amendant le Code municipal.

L'honorable M. Langelier propose, secondé par l'honorable M. Parent,—et la question étant posée par M. l'Orateur :—que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et remis à la prochaine séance pour être considéré en comité général.

La Chambre procède à prendre de nouveau en considération les amendements du Conseil législatif au Bill accordant certains pouvoirs à "The Petroleum Oil Trust Company, (limited)" et ces amendements sont lus de nouveau et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill du Conseil législatif modifiant de nouveau la loi concernant la Cour de Circuit du district de Montréal.

Ce bill est lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se forme maintenant en comité général.

En conséquence, la Chambre se forme en comité général et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robitaille fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu : Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. Champagne propose, secondé par M. Laliberté, et la question étant posée : Que le vote pris dans cette Chambre, le 5 mars courant, sur la proposition de suspendre le 5ème paragraphe de la 57ème règle de cette Chambre, en ce qui concerne le "Bill autorisant Joseph-Arthur Lesage à obtenir une licence pour pratiquer la médecine, la chirurgie et l'art obstétrique dans la province de Québec," soit rescindé, et que le dit bill soit inscrit de nouveau sur l'ordre du jour pour comité général,

Et la motion étant soumise ; la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ordonné,—Que le bill soit remis sur les ordres du jour pour être considéré en comité général à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 20 mars 1900.

Dix heures et demie a. m.

Ordonné,—Que M. Petit ait la permission de présenter un bill annexant un certain territoire à la paroisse de Saint-Pierre de la Pointe-aux-Esquimaux, pour les fins municipales et électorales.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa seconde lecture.

L'honorable M. Duffy propose, secondé par l'honorable M. Marchand, et il est

Résolu,—Que cette Chambre se formera en comité général, à la prochaine séance, pour considérer une résolution concernant un règlement de comptes entre le gouvernement et la cité de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre procède à la considération ultérieure de certaines résolutions rapportées, lundi, le 19 mars courant, du comité des subsides, laquelle considération avait alors été ajournée et elles sont lues une deuxième fois comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-huit mille quatre-vingt-quinze piastres et onze cents soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille neuf cent quatre-vingt-seize piastres et vingt-cinq cents soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du juge des sessions et de son assistant à Québec ; des magistrats de police à Montréal, pour payer leurs traitements, ceux de leurs employés et les dépenses contingentes, y compris le traitement du grand connétable et de son député, etc., Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas neuf mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses incidentes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles de réforme et industrielles, y compris les dépenses incidentes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Bureau Pro-

vincial d'Hygiène, S. R. Q., Titre 7, chap. 3; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour vaccin, y compris \$500 pour l'inspecteur; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Belmont Retreat (Institut McKay), subvention; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Monument National, Montréal: aide à cette entreprise, sous le contrôle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de cette ville, (constituée en corporation en vertu de la 51-52 Vic., ch. 65, tel que modifié par 55-56 Vic., ch. 85—4e de 5 paiements égaux, sujet aux conditions de l'O. C. No 187 du 29 mai 1896); pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour diverses dépenses en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'agent de la province de Québec en France: traitement et allocation pour loyer de bureau; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour timbres, licences, etc; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations commerciales, etc., (41 Vict., chap. 3, tel que modifié, 55-56 Vict., chap. 17, tel que modifié, et 59 Vict., chap. 15, tel que modifié); pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer une annuité à madame Gaspard Drolet, en vertu d'une résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la publication des rapports judiciaires du Barreau de la province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un officier spécial, Côte Nord du Saint-Laurent: traitement et frais de voyage, (O. C. No 51, du 31 janvier 1896); pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école d'agriculture de l'As-

somption : 1er de 3 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à la prochaine séance.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se constitue de nouveau en comité des subsides :

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-six mille sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses contingentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des régistateurs : traitements et dépenses contingentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du service des mines, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres, soit accordée à Sa Majesté pour publication de cartes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour comptes en suspens ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonne,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. Bickerdike rapporte alors, du comité des subsides, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante-six mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses contingentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des régistateurs : traitements et dépenses contingentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du service des mines pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour publication de cartes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour comptes en suspens ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Ordonné,—Que ces résolutions soient lues la seconde fois à la prochaine séance.

L'honorable M. Robidoux dépose sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 mars 1900, pour une copie de la correspondance et des pétitions se rapportant au parachèvement de la construction du chemin de fer de la rive sud, depuis la dernière session.
(*Document de la session No 113*).

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 16 mars 1900, demandant : 1. Copie de tous arrêtés-en-conseil passés depuis le 31 janvier dernier, au sujet de l'application ou de l'emploi d'aucune partie de la somme de \$50,000.00, votée par l'acte 60 Vict., ch. 3, concernant " les écoles élémentaires."

2. Un état détaillé des sommes payées depuis le 31 janvier dernier à même cet octroi de \$50,000.00.
(*Document de la session No 114*).

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 février 1900, pour copie de toutes circulaires ou lettres, depuis le 1er juillet 1897, adressées par le département des Terres, Forêts et Pêcheries aux agents et sous-agents des terres ou des bois et aux inspecteurs d'agence, au sujet du paiement de leur traitement, commission ou déboursés.

(*Document de la session No 115*).

L'honorable M. Robidoux, du comité de législation, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné le bill suivant et l'a rejeté :

Bill amendant l'article 867 du Code de procédure civile.

Votre comité a aussi examiné le bill amendant la loi concernant l'inspection des compagnies d'assurance, et l'a adopté avec certains amendements."

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill amendant de nouveau le Code municipal.

M. Cardin propose, secondé par M. Lacombe, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'honorable M. Hackett propose en amendement, secondé par M. Marion, que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " dans six mois " soient ajoutés à la fin de la motion.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chênevert,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>L^eBlanc,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Ball,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Watts.—20.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Blanchard,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Talbot.—18.</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Garneau,</i>		

Ainsi, l'amendement est adopté.

Alors, la motion principale, ainsi amendée, est soumise et il est,—

Ordonné,—Que M. l'Orateur ne quitte le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité général, pour considérer ce bill, que dans six mois.

M. l'Orateur décide comme suit, le point d'ordre soulevé par l'honorable M. Pelletier, à la séance du 28 février dernier, relativement au bill : —Loi amendant la loi concernant l'entretien de certains ponts :

“ Le pont en question a été construit entièrement aux frais du gouvernement, qui en est le propriétaire. Le mode d'entretien de ce pont est régi par le chapitre 22, de la 56^{ème} Victoria. Par ce statut, la municipalité du comté de Lévis est chargée des frais d'entretien, non pas de sa propriété municipale, mais d'une propriété publique de la province.

Par le bill soumis à la Chambre, il s'agit de décréter qu'à l'avenir une région plus étendue que celle qui constitue la municipalité du comté de Lévis, devra aussi contribuer aux frais d'entretien du pont.

Si la législature avait, en 1893, le droit de décréter, par une législation publique, que la municipalité du comté de Lévis, serait chargée des frais d'entretien du pont, elle a également le droit, aujourd'hui, de décréter que, pour l'avenir, les comtés de Lévis et de Lotbinière de la ville de Lévis sont chargés du coût de cet entretien.

La municipalité du comté de Lévis ne peut pas s'adresser, par pétition, à cette Chambre pour lui demander d'amender, par un bill privé, une législation publique décrétant la manière de défrayer le coût de l'entretien d'une propriété publique.

Ce projet de loi n'est pas de la catégorie de ceux énumérés au premier paragraphe de la 51^e règle de cette Chambre. On ne peut pas lui appliquer les termes suivants de la règle :—“ *soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, etc.*”

Il ne s'agit pas, par ce bill, de concéder aucun droit ou privilège aux municipalités en question, mais de faire une nouvelle répartition d'une charge publique, c'est-à-dire l'amélioration des moyens de communication dans la province.

La question d'ordre—“ *qu'il est un bill privé,* ”—n'est pas fondée.

Mais le bill n'est pas dans l'ordre pour une autre raison.

Il s'agit de l'imposition d'une charge publique aux contribuables de la ville de Lévis et du comté de Lotbinière.

L'initiative de tout projet de loi imposant une charge publique est essentiellement ministérielle et limitée aux aviseurs responsables de la Couronne.

Les bills de cette nature doivent originer, par résolution, en comité général. Si les “résolutions” sont adoptées et rapportées par le comité général, un bill est alors présenté, basé sur les “résolutions.”

C'est la procédure qui a été suivie pour le chapitre 22, de la 56e Vic.

Tout bill pour amender cette loi en augmentant les charges publiques qu'elle impose, doit être également basé sur des résolutions préalablement adoptées par le comité général.

Cette procédure n'ayant pas été suivie, le bill n'est pas dans l'ordre.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la proposition de M. Marion, faite à la motion de M. Chicoyne :—Qu'il soit résolu :—Que dans l'opinion de cette Chambre, l'œuvre de la colonisation serait grandement favorisée si la loi concernant les terres de la Couronne était amendée, de manière à conférer au Commissaire des Terres le pouvoir de concéder gratuitement aux colons de bonne foi, les lots propres à la culture, sur lesquels le bois marchand a été enlevé, par les propriétaires de limites.

Et la question étant soumise, la motion est résolu dans l'affirmative.

M. Garneau, du comité d'agriculture, présente le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill amendant la loi concernant les distinctions provinciales du Mérite Agricole,” et l'a adopté avec plusieurs amendements.”

M. Garneau propose, secondé par M. Roy, et la question étant posée : Que ce rapport soit maintenant reçu.

M. Champagne propose, en amendement, secondé par M. Chauret : Que les mots “maintenant” et le suivant, soient retranchés et que les mots suivants : “référé de nouveau au comité d'agriculture pour le reconsidérer” soient ajoutés à la fin de la motion.

Et un débat s'élevant,

M. Chênevert propose, secondé par M. Chauret, et il est,—

Ordonné,—Que ce débat soit ajourné.

Il est une heure p. m., et M. l'Orateur ajourne la Chambre à trois heures p. m., aujourd'hui.

Trois heures, p. m.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Panneton,—1. Le gouvernement est-il renseigné sur les revenus probables annuels que donnera la taxe à être perçue sur les primes payées par les assurés, en vertu de la taxe imposée par le projet de loi soumis à la Législature, durant la présente session, pour amender l'article 1145 des Statuts refondus ?

2. Dans l'affirmative, quel montant de taxes s'attend-il de percevoir des compagnies d'assurance sur la vie ?

3. Et quel montant des compagnies d'assurance contre le feu ?

Réponse par l'honorable M. Marchand.—L'information à la disposition du gouvernement ne lui permet pas de préciser le montant annuel à retirer de cette source.

Par M. Panneton.—1. Combien de compagnies d'assurance sur la vie ont payé la taxe imposée par l'article 1145 des Statuts refondus de la province, durant l'année expirant le 30 juin 1899 ?

2. Quel est le montant total de taxes perçues des dites compagnies pendant la même période ?

3. Combien d'assurance contre le feu ont payé la taxe ci-dessus, pendant la même année ?

4. Quel est le montant total perçu d'elles durant le même espace de temps ?

Réponse par l'honorable M. Marchand :—1. 28 ; 2. \$20,465.00 ; 3. 26 ; 4. \$20,135.00.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITE)

Résolu.—Qu'une somme n'excédant pas soixante et treize mille six cents onze piastres et trois cents, soit accordée à Sa Majesté pour payer les loyers, assurances et réparations, etc, des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et Bickerdike fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné.—Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Bickerdike fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu — Qu'une somme n'excédant pas soixante et treize mille six cents onze piastres et trois cents soit accordée à Sa Majesté pour payer les loyers, assurances et réparations, etc, des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolution à rapporter.

Ordonné,—Que la dite résolution soit remise à la prochaine séance de la Chambre pour sa seconde lecture.

Proposé par M. Cardin, secondé par M. Cotton.—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Copie de tous états de compte de l'administration financière de l'Association agricole de Trois-Rivières, produits par cette dernière au Département de l'Agriculture, ainsi que de la correspondance s'y rapportant.

Sur la proposition de M. Chicoyne, et du consentement unanime de la Chambre, la résolution suivante : " Cette Chambre est d'opinion que ses règles de procédure devraient être modifiées de manière à supprimer les séances de nuit, " est retirée.

M. Major propose, secondé par M. Laliberté et la question étant posée : Que l'honoraire payé pour le bill:—Loi autorisant l'admission de Henri-Paul Lefebvre à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chênevert,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Langelier.</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Maski.)</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Major,</i>	<i>Talbot.—27.</i>
<i>Caron (Matane.)</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Parent,</i>	

CONTRE :

Messieurs *

<i>Atwater,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Delaney.</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Turgeon</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Watts.—27.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marion,</i>	

Les votes étant également partagés, M. l'Orateur donne sa voix prépondérante dans la négative.

La dite motion est, en conséquence, rejetée.

M. Gouin propose, secondé par M. Robitaille, et la question étant posée :

Que l'honoraire payé pour le bill :—Loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à admettre Thomas Côté au nombre de ses membres, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Champagne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Chauret,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Chênevert,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tessier.—30.</i>
<i>Caron (Mask.)</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Parent,</i>	
<i>Caron, (Matane),</i>	<i>Gouin,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Watts.—25.</i>
<i>Delaney,</i>			

Ainsi la proposition est adoptée.

M. Lacombe propose, secondé par M. Lalonde, et la question étant posée : Que l'honoraire payé pour le bill :—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Bercovitch au nombre de ses membres, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise et le vote étant demandé, les noms sont inscrits, comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chauret,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Chênevert,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Mask.)</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Major,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rim.)—29.</i>
<i>Champagne,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Watts—26.</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Girard,</i>		

Ainsi, la proposition est adoptée.

M. Cardin propose, secondé par M. Blanchard,—et la question étant posée : Que l'honoraire payé pour le bill :—Loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à admettre J. B. Théophile Lafrenière à la pratique du notariat, après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chauret,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Chénevert,</i>	<i>Laiberté,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Mask.),</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Major,</i>	<i>Talbot et</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rim.)—29.</i>
<i>Champagne,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Watts.—26.</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Girard,</i>		

Ainsi, la proposition est adoptée.

L'honorable M. Langelier propose, secondé par M. Robitaille,—et la question étant posée : Que l'honoraire payé pour le bill :—Loi autorisant Gustave-Télesphore Turcot, de Philadelphie, dans les Etats-Unis, à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chauret,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Chênevert,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Mask.),</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Major,</i>	<i>Talbot et</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rim.)—29.</i>
<i>Champagne,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Le Blanc,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Watts—26.</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Girard,</i>		

Ainsi, la proposition est adoptée.

L'honorable M. Langelier propose, secondé par M. Robitaille,—et la question étant posée : Que l'honoraire payé pour le bill :—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Emile Rioux au nombre de ses membres, après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chauret,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Chênevert,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Mask.),</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Major,</i>	<i>Talbot et</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rim.)—29.</i>
<i>Champagne,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Tellier.</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Watts—26.</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Girard,</i>		

Ainsi, la proposition est adoptée.

M. Clapperton propose, secondé par M. Lalonde,—et la question étant posée : Que l'honoraire payé pour le bill :—Loi autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec, à admettre William James Enright à la pratique de la médecine et de la chirurgie, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chauret,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Chênevert,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Listois,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron (Maskin)</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tessier (Rim.)--80.</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Parant,</i>	
<i>Champagne,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Petit,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon.</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Watts.—25.</i>

Ainsi, la proposition est adoptée.

L'honorable M. Langelier propose, secondé par M. Robitaille,—et la question étant posée : Que l'honoraire payé pour le bill :—Loi autorisant Oswald Sylvio Métivier à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Champagne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Chauret,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Maskin.)</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Major,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier.—29.</i>

CONTRE

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Watts.—26.</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Girard,</i>		

Ainsi, la proposition est adoptée.

M. Robitaille propose, secondé par M. Roy,—et la question étant posée : Que l'honoraire payé pour le bill :—Loi constituant en corporation l'Association des Bouchers et commerçants de lard, de la cité de Québec, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Champagne,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Major,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Chénervet,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Roy.—26.</i>
<i>Caron (Maskin.)</i>	<i>Garneau,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>D'Auteuil.</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Doris,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Caron (Matane)</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girard</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Watts.—25.</i>
<i>Chicoyne,</i>			

Ainsi, la proposition est adoptée.

M. Décarie propose, secondé par M. Cherrier et,—la question étant posée :—Que l'honoraire payé pour le bill :—Loi concernant la paroisse de Saint-Denis de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Champagne,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Clapperton</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Major,</i>	<i>Rocheleau et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gouin.</i>	<i>Marion,</i>	<i>Roy.—31.</i>
<i>Caron (Mask),</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Nantel,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Chénevert,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>D'Auteuil.</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Tessier (Rim.),</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Watts.—22.</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Garneau,</i>		

Proposé par M. Watts, secondé par M. Béland et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill :—Loi amendant la loi étendant les privilèges et pouvoirs de la Compagnie du Pont Saint-François, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

M. Plante propose, secondé par M D'Auteuil,—et la question étant posée : Que l'honoraire payé pour le bill:—Loi autorisant l'Association des dentistes à admettre William Sutherland, comme un de ses membres, après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Champagne,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Chauvet,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Chênevert,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Roy et</i>
<i>Caron (Mask.)</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Major,</i>	<i>Talbot.—29.</i>
<i>Caron (Matane),</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Delaney,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Watts.—24.</i>

Ainsi, la proposition est adoptée.

L'honorable M. Langelier propose, secondé par l'honorable M. Parent, —et la question étant posée : Que l'honoraire payé pour le bill—Loi octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu la situation financière difficile de cette municipalité obligée, de plus, de faire les frais considérables de la construction d'un pont de libre circulation dans ses limites La Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Champagne,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Chauvet,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Chênevert,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Plante</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Roy et</i>
<i>Caron (Mask.)</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Major,</i>	<i>Talbot.—29.</i>
<i>Caron (Matane)</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normaud,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Delaney,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Watts —24.</i>

Ainsi, la proposition est adoptée.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi concernant l'administration des biens d'Edmond Vanier " et les dits amendements sont lus de nouveau et adoptés.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi constituant en corporation " The Transit Insurance Company of Montreal " et les dits amendements sont lus de nouveau et adoptés.

Ordonné.—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Il est six heures, p. m., M. l'Orateur ajourne la Chambre à huit heures, ce soir.

Huit heures p. m.

Ordonné.—Que M. Roy ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal relativement aux eaux d'alimentation.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général la résolution concernant l'Exposition de Paris de 1900.

L'honorable M. Déchène informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur à lui soumettre cette résolution que Son Honneur recommande à sa considération.

La Chambre se constitue, alors, en comité général.

(EN COMITE)

" Attendu qu'il est dans l'intérêt de la Province qu'elle prenne part à l'Exposition de Paris de 1900, et qu'il est nécessaire de pourvoir au paiement des dépenses qui seront encourues par la Province pour l'Exposition de Paris de 1900, " qu'il soit—

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres, prise à même le fonds consolidé du revenu, pourra être mise à la disposition du Commissaire de l'Agriculture pour défrayer les dépenses qui seront encourues par la province pour l'exposition de Paris de 1900.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Garneau fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Garneau fait, en conséquence, rapport d'une résolution et elle est lue comme suit :

" Attendu qu'il est dans l'intérêt de la Province qu'elle prenne part à l'Exposition de Paris de 1900, et qu'il est nécessaire de pourvoir au paiement des dépenses qui seront encourues à ce sujet,—qu'il soit, en conséquence

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres, prise à même le fonds consolidé du revenu, pourra être mise à la disposition du Commissaire de l'Agriculture pour défrayer les dépenses qui seront encourues par la Province pour l'Exposition de Paris de 1900."

Et la résolution étant lue la seconde fois est agréée.

Ordonné,—Que l'honorable M. Déchène ait la permission de présenter un bill concernant l'Exposition de Paris de 1900.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa seconde lecture.

L'honorable M. Robidoux dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 mars 1900, pour copie de toute instruction donnée à E. Coulombe comme garde-forestier, depuis mai 1897 ;

2. Copie de tous rapports d'emploi de son temps et de tous comptes par lui fournis ;

3. Etat indiquant le montant d'argent à lui payé.—(*Document de la session No 117.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 mars 1900, pour copie de tout journal, ou rapport d'emploi de son temps et de toute correspondance par Louis Colliard, garde-feu, envoyés au gouvernement à quelque titre que ce soit —(*Document de la session No 118.*)

Et réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 2 février 1900, pour copie de tous ordres-en-conseil, correspondance et

documents relatifs à l'item 8 du budget supplémentaire de l'année fiscale courante, concernant le paiement de \$27,052.00 à Joseph Dussault.—(*Document de la session No 44c.*)

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill autorisant Joseph-Arthur Lesage à obtenir une licence pour pratiquer la médecine, la chirurgie et l'obstétrique dans la province, et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delaney fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit.

Mercredi, 21 mars 1900.

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-quatre mille huit cents dix-huit piastres et quarante huit cents soit accordée à Sa Majesté pour payer Joseph Dussault, imprimeur, Québec, en règlement de sa réclamation basée sur divers contrats d'impressions, en vertu de l'arrêté-en-conseil No 189, du 9 mai 1899 :

Capital.....	\$ 24,034 19
Intérêt, à 4 0/0, du 6 mai 1899 à la date du parfait paiement, soit le 1er mars 1900.....	784 29
	<hr/>
	\$ 24,818 48

pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu à la prochaine séance.

Résolu,—Que cette Chambre se formera, de nouveau, en comité général, à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement :

Bill autorisant Gustave Télesphore Turcot, de Philadelphie, dans les Etats-Unis, à exercer la profession de chirurgien-dentiste, dans la province de Québec.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec plusieurs amendements pour lesquels il demande son concours :

Bill constituant en corporation " The Labrador Electric and Pulp Company " ;

Et bill constituant en corporation La Compagnie de pulpe de Jonquière. "

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi constituant en corporation " The Labrador Electric and Pulp Company " et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie de pulpe de Jonquière " et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et la Chambre ayant siégé jusqu'à minuit et demi, mercredi matin, s'ajourne.

Mercredi, 21 mars 1900

Dix heures et demie, a. m.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend la considération ultérieure des résolutions rapportées du comité des subsides, lundi, le 19 mars courant, et elles sont lues de nouveau comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-huit mille quatre-vingt-quinze piastres et onze cents soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille neuf cent quatre-vingt seize piastres et vingt-cinq cents soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du juge des sessions et de son assistant à Québec ; des magistrats de police à Montréal, pour payer leurs traitements, ceux de leurs employés et les dépenses contingentes, y compris le traitement du grand connétable et de son député, etc., Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas neuf mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant trois cent quarante-cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des asiles d'aliénés, y compris le transports des patients, des prisons aux asiles, et autres dépenses incidentes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles de réforme et industrielles, y compris les dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Bureau Provincial d'Hygiène, S. R. Q., Titre 7, chap. 3 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour vaccin, y compris \$500 pour l'inspecteur ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la *Belmont Retreat*, Institut McKay ; subvention pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Monument National, Montréal ; aide à cette entreprise, sous le contrôle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de cette ville, (constituée en corporation en vertu de la 51-52 Vic., ch. 65, tel que modifié par 55-56 Vic., ch. 85—4e de 5 paiements égaux, sujet aux conditions de l'O. C. No. 187 du 29 mai 1896) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour diverses dépenses en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'agent de la province de Québec en France : traitement et allocation pour loyer de bureau ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

13. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour timbres, licences, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

14. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations commerciales, etc., (41 Vict., chap. 3, tel que modifié, 55-56 Vict., chap. 17, tel que modifié, et 59 Vict., chap. 15, tel que modifié); pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

15. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas huit cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer une annuité à madame Gaspard Drolet, en vertu d'une résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

16. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la publication des rapports judiciaires du Barreau de la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

17. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un officier spécial, côte nord du Saint-Laurent : traitement et frais de voyage, (O. C. No 51, du 31 Janvier 1896) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

18. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

19. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école d'agriculture de l'Assomption : 1er de 3 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Et les dites résolutions sont agréées.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, reprend la considération ultérieure des résolutions rapportées du comité des subsides, mardi, le 20 mars courant, et elles sont lues une seconde fois, comme suit :

1. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-six-mille sept cent cinquante piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trente cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des régistrateurs : Traitements et dépenses contingentes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service des mines ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour publication de cartes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour comptes en suspens ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et treize mille six cent onze piastres et trois cents soit accordée à Sa Majesté, pour payer les loyers, assurances et réparations, etc, des édifices publics en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Et les dites résolutions sont agréées.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général certaines résolutions concernant un octroi à la compagnie du pont de Québec et des subsides à des compagnies de chemin de fer.

L'honorable M. Marchand informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur à lui soumettre ces résolutions que Son Honneur recommande à sa considération.

La Chambre se constitue en comité général ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bickerdike fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance.

L'honorable M. Duffy, du comité spécial conjoint des impressions, présente le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu l'honorable M. Bryson, son président, et recommande que son quorum soit réduit à trois membres ”.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Il est une heure p. m., M. l'Orateur ajourne la Chambre à trois heures p. m., aujourd'hui.

Trois heures p. m.

Ordonné,—Que M. Chicoyne ait la permission de présenter un bill amendant l'article 1095 des Statuts refondus.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général certaines résolutions concernant un octroi à la compagnie du pont de Québec et des subsides à des compagnies de chemin de fer ; et, après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bickerdike fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance.

Il est six heures p. m., M. l'Orateur ajourne la Chambre à huit heures p. m.

Huit heures p. m.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill intitulé : " Loi amendant la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal," avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill intitulé : " Loi amendant la loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer de Jonction de Napierville," avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal," et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la seconde lecture de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Loi amendant la loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer de Jonction Napierville," et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de cette Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue de nouveau en comité général pour considérer certaines résolutions concernant un octroi à la compagnie du pont de Québec et des subsides à des compagnies de chemin de fer.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Que pour aider à la construction d'un pont sur le Saint-Laurent, à ou près de Québec, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, d'accorder à la Compagnie du Pont de Québec, une subvention n'excédant pas 20 o/o de la valeur, d'après les estimations mensuelles approuvées par l'ingénieur du gouvernement, des travaux exécutés par la compagnie,—cette subvention ne devant pas excéder \$30,000 dans une même année, ni le montant total dépasser \$250,000 ; pourvu que, si le pont est terminé avant que le montant entier de la subvention soit payé, la balance en devienne immédiatement exigible;—le tout à condition (a) que le pont soit construit pour les piétons et les voitures aussi bien que pour les convois de chemins de fer : (b) qu'il soit construit conformément aux conditions qui pourront être arrêtées entre le gouvernement et la compagnie ; et (c) que la cité de Québec accorde un octroi au moins équivalent à celui qui est ci-dessus autorisé.

2. *Résolu*,—Qu'attendu que l'agriculture en cette province bénéficierait dans une large mesure de la construction de ponts sur les rivières

Saint-François et Yamaska, —il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder à la Compagnie du chemin de fer de la Rive Sud la somme de \$8,900 par année, pendant dix ans, à partir du premier juillet 1901, à condition que ces ponts soient construits de manière à permettre aux municipalités intéressées de les utiliser pour y établir et maintenir un passage gratuit pour les piétons, voitures et animaux; le tout aux conditions qui seront arrêtées par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Que cette subvention sera prise sur les sommes votées pour l'agriculture; mais qu'aucune partie n'en sera payée à la compagnie avant que les ponts soient terminés, et reçus par l'ingénieur du gouvernement.

3. *Résolu*, —Qu'attendu que la colonisation en cette province bénéficierait largement de la construction d'un chemin de fer depuis Labelle au lac Nominigüe, —il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder à une compagnie qui se chargera de la construction de cette ligne, une subvention de \$5,000 par année, pendant douze ans, à partir du premier juillet 1901.

Que cette subvention sera prise sur les sommes votées pour la colonisation, mais qu'elle ne sera pas payée à moins que ces travaux de construction et des matériaux pour une valeur équivalente n'aient été faits et fournis, d'après le rapport de l'ingénieur du gouvernement, et qu'une preuve satisfaisante n'ait été donnée au Lieutenant-Gouverneur en conseil par la compagnie, qu'elle est en mesure de compléter les ouvrages requis pour achever ce chemin.

4. *Résolu*, —Que le délai prescrit pour compléter les travaux sur le chemin de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau, maintenant le chemin de fer d'Ottawa et de la Gatineau, sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1901; pourvu que sur la balance des subventions accordées à ce chemin de fer, il soit payé, quand elles seront gagnées, sur la partie de son chemin de fer, entre la rive nord de la rivière Pickanock et Notre-Dame-du Désert, \$116,392, et pour la partie depuis sa jonction actuelle avec le chemin de fer Canadien Pacifique à Hull jusqu'à Hull-Est, \$25,000.

5. *Résolu*, —Que le délai prescrit pour compléter les travaux sur le chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1901, pourvu que la balance de la subvention accordée à ce chemin de fer soit payée, quand elle sera gagnée, pour les parties de sa ligne entre Aylmer et Hull et entre Hull et Hull-Est.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, —Que ce rapport soit reçu maintenant.

En conséquence, M. Bickerdike fait rapport de plusieurs résolutions lesquelles sont lues, comme suit :

1. *Réolu*, —Que pour aider à la construction d'un pont sur le Saint-Laurent, à ou près de Québec, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder à la Compagnie du Pont de Québec, une subvention n'excédant pas 20% de la valeur, d'après les estimations mensuelles

approuvées par l'ingénieur du gouvernement, des travaux exécutés par la compagnie,—cette subvention ne devant pas excéder \$30,000 dans une même année, ni le montant total dépasser \$250,000 ; pourvu que, si le pont est terminé avant que le montant entier de la subvention soit payé, la balance en devienne immédiatement exigible ;—le tout à condition (a) que le pont soit construit pour les piétons et les voitures aussi bien que pour les convois de chemins de fer ; (b) qu'il soit construit conformément aux conditions qui pourront être arrêtées entre le gouvernement et la compagnie ; et (c) que la cité de Québec accorde un octroi au moins équivalent à celui qui est ci-dessus autorisé.

2. *Résolu*,—Qu'attendu que l'agriculture en cette province bénéficierait dans une large mesure de la construction de ponts sur les rivières Saint-François et Yamaska,—il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder à la Compagnie du chemin de fer de la Rive Sud, la somme de \$8,900 par année, pendant dix ans, à partir du premier juillet 1901, à condition que ces ponts soient construits de manière à permettre aux municipalités intéressées, de les utiliser, pour y établir et maintenir un passage gratuit pour les piétons, voitures et animaux ; le tout aux conditions qui seront arrêtées par le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Que cette subvention sera prise sur les sommes votées pour l'agriculture ; mais qu'aucune partie n'en sera payée à la compagnie avant que les ponts soient terminés et reçus par l'ingénieur du gouvernement.

3. *Résolu*,—Qu'attendu que la colonisation en cette province bénéficierait largement de la construction d'un chemin de fer depuis Labelle au lac Nominigou,—il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder à une compagnie qui se chargera de la construction de cette ligne, une subvention de \$5,000 par année, pendant douze ans, à partir du premier juillet 1901.

Que cette subvention sera prise sur les sommes votées pour la colonisation, mais qu'elle ne sera pas payée à moins que ces travaux de construction et des matériaux pour une valeur équivalente n'aient été faits et fournis, d'après le rapport de l'ingénieur du gouvernement, et qu'une preuve satisfaisante n'ait été donnée au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par la compagnie, qu'elle est en mesure de compléter les ouvrages requis pour achever ce chemin.

4. *Résolu*,—Que le délai prescrit pour compléter les travaux sur le chemin de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau, maintenant le chemin de fer d'Ottawa et de la Gatineau, sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1901 ; pourvu que sur la balance des subventions accordées à ce chemin de fer, il soit payé, quand elles seront gagnées, sur la partie de son chemin de fer entre la rive nord de la rivière Pickanock et Notre-Dame-du-Désert, \$116,392, et pour la partie depuis sa jonction actuelle avec le chemin de fer Canadien du Pacifique à Hull jusqu'à Hull-Est, \$25,000.

5. *Résolu*,—Que le délai prescrit pour compléter les travaux sur le chemin de fer de Jonction de Pontiac au Pacifique sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1901, pourvu que la balance de la subvention accordée à ce chemin de fer soit payée, quand elle sera gagnée, pour les parties de sa ligne entre Aylmer et Hull et entre Hull et Hull-Est.

Résolutions à rapporter.

Et la proposition étant faite ;—Que la première résolution soit maintenant lue la seconde fois ;

L'honorable M. Flynn propose en amendement, secondé par l'honorable M. Pelletier, que tous les mots après " que " jusqu'à la fin de la résolution soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Cette Chambre regrette que le gouvernement, avant de soumettre cette résolution à cette Chambre, n'ait pas pris les moyens nécessaires de s'assurer des ressources de la compagnie, pour mener à bonne fin cette entreprise, et aussi du choix du site le plus avantageux au point de vue du succès de cette entreprise et de l'intérêt général de cette province."

L'honorable M. Langelier propose en amendement à l'amendement, secondé par M. Tessier (Rimouski) :—Que le mot " cette " et les suivants, dans l'amendement, soient retranchés et remplacés par les suivants : " un pont sur le fleuve St-Laurent, près de Québec, est d'une importance vitale pour la Puissance, comme dernier chaînon de notre système de voie ferrée sur le territoire canadien, de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique, et que cette Chambre voit avec plaisir que le gouvernement de cette province contribue, dans la mesure de ses ressources, au succès de cette grande entreprise, destinée aussi à favoriser la classe agricoles en cette province."

L'honorable M. LeBlanc soulève la question que le sous-amendement n'est pas dans l'ordre, par ce qu'il n'est pas *relevant* de la question.

M. l'Orateur décide que le sous-amendement, de même que l'amendement est *relevant* de la question et est, conséquemment, dans l'ordre.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Maskin.)</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Listois,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron (Matane)</i>	<i>Doris,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tessier (Rimous.)</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts.—41.</i>
<i>Cherrier,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Girard,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Plante,</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—17.</i>
<i>Dufresne,,</i>			

Ainsi, le sous-amendement est adopté.

Et la motion principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,

L'honorable M. Atwater propose en amendement, secondé par l'honorable M. Hackett :—Que tous les mots après “ que ” soient retranchés et remplacés par les suivants :

“ Cette Chambre regrette de constater que l'honorable Premier ministre et le Trésorier de la province, après avoir déclaré à cette Chambre qu'il avait l'intention de payer à même le revenu ordinaire la somme de \$250,000 pour cette entreprise, a refusé de consentir à amender sa résolution dans ce sens.

Et cette Chambre regrette que le gouvernement ne pourvoie pas les voies et moyens nécessaires pour permettre tel paiement ”

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Girard,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Plante,</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.-17.</i>
<i>Dufresne,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Ruinville,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Maskin.)</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Doris,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tessier (Rimous.)</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chauvet,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts.---41.</i>
<i>Cherrier,</i>			

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et la motion principale, amendée, est de nouveau soumise à la Chambre.

L'honorable M. LeBlanc propose, en amendement, secondé par l'honorable M. Nantel :—Que tous les mots après “ que ” soient retranchés et remplacés par les suivants :

“ Cette Chambre regrette que le gouvernement, avant de soumettre cette résolution à cette Chambre, n'ait pas pris les moyens nécessaires de s'assurer des ressources de la compagnie pour mener à bonne fin cette entreprise, et aussi du choix du site le plus avantageux au point de vue du succès de cette entreprise et de l'intérêt de la cité de Québec et de la province généralement.”

Et cet amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :
Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Marion,</i>	<i>L'elletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Plante,</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—17.</i>
<i>Dufresne,</i>			

CONTRE :
Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bélard,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Guerin.</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Latiberté,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Doris,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tessier (Rim.)</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts.—41.</i>
<i>Cherrier,</i>			

Alors, la motion principale, amendée, étant mise aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :
Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>D'Auteuil</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Décarie.</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Latiberté,</i>	<i>Rainville</i>
<i>Bélard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Doris,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Caron (Maskin),</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Major,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron (Matane,)</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rim),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>et Watts.—58.</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Panneton,</i>	
<i>Clapperton,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Parent,</i>	

CONTRE : Personne.

Ainsi, la motion est adoptée.

Ordonné,—Que la première résolution, telle qu'amendée, soit maintenant lue la seconde fois.

La dite résolution, telle qu'amendée, est, en conséquence, lue la seconde fois et agréée.

Et, la proposition étant faite :—Que la seconde résolution soit maintenant lue la seconde fois.

M. McDonald propose, en amendement, secondé par M. Panneton :—Que tous les mots après " que " jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Cette Chambre regrette que le gouvernement ait jugé à propos de prendre cette subvention à même l'argent destiné à l'agriculture. "

Et cet amendement est soumis à la Chambre ;

L'honorable M. LeBlanc propose, comme sous-amendement, secondé par M. Nantel, que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement : " vu que le gouvernement a déjà diminué les crédits votés pour l'agriculture. "

L'honorable M. Déchêne soulève le point d'ordre qui suit :

1. Le sous-amendement est irrégulier parce qu'il se rapporte à des items du budget actuellement soumis à la Chambre ;

2. Parce qu'il tend à faire déclarer à la Chambre que le budget de l'agriculture, qui sera soumis à la Chambre en 1901, constatera une diminution des crédits affectés à l'agriculture.

M. l'Orateur décide que le point d'ordre n'est pas fondé.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Atwater,
Ball,
Bédard,
D'Auteuil,

Dufresne,
Flynn,
Grenier,
Hackett,

LeBlanc,
McDonald,
Marion,
Nantel,

Panneton,
Pelletier,
Plante,
Tellier.—16.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tessier (Rim.)</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts.—41.</i>
<i>Clapperton,</i>			

Ainsi, le sous-amendement est rejeté.

Et la question étant posée sur l'amendement, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Plante et</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—16.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Caron (Maskin.),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tessier (Rim.)</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts.—41.</i>
<i>Clapperton,</i>			

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Alors, la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Guerin.</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Déchène,</i>	<i>Laiberté,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Béland,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Robidour,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dessautles,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Caron (Maski.)</i>	<i>Duffy,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Roy</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Major,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Elynn,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Tessier (Rim.)</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Targeon,</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Watts.---55.</i>
<i>Cotton,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Parent,</i>	

CONTRE :—Personne.

Ainsi, la proposition est adoptée.

Ordonné,—Que la seconde résolution soit lue une seconde fois maintenant.

La dite résolution, est en conséquence, lue la seconde fois et agréée.

Et la Chambre ayant siégé jusqu'à minuit, jeudi matin.

Jeudi, 22 mars 1900.

Et, la proposition étant faite que la troisième résolution soit maintenant lue la seconde fois.

M. Tellier propose, en amendement, secondé par M. Panneton :—Que tous les mots après "que" soient retranchés et que les suivants soient ajoutés à la motion :

" Mais il est bien entendu que les crédits nécessaires au progrès et au développement de la colonisation ne devront pas être diminués par suite de l'adoption de la présente résolution. "

Et l'amendement étant soumis à la Chambre ;

L'honorable M. Nantel propose, comme sous-amendement, secondé par l'honorable M. LeBlanc :—Que les mots suivants soient ajoutés à la fin de l'amendement :

“ Et que ce subside ne devra pas non plus être pris à même la part afférente à la région Labelle, sur les sommes votées pour la colonisation. ”

Le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Plante,</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>et Tellier.—15.</i>
<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Panneton,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Caron (Maskin.)</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Mata,)</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tessier (Rimous,)</i>
<i>Chauvet,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Parent,</i>	<i>et Watts.—40.</i>

Ainsi, le sous-amendement est rejeté.

Et, l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girard,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Plante,</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>et Tellier.—15.</i>
<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Panneton,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Caron (Mask,)</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Mata,)</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tessier (Rimo,)</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Parent,</i>	et <i>Watts</i> .—40.

Alors, la motion principale étant soumise, il est —

Ordonné.—Que la troisième résolution soit maintenant lue la seconde fois.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et agréée.

Ordonné.—Que la quatrième et la cinquième résolutions soient maintenant lues la seconde fois.

Et les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et agréées.

Ordonné —Que l'honorable M. Marchand ait la permission de présenter un Bill concernant un octroi à la compagnie du pont de Québec et des subsides à des compagnies de chemin de fer.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Robidoux dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 février 1900, pour un état démontrant d'une manière approximative, la quantité des terres propres à la culture et la quantité de terres impropres à la culture respectivement, qui se trouvent dans la superficie du domaine public actuellement subdivisée en lots, laquelle superficie comprenait 7,020,425 acres au 31 décembre 1899.

(*Document de la session No 119.*)

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 8 mars 1900, demandant : 1. Une copie de tous-arrêtés-en-conseil, en vertu de la loi 6 Victoria, chapitre 31, concernant la police provinciale ;

2. D'une liste de tous les officiers du corps de police nommés en vertu de la dite loi, mentionnant la date de leur nomination, leur rang et traitement respectifs ;

3. D'une copie de tous ordres ou instructions donnés par le Procureur-général en vertu des articles 2851, 2852, 2853 et 2854 de la dite loi.

(*Document de la session No 120.*)

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 15 mars 1900, demandant une copie de tous arrêtés-en-conseil et de toute correspondance, depuis le 25 mai 1897, touchant la question de l'acquisition par le gouvernement du Canada du chemin de fer dit de l'Atlantique et Lac Supérieur (Baie des Chaleurs), et du parachèvement de ce chemin par le gouvernement jusqu'au Bassin de Gaspé.

(Document de la session No 121.)

M. Major propose, secondé par M. Laliberté, et la question étant posée :—Que le vote de la Chambre relatif à la remise de l'honoraire payé pour le bill autorisant l'admission de Henri Paul Lefebvre à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen, soit rescindé, et que le dit honoraire soit remis, moins les frais de traduction et d'impression. La Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Champagne,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Chauret,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Chênevert,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Caron (Maski,)</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Matan,)</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Major,</i>	<i>Talbot et</i>
			<i>Tessier (Rim).--29</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Bissonnette,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Turgeon et</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Watts.—26.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marion,</i>	
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Nantel,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

Et la Chambre ayant siégé jusqu'à une heure cinquante minutes, jeudi matin, elle s'ajourne à dix heures a. m. aujourd'hui.

Jeudi, 22 Mars 1900

Six heures et demie a. m.

M. Bourbonnais propose, secondé par M. Girard, et il est

Ordonné,—Que le comptable de l'Assemblée législative reçoive ordre de payer à chacun des députés de cette Chambre, le montant de leur indemnité, sans tenir compte des jours pendant lesquels ils ont été absents, pourvu que les absences n'excèdent pas quinze jours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill :—Loi amendant la loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer de Jonction Napierville.

M. Doris propose, secondé par M. Talbot, et la proposition étant faite :—Que les dits amendements soient maintenant lus la seconde fois ;

M. Watts propose, en amendement, secondé par Weir :—Que le mot " maintenant " soit omis et que les suivants : " dans six mois " soient ajoutés à la fin de la motion.

Et, l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Chicoyne, Cotton, Dessaulles, Duffy,	Gosselin, Grenier, Hackett, Hunt,	Lislois, Normand, Pelletier, Rainville,	Tellier, Watts et Weir.—15.
---	--	--	-----------------------------------

CONTRE :

Messieurs

Allard, Ball, Bédard, Béland, Bickerdike, Blanchard, Bourbonnais, Cardin, Caron (Maskin.), Caron (Matane), Champagne,	Clauret, Cherrier, Clapperton, D'Auteuil, Décarie, Déchéne, Delaney, Doris, Dufresne, Garneau,	Girard, Gouin, Guerin, Laliberté, Lalonde, Langelier, McDonald, Major, Marion, Panneton,	Parent, Petit, Plante, Robidoux, Robitaille, Rocheleau, Roy, Talbot, Tessier (Rim.) et Turgeon—41.
---	---	---	---

Ainsi, l'amendement est rejeté

Alors, la motion principale est soumise à la Chambre et il est—

Ordonné,—Que les dits amendements soient maintenant lus la seconde fois.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et agréés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill—"Loi amendant la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal."

M. Rainville propose, secondé par M. Gouin,—et la question étant posée : Que ces amendements soient maintenant lus la seconde fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

Et la proposition étant faite :—Que cette Chambre concoure maintenant dans ces amendements ;

M. de Grosbois propose, en amendement, secondé par M. Bourbonnais :—Que cette Chambre concoure dans les amendements du Conseil législatif concernant les clauses 10 et 11 du bill : "Loi amendant la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal," mais ne croit pas devoir concourir dans les autres amendements du Conseil, au dit bill, pour les raisons suivantes :

1. Clause 5.—Parce que l'intérêt public exige que les échevins sachent lire et écrire ;

2. Clause 6.—Parce que l'amendement, tel que proposé originairement, avait simplement pour but de faire concorder la version anglaise avec la version française, et que l'amendement tel qu'il est, a pour effet de retrancher entièrement ce qu'il s'agissait de rectifier ;

3. Clause 9.—Parce que l'emploi du fond de réserve doit être entouré de garanties sérieuses ;

4. Clause 13.—Parce que ni la cité ni les citoyens n'ont demandé cette législation ;

5. Parce que, sur les autres points, l'intérêt public de la cité serait mieux servi sans ces amendements.

Qu'un message soit, en conséquence, envoyé au Conseil législatif.

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Guerin propose, secondé par l'honorable M. LeBlanc, et il est

Ordonné,—Que ce débat soit ajourné.

Il est une heure p. m., et M. l'Orateur ajourne la Chambre à trois heures p. m., aujourd'hui.

Trois heures p. m.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill modifiant la loi concernant le fonds de bâtisses et des jurés ;
Et bill amendant le Code municipal.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill concernant l'Exposition de Paris de 1900.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant un règlement de compte entre le gouvernement et la cité de Québec.

L'honorable M. Duffy informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur à lui soumettre ces résolutions, que Son Honneur recommande à sa considération.

La Chambre se constitue, alors, en comité général.

(EN COMITÉ).

Attendu que le gouvernement de cette province et la cité de Québec sont endettés l'un envers l'autre, pour les raisons et les montants mentionnés dans la cédule A de ces résolutions ;

Attendu que différentes poursuites ont été intentées contre la cité par le gouvernement, pour recouvrer une partie des sommes mentionnées dans la dite cédule, mais qu'on n'est arrivé à aucun règlement définitif ;

Attendu que la cité, sur la réclamation de \$107,874.05, admet devoir \$37,689.47, formant, avec la somme de \$120,000.00, mentionnée dans la dite cédule, un total de \$157,689.47, et qu'elle a offert de payer, en règlement, la somme de \$40,000.00, et de construire un trottoir, tel que détaillé dans le projet de convention reproduit dans la cédule B de ces résolutions pourvu que le gouvernement admette, en compensation, la réclamation de \$112,689.47, et que la balance de la réclamation du gouvernement soit abandonnée ;

Attendu qu'il est dans l'intérêt de la province de régler ainsi les comptes débattus entre elle et la cité, et d'arriver à une entente sur le montant que le gouvernement payera à l'avenir à la cité pour l'eau qui lui est fournie—il soit en conséquence,

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le Commissaire des Travaux publics : pour régler certains comptes entre la province et la cité de Québec, à signer, avec la dite cité,

des Travaux publics de la dite province, dûment autorisé aux fins des présentes par et en vertu d'un ordre en conseil de l'honorable Conseil exécutif de cette province, portant le No et daté de Québec, le jour de courant :

ET LA CITÉ DE QUÉBEC, représentée aux présentes par l'honorable Simon-Napoléon Parent, de la cité de Québec, conseil de la reine, et maire de la dite cité, dûment autorisé aux fins des présentes par et en vertu d'une résolution du conseil de la cité de Québec, datée de Québec, le jour de courant.

Lesquelles parties ont déclaré avoir réglé et compensé entre elles les réclamations respectives de l'une contre l'autre, savoir :

1. Les réclamations du dit gouvernement contre la dite cité pour tous arrérages, jusqu'au premier janvier 1900, pour l'entretien des vagabonds dans la prison de Québec, des aliénés dans les asiles, et des enfants dans les écoles industrielles et de réforme ; pour le fonds des bâtisses et des jurés jusqu'au premier juillet prochain ; et pour la construction du palais de justice de Québec jusqu'au premier juillet prochain ;

2. Les réclamations de la dite cité contre le gouvernement jusqu'au premier mai prochain, pour fourniture d'eau de l'aqueduc de Québec, à la maison de la rue Cook, où se trouvent les bureaux des archives et pour le percepteur du revenu ; à la maison occupée par les écoles des arts et métiers, rue Saint-Joachim ; à la prison de Québec et ses dépendances ; au palais de justice de Québec et aux édifices du Parlement ; et autres réclamations de la dite cité contre le gouvernement ;

Et pour parfaire les dits règlements et compensation, la dite cité de Québec a payé au dit gouvernement une somme de quarante mille piastres ; et, de plus, la dite cité s'engage à faire, pendant l'été prochain, du côté nord-ouest de la Grande-Allée, le long du terrain des édifices du Parlement, depuis le mur des fortifications, ou porte Saint-Louis, un trottoir en asphalte, semblable à celui de la rue Saint-Louis, ne coûtant pas plus de cinq mille piastres, y compris les traverses déjà faites ou à faire en face des chemins allant de la Grande-Allée aux édifices du Parlement ;

Les procès actuellement pendants devant la cour supérieure de Québec, entre les dites parties, au sujet des dites réclamations, seront déclarés réglés, chaque partie payant ses frais.

Et il est de plus convenu que, pour l'avenir, à partir du premier mai prochain, les taxes d'eau qui seront payées par le gouvernement à la cité pour fournitures d'eau aux dits différents édifices, sauf ceux de la rue Cook, seront de treize mille sept cent quatre-vingt-quatorze piastres, pour chaque année fiscale civile, payable chaque année, le premier novembre :

avec entente que, en cas de réduction des taxes d'eau payables par les contribuables ordinaires de la dite cité, une réduction proportionnelle sera faite sur la taxe payable par le gouvernement.

Fait et passé en la dite cité de Québec les jour, mois et an ci-dessus en premier lieu mentionnés, sous le numéro des minutes du notaire soussigné.

Et, après lecture faite, les dites parties ont signé en présence du dit notaire soussigné.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Garneau fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

En conséquence, M. Garneau rapporte alors les dites résolutions qui sont lues comme suit :

Attendu que le gouvernement de cette province et la cité de Québec sont endettés l'un envers l'autre pour les raisons et les montants mentionnés dans la cédule A de ces résolutions ;

Attendu que différentes poursuites ont été intentées contre la cité par le gouvernement pour recouvrer une partie des sommes mentionnées dans la dite cédule, mais qu'on n'est arrivé à aucun règlement définitif ;

Attendu que la cité, sur la réclamation de \$107,874.05, admet devoir \$37,689.47, formant, avec la somme de \$120,000.00, mentionnée dans la dite cédule, un total de \$157,689.47, et qu'elle a offert de payer, en règlement, la somme de \$40,000.00, et de construire un trottoir, tel que détaillé dans le projet de convention reproduit dans la cédule B de ces résolutions pourvu que le gouvernement admettre en compensation la réclamation de \$112,689.47, et que la balance de la réclamation du gouvernement soit abandonnée ;

Attendu qu'il est dans l'intérêt de la province de régler ainsi les comptes débattus entre elle et la cité, et d'arriver à une entente sur le montant que le gouvernement payera à l'avenir à la cité pour l'eau qui lui est fournie—il soit en conséquence,

1. *Résolu*,—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le Commissaire des Travaux publics, pour régler certains comptes entre la province et la cité de Québec, à signer, avec la dite cité au nom de la province, un acte de la teneur du projet d'acte reproduit dans la cédule B ci-annexée.

2. *Résolu*,—Que dès la signature de cet acte, les réclamations mentionnées dans la cédule A seront compensées et éteintes, et que le Trésorier de la province sera autorisé à faire faire, en conséquence, dans les livres de son département, les entrées nécessaires.

CÉDULE A

LA CORPORATION DE LA CITE DE QUEBEC EN COMPTE AVEC LE GOUVERNEMENT
DE LA PROVINCE DE QUEBEC.

Fonds des bâtisses et des jurés :		Taxes d'eau, Bureau des archives :	
Années 1894-95 à 1899-1900, inclusivement.....	\$ 11,016 00	1894-95 et 1895-96	\$ 168 00
Entretien des prisons communes :		Taxes d'eau, écoles des arts et manufactures :	
Du 1er octobre 1893 au 31 décembre 1899.....	9,640 80	1885-86 à 1899-1900, inclusivement.....	592 00
Entretien des aliénés (ancienne loi) :		Taxes d'eau, Prison :	
Arrérages jusqu'au 2 avril 1890..	37,780 57	1894-95 à 1899-1900, inclusivement.....	13,300 00
Entretien des aliénés (nouvelle loi) :		Taxes d'eau, Palais de Justice :	
Du 1er juillet 1892 au 31 décembre 1899	23,012 64	1894-95 à 1899-1900, inclusivement.....	20,586 00
Entretien des écoles industrielles et de réforme : du 1er juillet 1892 au 31 décembre 1899.....	26,424 04	Taxes d'eau, Edifice du gouvernement :	
	\$ 107,874 05	1887-88 à 1899-1900, inclusivement.....	77,788 00
Proportion de la corporation sur le montant imposé par le gouvernement, en vertu des lois 45 Vict., chap. 26, et 48 Vict., chap. 16, pour faire face à l'annuité que pour le paiement du capital et des intérêts des débiteures émises en vertu des dites lois, pour la construction du palais de justice de Québec, soit : quinze contributions annuelles de \$3,000 chacune, pour les quinze années fiscales commençant le 1er juillet 1885 et finissant le 30 juin 1900	120,000 00	Coût de l'excavation et des tuyaux pour relier le système d'égout des édifices du Parlement.....	255 47
	\$ 227,874 05		\$ 112,689 47
		Coût du trottoir de la Grande Allée en face du terrain des édifices du parlement, devant être construit par la corporation.....	5,000 00
			\$ 117,689 47
		Payé en argent par la cité.....	40,000 00
		Montant ravalé des comptes dus pour les services suivants :	
		Entretien de la prison commune	\$ 6,974 91
		Entretien des aliénés (ancienne loi).....	27,316 41
		Entretien des aliénés (nouvelle loi).....	16,750 43
		Entretien des écoles industrielles et de réforme....	19,142 83
			70,184 58
			\$ 227,874 05

CEDULE B

Le jour de de l'année mil neuf cent, devant
, notaire, soussigné, pour la province de Québec, demeurant en la
cité de Québec,

ONT COMPARU :

LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représenté aux présentes par l'honorable H. T. Duffy, conseil de la reine, et commissaire des Travaux publics de la dite province, dûment autorisé aux fins des présentes par et en vertu d'un ordre en conseil de l'honorable Conseil exécutif de cette province, portant le No et daté de Québec, le jour de courant :

ET LA CITÉ DE QUÉBEC, représentée aux présentes par l'honorable Simon-Napoléon Parent, de la cité de Québec, conseil de la reine, et

maire de la dite cité, dûment autorisé aux fins des présentes par et en vertu d'une résolution du conseil de la cité de Québec, datée de Québec, le jour de courant.

Lesquelles parties ont déclaré avoir réglé et compensé entre elles les réclamations respectives de l'une contre l'autre, savoir :

1. Les réclamations du dit gouvernement contre la dite cité pour tous arrérages, jusqu'au premier janvier 1900, pour l'entretien des vagabonds dans la prison de Québec, des aliénés dans les asiles, et des enfants dans les écoles industrielles et de réforme ; pour le fonds des bâtisses et des jurés jusqu'au premier juillet prochain ; et pour la construction du palais de justice de Québec jusqu'au premier juillet prochain ;

2. Les réclamations de la dite cité contre le gouvernement jusqu'au premier mai prochain, pour fourniture d'eau de l'aqueduc de Québec, à la maison de la rue Cook, où se trouvent les bureaux des archives et pour le percepteur du revenu ; à la maison occupée par les écoles des arts et métiers, rue Saint-Joachim ; à la prison de Québec et ses dépendances ; au palais de justice de Québec et aux édifices du Parlement ; et autres réclamations de la dite cité contre le gouvernement ;

Et pour parfaire les dits règlements et compensation, la dite cité de Québec a payé au dit gouvernement une somme de quarante mille piastres ; et, de plus, la dite cité s'engage à faire, pendant l'été prochain, du côté nord-ouest de la Grande-Allée, le long du terrain des édifices du Parlement, depuis le mur des fortifications, ou porte Saint-Louis, un trottoir en asphalte, semblable à celui de la rue Saint-Louis, ne coûtant pas plus de cinq mille piastres, y compris les traverses déjà faites ou à faire en face des chemins allant de la Grande-Allée aux édifices du Parlement ;

Les procès actuellement pendants devant la cour supérieure de Québec, entre les dites parties, au sujet des dites réclamations, seront déclarés réglés, chaque partie payant ses frais.

Et il est de plus convenu que, pour l'avenir, à partir du premier mai prochain, les taxes d'eau qui seront payées par le gouvernement à la cité pour fournitures d'eau aux dits différents édifices, sauf ceux de la rue Cook, seront de treize mille sept cent quatre-vingt-quatorze piastres, pour chaque année fiscale civile, payable chaque année, le premier novembre : avec entente que, en cas de réduction des taxes d'eau payables par les contribuables ordinaires de la dite cité, une réduction proportionnelle sera faite sur la taxe payable par le gouvernement.

Fait et passé en la dite cité de Québec les jour, mois et an ci-dessus en premier lieu mentionnés, sous le numéro des minutes du notaire soussigné.

Et, après lecture faite, les dites parties ont signé en présence du dit notaire soussigné.

Ordonné, — Que ces résolutions soient lues la seconde fois à la prochaine séance.

M. Garneau, du comité des impressions, présente à la Chambre, le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité recommande l'impression des documents suivants :

- No 1. (Du Conseil législatif.) Incendies de Québec, 1845.
- No 19. Pulpe de bois :—réglementation de la fabrication de la—
- No 20. (De la dernière session, 1899.)—Etat des \$53.000 votés pour Ecoles élémentaires (60 Vic., ch. 3.)
Rapport supplémentaire de l'Inspecteur des Mines.
- No 27. Ecoles élémentaires : \$13,133.28.
- No 30. Dussault, Joseph :—lettre de—
- No 32. Demers L. J. Pétition de droit et copie du jugement des cours (moins le dossier des procédures.)
- Nos 44, 44a, 44b, 44c. Dussault Joseph : paiement de \$27,052.00 à—
- No 49. Dépôt de garantie des chemins de fer.
- No 53. \$15,000, Terres, Pêcheries, etc.
- No 62. Demers L. J. :—pétition de droit contre le gouvernement.
- No 64. \$12,000, Pêche et Chasse.
- No 66. Somme de \$50,000.00 votée par l'acte 60 Victoria, ch. 3, écoles élémentaires.
- No 68. Somme de \$50,000.00 votée pour les fins d'éducation. Distribution de la—
- No 68a. Somme de \$50,000.00 votée pour les fins d'éducation. Distribution de la—
- No 69. (Document de la dernière session 1899.)
Congrès de Colonisation tenu à Montréal.
- No 77. Instruction aux agents des Terres de la Couronne au sujet de la vente des lots propres à la culture, (moins le Manuel.)
- No 78. Chemin de fer Montréal-Occidental : prolongement au Nominigue et à la Lièvre.
- No 83. Ecoles élémentaires.
- No 87. Somme de \$50,881.58. Fonds des écoles élémentaires, en vertu de la 60 Vict., ch. 3.
- No 88. Livres d'écoles. Distribution gratuite de—
- No 92. Congrès de la Colonisation, tenu à Montréal, novembre 1898.
- No 99. Livres approuvés par le Conseil de l'Instruction Publique, qui peuvent être mis à l'usage des élèves dans les écoles publiques.
- No 100. Minutes des séances du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique.
- No 101. Universités McGill et “ Bishop's College.”
- No 102. Résignation de tout membre du comité protestant du Conseil de l'Instruction Publique.
- No 103. Octrois aux universités McGill et Bishop.
- No 112. Pont sur le fleuve St-Laurent.

No 114. Somme de \$50,000.00 votée par l'acte 60 Vict., chap. 3, loi concernant les écoles élémentaires.

Nos 115, 115a. Agents, sous-agents des terres ou bois, leur salaire, commission ou déboursés.

No 116. Somme de \$50,881.58, fonds des écoles élémentaires. en vertu de 60 Vict., ch. 3.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant les édifices publics," avec divers amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant les édifices publics," et les dits amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la seconde lecture de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill concernant un octroi à la compagnie du pont de Québec et des subsides à des compagnies de chemin de fer.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Bouffard.—1. Un nommé Gladu, de St-Polycarpe, comté de Soulanges, a-t-il été employé dans le département du contrôleur du revenu de cette province, du mois de novembre 1897 au mois de janvier 1898, inclusivement ?

2. Dans l'affirmative, durant combien de jours ?

3. Quel montant lui a été payé à titre de salaire ou autrement ?

Réponse par l'hon. M. Marchand.—1. Oui. 2. Durant 39 jours, du 23 novembre au 31 décembre 1897. 3. \$20.00.

Par M. Girard —1. Le ministre d'agriculture a-t-il reçu une requête de la société d'agriculture de Chicoutimi, ou du président de la dite société, sollicitant un octroi pour l'aider à tenir une exposition régionale à Chicoutimi, dans le cours de l'été 1900 ?

2. Dans l'affirmative, à quelle date et par l'entremise de qui ?

3. Cette société peut-elle compter sur un octroi quelconque pour l'aider à tenir cette exposition ?

Réponse par l'honorable M. Déchêne.—1. Oui. 2. Le 20 janvier dernier, par l'entremise de M. Petit, député du comté de Chicoutimi. 3. Sous considération.

La Chambre reprend le débat ajourné, sur la proposition de l'honorable M. Guérin, faite à la motion de M. DeGrosbois, pour le concours dans les amendements faits par le Conseil législatif au bill amendant la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Laquelle motion se lisait comme suit :

“ Que cette Chambre concoure dans les amendements du Conseil législatif, concernant les clauses 10 et 11 du bill No 136—“ Loi amendant la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal ” mais ne croit pas devoir concourir dans les autres amendements du Conseil au dit bill, pour les raisons suivantes :

1. Clause 5.—Parce que l'intérêt public exige que les échevins sachant lire et écrire ;

2. Clause 6.—Parce que l'amendement, tel que proposé originairement, avait simplement pour but de faire concorder la version anglaise avec la version française, et que l'amendement tel qu'il est, a pour effet de retrancher entièrement ce qu'il s'agissait de rectifier ;

3. Clause 9.—Parce que l'emploi du fond de réserve doit être entouré de garanties sérieuses ;

4. Clause 13.—Parce que ni la cité ni les citoyens n'ont demandé cette législation ;

5. Parce que, sur les autres points, l'intérêt public de la cité serait mieux servi sans ces amendements.

Qu'un message soit, en conséquence, envoyé au Conseil législatif. ”

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Guérin propose comme sous-amendement, secondé par M. Champagne :

1. Que le chiffre 13 soit ajouté après le chiffre 11, dans le premier paragraphe de l'amendement.

2. Que le sixième paragraphe de l'amendement soit biffé.

Et un débat s'en suivant ;

M. Champagne propose, secondé par M. Chauret,—et la question étant soumise :—Que ce débat soit maintenant ajourné ; la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bédard,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rocheleau et</i>
<i>Chauret,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Plante,</i>	<i>Tellier.—13.</i>
<i>Gosselin,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Taibot,</i>
<i>Bourbonnais.</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Tessier (Rim.),</i>
<i>Carbray.</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dessaules,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Caron (Mask.),</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Weir.—43.</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Normand,</i>	

Ainsi, la proposition est rejetée.

L'honorable M. Guerin, de consentement unanime, retire sa motion en sous-amendement.

Et, la question étant posée sur l'amendement ;

M. Bickerdike propose comme sous-amendement, secondé par M. Hunt :—Que tous les mots après “ que ” soient retranchés et remplacés par les suivants : “ les amendements faits par le Conseil au dit bill soient considérés clause par clause.”

M. l'Orateur décide que ce sous-amendement n'est pas dans l'ordre.

Et, la question étant, de nouveau, posée sur l'amendement ;

L'honorable M. Atwater propose comme sous-amendement, secondé par l'honorable M. Nantel :—Que les chiffres 5 et 9 dans le bill, tel que passé par cette Chambre soient insérés avant le chiffre 10, dans le premier paragraphe de l'amendement.

2. Que les paragraphes 3 et 4 de l'amendement soient biffés.”

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Nantel propose, secondé par l'honorable M. Atwater,—et la proposition étant faite :—Que ce débat soit ajourné.

De consentement unanime cette motion est retirée.

Le sous-amendement étant alors mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Doris,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Weir.—23.</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Caron (Mask.)</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Tessier (Rim.)</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Watts.—35.</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Petit,</i>	

Ainsi, le sous-amendement est rejeté.

L'amendement est alors soumis à la Chambre

L'honorable M. Guerin propose en sous-amendement, secondé par M. Champagne :

1. Que le chiffre 13, paragraphe 2, soit ajouté après le chiffre 11 dans le premier paragraphe de l'amendement.

2. Que le sixième paragraphe de l'amendement soit retranché.

Et, ce sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Girard,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier et</i>
<i>Chicoyne.</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rim).—28.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Caron (Matane),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Atwater,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Weir.---28.</i>
<i>Caron (Maski.),</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lislois,</i>	

Ainsi, le sous-amendement est adopté.

Alors, la motion principale, telle qu'amendée, est soumise à la Chambre qui se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cherrier,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Parent,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Déchêne,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Caron (Maski.),</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Delany,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Tessier (Rim.) et</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Watts.---36.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Ball,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Tellier et</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Weir.---19.</i>
<i>Carbray,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Il est six heures p. m. M. l'Orateur ajourne la Chambre à huit heures p. m.

Huit heures p. m.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec plusieurs amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir :

Bill intitulé :—" Charte de la cité de Trois-Rivières, 1900."

Aussi le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements, pour lesquels il demande son concours, savoir :

Bill amendant la charte de la compagnie du Conservatoire de Montréal.

Et, aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements, pour lesquels il demande son concours, savoir :

Bill amendant de nouveau la charte de la " Montreal Trust and Deposit Company."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi amendant de nouveau la charte de la " Montreal Trust and Deposit Company ", lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le Bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi amendant la charte de la Compagnie du Conservatoire de Montréal ", lesquels sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le Bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Le Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi amendant la charte de la cité de Trois-Rivières, 1900 ", lesquels sont lus la première et la seconde fois.

Et, la proposition étant faite : Que cette Chambre concoure maintenant dans ces amendements,

M. Caron (Maskinongé), propose comme amendement à cette motion, secondé par M. DeGrosbois :—que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " dans six mois " soient ajoutés à la fin de la proposition.

L'honorable M. Nantel soulève le point d'ordre que le député de Maskinongé n'a pas le droit de parler une deuxième fois sur la même question.

M. l'Orateur maintient le point d'ordre.

M. Caron propose, secondé par M. DeGrosbois,—et la question étant soumise :—Que la Chambre s'ajourne maintenant.

L'honorable M. LeBlanc soulève la question d'ordre que le député de Maskinongé n'a pas le droit de proposer l'ajournement de la Chambre, parce qu'il a déjà parlé sur la question.

M. l'Orateur maintient la question d'ordre.

M. DeGrosbois propose, secondé par M. Bourbonnais,—et la question étant posée :—Que la Chambre s'ajourne maintenant.

Un débat s'élève.

De consentement unanime, cette motion est retirée.

Et, l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Béland,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Caron (Mask.),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Doris,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Lislois,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Major,</i>	<i>Weir.—35.</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Marchand,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard.</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Petit,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Plante et</i>
<i>D'Auteuil,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Panneton,</i>	<i>Tellier.—19.</i>
<i>Dufresne,</i>	<i>McDonald,</i>	<i>Parent,</i>	

Ainsi, l'amendement est adopté.

Alors la motion principale, amendée, est soumise à la Chambre, il est Ordonné,—Que cette Chambre concoure dans les amendements faits par le Conseil législatif à ce bill, dans six mois à dater d'aujourd'hui.

L'honorable M. LeBlanc se lève de son siège et soulève une question de privilège. Il propose :

“ Qu'attendu, qu'à sa dernière séance, cette Chambre a siégé après six heures, contrairement à l'ordre de cette Chambre, contenu à la page 372

des procès-verbaux, relativement à la tenue de trois séances par jour, lequel n'avait pas été rescindé au préalable, et, outre le fait que le député de Laval eut attiré l'attention de M. l'Orateur qu'il était six heures, et ce contrairement aux privilèges des membres de cette Chambre, il soit

Résolu,—Que M. le Greffier lise ses notes des procédures de la dernière séance.

L'honorable M. Déchène soulève le point d'ordre que la question soumise par le député de Laval n'est pas une question de privilège, et qu'il faut un avis à la motion qu'il a proposée.

M. l'Orateur réserve sa décision.

La Chambre procède à prendre de nouveau en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Loi amendant la loi concernant les édifices publics," lesquels sont lus et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des résolutions, rapportées aujourd'hui du comité général, concernant un règlement de compte entre le gouvernement et la cité de Québec.

Les dites résolutions sont lues une seconde fois et agréées.

Ordonné,—Que l'hon. M. Duffy ait la permission de présenter un bill concernant un règlement de compte entre le gouvernement et la cité de Québec.

En conséquence, il présente ce bill, qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Chicoyne.—Est-ce l'intention du gouvernement de ne plus accorder de licence pour la vente en gros de liqueurs enivrantes dans les municipalités qui auront passé un règlement de prohibition, en vertu de l'article 1095 des Statuts refondus de la Province?

Réponse par l'honorable M. Marchand:—Eu égard à des difficultés légales et constitutionnelles, le gouvernement de la province de Québec n'a pas le pouvoir de prohiber la vente en gros des liqueurs enivrantes.

Par M. Champagne.—Le 15 mars 1900, à l'interpellation suivante, faite par l'honorable M. Langelier, (page 378 des procès-verbaux de cette Chambre) : 1. Quel était le nom de l'avocat qui représentait le gouvernement dans la pétition de droit de la banque Jacques-Cartier vs. La Reine, numéro 1273 de la Cour Supérieure, pour le district de Québec, en 1893 ? 2. Quel montant le gouvernement a-t-il payé à cet avocat, à quelque titre que ce soit, en rapport avec cette cause ?

L'honorable M. Robidoux a répondu comme suit : 1. Charles Darveau, C. R. ; 2. \$1,083.76.

Le gouvernement actuel est-il en état de dire à cette Chambre, pourquoi le gouvernement conservateur du temps a payé cette somme de \$1,083.76 à M. Chs. Darveau, attendu que la banque Jacques-Cartier à elle-même payé à M. Chs. Darveau, pour ses divers mémoires de frais, dans les Cour Supérieure, Cour d'Appel et de la Cour Suprême la somme de \$852.93 ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—Cette somme de \$1,093.76 paraît avoir été payée à M. Chs. Darveau, C. R., d'après les comptes produits au département du Trésor, comme suit, savoir :

8 mai 1893.—Avance en Cour Supérieure	\$	50	00
9 mai 1894.—Avance en Cour d'Appel.....		100	00
17 mai 1895.—Compte en Appel.....		220	00
4 juillet 1895.—Avance en Cour Suprême.....		200	00
4 janvier 1896.—Balance de frais en Cour Suprême.....		59	66
12 juin 1896.—Balance de frais dans toutes les cours..	\$149	02	
8 juillet 1896.— Balance de frais dans toutes les cours..	305	08	
		454	10
	\$	1,083	76

(Voir lettre du Procureur-Général, No 3424/95 du 12 juin 1896)

Par M. Champagne.—Le 15 mars 1900, à l'interpellation suivante, faite par l'honorable M. Langelier, (page 378 des procès-verbaux de cette Chambre) : 1. Quel était le nom de l'avocat du gouvernement dans la pétition de droit de la " Waterous Engine Works Co." vs. La Reine, No 390 de la Cour Supérieure, pour le district de Québec, en 1893 ? 2. Quel montant le gouvernement a-t-il payé à cet avocat, à quelque titre que ce soit, en rapport avec cette cause ?

L'honorable M. Robidoux a répondu comme suit : 1. Edmond Lortie ; 2. \$568.48.

Le gouvernement actuel est-il en état de dire que dans cette cause, le Procureur-général du temps, l'honorable Chase-Casgrain, avait, lors de

l'audition de la cause en appel, chargé M. I. N. Belleau, avocat, de Lévis' d'agir comme conseil et que, pour ses services professionnels, en rapport avec cette cause, le gouvernement conservateur du temps lui a payé \$300.

Réponse par l'honorable M. Robidoux :—Il paraît par les comptes public que le 30 avril 1894, Monsieur I. N. Belleau, C. R., a reçu \$125.00 pour son compte pour services professionnels dans cette cause en appel.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill concernant le district judiciaire de St-François.

L'honorable M. Hackett propose, secondé par l'honorable M. LeBlanc, —et la proposition étant faite : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

L'honorable M. Robidoux propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Marchand, que le mot " maintenant " soit retranché et que les suivants : ' dans six mois " soient ajoutés à la fin de la motion.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Blanchard,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Chaufet,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Tessier (Rim.)</i>
<i>Cotton,</i>	<i>Guerin.</i>	<i>Petit,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Rainville,</i>	<i>Weir.—29.</i>
<i>Déchène,</i>			

C ONTR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Chicoyne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>
<i>Ball,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Langelier.</i>	<i>Panneton et</i>
<i>Bédard.</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier.—13</i>
<i>Béland,</i>			

Ainsi, l'amendement est adopté.

Alors, la motion principale étant soumise, il est

Ordonné,—Que la Chambre ne se forme en comité général pour considérer ce bill que dans six mois.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill concernant l'inspection des compagnies d'assurance; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. Hackett fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu: Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a passé le bill intitulé: " Loi amendant la loi concernant la Société d'industrie laitière de la province de Québec," sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill: " Loi amendant la loi concernant les taxes sur les corporations et les compagnies commerciales," avec certains amendements pour lesquels il demande son concours.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé: " Loi amendant la loi concernant les taxes sur les corporations et les compagnies commerciales"; lesquels sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus la seconde fois à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill annexant un certain territoire à la paroisse de Saint-Pierre de la Pointe-aux-Esquimaux, pour les fins municipales et électorales ;

M. Petit propose, secondé par M. Lislois,— et la question étant posée: Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois; la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et remis à la prochaine séance pour être considéré en comité général.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant le Code municipal relativement aux eaux d'alimentation ;

M. Roy propose, secondé par M. Garneau,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois; et la question étant posée, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général pour demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill amendant l'article 1095 des Statuts refondus.

M. Chicoyne propose, secondé par M. Normand,—et la question étant posée : que ce bill soit lu la seconde fois ;

M. Chicoyne propose, que du consentement unanime de la Chambre cette motion soit retirée.

Ordonné,—Que l'ordre soit rescindé.

Ordonné,—Que le bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la reprise du débat ajourné, mardi, le 20 mars courant, sur l'amendement fait par M. Champagne à la motion alors proposée :—Que le quatrième rapport du comité d'agriculture ne soit pas reçu maintenant, mais que le bill—Loi amendant la loi concernant les distinctions provinciales du Mérite agricole, soit de nouveau référé au comité d'agriculture.

M. Champagne propose, et du consentement unanime de la Chambre, il est

Ordonné,—Que le dit amendement soit retiré.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Panneton propose, secondé par l'honorable M. LeBlanc, et il est

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill concernant le " Bishop's College," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'il s'agit d'une maison d'éducation.

L'honorable M. Robidoux dépose sur le bureau de la Chambre, le document suivant :

Réponse à une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, en date du 1er février 1900, demandant copie de tous les arrêtés-en-conseil au sujet de l'Exposition de Paris.

2. Copie de tous rapports et de toute correspondance à ce sujet.

3. Un état détaillé des dépenses encourues jusqu'à cette date, en indiquant en vertu de quels crédits ou autorisation légale, ces dépenses ont été faites.—(*Document de la session No 122.*)

At, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 23 Mars 1900

Dix heures et demie, a. m.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement, savoir :

Bill concernant la construction des lignes de téléphone.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill concernant un règlement de compte entre le gouvernement et la cité de Québec.

Le bill est lu la seconde fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au Bill intitulé : " Loi amendant la loi concernant les taxes sur les corporations et compagnies commerciales "; lesquels sont lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné, lundi le 19 mars courant, sur la proposition de l'honorable M. Robidoux, faite à la motion de l'honorable M. LeBlanc, demandant qu'une adresse soit votée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre une copie des ordres en conseil et la correspondance se rapportant à la révocation comme juge de paix de Napoléon Lambert, et la nomination comme juge de paix de Séraphin Bertrand, adjoint à la commission de la paix pour le district d'Arthabaska.

Et le débat se continuant,

L'honorable M. Pelletier soulève la question d'ordre que le député de Berthier ne peut pas citer un dossier officiel qui n'a pas été produit régulièrement devant la Chambre, et qu'il doit s'en tenir à la question.

M. l'Orateur maintient la question d'ordre sur les deux points.

Alors, la motion principale est soumise à la Chambre et elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'ordre du jour appelle la réception du rapport du comité des subsides relativement à la résolution No 8 du budget supplémentaire pour l'année finissant le 30 juin 1900.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux, et la proposition étant faite : que ce rapport soit reçu maintenant,

M. Plante propose, comme amendement, secondé par M. D'Auteuil : que tous les mots après " que " soit retranchés et remplacés par les suivants :

" Que Joseph Dussault, par son curateur, ayant pris une pétition de droit pour ce qui prétend lui être dû pour la liste des terres, l'honorable juge Pelletier lui a accordé de ce chef, une somme de \$16,482.00.

Que la raison donnée par l'honorable juge Pelletier, pour réduire le montant réclamé, savoir \$19,390.59 à \$16,482.00, et que Dussault, examiné lui-même sous serment, a admis que la somme de \$19,390.59, était de 15 o/o plus élevé que le prix ordinaire du commerce.

Que le jugement de l'honorable juge Pelletier ayant été infirmé par la majorité de la Cour d'Appel, qui a complètement rejeté cet item de la réclamation, la Province ne devait pas, dans tous les cas, payer plus que le jugement ainsi infirmé accordait, et surtout ne devait pas payer les 15 o/o de surcharge admis par Dussault.

Que la différence entre \$19,390.59 et \$16,482.00 est de \$2,908.59 et que ce montant ainsi que l'intérêt sur icelui, savoir \$620.48, devrait être déduit du montant à être voté.

Qu'en conséquence, cet item soit de nouveau renvoyé au comité général de la Chambre, avec instruction de réduire le chiffre accordé à Dussault de \$2,908.59, plus \$620.48, formant en tout \$3,529.07."

L'amendement étant soumis à la Chambre,

M. Robitaille propose, comme sous-amendement, secondé par M. Tessier (Rimouski) : que tous les mots après " que ", dans l'amendement, soient retranchés et remplacés par les suivants : " Cette Chambre en votant cet article du budget, constate avec plaisir que le gouvernement a rendu justice à M. Dussault et à ses créanciers, en soldant une dette dont la légalité a été reconnu par l'honorable juge Cyrias Pelletier, de la Cour Supérieure, Sir Alexandre Lacoste et l'honorable juge Blanchet, de la Cour d'Appel, et admise par les gouvernements conservateurs qui ont payé une partie de cette créance à leurs amis politiques, entre autres à M. J. E. Lavery, conseil de la Reine, de la ville de Québec, et après que l'honorable T. Chase Casgrain, Procureur général dans le cabinet Taillon, eut déclaré, sous sa signature, à la date du 23 septembre 1893, que, dans son opinion, M. Dussault avait une bonne réclamation contre le gouvernement, et cela dans les termes suivants : " Je suis d'avis qu'il appert par les allégués que le pétitionnaire a un droit d'action contre le gouvernement, et je recommande que permission soit donnée au pétitionnaire de poursuivre. 23 septembre 1893."

(Signé) THS. CHASE CASGRAIN, P. G.

Le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rim.)</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Rainville,</i>	<i>Weir.—37.</i>
<i>Clapperton,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Plante et</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—16.</i>

Ainsi, le sous-amendement est adopté.

Et, la motion principale, telle qu'amendée, étant de nouveau proposée, M. Marion propose, comme amendement, secondé par M. Tellier : Que tous les mots après " que " soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Que Joseph Dussault, par son curateur, ayant pris une pétition de droit pour ce qui prétend lui être dû pour le traité d'ensilage, l'honorable juge Pelletier lui a accordé, de ce chef, une somme \$8,208.68.

Que la raison donnée par l'honorable juge Pelletier, pour réduire le montant réclamé, savoir \$10,000 à \$8,208 68 est : 1. Que Dussault, examiné lui-même sous serment, a admis que la somme de \$10,000 était de 15 o/o plus élevée que le prix ordinaire du commerce, ce qui laissait une balance de \$8,500.00, et, 2. Que Dussault avait reçu en à-compte \$292.32, en argent, ce qui mettait le jugement à \$8,208.68.

Que le jugement de l'honorable juge Pelletier ayant été infirmé par la majorité de la Cour d'Appel, qui a complètement rejeté cet item de la réclamation, la Province ne devrait pas, dans tous les cas, payer plus que le jugement ainsi infirmé accordait, et surtout ne devrait pas payer les 15 o/o de surcharge admis par Dussault.

Que cette surcharge de \$1,500 devrait au moins être déduite de l'item No 8, ainsi que l'intérêt, savoir : \$500, formant \$2,000.

Qu'en conséquence, cet item soit de nouveau renvoyé au comité général de la Chambre, avec instruction de réduire le chiffre accordé à Dussault de \$2,000."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Plante et</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—17.</i>
<i>D'Auteuil,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Matane)</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tessier (Rim.),</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—39.</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Rainville,</i>	

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et la motion principale étant, de nouveau, proposé,
M. Dufresne propose, comme amendement, secondé par M. Bédard :
Que tous les mots après " que " soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Que dans le dit item 8 du budget supplémentaire, il y a un montant de \$1,500.00 d'alloué pour profits que le dit Dussault n'a pas faits sur l'impression de l'une des versions du rapport du Surintendant de l'Instruction publique ;

Que le dit Dussault n'a pas exécuté cette impression ;

Que Dussault prétend lui-même que sur les nombreux travaux d'impression qui lui étaient confiés, il faisait avec la province un profit de 60 o/o.

Qu'il appert même, que sur ces travaux d'impression, qui lui étaient ainsi confiés, le dit Dussault a pu en donner une partie par sous-contrat, que ce sous-contrat est produit au dossier et qu'il démontre que, sans toucher à l'ouvrage, les profits que faisaient Dussault sur les travaux exécutés étaient tellement considérables, qu'un autre imprimeur pouvait les exécuter avec profit pour lui-même, tout en allouant au dit Dussault une commission ou gratuité de 33 o/o.

Que, puisqu'il faisait ces profits considérables sur ces travaux, qu'il a exécutés, Dussault n'aurait pas dû réclamer de la province, et la province ne devrait pas lui payer des profits sur des travaux non faits.

Que le dit Dussault avait antérieurement lui-même déclaré dans une lettre en date du 30 décembre 1891, que les deux versions de cet ouvrage coûteraient de \$3,200.00 à \$3,300.00 et qu'il avait reçu en à-compte \$2,500.00, lesquelles devaient être appliquées sur le coût de l'impression des deux versions.

Que, si Dussault avait exécuté l'impression des deux versions, il n'aurait donc eu droit en tout, y compris ses profits, qu'à \$3,300.00 au plus.

Qu'ayant reçu \$2,500.00, il ne pourrait pas, à tout événement, réclamer plus que la différence entre ces \$2,500.00 et \$3,300.00, ce qui porterait la balance de sa réclamation, pour prétendus profits, d'après sa propre admission, à \$800.00 au lieu de \$1,500.00.

Qu'il résulte de tout ce que ci-haut, que ce prétendu item de \$1,500.00 est une réclamation futile qui aurait du être écartée sans discussion.

Que, non seulement l'ordre en conseil du 5 mai 1899 accorde ces \$1,500.00, mais qu'il accorde, en outre, l'intérêt à 4 o/o savoir: \$427.73, formant en tout \$1,927.73, et que ce montant devrait, à tout événement, être retranché de la dite réclamation.

Qu'en conséquence, cet item soit de nouveau référé au comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en retranchant la dite somme de \$1,927.73."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nuntel,</i>	<i>Tellier.—17.</i>
<i>D'Auteuil,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tessier (Rim.)</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—40.</i>

Ainsi l'amendement est rejeté.

Et, la motion principale, telle qu'amendée, étant de nouveau soumise à la Chambre,

M. Bédard propose, comme amendement, secondé par M. D'Auteuil: Que tout les mots après " que " soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Que suivant la recommandation de la Cour d'Appel, l'administration précédente a passé un ordre en conseil accordant à la Banque Jacques-Cartier \$6,000.00 avec intérêt à 4 o/o pour 5 ans, savoir \$1,200.00.

Que la Banque Jacques-Cartier, par sa lettre, en date du 22 décembre 1898, a déclaré que cet ordre en conseil ne lui rendant pas justice complète, elle n'avait pas voulu s'en prévaloir, et qu'elle attendait une plus complète justice.

Que le dit Dussault, étant au fait de toutes les démarches et de toutes les intentions du gouvernement, s'est permis d'écrire à la banque, le 22 février 1899, une lettre dans laquelle il disait : " je suis officieusement informé et autorisé à vous dire que le gouvernement ne fera aucun règlement, ni avec la banque ni avec mon curateur, et ne veut régler qu'avec moi directement."

Qu'il appert au dossier que la banque a communiqué cette lettre au gouvernement, lequel ne l'a aucunement repudiée.

Qu'en conséquence, la banque intimidée a été obligée d'accéder, tel qu'il appert par l'acte authentique passé devant Mtre Taschereau, notaire, une somme de \$5,000.00, en parfait règlement de tout ce qui lui était dû.

Que le dit Dussault, ayant réglé cette réclamation pour \$5,000.00, grâce à ses menaces, qui étaient à la connaissance du gouvernement, ne devrait pas, dans tous les cas, recevoir plus, de ce chef, que ce qu'il a payé lui-même

Que le gouvernement accorde de ce chef \$6,000 00, plus l'intérêt depuis 1892, à 4 %, formant en tout \$7,680.00.

Que cet item de la réclamation doit être réduit de \$7,680.00 à \$5,000.00.

Qu'en conséquence, cet item soit de nouveau renvoyé au comité général de la Chambre, avec instruction de réduire le chiffre accordé à Dussault de \$7,680.00 à \$5,000.00."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Plante et</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—17.</i>
<i>D'Auteuil,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitoux,</i>
<i>Bickerdike.</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delany,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron, (Matane)</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tessier (Rim.).</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—40.</i>

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et la motion principale, telle qu'amendée, étant de nouveau soumise à la Chambre, M. D'Auteuil propose, comme amendement, secondé par

M. Bédard : Que tous les mots après " que " soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Que le gouvernement, par le dit item 8, du budget supplémentaire, accorde à Dussault \$446.00, étant pour du papier que Dussault aurait acheté de L. J. Demers & Frères

Que Dussault n'était pas obligé d'acheter ce papier, mais que l'ayant acheté et l'ayant eu à un prix arrêté et convenu entre Demers et lui, il a, en conséquence, reçu valeur pour les \$446 00 qu'il payait, et qu'en lui payant maintenant ces \$446.00, Dussault se trouverait à être payé deux fois pour la même chose, d'abord pour le papier qu'il a reçu, et ensuite par l'argent que le gouvernement lui donne pour ce même papier qu'il a converti à son usage.

Qu'en faisant cette réclamation, Dussault prétend bien, il est vrai, que ce papier était endommagé, et que cela lui causait une perte, sans dire laquelle, mais que ce fait n'est pas établi autrement que par l'assertion gratuite de Dussault, et que, du reste, si le papier était endommagé, le gouvernement n'aurait dû dans tous les cas, s'engager à ne payer que la différence entre la valeur primitive du papier et sa valeur après le prétendu dommage subi.

Que du reste, si tel dommage existait, c'était à Dussault à l'établir, ce qu'il n'a pas fait.

Que non seulement le gouvernement propose de payer les dites \$446.00, mais qu'il se propose aussi de payer l'intérêt sur cette somme, savoir \$135.17.

Qu'en conséquence, le dit item 8, du budget supplémentaire soit de nouveau référé au comité général, avec instruction de l'amender en retranchant les dites \$446.00 avec l'intérêt, savoir : \$135.17, formant en tout, \$581.17."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :
Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Plante et</i>
<i>Ball,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Tellier—17.</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Nantel,</i>	
<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Panneton,</i>	
<i>D'Auteuil,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pelletier,</i>	

CONTRE :
Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tessier (Rim.),</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—40.</i>

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et la motion principale, telle qu'amendée, est de nouveau soumise à la Chambre; M. Panneton propose, comme amendement, secondé par M. Tellier: que tous les mots après "que" soit retranchés et remplacés par les suivants:

"Que, par l'ordre en conseil du 5 mai 1899, le gouvernement a reconnu que la province était débitrice envers Dussault, d'une somme de \$26,194.00 dont à peu près \$7,000.00 pour des intérêts seulement.

Qu'après la passation du dit ordre en conseil, Dussault a fait des transports à diverses personnes et corporations.

Que le premier ministre de cette province a cru devoir intervenir dans les dits transports et les accepter.

Lorsque le budget supplémentaire a été soumis à cette Chambre, pour examen et discussion, et lorsque les papiers ont été déposés sur le bureau de cette Chambre, il est devenu évident que le gouvernement ne devrait pas le montant qu'il s'était engagé à payer.

Que le gouvernement a lui même partiellement reconnu cela en passant le 19 février dernier, un ordre en conseil, réduisant la réclamation de \$437.00.

Que la réclamation Dussault, telle qu'admise par le gouvernement et présentée à cette Chambre, était en partie composée de montants considérables, pour entr'autres choses des intérêts payés deux fois pour la même somme de l'intérêt composé et des intérêts calculés à un taux plus considérable que celui de 4⁰/100, qui était fixé dans l'ordre en conseil.

Qu'après avoir d'abord prétendu et solennellement affirmé que tout cela était dû à Dussault, qu'il n'y avait pas d'intérêts payés deux fois, ni d'intérêt composé, ni erroné, le gouvernement, mis de nouveau en présence de chiffres d'une évidence indiscutable, a cru devoir admettre sa propre incompétence et son inhabileté à établir le *quantum* de la réclamation qu'il voulait lui-même payer.

Que doutant non-seulement de sa propre capacité, mais de celle des officiers du Trésor, le gouvernement a cru devoir faire venir de Montréal, M. A. L. Kent, comptable, pour lui soumettre ses propres chiffres pour examen et vérification.

Que le dit A. L. Kent a fait rapport de son travail et que, par son rapport produit au dossier, sans se prononcer sur le bien ou mal fondé de certains items de la réclamation et sans en approuver un seul, il a cependant nettement déclaré que la réclamation Dussault devait être réduite de \$2,382.48.

Que le dit A. L. Kent a fait ce travail à la demande du gouvernement *ex-parte*, et que ses recommandations auraient dû pour le moins être suivies.

Que cependant, le gouvernement n'a pas même jugé à propos d'adopter complètement les conclusions du dit A. L. Kent, et que le 20 mars courant, un ordre en conseil a été passé par lequel le gouvernement a consenti à réduire la réclamation Dussault de \$2,160 45, seulement, au lieu de la réduire de \$2,382.48, tel que le dit A. L. Kent le recommandait.

Que le gouvernement aurait dû et devrait au moins accepter les conclusions du rapport du dit A. L. Kent.

Qu'en conséquence, cet item soit de nouveau renvoyé en comité général de la Chambre, avec instruction de le réduire conformément au rapport du dit A. L. Kent".

L'amendement étant mis aux vote, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier.—17.</i>
<i>D'Auteuil,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Bélard,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tessier (Rim.),</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—40.</i>

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et, la motion principale, telle qu'amendée, étant de nouveau soumise à la Chambre,

M. Grenier propose, comme amendement, secondé par M. Dufresne : Que tous les mots après " que " soient retranchés et remplacés par les suivants :

" La réclamation du dit Dussault, mentionnée au dit item 8 du budget supplémentaire, est basée en grande partie sur de prétendus contrats qui ont été soumis à l'adjudication des tribunaux, et que par un jugement rendu par la Cour du Banc de la Reine siégeant en Appel, deux de ces dits contrats ont été déclarés nuls.

Que la pétition de droit prise par Dussault, a été, en conséquence, renvoyée pour autant, et que Dussault a acquiescé au jugement rendu.

Que tout en rendant ce jugement, la dite Cour du Banc de la Reine, siégeant en Appel, a recommandé de payer les tiers qui avaient fait des avances à Dussault sur la garantie de ces dits prétendus contrats.

Que l'administration précédente, se conformant à cette recommandation de la Cour d'Appel, à payé à J. I. Lavery, écuier, avocat, une somme de \$12,088.00 ; à la Waterous Engine Works Company, \$1,810.00, et qu'elle a passé un ordre en conseil pour les \$6,000.00 de la lettre de crédit, déposée à la Banque Jacques-Cartier, avec intérêt à 4 o/o pour 5 ans.

Que tous les items de la réclamation Dussault sont basés sur de prétendus contrats ou engagements antérieurs à 1892.

Que le 6 avril 1894, Dussault a déposé son bilan dûment assermenté, et qu'il a alors déclaré sous serment, que ce qui lui était dû par le gouvernement de cette province résultait de l'impression de la liste des Terres, du Traité de l'Ensilage et du Traité de l'Agriculture.

Que, c'est pour ces trois items que la dite pétition de droit a été prise.

Que, par le jugement rendu sur la pétition de droit, l'item de \$1,607.00 pour le Traité de l'Agriculture, a été déclaré dû, et que cette province l'a payé, mais que la dite pétition de droit a été renvoyée quant aux deux autres items.

Qu'il résulte de là, (Dussault ayant acquiescé à ce jugement) que d'après son propre bilan assermenté, Dussault avait trois réclamations contre la province, que l'une de ces réclamations lui ayant été payée et les deux autres déclarées ne pas lui être dues, la province ne devrait pas être appelée à payer maintenant autre chose qu'un montant nécessaire pour désintéresser la Banque Jacques Cartier.

Qu'il appert au dossier, produit devant cette Chambre, que la Banque Jacques Cartier a été désintéressée moyennant un paiement de \$5,000 00.

Qu'en conséquence, le dit item No 8 du Budget supplémentaire, soit de nouveau référé au comité général, avec instruction de l'amender en remplaçant le chiffre qui s'y trouve, par celui de \$5,000.00.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bélard,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Chicoyne,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nintel,</i>	<i>Tellier.—17.</i>
<i>D'Auteuil,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Rainville,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Hart,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Liberté,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Longelier,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tissier (Rim.),</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chénevert,</i>	<i>Gossetin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Cherrier</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Weir.—40.</i>

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Alors, la motion principale, telle qu'amendée, est soumise à la Chambre, et il est

Ordonné,—Que le dit rapport soit reçu maintenant,

M. Bickerdike rapporte du comité des subsides une résolution qui est lue comme suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-quatre mille huit cent dix-huit piastres et quarante-huit cents soit accordée à Sa Majesté pour payer Joseph Dussault, imprimeur, Québec, en règlement de sa réclamation basée sur divers contrats d'impressions, en vertu de l'arrêté-en-conseil No 189, du 9 mai 1899 :

Capital	\$24,034 19
Intérêt, à 4 ^p /, du 6 mai 1899 à la date du parfait paiement, soit le 1er mars 1900	784 29
	<hr/> \$24,818 48

pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Et la question étant posée : Que cette résolution soit maintenant lue la seconde fois, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue dans l'affirmative.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois.

Et la question étant posée : Que cette Chambre concoure maintenant dans cette résolution, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

La dite résolution est alors agréée.

L'honorable M. Robidoux, du comité de législation, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

" Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'il a rejeté le bill " Loi amendement la loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu dans les comtés ".

L'honorable M. LeBlanc propose, secondé par l'honorable M. Nantel, et il est

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé donnant : 1. Une liste de toutes les causes présentées pendant le terme actuel (mars 1900), à la cour criminelle siégeant à Beauharnois, dans le district du même nom ;

2. Le nom de tous les accusés dont le procès a dû ou doit se faire pendant le dit terme, et le crime dont ils sont accusés ;

3. Les noms du substitut du procureur-général et des avocats qui ont comparu pour chacun des dits accusés.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux, — et la proposition étant faite : que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'honorable M. Flynn propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Atwater :—que tous les mots après “ que ” soient retranchés et remplacés par les suivants :

“ Cette Chambre constate qu'en dépit des éloges que le gouvernement s'adresse, en matière d'éducation, les actes dont il s'attribue le mérite n'ont été, pour la presque totalité du moins, accomplie qu'en vertu d'une loi passée sous le gouvernement précédent, savoir : l'acte 60 Victoria, ch. 3, concernant les “ Ecoles élémentaires ”, laquelle approprie une somme de \$50.000.00 à être employée, annuellement, sous la direction du Lieutenant-Gouverneur en conseil, par le surintendant de l'Instruction publique, à développer l'instruction élémentaire dans les municipalités pauvres, à aider les écoles dont sont appelées à bénéficier les classes ouvrières dans les cités et villes, à améliorer la condition des instituteurs des écoles élémentaires et des écoles modèles, à fournir gratuitement des livres de classe, et généralement, à répandre, d'une manière plus efficace, l'instruction élémentaire dans toute la province, le tout dans la mesure qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'ordonner, et conformément aux règlements qu'il pourra juger à propos de faire.

Même en ce qui regarde l'application faite par le gouvernement d^e cette loi, cette Chambre voit avec regret qu'il n'a adopté aucune règle générale et de méthode régulière de distribution et de paiement, qu'il a souvent même employé une partie de cette octroi à des dépenses qui eussent dû être spécialement prévues et autorisées ou faites à même d'autres crédits.

Cette Chambre regrette aussi, que durant l'exercice 1898-99, le gouvernement n'ait appliqué et dépensé, de cette somme de \$50,000.00 que \$22,729.99, (page 13 des comptes publics), privant ainsi les écoles élémentaires de l'encouragement que cette loi leur donne, et en particulier les pauvres instituteurs et institutrices, des primes ou gratifications que cette loi autorise et auxquelles ils avaient droit de s'attendre dans cette année, pour un montant de \$14.000.00 ”.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Atwater,
Ball,
Bédard,
Chicoyne,
D'Auteuil,

Dufresne,
Flynn,
Girard,
Grenier,
Hackett,

LeBlanc,
Marion,
Nantel,
Normand,

Panneton,
Pelletier,
Plante,
Tellier.—18.

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bickerdike,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Delaney,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tessier (Rim.),</i>
<i>Chaurel,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Turgeon,</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Rainville.</i>	<i>Weir. — 40.</i>

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Alors, la motion principale étant soumise à la Chambre, il est Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté comme aide à l'éducation supérieure ; cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la Province ; et cinq pour cent de la part des catholiques, dans le fonds de l'éducation supérieure, pourra être appliqué par le Secrétaire de la Province à l'achat de livres écrits et publiés dans la Province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$10,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'École polytechnique, en vertu de la loi 57 Vict., chap. 23, art. 17 ; sur la somme assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200 seront employées à venir en aide à l'Association provinciale des instituteurs et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles, académies, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres, soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux "High Schools" de Montréal et Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux "High Schools," dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, de Montréal, et \$2,000, pour l'École de Médecine et de Chirurgie de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques de cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les instituteurs mis à la retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer des livres à donner en prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles des sourds-muets ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles des sourds-muets, Mile-End, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour le Conseil de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour la publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire Provincial ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide au musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le rapport du surintendant ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux écoles du soir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Résolu,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Que cette Chambre, durant la présente séance, se constitue, de nouveau, en comité des subsides.

M. Bickerdike fait rapport de plusieurs résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'éducation supérieure ; cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la Province ; et cinq pour cent de la part des catholiques, dans le fonds de l'éducation supérieure, pourra être appliqué par le Secrétaire de la Province à l'achat de livres écrits et publiés dans la province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$10,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'École polytechnique, en vertu de la loi 56 Vict., chap. 23, art. 17 ; sur la somme assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles, académies, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux "High Schools" de Montréal et Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux "High Schools," dont \$2,000 pour l'École de Médecine et de Chirurgie de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles publiques ; cinq pour cent de la part des catholiques de cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catho-

liques des sourds-muets et des aveugles dans la Province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles dans les municipalités pauvres; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles normales; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'inspection des écoles; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les instituteurs mis à la retraite; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer des livres à donner en prix; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourds-muets; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourds-muets, Mile-End, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Conseil de l'Instruction publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'Instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire Provincial; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le rapport du surintendant de l'Instruction publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles du soir; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Ordonné,—Que les dites résolutions soient lues une seconde fois à la prochaine séance.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

L'honorable M. LeBlanc propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Nantel,—Que tous les mots après “ que ”, jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

“ Cette Chambre constate que, vers la fin de l'exercice 1899, il y avait des arrérages dus et payables dans plusieurs départements et qu'ils n'ont été payés que depuis, à même l'exercice en cours ; que ce fait s'est présenté surtout dans le département des Terres, Forêts et Pêcheries, dans lequel, d'après les documents produits devant cette Chambre, il y avait au moins \$18,000 00 dues et payables pour salaire, commission et déboursés et aussi pour dépenses contingentes, notamment, \$5,030.69, pour gardes-forestiers ; \$3,543.90, pour gardes-feu ; \$2,211.50 pour chasse et pêche, \$2,044.35 pour salaire des agents, etc., etc.

Cette Chambre constate de plus, par une réponse produite en date du 20 mars courant, en réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 7 février, que la circulaire suivante a été adressée à 41 personnes employées par le département des Terres :

Québec, 26 mai 1899.

Monsieur,

Je dois vous informer que les crédits votés par la Législature pour dépenses générales de ce département, pour l'année fiscale finissant le 30 juin prochain, sont maintenant épuisés. En conséquence, vous ne serez payé pour votre salaire du mois de juin, ainsi que pour vos comptes de port de lettres, commission, etc., que dans la première semaine de juillet prochain.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

(Signé) E. E. TACHÉ,

Assistant-commissaire.

Dans ces circonstances, cette Chambre ne peut que protester le plus énergiquement possible contre cette manière d'administrer les affaires publiques, d'autant plus que le gouvernement a appliqué dans toute sa rigueur, à l'égard de l'administration qui l'a précédée, la règle que tous les comptes dûs doivent se solder avant l'expiration de l'année fiscale, et ne pas être reportés sur l'année suivante”.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Panneton,</i>
<i>Ball,</i>	<i>Girard,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Plante,</i>
<i>D Auteuil.</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Tellier.—17.</i>
<i>Dufresne,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Allard,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Bélard,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dolan y,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Dessaulles,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Champagne.</i>	<i>Duffy,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tessier (Rim.),</i>
<i>Chauret,</i>	<i>Girneau,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Turgeon</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Petit,</i>	<i>Watts,</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Weir.—38.</i>
<i>Clapperton,</i>	<i>Guerin,</i>		

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Alors, la motion principale est soumise, et il est

Ordonné,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

La Chambre, en conséquence, se continue en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses générales du département des Terres, Forêts et Pêcheries; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas seize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service de la pêche et de la chasse; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes en suspens; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant dix-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la protection des forêts; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour publication des cartes régionales; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service d'enregistrement (cadastre); pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service de l'arpentage; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

Résolu,—Que cette Chambre, durant la présente séance, se formera, de nouveau, en comité des subsides.

M. Bickerdike rapporte alors, du comité des subsides, les dites résolutions, qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du département des Terres, Forêts et Pêcheries; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas seize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service de la pêche et de la chasse; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes en suspens; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la protection des forêts; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour publication des cartes régionales; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service d'enregistrement (cadastre); pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service de l'arpentage; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Ordonné,—Que les dites résolutions soient lues une seconde fois durant la présente séance.

L'honorable M. Robidoux, Secrétaire de la province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, signé par Son Honneur.

Et ce message est lu par M. l'Orateur, (*tous les députés se tenant debout, tête découverte*) comme suit :

L. A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative, le budget supplémentaire No 2 des dépenses pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1900, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

(*Document de la session No 1a.*)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 23 mars 1900.

Ordonné,—Que le dit message avec les estimations qui l'accompagnent soient renvoyés au comité des subsides.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue, de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des impressions et de la reliure pour les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., art. 158 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. Bickerdike rapporte alors, du comité des subsides, la dite résolution laquelle est lue comme suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses des impressions et de la reliure pour les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., art. 158 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

La résolution est lue la deuxième fois et il est

Ordonné,—Que la considération ultérieure de cette résolution soit remise à la prochaine séance.

M. Roy propose, secondé par M. Garneau,—et la question étant soumise :—Que la somme de \$300 payée à titre d'amende pour le bill consti-

tuant en corporation "The Transit Insurance Company of Montreal", soit remis, vu que le retard apporté dans la présentation de ce bill provient de force majeure; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Champagne propose, secondé par M. Chenevert,—et la motion étant soumise: Que l'honoraire payé pour le bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Hains au nombre de ses membres, après examen, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Normand propose, secondé par M. Marion, et il est

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill "Charte de la cité de Trois-Rivières A. D., 1900," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vû que ce bill a été rejeté.

M. Champagne propose, secondé par M. Chenevert,—et la motion étant soumise: Que l'amende de \$100.00 payée pour le bill amendant la charte de la compagnie du Conservatoire de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que le retard apporté dans la présentation de ce bill est dû à des causes incontrôlables, que le délai pour présenter les requêtes n'était expiré que depuis très peu de temps, et que ce délai a été ensuite prolongé du consentement de toute la Chambre; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Champagne propose, secondé par M. Chênevert,—et la motion étant soumise: Que l'honoraire payé pour le bill autorisant Joseph-Arthur Lesage à obtenir une licence pour pratiquer la médecine, la chirurgie et l'art obstétrique dans la province de Québec, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Ball propose, secondé par M. d'Auteuil,—et la motion étant soumise: Que l'honoraire payé pour le bill concernant la division du comté de Nicolet, pour les fins d'enregistrement soit remis, moins les frais de traduction et d'impression; la Chambre se divise, et le vote étant demandé, les noms sont inscrits comme suit:

POUR :

Messieurs

<i>Ball,</i>	<i>Clapperton,</i>	<i>Hunt,</i>	<i>Plante,</i>
<i>Béland,</i>	<i>Cotton,</i>	<i>Lacombe,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Blanchard,</i>	<i>D'Auteuil,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Décarie,</i>	<i>Langelier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Dessaules,</i>	<i>Major,</i>	<i>Tessier (Rim.),</i>
<i>Chênevert,</i>	<i>Gouin,</i>	<i>Parent,</i>	<i>Watts.—27.</i>
<i>Cherrier,</i>	<i>Guerin,</i>	<i>Petit,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Atwater,</i>	<i>Dufresne,</i>	<i>Le Blanc,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Bédard,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Smith,</i>
<i>Caron (Matane),</i>	<i>Girard,</i>	<i>Marion,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Chauvet,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tellier et</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Grenier,</i>	<i>Normand,</i>	<i>Turgeon—23.</i>
<i>Delaney,</i>	<i>Hackett,</i>	<i>Pelletier,</i>	

Ainsi, la proposition est adoptée.

M. Ball propose, secondé par M. d'Auteuil,—et la motion étant soumise :—Que l'honoraire payé pour le bill amendant la loi concernant le pont de péage sur la rivière Bécancourt, près de l'église de la paroisse de Bécancourt, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression ; la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Et la Chambre ayant siégé jusqu'à une heure et cinq minutes p. m., M. l'Orateur l'ajourne à trois heures p. m. aujourd'hui.

Trois heures p. m.

Ordonné,—Que M. Gouin ait la permission de présenter un Bill amendant et refondant la loi du Barreau.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa seconde lecture.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue, de nouveau, en comité des subsides.

(EN COMITÉ).

1 *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux sociétés de colonisation en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Que cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides à la prochaine séance.

M. Bickerdike fait, en conséquence, rapport des dites résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux sociétés de colonisation en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Les dites résolutions sont lues de nouveau et agréées.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté un message qui se lit comme suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill amendant la loi concernant l'inspection des compagnies d'assurances.

Bill concernant un règlement de compte entre le gouvernement et la cité de Québec.

Bill amendant la loi électorale de Québec, 1895, concernant l'examen et la mise en vigueur de la liste des électeurs.

Bill amendant l'article 1126 du Code de procédure civile.

Bill concernant un octroi à la compagnie du pont de Québec et des subsides à des compagnies de chemins de fer.

Et bill concernant l'Exposition de Paris de 1900.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill "Loi concernant les procès par jury, en matière civile, dans le comté de Gaspé," pour lequel il demande son concours.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill "Loi constituant en corporation "The Corporation Trust Company"—avec certains amendements pour lesquels il demande son concours.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Loi constituant en corporation "The Corporation Trust Company " et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Marchand, et il est

Ordonné,—Que le bill du Conseil législatif concernant les procès par jury, en matière civile, dans le comté de Gaspé, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour sa seconde lecture.

L'honorable M. Robidoux dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 mars 1900, pour :

1. Un état détaillé des sommes réclamées par l'agent des terres ou le département des Terres pour droits de coupe, dans l'agence de Gaspé-ouest, année par année, depuis le 1er juillet 1897.

2. D'un état détaillé des sommes payées pour tous tels droits de coupe, année par année.

3. Copie de toute correspondance au sujet de telle demande, de tels réclamations et paiements.—(*Document de la session No 123.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 mars 1900, pour indiquer séparément les dépenses faites chaque année, et mentionner les endroits où ces écoles ainsi subventionnées se trouvent.

(*Document de la session No 124.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 mars 1900, pour copie d'une lettre adressée au Procureur-général, dans le courant de janvier dernier, par le docteur Bouillon, de la paroisse de Matane, au sujet d'un crime qui aurait été commis dans le village de Petit Métis, il y a deux ans, ainsi que copies de toutes lettres, documents et correspondances à ce sujet, ainsi que de toute enquête qui aurait été tenue par le magistrat du district, en rapport avec cette affaire.—(*Document de la session No 125.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 15 mars 1900, pour copie de tous documents, rapports et correspondance au sujet de l'établissement et de l'inspection de l'Institut Vaccinogène de la province de Québec.

(*Document de la session No 126.*)

M. Décarie propose, secondé par M. DeGrosbois,—et la motion étant soumise : Que l'honoraire payé pour le bill autorisant la construction d'une église, d'une sacristie et d'un presbytère dans la paroisse de St-Paul, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu qu'il s'agit de fins religieuses ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, procède à prendre, de nouveau, en considération la résolution rapportée aujourd'hui du comité des subsides, laquelle est lue comme suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des impressions et de la reliure pour les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., art. 158 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1900.

Résolu,—Que cette Chambre concoure dans cette résolution.

La Chambre procède à considérer les résolutions rapportées aujourd'hui du comité des subsides, et ces résolutions sont lues une seconde fois comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'éducation supérieure; cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu, chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province ; et cinq pour cent de la part des catholiques, dans le fonds de l'éducation supérieure, pourra être appliqué par le Secrétaire de la Province, à l'achat de livres écrits et publiés dans la province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$10,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'École polytechnique, en vertu de la loi 57 Vict., chap. 23, art. 17. Sur la somme assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles, académies, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin, 1901.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux "High Schols" de Montréal et Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compension aux institutions catholiques pour l'allocation aux "High Schools", dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval de Montréal, et \$2,000, pour l'École de Médecine et de Chirurgie de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles publiques: cinq pour cent de la part des catholiques de cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

7. *Résolu* —Qu'une somme n'excédant pas trente-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les instituteurs mis à la retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer des livres à donner en prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourds muets ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourds-muets, Mile-End, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

13. *Résolu*. —Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Conseil de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'Instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire provincial ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

17. *Résolu*, —Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le rapport du surintendant de l'Instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles du soir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Les dites résolutions sont agréées.

La Chambre, de nouveau, procède à considérer les résolutions rapportées aujourd'hui du comité des subsides, et ces résolutions sont lues une seconde fois comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-onze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du département des Terres, Forêts et Pêcheries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas seize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service de la pêche et de la chasse ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes en suspens ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la protection des forêts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour publication des cartes régionales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service d'enregistrement (cadastre) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service de l'arpentage ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1901.

Les dites résolutions sont agréées.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité général dans le but de considérer certaines résolutions relatives aux voies et moyens à prendre pour payer les subsides accordés à Sa Majesté.

EN COMITÉ.

1. *Résolu*,—Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$110,780.72 pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil-neuf-cent, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

2. *Résolu*,—Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,032,159.64 pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil-neuf-cent-un, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bickerdike fait rapport que le comité a passé deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

M. Bickerdike rapporte, alors, les dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$110,780.72 pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil-neuf-cent, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

2. *Résolu*,—Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,032,159.64 pour les dépenses de l'année financière expirant le trente juin mil-neuf-cent-un, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Les dites résolutions étant lues une seconde fois sont agréées.

Ordonné,—Que l'honorable M. Marchand ait la permission de présenter un bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1900 et le 30 juin 1901, et pour d'autres fins du service public.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à plus tard pour sa seconde lecture.

L'honorable M. Robidoux propose, secondé par l'honorable M. Pelletier, et il est

Résolu,—" Que cette Chambre est d'opinion qu'il devient de plus en plus urgent de ne point permettre, au moyen d'un bill privé, d'exercer la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de pharmacien ou de dentiste.

Qu'elle considère opportun, à la fin de cette session, de donner, par cette résolution, avis à tous les intéressés qu'elle fera à l'avenir une application rigoureuse du paragraphe 5 de sa 57ème règle.

Que, dans ce but, il soit résolu d'ajouter les mots suivants au 5ème paragraphe de la 57ème règle :

" Une copie certifiée du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant, sans amendement :

Bill autorisant Joseph-Arthur Lesage à devenir membre du collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur les amendements suivants faits au Bill amendement la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal :

1. Sur son amendement No 1 insérant la clause 5.
2. Sur son amendement No 2 à la clause 5 qui devient clause 6.
3. Sur son amendement No 3 qui fait que les clauses 6, 7 et 8 deviennent respectivement les clauses 7, 8 et 9.
4. Sur son amendement No 4 à la clause 9 qui devient clause 10.
5. Sur cette partie de son amendement No 8 à la clause 13, qui consiste :

1. En retranchant le dernier paragraphe commençant par les mots " Néanmoins " jusqu'à la fin de la clause.

2. En ajoutant ce qui suit : " néanmoins la cité aura le droit de construire, mettre en opération ou louer un chemin de fer incliné sur le dit parc, ou la cité pourra, soit renouveler les privilèges accordés à la compagnie du chemin de fer incliné du Parc Mont Royal, soit en acquérir la propriété de la dite compagnie par achat ou arbitrage, suivant les dispositions du Code de procédure civile."

3. Sur son amendement No 9, retranchant la clause 14.

Et il insiste sur tous ses autres amendements.

La Chambre procède, à prendre, de nouveau, en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Loi amendement la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal " sur lesquels il insiste, et les dits amendements sont lus la première et la seconde fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté les dits amendements.

L'honorable M. Langelier, propose, secondé par M. Garneau,—et la proposition étant soumise : " Que, attendu que l'élevage du bétail dans cette province est peu considérable, grâce à l'absence d'un marché suffisamment rémunérateur pour la classe agricole ;

" Attendu qu'il est du plus haut intérêt pour les cultivateurs d'avoir un tel marché qui leur permettrait d'employer leurs produits, comme le foin et les grains à l'élevage des animaux sur leurs terres, qu'ils profiteraient ainsi des engrais de ceux-ci, lequel permettrait de rétablir la fertilité du sol épuisé par des récoltes trop répétées ;

" Attendu que cinquante-trois comtés de cette province, consultés par la Chambre de Commerce de Québec, ont fait connaître l'état déplorable de l'industrie agricole en ce qui concerne l'élevage du bétail, et ont exprimé l'opinion que l'établissement d'abattoirs aurait pour effet de porter remède à ce déplorable état de choses ;

" Attendu que l'établissement d'abattoirs contribuerait d'une façon très efficace au progrès et au développement de l'agriculture dans cette province ;

Il soit résolu :

“ Que cette Chambre est d'opinion que des moyens soient pris pour accorder à cette entreprise, destinée à favoriser la prospérité agricole dans cette province, un encouragement propre à assurer son succès.”

Et un débat s'élevant,

M. Lacombe propose, secondé par M. Lalonde, et il est

Ordonné, Que ce débat soit ajourné.

L'honorable M. Déchène, du comité des privilèges et élections, présente à la Chambre, le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité, en conformité de l'ordre qu'il a reçu de votre honorable Chambre, le quatorze février dernier, s'est enquis des faits se rattachant à l'emploi qu'occupe J. Ena Girouard, écuier, député de la division électorale d'Arthabaska, comme registraire dans l'administration du territoire du Yukon.

Votre comité a adressé la dépêche suivante au dit J. Ena Girouard, écuier, le 23 février dernier :

A J. E. Girouard, Ecr.,

Régistraire du Yukon,

Dawson Cité.

Deux pétitions adressés à la Chambre et venant de votre comité demandant que votre siège ici soit déclaré vacant. Le comité des privilèges et élections devant lequel toute l'affaire a été référée, avec mission de faire enquête et rapport, vous prie de vouloir bien lui transmettre la réponse que vous entendez faire faire à ces pétitions.

Vous obligeriez le comité en lui répondant, aussi vite que possible, lui disant si vous entendez préparer un mémoire à ce sujet pour l'information du dit comité.

Réponse par télégramme payée.

(Signé)

F. G. M. DÉCHÈNE,

A cette dépêche, M. Girouard a répondu ce qui suit :

Dawson, Y. T., via Seattle, W. T., March, 1900.

A l'honorable F. M. G. Déchène,

Assemblée Législative, Québec.

Mon siège n'est pas vacant par la loi ; nommé temporairement en août 1898. Pas de salaire annuel. Je préparerai mémoire.

(Signé)

J. E. GIROUARD.

Le 23 février dernier, la lettre suivante a été adressée à l'hon. M. Scott, secrétaire d'Etat, à Ottawa.

A l'honorable M. Scott,

Secrétaire d'Etat, Ottawa.

Monsieur,

Le comité permanent des privilèges et élections de l'Assemblée Législative de Québec, a l'honneur de vous demander une copie de l'arrêté du Conseil Privé du Dominion, nommant J. E. Girouard, Ecr. M. P. P., d'Arthabaskaville, P. Q., commissaire de l'administration du Yukon, en l'année 1898.

En attendant votre réponse,

Je demeure,

Votre obéissant serviteur,

(Signé) F. G. M. DÉCHÈNE,
Président

A cette lettre, l'honorable M. Scott a répondu en transmettant au comité les deux ordres en Conseil dont voici des copies :

O. C. 1813.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Ottawa, jeudi, 7 juillet 1898.

Présent :—Son Excellence en Conseil.

Il a plu à Son Excellence, en vertu des dispositions de la section 5 de la loi 61, Victoria, chapitre 6, intitulée : " Loi pour pourvoir au gouvernement du district du Yukon," et, par et de l'avis du Conseil Privé de la Reine pour le Canada, d'ordonner que les personnes suivantes soient et par les présentes sont constituées et nommées en conseil pour aider le Commissaire du Territoire du Yukon dans l'administration du Territoire, savoir :—Frederick C. Wade, de Dawson City, aviseur légal du Commissaire en Conseil ; Samuel Benfield Steele, Surintendant de la police à cheval du Dominion ; l'honorable Thomas Horace McGuire, juge de la Cour Territoriale, et Joseph Ena Girouard, registraire.

Il a plu, en outre, à Son Excellence d'ordonner et de régler que le serment d'office à être administré aux personnes nommées aux charges,

tel que ci-dessus mentionné, soit sur la même forme que celui prêté par les membres du Conseil des Territoires du Nord-Ouest, en vertu des dispositions de l'acte des Territoires du Nord-Ouest."

(Signé)

JOHN J. MCGEE,

Greffier du Conseil Privé.

Extrait d'un rapport du comité de l'honorable Conseil privé, approuvé par Son Excellence, le 3 août 1898.

Sur un mémoire du ministre de l'Intérieur, en date du 28 juillet 1898, recommandant que M. Joseph Ena Girouard, d'Arthabaskaville, P. Q., soit nommé registraire du Territoire du Yukon, à la place de M. F. C. Wade, avec un traitement de \$166 66 par mois, la nomination devant prendre effet à compter de et après l'arrivée de M. Girouard, dans la ville de Dawson City, mais son traitement devant courir du 27 juillet 1898.

Le ministre recommande de plus que l'arrêté du Conseil du 4 juillet 1898, nommant M. Girouard, registraire du Territoire du Yukon, soit rescindé.

Le comité soumet les recommandations ci-dessus à l'approbation de Votre Excellence.

(Signé)

JOHN J. MCGEE,

Greffier du Conseil Privé.

L'honorable Secrétaire d'Etat.

Extrait d'un rapport du comité de l'honorable Conseil privé, approuvé par Son Excellence, le 4 juillet 1898.

Le comité du Conseil privé, sur la recommandation du ministre de l'Intérieur, propose que M. Joseph Ena Girouard, d'Arthabaskaville, Québec, soit nommé registraire du territoire du Yukon, en remplacement de M. Fred C. Wade, avec un traitement de \$2,000.00 par année. Cette nomination devant prendre effet à compter de et après l'arrivée de M. Girouard dans la ville de Dawson City.

(Signé)

JOHN J. MCGEE,

Greffier du Conseil Privé.

L'honorable Secrétaire d'Etat.

Le 23 février dernier, la lettre suivante a été adressée à M. J. L. McDougall, auditeur-général, à Ottawa.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Québec, 23 février 1900.

A

J. L. McDOUGALL, Ecr.,

Auditeur-Général,

Chambre des Communes, Ottawa.

Monsieur,

Voulez-vous, s'il vous plaît, faire savoir au comité permanent des privilèges et élections, de la Chambre d'Assemblée, Québec, si vous avez payé quelque montant, (dans l'affirmative, quel montant et la date du paiement) à J. E. Girouard, Ecr., commissaire de l'administration du territoire du Yukon.

Le montant est-il payé comme salaire annuel ou mensuel ?

S'il vous plaît adresser la réponse aussitôt que possible à votre obéissant serviteur.

(Signé) F. G. MIVILLE DÉCHÈNE,
Président du comité.

A cette lettre M. McDougall a fait la réponse dont suit une copie :

Bureau de l'Auditeur Général, Canada.

Ottawa, 3 mars 1900.

Monsieur,

En réponse à votre lettre du 23 dernier, j'ai l'honneur de vous informer que M. J. E. Girouard a été nommé Régistrare du Territoire du Yukon, en juillet 1898. On lui a payé un traitement sur le pied de \$166.66 par mois, du 28 juillet 1898 au 30 septembre 1899, le montant payé durant cette période étant de \$2349.45.

Du 1er octobre 1899, son traitement a été porté à \$4,000 par année, le montant payé du 1er octobre au 31 janvier 1900, étant de \$1,333.30.

Ce traitement est payé au mois.

On a aussi payé à M. Girouard ses dépenses de voyage pour se rendre à Dawson en 1898 ; ce qui s'élevait à \$336.00 environ. On lui a aussi payé une somme de \$222.00 pour avoir dressé des actes, baux, etc., quand il n'y avait pas d'aviseur légal attitré.

En outre M. Girouard a été pensionné aux frais du gouvernement pendant qu'il était à Dawson, jusqu'au 30 septembre 1899, et à partir de cette date, on lui a payé sur le pied de \$100.00 par mois au lieu de la pension.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur,
Votre obéissant serviteur,

(Signé) J. L. McDOUGALL,
Auditeur Général.

F. G. M. DÉCHÈNE, Ecr.,
Président du Comité Permanent
des Privilèges et Elections,
Chambre d'Assemblée, Québec.

Après avoir pris connaissance des documents plus haut mentionnés, votre comité, sans se prononcer sur le mérite des faits y mentionnés, désire les soumettre à la considération de votre honorable Chambre qui en décidera suivant son bon plaisir."

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

L'honorable M. LeBlanc.—1. Le gouvernement a-t-il poursuivi la cité de Montréal en recouvrement des amendes qu'elle a perçues par sa Cour du Recorder ?

2. Dans l'affirmative, à quelle date ?

3. Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer cette poursuite ?

4. La cité de Québec a-t-elle fait remise au gouvernement des amendes qu'elle a perçues par sa Cour du Recorder ?

5. Dans la négative, le gouvernement a-t-il l'intention de la poursuivre en recouvrement de ces amendes ?

Réponse par l'honorable M. Robidoux : 1. Le shérif de Montréal, sur instructions reçues de l'honorable T. C. Casgrain, alors Procureur-général, a poursuivi la cité de Montréal pour le recouvrement des montants dûs au fonds des bâties et des jurés par cette cité. Ces montants représentent les amendes ou parties d'amendes perçues par la Cour du Recorder et forment partie du fonds de bâties et des jurés, en vertu des dispositions de l'article 2733 des Statuts refondus.

2. Le 14 septembre 1895.

3. Cette poursuite est suspendue depuis le 16 septembre 1895, et le gouvernement a l'intention de la continuer.

4. Non. Le gouvernement n'est pas informé que des amendes lui appartenant aient été perçues par la Cour du Recorder de la cité de Québec.

5. Non.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue en comité général pour considérer le bill amendant le Code municipal; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gouin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu : Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux, et il est

Ordonné,—Que le bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1900 et le 30 juin 1901, et pour d'autres fins du service public, soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu : Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Marchand propose, secondé par l'honorable M. Robidoux que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Et la Chambre ayant siégé jusqu'à six heures moins dix minutes, p. m., s'ajourne.

Huit heures p. m.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

“ Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement, le bill intitulé : “ Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1900 et le 30 juin 1901, et pour d'autres fins du service public.”

M. Bickerdike, propose, secondé par M. Weir,—et la motion étant soumise : Que la somme de \$300 payée à titre d'amende, pour le Bill amendant de nouveau la charte de la “ Montreal Trust and Deposit Company, ” soit remis, vu que le retard apporté dans la présentation de ce bill a été dû à des causes incontrôlables; la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Langelier propose, secondé par M. Robitaille,—et la motion étant soumise: Que la somme de \$300 00 payée, à titre d'amend, pour le bill amendant la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal, soit remise, vu que le retard apporté dans la présentation de ce bill provient de circonstances incontrôlables; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill du Conseil législatif.—“ Loi concernant les procès par jury en matière civile, dans le comté de Gaspé ”.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu : Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Marchand met devant la Chambre un état des travaux de la présente session, comme suit :

L'ouverture de cette session a eu lieu le 18 janvier 1900, étant la troisième du neuvième Parlement.

La prorogation a eu lieu le 23 mars, 1900.

Nombre de jours de session à cette date	5
Nombre de jours de séances	50
La Chambre a voté	71 fois
Pétitions présentées.....	102
Pétitions lues et reçues.....	97
Adresses et ordres de la Chambre ordonnés.....	123
Documents mis devant la Chambre, réponses aux adresses et ordres de la Chambre.....	109
Documents ordonnés à la dernière session.....	2
Bills présentés à l'Assemblée législative.....	162
Par le gouvernement	23
Bills publics.....	58
Bills reçus du Conseil législatif.....	13

NOMBRE DES AVIS DE MOTIONS.

Avis de motions ayant rapport aux interpellations.....	135
Avis de motions se rapportant aux bills.....	128
Avis de motions relatifs aux adresses et ordres.....	126
Avis de motions se rapportant à des résolutions.....	13
Avis de motions concernant divers sujets.....	167

La Chambre se forme en comité général sur résolutions.....	11 fois
La Chambre s'est formé en comité général sur les subsides.....	19 fois
La Chambre s'est formée en comité général pour considérer les divers projets de loi.....	172

RAPPORTS FAITS PAR DES COMITÉS PERMANENTS.

Comité spécial chargé de préparer la liste des comités permanents.....	1
Bills privés.....	21
Chemin de fer.....	10
Ordres permanents.....	17
Législation et lois expirantes.....	14
Comptes Publics.....	1
Impressions.....	2
Privilèges et élections.....	2
Agriculture, Émigration et Colonisation.....	4
Industries.....	1

COMITÉS SPÉCIAUX.

Comités spéciaux pour considérer le Code municipal.....	6
Corporations municipales.....	3
Caisses rurales.....	2

E. R. ALLEYN,
Greffier des Archives.

Québec, 22 mars 1900.

Un message est reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par l'entremise de Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme-huissier de la Verge Noire qui s'exprime comme suit :

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre, que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne, alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent :

Loi autorisant les compagnies de garantie à se porter caution en justice.
Loi amendant le Code civil.

Loi concernant les procès par jury en matière civile dans le comté de Gaspé.

-
- Loi amendant la section dix-septième du titre onzième des Statuts refondus, relative aux compagnies d'assurance mutuelles
- Loi amendant la loi concernant les registres des juges de paix.
- Loi concernant la substitution Eustache Prud'homme.
- Loi amendant le Code du notariat.
- Loi amendant la loi 27-28 Victoria, chapitre 163, incorporant les syndics de la *American Presbyterian Society*, de Montréal.
- Loi conférant certains pouvoirs à la compagnie d'assurance mutuelle du Canada, contre le feu.
- Loi amendant l'article 1209 du Code civil.
- Loi amendant la loi régissant les corporations de ville.
- Loi modifiant de nouveau la loi concernant la Cour de circuit du district de Montréal.
- Loi concernant les compagnies minières.
- Loi amendant la loi des mines de Québec.
- Loi concernant un prêt à l'Institut Vaccinogène.
- Loi modifiant la loi concernant le fond de bâtisses et des jurés.
- Loi concernant un octroi à la compagnie du pont de Québec et des subsides à des compagnies de chemin de fer.
- Loi amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres de la Couronne.
- Loi concernant certaines amendes.
- Loi refondant et amendant la loi des licences de Québec.
- Loi détachant certains lots du comté de Dorchester et les annexant au comté de Bellechasse, pour toutes les fins.
- Loi amendant la loi relative aux établissements industriels.
- Loi amendant la loi électorale de Québec, 1895, concernant l'examen et la mise en vigueur de la liste des électeurs.
- Loi concernant la construction des lignes de téléphone.
- Loi amendant les lois concernant les taxes sur les corporations et les compagnies commerciales.
- Loi amendant la loi concernant les édifices publics.
- Loi concernant l'Exposition de Paris, 1900.
- Loi amendant l'article 4529 des Statuts refondus.
- Loi amendant l'article 94 du Code de procédure civile.
- Loi concernant la paroisse de Saint Denis, Montréal.
- Loi amendant la charte de la *Royal Trust Company*.
- Loi autorisant la *National Trust Company, Limited*, à faire affaires dans la province de Québec.
- Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Thomas Côté au nombre de ses membres.
- Loi amendant la charte de la cité de Québec.
- Loi concernant le *Bishop's College*.
- Loi autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Georges, district de Beauce, à dresser un nouvel acte de cotisation.
- Loi constituant en corporation : La Congrégation des Juifs Roumains, *Beth David*, de Montréal.

-
- Loi autorisant l'admission de Henri-Paul Lefebvre, à la pratique de la profession d'arpenteur, après examen.
- Loi concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus de Montréal.
- Loi concernant l'Institut Royal pour l'avancement des sciences.
- Loi à l'effet de changer le nom de la "Young Men's Hebrew Benevolent Society of Montreal," en celui de "Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society de Montreal," et de développer ses pouvoirs.
- Loi concernant certains immeubles substitués par feu Maurice Gougeon et son épouse.
- Loi amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Québec Central.
- Loi constituant en corporation la *Ladies City Mission of Quebec*.
- Loi amendant la charte de la cite de Sherbrooke.
- Loi autorisant la chambre des notaires de la province de Québec, à admettre Jean-Baptiste-Théophile Lafrenière à la pratique du notariat, après examen.
- Loi concernant les biens appartenant à la mineure Freda Maude Henshaw.
- Loi amendant la charte du Crédit-Foncier Franco-Canadien.
- Loi confirmant et ratifiant, autant qu'il est nécessaire, l'émission des débentures faites par la *Canadian Electric Light Company (limited)*.
- Loi autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre David Ogilvy au nombre de ses membres.
- Loi amendant la charte de la Compagnie du Conservatoire de Montréal.
- Loi concernant l'administration des biens d'Edmond Vanier.
- Loi constituant en corporation la *Montreal Mining Exchange*.
- Loi amendant la charte de la ville d'Outremont.
- Loi ratifiant une convention conclue entre la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique et la compagnie électrique de Hull.
- Loi autorisant Gustave-Théophile Turcot, de Philadelphie, dans les Etats-Unis, à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.
- Loi autorisant Oswald-Sylvio Métivier à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.
- Loi octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, dans le comté de Lévis.
- Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe.
- Loi validant un acte de vente de George Henshaw Holt à Alexandre Boisvert, en date du 5 septembre 1890.
- Loi amendant la charte de la ville de Chicoutimi.
- Loi concernant les biens de l'Eglise presbytérienne du Canada.
- Loi constituant en corporation "La Compagnie de Gaz, Electricité et Pouvoir".
- Loi amendant la charte de la ville de Saint-Louis.
- Loi modifiant la charte de la "Compagnie Hypothécaire"
- Loi constituant en corporation le *Catholic Sailor's Club*.

-
- Loi autorisant William Sutherland à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, après examen.
- Loi constituant en corporation *The Montreal Day Nursery*.
- Loi constituant en corporation la compagnie *The Great Northern Elevator Company*.
- Loi amendant la loi constituant en corporation La Compagnie du chemin de fer de Jonction de Napierville.
- Loi concernant la division du comté de Nicolet pour les fins d'enregistrement.
- Loi ratifiant et légalisant un règlement de la corporation de la paroisse de Beauport, exemptant de taxes municipales la *Montmorency Cotton Mills Company*.
- Loi amendant la charte de la ville de Maisonneuve.
- Loi accordant des pouvoirs additionnels à la *People's Telephone Company*.
- Loi amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens.
- Loi annexant au comté d'Yamaska partie de la municipalité de Sainte-Monique pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.
- Loi amendant l'article 816 du Code de procédure civile.
- Loi amendant la loi relative à l'admission à la pratique de la médecine en certains cas.
- Loi amendant l'article 5561 des Statuts refondus.
- Loi amendant l'article 85 du Code civil.
- Loi amendant l'article 480 du Code municipal.
- Loi amendant le Code municipal.
- Loi amendant l'article 1651 des Statuts refondus.
- Loi amendant l'article 3998 des Statuts refondus.
- Loi amendant l'article 768 du Code municipal.
- Loi constituant en corporation l'Association des bouchers et commerçants de lard de Québec.
- Loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre William James Enright, à la pratique de la médecine et de la chirurgie.
- Loi amendant la loi concernant le pont de péage sur la rivière Bécancourt, près de l'église de la paroisse de Bécancourt.
- Loi confirmant et ratifiant les règlements Nos 143 et 144 de la ville de Joliette, ainsi qu'un acte d'arrangement intervenu entre la ville de Joliette et la compagnie du chemin de fer le Grand Nord, le 2 octobre 1899.
- Loi amendant la loi constituant en corporation la *Montreal Investment and Freehold Company*.
- Loi amendant la charte de la *Dominion Abattoir and Stock Yards Company*.
- Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Emile Rioux au nombre de ses membres après examen.
- Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Peter Bercovitch au nombre de ses membres.
- Loi accordant certains pouvoirs à la compagnie *Petroleum Oil Trust (Limited)*.
- Loi amendant les lois organiques de la ville de Saint-Paul.

- Loi concernant la construction des églises, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint-Paul de Montréal.
- Loi concernant la paroisse de la Longue-Pointe.
- Loi concernant le village de Beaurivage de la Longue-Pointe.
- Loi revisant les lois organiques de la corporation de la ville de Sainte-Anne de Bellevue.
- Loi concernant la municipalité du village de Villeray.
- Loi constituant en corporation la *Corporation Trust Company of Canada*.
- Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Henri Hains au nombre de ses membres, après examen.
- Loi constituant en corporation *The Labrador Electric and Pulp Company*.
- Loi autorisant le tuteur aux enfants de Flavien Filiatrault, du consentement de ses enfants majeurs, à vendre les fonds de terre relevant de la succession de feu Narcisse M. Lecavalier et de Marie Emélie Crevier, son épouse.
- Loi autorisant Joseph-Arthur Lesage à devenir membre du collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.
- Loi amendant la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal.
- Loi constituant en corporation la Compagnie de la Presse.
- Loi autorisant l'Institut des Artisans de Montréal à emprunter sur hypothèque une somme additionnelle de dix mille piastres.
- Loi concernant la commission des écoles catholiques de Montréal.
- Loi concernant la succession de feu William Watson Ogilvie.
- Loi constituant en corporation la *W. W. Ogilvie Milling Company*.
- Loi amendant la charte de la cité de Saint-Henri.
- Loi constituant en corporation la compagnie de pulpe de Jonquière.
- Loi autorisant la compagnie *The Ottawa Trust and Deposit Company (Limited)* à faire affaires dans la province de Québec.
- Loi amendant la loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer de Québec et Lac Saint-Jean, ainsi que les lois qui l'amendent.
- Loi confirmant et ratifiant le partage et la distribution des biens et de l'actif de la succession de feu John Bryson et réglant d'autres matières qui s'y rapportent.
- Loi constituant en corporation la *Transit Insurance Company of Montreal, Canada*.
- Loi amendant la loi concernant les corporations de ville.
- Loi validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements.
- Loi amendant l'article 5556 des Statuts refondus relatif aux mauvaises herbes.
- Loi amendant la loi concernant la Société d'industrie laitière de la province de Québec.
- Loi amendant l'article 1126 du Code de procédure civile.
- Loi amendant la loi concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières.
- Loi amendant la loi concernant l'inspection des compagnies d'assurances.
- Loi amendant de nouveau la charte de la *Montreal Trust and Deposit Company*.

Loi concernant un règlement de compte entre le gouvernement et la corporation de la cité de Québec.

Alors l'honorable Orateur de l'Assemblée Législative a adressé la parole à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et a présenté à Son Honneur pour qu'elle veuille y donner sa sanction un Bill intitulé :

" Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1900, et le 30 juin 1901, et pour d'autres fins du service public "

A ce Bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

Au nom de Sa Majesté, le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce Bill.

Après quoi, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de clore la troisième session du neuvième parlement de la province de Québec par le discours suivant :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Vous venez de terminer les travaux d'une longue session, et j'apprécie hautement le zèle et l'intelligence avec lesquels vous vous en êtes acquittés. ☉

J'ai sanctionné avec beaucoup de satisfaction, les lois nombreuses et importantes que vous avez passées au cours de cette même session.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Les crédits nécessaires à l'administration de la chose publique ont été libéralement votés par vous, et mon gouvernement prendra les mesures nécessaires pour que ces crédits soient dépensés avec économie et suivant la destination que vous leur avez donnée.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je fais des vœux, en prolongeant cette Législature, au nom de Sa Majesté, pour le bonheur de chacun de vous et la prospérité de vos familles. Puisse la divine Providence répandre ses dons sur notre province et y faire régner l'harmonie et la paix.

Alors l'honorable Orateur du Conseil Législatif s'exprime ainsi :

Honorable Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur que cette Législature soit prolongée jusqu'à jeudi, le dix-neuvième jour d'avril prochain, pour être ici tenue ; et cette Législature est, en conséquence, prorogée à jeudi, le dix-neuvième jour d'avril prochain.

INDEX

DU

TRENTE-QUATRIEME VOLUME

63 VICTORIA, 1900

ABATTOIRS :—INTERPELLATION, 299.

ABATTOIRS :—Motion de l'honorable M. Langelier à l'effet que l'établissement d'abattoirs dans la province serait de nature à faire bénéficier la classe agricole, débat, ajournement du débat, 421.
Voir *Documents, items, 1 et 2.*

ACTE DE L'AMÉRIQUE BRITANNIQUE DU NORD, L' :—Voir *Documents, item, 135.*

ACTE 60 Vict., ch. 3 :—Voir *Documents, items, 60, 61, 63, 65.*

ADMISSION à la pratique de la médecine en certains cas :—Voir *Bills, 87.*

Adresses :

1. Motion de M. Champagne proposant de présenter une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en réponse au discours du Trône ; son adoption et sa présentation, 11.
2. Message du Lieutenant-Gouverneur concernant l'adresse en réponse au discours du Trône, 41.
3. Motion de l'honorable M. Marchand priant Son Honneur d'émettre son mandat pour \$15,000, 37.

AGENTS DES TERRES DE LA COURONNE :—Voir *Documents, items, 139, 142.*

AGENTS DES TERRES ET DES BOIS DE LA COURONNE :—Interpellation, 55.

AGRICULTURE :—M. Déchêne met devant la Chambre le rapport du Commissaire de l'—de la province de Québec pour 1899, 8. (*Imprimé*). (*Document No. 3*). Voir *Documents*, *item 3*.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—Comité permanent nommé, 7, 14; Premier rapport—nommant M. Garneau, président et demandant que le quorum soit réduit à sept membres,—adopté, 26; second, 207; troisième, 272; quatrième; amendement proposé à la réception du rapport, débat, ajournement, 343; amendement retiré, concours, 392; membres ajoutés à ce comité, 42, 48. Voir *Comités*.

ALIÉNÉS :—Loi à l'effet d'abroger la loi obligeant les municipalités à payer la moitié du coût de l'entretien des—dans les asiles. Voir *Bills*, 164.

“ **AME AMÉRICAINE, L'** ”—Interpellation, 54.

AMENDES :—Résolution concernant certaines amendes, 79; considéré en comité général, 120; rapportée, 120; lue la 2ème fois et agréée, 121.

AMENDES :—Bill concernant certaines—Voir *Bills*, 8.

AMERICAN PRESBYTERIAN SOCIETY OF MONTREAL, The :—Pétition des syndics demandant des amendements à sa charte, 63; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 102. Voir *Bills*, J.

ARCHAMBAULT, Hon. M. :—Ordre de la Chambre pour un état détaillé des \$15,000.00 payés à l'—pour dépenses dans la cause de la Reine *vs.* Demers, 107. Voir *Documents*, *item, 5*.

ARPENTAGES :—Interpellations, 52, 66, 69, 84, 85.

ARTHABASKA :—L'honorable M. LeBlanc, soulève une question de privilège au sujet de la représentation du district électoral d'—142.

ARTHABASKA :—Pétitions d'électeurs de ce comté, demandant à l'Assemblée législative de déclarer vacant le siège du député de ce district électoral, 142.

ARTHABASKA :—L'honorable M. Déchêne soulève une question de privilège relativement à l'affirmation du journal “La Presse” qui prétend que M. Girouard, député d'—aurait touché son indemnité, bien qu'il n'ait pas occupé son siège, 142

ASSELIN :—Voir *Documents*, *item 53*.

Assemblée législative :

1. La Chambre se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur, à la barre du Conseil, à l'ouverture de la session, 1; à la clôture de la session, 429.
2. La Chambre siège après minuit, 207, 216, 232, etc.
3. Devant avoir deux séances le même jour, 254. Trois séances, 293.
4. Devant siéger le samedi, 201.
5. Ajourné pour la célébration de la fête nationale irlandaise, 321.
6. Motions d'ajournement, 305, 387.
7. Motion de M. Chicoyne à l'effet de supprimer les séances du soir, 345.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE, SALLE DES SÉANCES DE L'—:—Interpellation, 327

ASSOCIATION DES BOUCHERS ET COMMERÇANTS DE LARD DE QUÉBEC:—Pétition demandant une loi d'incorporation, 40; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 45. Voir *Bills*, 112.

ASSOMPTION, ÉCOLE D'AGRICULTURE DE L':—Interpellation, 150.

ASSURANCE, COMPAGNIES D':—Résolution concernant certaines, — 271; comité général, rapportée, lue la 1^{ère} fois, 277; 2^{ème} lecture, amendements, débat, ajournement, 285; sous-amendement rejeté, autre sous-amendement adopté, 294; motion principale adoptée sur division; deuxième lecture, 296; amendement, considéré de nouveau, 312; rapportée, concours sur division, 314. Voir *Corporations et Compagnies commerciales*, aussi *Bills*, 15.

ASSURANCE, COMPAGNIES D':—Loi amendant la loi concernant l'inspection des :—Voir *Bills*, 160.

ASSURANCE, Compagnies d':—Interpellations, 219, 344.

ASSURANCE CONTRE LE FEU, Compagnies d':—Interpellation, 344.

ASSURANCE "La Canadienne":—Interpellation, 219.

ASSURANCES, Loi concernant les :—Interpellation, 219.

ASSURANCE MUTUELLE:—Loi amendant la section 17, titre 11, des Statuts refondus, relative aux compagnies d'assurance mutuelle. Voir *Bills*, E.

ASSURANCE MUTUELLE :—Loi amendant la loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu dans les comtés. Voir *Bills*, 163.

ASSURANCE MUTUELLE DU CANADA CONTRE LE FEU, La Compagnie d' :—Pétition demandant une loi lui accordant certains privilèges 40 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 94. Voir *Bills*, K.

ASSURANCE SUR LA VIE, Compagnies d' :—Interpellation, 344.

ATLANTIQUE ET LAC SUPÉRIEUR, Chemin de fer de l' :—Motion de l'honorable M. Flynn pour production de documents concernant l'acquisition de ce chemin de fer. Débat. Question d'ordre. Motion d'ajournement. Motion principale adoptée, 305.

BAIE DES CHALEURS, CHEMIN DE FER DE LA :—Voir *Documents*, item, 10.

BAIE JAMES A ROBERVAL, CHEMIN DE FER DE LA :—Interpellation, 299.

BANQUE JACQUES-CARTIER vs. THE QUEEN :—Interpellations, 297, 303, 389.

BARON DE HIRSCH INSTITUTE AND HEBREW BENEVOLENT SOCIETY OF MONTREAL :—Voir *The Young Men's Hebrew Benevolent Society* ; aussi, *Bills*, 44.

BARREAU :—Bill amendant et refondant la loi du—, (M. Gouin). Voir *Bills*, 169.

BEAUHARNOIS, PRISON DE :—Interpellation, 70.

BEAUPORT, LA CORPORATION DE :—Pétition demandant une loi pour ratifier et légaliser un règlement de—exemptant de taxes la "Montmorency Cotton Mills Co."—25, 39 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 51. Voir *Bills*, 78.

BEAURIVAGE DE LA LONGUE-POINTE :—Bill concernant le village de—, voir *Bills*, 127.

BECANCOURT, RIVIÈRE, Pont de péage sur la :—Pétition de Achille Leduc et autres demandant une loi concernant le—13, 21 ; rapport du comité des ordres permanents, 27. Voir *Bills*, 114.

BÉDARD, J. E. :—Interpellation, 54.

BERCOVITCH, PETER :—Pétition demandant son admission au Barreau, 40 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 45. Voir *Bills*, 122.

BERTHIAUME, L'HONORABLE T. ET AUTRES :—Voir *Presse* ; aussi *Bills*, 137.

BEURRE ET FROMAGE, SOCIÉTÉ DE FABRICATION DE :—Interpellation, 177.

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE :—Rapport du bibliothécaire. Voir *Documents*, *item*, 16.

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE :—Comité conjoint de la : Membres de ce comité nommés par le Conseil, 64 ; par l'Assemblée, 65.

BIGNELL, FRANK :—Copie de son rapport concernant la révocation des baux de pêche dans la rivière Restigouche, etc. Voir *Documents*, *item*, 125.

BILLETS DE LOCATION :—Voir *Documents*, *item*, 144.

Bills :

B. Bill (du Conseil législatif) autorisant les compagnies de garantie à se porter caution en justice.—1ère lecture proposée par l'honorable M. Robidoux, 204 ; 2ème lecture, renvoyé au comité général, considéré, rapporté, 238 ; 3ème lecture et passé, 238 ; sanctionné, 429. (63 Vict., ch. 44).

C. Bill (du Conseil législatif) amendant le Code civil, ; sur motion, de l'hon. M. Robidoux, lu la 1ère fois, 120 ; 2ème lecture, renvoyé au comité général, considéré, rapporté, 180 ; 3ème lecture et passé, 180 ; sanctionné, 429. (63 Vict., ch. 39).

D. Bill (du Conseil législatif) concernant les procès par jury en matière civile, dans le comté de Gaspé. 1ère lecture proposée par l'hon. M. Robidoux, 416 ; 2ème lecture, 423, 3ème lecture et passé, 428 ; sanctionné, 429. (63 Vict., ch. 19).

E. Bill (du Conseil législatif) amendant la section 17ème du titre 11ème des Statuts refondus, relative aux compagnies d'assurance mutuelle. 1ère lecture proposée par l'hon. M. Robidoux, 212 ; 2ème lecture et renvoyé au comité général, considéré, amendé et rapporté, 246 ; amendements lus, 245 ; 3ème lecture et passé, 246 ; amendements de l'Assemblée agréés par le Conseil, 255 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 34).

F. Bill (du Conseil législatif) amendant la loi concernant les registres des juges de paix. 1ère lecture proposée par l'hon. M. Robidoux, 233 ; 2ème lecture, renvoyé au comité général, considéré, rapporté, 238 ; 3ème lecture et passé, 238 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 20).

G. Bill (du Conseil législatif) concernant la substitution Eustache Prud'homme. 1ère lecture proposée par M. Décarie, 205 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 226 ; rapporté, 233 ; considéré en comité général, rapporté, 239 ; 3ème lecture et passé, 239 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 114).

BILLS: — Suite.

H. Bill (du Conseil législatif) amendant l'article 79a des Status refondus ; sur motion de M. Weir, lu la 1ère fois, 105 ; motion pour 2ème lecture ; amendement pour renvoi à 6 mois, adopté, 148.

I. Bill (du Conseil législatif) modifiant le Code du notariat ; sur motion de M. Chauret, lu la 1ère fois, 187 ; lu la 2ème fois, et référé au comité de législation, 212 ; rapporté, 217 ; comité général, rapporté, 243 ; 3ème lecture et passé, 243 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 25.)

J. Bill (du Conseil législatif) amendant la loi 27-28 Victoria, ch. 163, incorporant les syndics de la " American Presbyterian Society " de Montréal. 1ère lecture proposée par M. Weir, 195 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 197 ; rapporté, 203 ; comité général, rapporté, 224 ; 3ème lecture et passé, 224 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 98.)

K. Bill (du Conseil législatif) conférant certains pouvoirs à la compagnie d'assurance mutuelle du Canada contre le feu. 1ère et 2ème lecture, proposées par l'honorable M. Nantel, référé au comité des bills privés, 277 ; rapporté avec amendements, 290 ; comité général, rapporté, 301 ; 3ème lecture et passé, 301 ; amendements agréés par le Conseil, 322 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 92.)

L. Bill (du Conseil législatif) amendant l'article 1209 du Code civil. 1ère lecture proposé par l'honorable M. Pelletier, 144 ; 2ème lecture, comité général, considéré, rapporté, 188 ; 3ème lecture et passé, 188 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 40.)

O. Bill (du Conseil législatif) amendant la loi régissant les corporations de ville. 1ère lecture proposée par M. Cotton, 233 ; 2ème lecture, 267 ; comité général, rapporté, 307 ; 3ème lecture et passé, 307 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 31.)

Q. Bill (du Conseil législatif) amendant l'article 3560a des Statuts refondus. 1ère lecture proposée par l'honorable M. Robidoux, 233 ; 2ème lecture, comité général, considéré, progrès, référé au comité de législation, 246 ; rapporté sans amendement, 291 ; comité se lève sans faire rapport, 309.

R. Bill (du Conseil législatif) modifiant de nouveau la loi concernant la Cour de Circuit du district de Montréal. Sur motion de l'hon. M. Robidoux, 1ère lecture, 327 ; 2ème lecture, comité général, considéré, rapporté, 337 ; 3ème lecture et passé, 337 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 18.)

1. Bill relatif à la prestation des serments d'office, (l'hon. M. Marchand), 5.

BILLS —: Suite.

2. Bill concernant les compagnies minières. (l'hon. M. Turgeon), 1ère lecture, 15 ; 2ème lecture, débat, 23 ; sur division 45 ; comité général, débat, rapporte progrès, 48 ; de nouveau en comité général, rapporte progrès, 58, 62 ; de nouveau en comité général, amendé et rapporté, 66 ; 1ère lecture des amendements, 66 ; 2ème lecture adoptés sur division, 79 ; lors de la motion pour 3ème lecture, amendement de l'honorable M. Atwater pour renvoi à 6 mois, rejeté sur division, 49 ; 3ème lecture, adopté, 80 ; 3ème lecture du bill et passé, 80 ; passé par le Conseil législatif, 194 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 33.)

3. Bill amendant la Loi des mines de Québec, (l'hon. M. Turgeon), 1ère lecture, 15 ; 2ème lecture, envoyé au comité général, 20 ; considéré en comité et rapporté, 20 ; 3ème lecture, 20 ; passé, 20 ; passé par le Conseil législatif sans amendement, 82 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 17.)

4. Bill concernant un prêt à l'Institut Vaccinogène, (l'hon. M. Robidoux), 1ère lecture, 104 ; 2ème lecture renvoyé en comité général, 122 ; considéré en comité, rapporté, 123 ; 3ème lecture et passé, 123 ; passé par le Conseil législatif, 161 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 5.)

5. Bill concernant le fonds de bâtisses et des jurés, (l'hon. M. Robidoux), 1ère lecture, 282 ; motion pour 2ème lecture, amendement Pelletier pour renvoi à 6 mois, 315 ; reprise du débat ; amendement rejeté ; 2ème lecture ; considéré en comité, amendé et rapporté, 317 ; amendements lus et adoptés, 318 ; 3ème lecture sur division, 318 ; passé, 318 ; passé par le Conseil législatif, 374 ; sanctionnée, 430. (63 Vict., ch. 21.)

6. Bill concernant un octroi à la Compagnie du pont de Québec et des subsides à des compagnies de chemin de fer, (l'hon. M. Marchand), 1ère lecture, 370 ; 2ème et 3ème lecture et passé, 381 ; passé par le Conseil législatif, 415 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 2.)

7. Bill amendant la loi concernant la vente et l'administration des terres de la Couronne, (l'hon. M. Parent), 1ère lecture, 159 ; motion pour 2ème lecture, débat ajourné, 179 ; 2ème lecture sur division, 193 ; comité général, amendé et rapporté, 201 ; 1ère lecture des amendements 202 ; 2ème lecture des amendements adoptés, 202 ; 3ème lecture et passé, 205 ; passé par le Conseil législatif, 301 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 14.)

8. Bill concernant certaines amendes, (l'hon. M. Robidoux), 1ère lecture, 121 ; 2ème lecture sur division, comité général, progrès, 153 ; comité général, progrès, 173 ; comité général et rapporté, 193 ; motion pour 3ème lecture ; amendement pour renvoi à six mois rejeté, 194 ; 3ème lecture sur division et passé, 194 ; passé par le Conseil législatif, 301 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 7.)

BILLS :—*Suite.*

9. Bill à l'effet de refondre et d'amender la loi des licences de Québec, (l'honorable M. Marchand), 1ère lecture, 29 ; 2ème lecture sur division, 206 ; comité général, amendé et rapporté, 245 ; ordre pour 3ème lecture rescindé et bill référé au comité général ; considéré en comité, amendé et rapporté, 257 ; 3ème lecture et passé, 257 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 322 ; sanctionnée, 430. (63 Vict., ch. 12.)

10. Bill modifiant la constitution de la Législature de cette province en ce qui concerne le Conseil législatif, (l'honorable M. Marchand) 1ère lecture, 289 ; motion pour 2ème lecture ; débat, 296 ; reprise du débat ; amendement Flynn pour renvoi à 6 mois rejeté par vote, 2ème lecture, après vote, 312 ; comité général ; rapporté, 316 ; 3ème lecture sur division et passé, 317.

11. Bill détachant certains lots du comté de Dorchester et les annexant au comté de Bellechasse pour toutes les fins, (l'honorable M. Turgeon), 1ère lecture, 161 ; 2ème lecture, 179 ; considéré en comité général, rapporté, 179 ; 3ème lecture et passé, 179 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 223 ; ordre pour la 2ème lecture des amendements du Conseil législatif rescindé ; amendements lus 2 fois et adoptés, 226 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 10.)

12. Bill amendant la loi relative aux établissements industriels, (l'honorable M. Duffy), 1ère lecture, 247 ; 2ème lecture et référé au comité général, considéré en comité et rapporté, 257 ; 3ème lecture et passé, 257 ; passé par le Conseil législatif, 301 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 23.)

13. Bill amendant la loi électorale de Québec, 1895, concernant l'examen et la mise en force de la liste des électeurs, (l'honorable M. Déchène), 1ère lecture, 302 ; 2ème lecture, référé au comité général, considéré, progrès, 311 ; comité général, amendé et rapporté, 316 ; 3ème lecture et passé, 316 ; passé par le Conseil législatif, 415 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 11.)

14. Bill concernant la construction des lignes téléphoniques, (l'honorable M. Déchène), 1ère lecture, 315 ; 2ème lecture, référé au comité général, considéré et rapporté, 323 ; 3ème lecture et passé, 323 ; passé par le Conseil législatif, 392 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 32.)

15. Bill amendant la loi concernant les taxes sur les corporations et les compagnies commerciales, (l'hon. M. Marchand), 1ère lecture, 315 ; motion pour 2ème lecture ; amendement Hackett pour renvoi à 6 mois, amendement rejeté après vote ; 2ème lecture ; comité général ; considéré ; amendement Atwater rejeté après vote, 327 ; de nouveau référé au comité général, amendé et rapporté, 328 ; 3ème lecture adoptée après vote, 329 ; passé 329 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 391 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 393 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 13.)

BILLS :—*Suite.*

16. Bill amendant la loi concernant les édifices publics, (l'hon. M. Duffy), 1ère lecture, 247 ; 2ème lecture, comité général, considéré, rapporté, 257 ; 3ème lecture et passé, 257 ; passé par le Conseil législatif, avec amendements, 381 ; amendements lus 2 fois et adoptés, 388 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 22.)

17. Bill concernant l'Exposition de Paris de 1900, (l'hon. M. Déchêne), 1ère lecture, 354 ; 2ème et 3ème lecture et passé, 374 ; passé par le Conseil législatif, 415 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 3.)

18. Bill amendant de nouveau le Code municipal, (M. Cardin), art. 544. 1ère lecture et référé au comité du Code municipal, 198 ; rapporté avec amendement, 217 ; 2ème lecture, 235 ; motion pour que le bill soit considéré en comité général ; amendement Pelletier pour qu'il soit référé au Comité de législation, adopté, 265 ; rapporté, rejeté, 308 ; réinscription sur ordres du jour adopté après vote, 326 ; motion pour comité général ; amendement Hackett pour renvoi à 6 mois, adopté après vote, 341.

19. Bill amendant l'article 599 du Code de procédure civile, (M. Champagne), 1ère lecture, 203 ; 2ème lecture et référé au comité de législation, 266 ; rapporté, rejeté, 283.

20. Bill amendant l'article 782 du Code municipal, (M. Chenevert), 1ère lecture, et référé au comité du Code municipal, 197 ; rapporté avec amendement, 203 ; 2ème lecture, 244 ; comité se lève sans faire rapport, 310

21. Bill amendant l'article 3438 des Statuts refondus de la province de Québec, (M. Gouin), 1ère lecture, 186 ; 2ème lecture et référé au comité de législation, 211 ; rapporté sans amendement, 229 ; considéré en comité et rapporté, 237 ; 3ème lecture et passé, 237.

22. Bill amendant l'article 2260 du Code civil, (M. Roy), 1ère lecture, 186 ; 2ème lecture et référé au comité de législation, 211 ; rapporté avec amendements, 229 ; considéré en comité général, rapporté, 234 ; 3ème lecture et passé, 244.

23. Bill amendant l'article 4529 des Statuts refondus de la province de Québec, (M. L. E. Panneton), 1ère lecture, 186 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 211 ; rapporté sans amendement, 217 ; considéré en comité, rapporté, 262 ; 3ème lecture et passé, 262 ; passé par le Conseil législatif, 286 ; sanctionné, 430. (63 Vict. ch. 30.)

24. Bill amendant la loi concernant l'entretien de certains ponts, (l'hon. C. Langelier), 1ère lecture, 187 ; motion pour 2ème lecture ; l'hon. M. Pelletier soulève une question d'ordre ; M. l'Orateur réserve sa décision, 211 ; question d'ordre décidée par M. l'Orateur : Bill n'est pas dans l'ordre, 342.

BILLS :—*Suite.*

25. Bill amendant l'article 4558^a des Statuts refondus, relativement aux corporations de ville, (M. Ball), 1^{ère} lecture, 162 ; 2^{ème} lecture et référé au comité de législation, 211.

26. Bill amendant l'article 972 du Code civil, (M. Roy), 1^{ère} lecture, 162 ; 2^{ème} lecture sur division et référé au comité de législation, 179 ; rejeté par le comité de législation, 202.

27. Bill amendant l'article 79^a des Statuts refondus, (M. Champagne), 1^{ère} lecture, 177 ; bili retiré, 222.

27^a. Bill concernant la qualification des membres du Conseil législatif, (M. Champagne), 1^{ère} lecture, 218 ; 2^{ème} lecture, 244 ; considéré, 265 ; passé, 266.

28. Bill amendant l'article 94 du Code de procédure civile, (l'hon. M. Parent), 1^{ère} lecture, 156 ; 2^{ème} lecture sur division et référé au comité de législation, 193 ; rapporté avec amendements, 202 ; considéré en comité général, rapporté, 237 ; 3^{ème} lecture et passé, 237 ; passé par le Conseil législatif, 310 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 41.)

29. Bill concernant le district judiciaire de Saint-François, (l'hon. M. Hackett), 1^{ère} lecture, 153 ; 2^{ème} lecture sur division, 308 ; motion de M. Hackett pour comité général, 390 ; amendement pour renvoi à 6 mois, adopté sur division, 390.

30. Bill amendant l'article 223 de la loi de l'Instruction publique, (M. Cherrier), 1^{ère} lecture, 177 ; 2^{ème} lecture et référé au comité de législation, 211 ; rapporté, rejeté, 229.

31. Bill concernant la paroisse de Saint-Denis, Montréal, (M. Décarie), 1^{ère} lecture, 36 ; 2^{ème} lecture et référé au comité des bills privés, 41 ; rapporté sans amendement, 74 ; considéré en comité général, rapporté, 88 ; 3^{ème} lecture et passé, 83 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1^{ère} et 2^{ème} lecture des amendements et adopté, 184 ; honoraire remis, 557 ; sanctionné, 430, (63 Vict., ch. 94).

32. Bill amendant la charte du village de Grand'Mère, (M. Bickerdike), 1^{ère} lecture, 47 ; 2^{ème} lecture et référé en comité des bills privés, 59 ; rapporté, préambule non prouvé, 149 ; rapport que les promoteurs désirent retirer le bill, concours, 203 ; honoraire remis, 236.

33. Bill amendant la charte de la " Royal Trust Company ", (M. Rainville), 1^{ère} lecture, 47 ; 2^{ème} lecture et référé au comité des bills privés, 68 ; rapporté avec amendements, 156 ; considéré en comité général, rapporté, 162 ; 3^{ème} lecture et passé, 163 ; passé par le Conseil, 215 ; amendements agréés, 216 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 76).

BILLS :—*Suite*.

34. Bill autorisant la " National Trust Company " à étendre ses opérations à la province de Québec, (M. Bickerdike), 1^{ère} lecture, 47 ; 2^{ème} lecture et référé au comité des bills privés, 59 ; rapporté avec certains amendements, 75 ; considéré en comité général, rapporté, 3^{ème} lecture et passé, 99 ; passé par le Conseil avec amendements, 215 ; agréés, 216 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 78).

35. Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Thomas Côté au nombre de ses membres, (M. Gouin), 1^{ère} lecture, 51 ; 2^{ème} lecture et référé au comité des bills privés, 63 ; rapporté avec certains amendements, 82 ; considéré en comité général, rapporté, 100 ; 3^{ème} lecture sur division et passé, 100 ; passé par le Conseil législatif, 161 ; honoraire remis, 346 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 117).

36. Bill amendant la charte de la cité de Québec, (M. Robitaille), 1^{ère} lecture, 28 ; 2^{ème} lecture, référé au comité des bills privés, 36 ; rapporté avec amendements, 150 ; considéré en comité général et rapporté, 160 ; 3^{ème} lecture sur division et passé, 160 ; passé par le Conseil, 204 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 48)

37. Bill concernant le " Bishop's College ", (M. Panneton), 1^{ère} lecture, 48 ; 2^{ème} lecture et référé au comité des bills privés, 59 ; rapporté sans amendement, 82 ; considéré en comité général et rapporté, 99 ; 3^{ème} lecture et passé, 99 ; passé par le Conseil avec amendements, 195 ; agréés, 195 ; sanctionné, 430. Honoraire remis, 392. (63 Vict., ch. 101.)

38. Bill autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Georges, district de Beauce, à dresser un nouvel acte de cotisation, (M. Béland), 1^{ère} lecture, 41 ; 2^{ème} lecture et référé au comité des bills privés, 49 ; rapporté sans amendement, 94 ; considéré en comité général et rapporté, 108 ; 3^{ème} lecture et passé, 108 ; passé par le Conseil législatif, 161 ; honoraire remis, 275 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 95)

39. Bill pour constituer en corporation " La Congrégation des Juifs Roumains, " Beth David, " de Montréal, " (hon. M. Atwater), 1^{ère} lecture, 36 ; 2^{ème} lecture et référé au comité des bills privés, 41 ; rapporté sans amendement, 75 ; considéré en comité général et rapporté, 88 ; 3^{ème} lecture et passé, 88 ; passé par le Conseil législatif, 161 ; honoraire remis, 200 ; sanctionné, 430. (63 Vict., ch. 107.)

40. Bill autorisant l'admission de Henri-Paul Lefebvre, à la pratique de la profession d'arpenteur après examen, (M. Major), 1^{ère} lecture, 41 ; 2^{ème} lecture et référé au comité des bills privés, 49 ; rapporté sans amendement, 82 ; considéré en comité général, 100 ; rapporté, 100 ; 3^{ème} lecture sur division et passé, 100 ; passé par le Conseil législatif, 161 ; motion pour remise d'honoraire rejeté par vote de M. l'Orateur, 345 ; vote rescindé sur division, honoraire remis, 371 ; sanctionné, 341. (63 Vict., ch. 126.)

BILLS :—*Suite.*

41. Bill amendant la charte de la compagnie du chemin de fer du Saint-Laurent et du Nord-Ouest, (M. Duplessis), 1ère lecture, 77 ; 2ème lecture et référé au comité des chemins de fer, 91 ; rejeté, 297. Honoraire remis, 326.

42. Bill concernant la construction de l'église catholique de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus de Montréal, (M. Lacombe), 1ère lecture, 65 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 69 ; rapporté sans amendement, 102 ; considéré en comité général rapporté, 112 ; 3ème lecture et passé, 112 ; passé par le Conseil législatif, 184 ; honoraire remis, 303 ; sanctionné, 431. (63 Vict., ch. 93.)

43. Bill concernant l'Institut Royal pour l'avancement des Sciences, (M. Bickerdicke), 1ère lecture, 29 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 36 ; rapporté avec certains amendements, 75 ; considéré en comité général, 90 ; rapporté, 90 ; 3ème lecture et passé, 90 ; passé par le Conseil législatif, 161 ; sanctionné, 431. (63 Vict., ch. 100.)

44. Bill à l'effet de changer le nom de la "Young Men's Hebrew Benevolent Society of Montreal" en celui de "Baron de Hirsch Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal", et de développer ses pouvoirs, (l'honorable M. Stephens), 1ère lecture, 29 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 36 ; rapporté sans amendement, 74 ; considéré en comité général, rapporté, 89 ; 3ème lecture et passé, 89 ; passé par le Conseil législatif, 161 ; honoraire remis 187 ; sanctionné, 431. (63 Vict., ch. 106).

45. Bill concernant certains immeubles substitués par feu Maurice Gougeon et son épouse, (M. Décarie), 1ère lecture, 29 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 41 ; rapporté avec amendements, 121 ; considéré en comité général, rapporté, 175 ; 3ème lecture et passé, 175 ; passé par le Conseil, amendé, 248 ; agréés, 249 ; sanctionné, 431. (63 Vict., ch. 110.)

46. Bill amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Québec Central, (M. Robitaille), 1ère lecture, 29 ; 2ème lecture et référé au comité des chemins de fer, 2 ; rapporté sans amendements, 64 ; considéré en comité général, 87 ; rapporté, 87 ; 3ème lecture et passé, 88 ; passé par le Conseil, 222 ; sanctionné, 431. (63 Vict., ch. 66.)

47. Bill constituant en corporation la "Ladies City Mission of Quebec," (M. Robitaille), 1ère lecture, 36 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 41 ; rapporté sans amendements, 75 ; considéré en comité général et rapporté, 88 ; 3ème lecture et passé, 138 ; passé par le Conseil législatif, 161 ; honoraire remis, 236 ; sanctionné, 431. (63 Vict., ch. 105.)

BILLS :—*Suite.*

48. Bill amendant la charte de la cité de Sherbrooke, (M. Panneton), 1ère lecture, 48 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 59 ; rapporté avec amendements, 150 ; considéré en comité général, 175 ; rapporté, 175 ; 3ème lecture et passé, 175 ; passé par le Conseil, amendé, 255 ; agréés, 261 ; sanctionné, 431. (63 Vict. ch. 51.)

49. Bill autorisant la chambre des notaires de la province de Québec à admettre Jean-Baptiste-Théophile Lafrenière à la pratique du notariat, après examen, (M. Cardin), 1ère lecture, 28 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 41 ; rapporté sans amendement, 74 ; considéré en comité général, rapporté, 89 ; 3ème lecture et passé, 89 ; passé par le Conseil législatif, 161 ; honoraire remis, 347 ; sanctionné, 431. (63 Vict., ch. 120.)

50. Bill concernant les biens appartenant à la mineure Freda Maude Henshaw, (M. Gouin), 1ère lecture, 51 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 63 ; rapporté avec certains amendements, 75 ; considéré en comité général, rapporté, 90 ; 3ème lecture et passé, 90 ; passé par le Conseil, amendé, 248 ; agréés, 250 ; sanctionné, 431. (63 Vict., ch. 111.)

51. Bill amendant la charte du Crédit-Foncier Franco-Canadien, (M. Chênevert), 1ère lecture, 36 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 41 ; rapporté avec certains amendements, 82 ; considéré en comité général ; rapporte progrès, 155 ; de nouveau considéré en comité général, rapporte progrès, 153 ; de nouveau considéré en comité général, amendé, 1er et 2ème lecture des amendements, 158 ; 3ème lecture du bill et passé, 158 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 204 ; 1ère lecture des amendements, 205 ; agréés, 226 ; sanctionné, 431. (63 Vict., ch. 74.)

52. Bill confirmant et ratifiant, autant qu'il est nécessaire, l'émission des débentures faite par la "Canadian Electric Light Company (limited)," (M. Robitaille), 1ère lecture, 51 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 63 ; rapporté sans amendement, 102 ; considéré en comité général, 111 ; rapporté, 111 ; 3ème lecture et passé, 111 ; passé par le Conseil législatif, 184 ; sanctionné, 431. (63 Vict., ch. 71.)

53. Bill autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre David Ogilvy au nombre de ses membres, (M. de Grosbois), 1ère lecture, 60 ; 2ème lecture et référé en comité des bills privés, 63 ; rapporté sans amendements, 150 ; considéré en comité général, rapporté, 159 ; 3ème lecture et passé, 159 ; passé par le Conseil, 204 ; sanctionné, 431. (63 Vict., ch. 127.)

54. Bill amendant la charte de la compagnie du Conservatoire de Montréal, (M. Champagne), 1ère lecture, 94 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 136 ; rapporté sans amendement, 173 ; considéré en comité général, rapporté, 181 ; 3ème lecture et passé, 181 ; passé par

BILLS :—*Suite.*

le Conseil, amendé, amendements agréés, 336; honoraire remis, 413; sanctionné, 431. (63 Vict., ch. 88.)

55. Bill concernant l'administration des biens d'Edmond Vanier, (M. Gouin), 1ère lecture, 122; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 154; rapporté, 195; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 198; passé par le Conseil, amendé, 330; agréés, 353; sanctionné, 431. (63 Vict., ch. 115.)

56. Bill constituant en corporation la " Montreal Mining Exchange," (M. Bickerdike), 1ère lecture, 65; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 101; rapporté avec amendements, 174; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 182; passé par le Conseil, 247; sanctionné, 431.

57. Bill amendant la charte de la ville d'Outremont, (M. Décarie), 1ère lecture, 36; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 41; rapporté avec amendements, 149; considéré en comité général, rapporté, 159; 3ème lecture et passé, 160; passé par le Conseil, amendé, 248; ordre pour 2ème lecture des amendements rescindé, amendements agréés, 250; sanctionné, 431. (63 Vict., ch. 55.)

58. Bill ratifiant une convention conclue entre la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique et la compagnie électrique de Hull, (M. Gillies), 1ère lecture, 4; 2ème lecture et référé au comité des chemins de fer, consentement du Lieutenant-gouverneur, 90; rapport du comité que le préambule n'a pas été prouvé, 186; remplacé sur les ordres du jour, 210; considéré, amendé, rapporté, passé, 225; passé par le Conseil, 272; sanctionné, 431. (63 Vict., ch. 65.)

59. Bill autorisant Gustave-Thélesphore Turcot, de Philadelphie, dans les Etats-Unis, à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, (l'honorable M. Langelier), 1ère lecture, 60; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 112; rapporté sans amendement, 217; motion Langelier pour suspension des règles de la Chambre, adoptée. Bill référé en comité général, rapporté, 242; 3ème lecture et passé, 243; passé par le Conseil législatif, 356; sanctionné, 431; honoraire remis, 3 8. (63 Vict., ch. 125.)

60. Bill autorisant Oswald-Sylvio Mévilier à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, (l'hon. M. Langelier), 1ère lecture, 60; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 112; rapporté, soumis à la Chambre pour examen, *re* : conformité aux règles de la Chambre, 195; section 5, de la 57ème règle, suspendue, 199; 3ème lecture et passé, 199; passé par le Conseil législatif, 263; sanctionné, 431; honoraire remis, 350. (63 Vict., ch. 123.)

BILLS :—*Suite.*

61. Bill octroyant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, dans le comté de Lévis, (l'hon. M. Langelier), 1ère lecture, 78 ; 2ème lecture, référé au comité des bills privés, 91 ; rapporté avec amendements, 195 ; considéré, rapporté, passé, 199 ; passé par le Conseil, 268 ; sanctionné, 431 ; honoraire remis, 352. (63 Vict., ch. 63.)

62. Bill constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer électrique de Saint-Hyacinthe, (M. De Grosbois), 1ère lecture, 47 ; 2ème lecture et référé au comité des chemins de fer, 59 ; rapporté avec plusieurs amendements, 82 ; considéré en comité général et rapport de progrès, 108 ; considéré de nouveau en comité général et rapport de progrès, 135 ; considéré de nouveau en comité général, amendé et rapporté, 1ère et 2ème lecture des amendements, 158 ; 3ème lecture et passé, 162 ; passé par le Conseil, 310 ; sanctionné, 431. (63 Vict., ch. 69.)

63. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1900 et le 30 juin 1901, et pour d'autres fins du service public, (l'hon. M. Marchand), 1ère lecture, 420 ; 2ème et 3ème lecture ; passé par le Conseil, 427 ; sanctionné, 434. (63 Vict., ch. 1.)

64. Bill validant un acte de vente de George Henshaw Holt à Alexandre Boisvert, en date du 5 septembre 1890, (M. Bickerdicke), 1ère lecture, 51 ; 2ème lecture et référé en comité des bills privés, 63 ; rapporté sans amendement, 102 ; considéré en comité général, rapporté, 111 ; 3ème lecture et passé, 111 ; par le Conseil, amendé, 310 ; agréés, 321 ; sanctionné, 431. (63 Vict., ch. 112.)

65. Bill amendant la charte de la ville de Chicoutimi, (M. Petit), 1ère lecture, 83 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 101 ; Rapporté avec amendements, 173 ; considéré en comité général rapporté, 180 ; 3ème lecture et passé, 180 ; par le Conseil, 259 ; sanctionné, 421. (63 Vict., ch. 56.)

67. Bill concernant les biens de l'Eglise presbytérienne du Canada, (M. Bickerdicke), 1ère lecture, 78 ; 2ème lecture référé au comité des bills privés, 91 ; rapporté sans amendement, 150 ; considéré en comité général et rapporté, 159 ; 3ème lecture et passé, 159 ; Honoraire remis, 210 ; passé par le Conseil, amendé, agréé, 222 ; sanctionné, 431. (63 Vict., ch. 97.)

68. Bill constituant en corporation " La Compagnie de Gaz, Electricité et Pouvoir ", (M. McDonald), 1ère lecture, 61 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 136 ; rapporté avec amendements, 185 ; considéré, rapporté, passé, 224 ; passé par le Conseil, amendé, amendements agréés, 281 ; sanctionné, 431. (63 Vict., ch. 79.)

BILLS:—Suite.

69 Bill amendant la charte de la ville de Saint-Louis, (M. Décarie), 1ère lecture, 65 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 135 ; rapporté avec amendements, 185 ; considéré en comité général, rapporté, 213 ; 3ème lecture et passé, 213 : passé par le Conseil, amendé, 281 ; sanctionné, 431. (63 Vict., ch. 54.)

70. Bill modifiant la charte de la " Compagnie Hypothécaire ", (M. Roy). 1ère lecture, 64 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 69 ; rapporté avec amendements, 150 ; considéré en comité général et rapporté, 160 ; 3ème lecture et passé, 160 ; passé par le Conseil, amendé, 272 ; sanctionné, 431. (63 Vict., ch. 75.)

71. Bill constituant en corporation le " Catholic Sailors' Club ", (l'honorable M. Guerin), 1ère lecture, 46 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 68 ; rapporté sans amendement, 82 ; considéré en comité général, 99 ; amendé et rapporté, 99 ; amendement lu 1ère et 2e fois et adopté, 99 ; 3ème lecture du bill et passé, 99 ; passé par le Conseil législatif, 161 ; honoraire remis, 275 ; sanctionné, 431. (63 Vict., ch. 103.)

72. Bill autorisant William Sutherland à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec, après examen, (M. Plante), 1ère lecture, 51 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 63 ; rapporté, 195 ; comité général, rapporté, 198 ; 3ème lecture et passé, 226 ; passé par le Conseil, 172 ; sanctionné, 431. (63 Vict., ch. 124.)

73. Bill constituant en corporation " The Montreal Day Nursery ", (M. Weir), 1ère lecture, 36 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 69 ; rapporté sans amendement, 102 ; considéré en comité général, rapporté, 111 ; 3ème lecture et passé, 112 ; passé par le Conseil, 268 ; honoraire remis, 275 ; sanctionné, 432. (63 Vict., ch. 104.)

75. Bill constituant en corporation la compagnie " The Great Northern Elevator Company ", (M. Robitaille). 1ère lecture, 73 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 91 ; rapporté avec amendements, 150 ; considéré en comité général, rapporté, 160 ; 3ème lecture et passé, 161 ; passé par le Conseil législatif, 204 ; sanctionné, 432. (63 Vict., ch. 82.)

76. Bill amendant la loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer de Jonction de Napierville, (M. Doris), 1ère lecture 46 ; 2ème lecture et référé au comité des chemins de fer, 59 ; rapporté avec amendements, 171 ; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 181 ; passé par le Conseil, amendé, amendements lus 1ère fois, 360 ; renvoi à 6 mois proposé, rejeté, 372 ; amendements agréés, 373 ; sanctionné, 433. (63 Vict., ch. 68.)

BILLS:—*Suite.*

77. Bill concernant la division du comté de Nicolet pour les fins d'enregistrement, (M. Ball), 1ère lecture, 83 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 136 ; ré-impression ordonnée, 208 ; rapporté, 230 ; considéré, amendé, rapporté, passé, 237 ; passé par le Conseil, 321 ; honoraire remis, 413 ; sanctionné, 432. (63 Vict., ch. 8.)

78. Bill ratifiant et légalisant un règlement de la corporation de la paroisse de Beauport exemptant de taxes municipales la " Montmorency Cotton Mills Company." (M. Garneau), 1ère lecture, 64 ; 2ème lecture et référé en comité des bills privés, 136 ; rapporté sans amendement, 173 ; considéré en comité général, 181 ; rapporté, 181 ; 3ème lecture et passé, 181 ; passé par le Conseil, 255 ; sanctionné, 432. (63 Vict., ch. 60.)

79. Bill amendant la charte de la ville de Maisonneuve, (M. Décarie), 1ère lecture, 60 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 68 ; rapporté avec amendements, 150 ; considéré en comité général, 160 ; rapporté, 160 ; 3ème lecture et passé, 160 ; passé par le Conseil, amendé, 248 ; agréés, 250 ; sanctionné, 432. (63 Vict., ch. 53.)

80. Bill accordant des pouvoirs additionels à la " People's Telephone Company, (M. De Grosbois), 1ère lecture, 83 ; 2ème lecture et référé au comité de chemin de fer, 101 ; rapporté avec amendements, 156 ; considéré en comité général, 162 ; 3ème lecture et passé, 162 ; passé par le Conseil, amendé, 255 ; agréés, 261 ; sanctionné, 432. (63 Vict. ch. 84.)

81. Bill concernant les caisses rurales. (M. Chicoyne), 1ère lecture, 15 ; motion Chicoyne pour la 2ème lecture, débat, ajournement du débat, 179 ; 2ème lecture et référé à un comité spécial, 201 ; rapports du comité, 217, 296 ; bill remis à la prochaine session tel que suggéré par rapport du comité, 297.

82. Bill refondant et amendant le Code municipal, (l'honorable M. Stephens), 1ère lecture, 29 ; rapporté, 229 ; 2ème lecture sur division et référé, 308.

83. Bill amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens, (M. Cotton), 1ère lecture, 29 ; 2ème lecture et référé au comité de législation, 105 ; rapporté sans amendement, 122 ; considéré en comité général rapporte progrès, 174 ; considéré de nouveau en comité général, rapporté, 178 ; 3ème lecture passé, 187 ; passé par le Conseil, 232 ; sanctionné, 432. (63 Vict., ch. 26.)

84. Bill amendant la loi électorale de Québec, 1895, (M. Tellier), 1ère lecture, 30 ; 2ème lecture et référé au comité de législation, 48 ; rapporté sans amendement, 122 ; considéré en comité général, 147 ; rapporté, 147 ; 3ème lecture et passé, 147.

BILLS :—*Suite*.

85. Bill annexant au comté d'Yamaska partie de la municipalité de Sainte-Monique pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement. (M. Allard), 1ère lecture, 48 ; 2ème lecture sur division, 80 ; considéré en comité général, rapporté, 119 ; 3ème lecture et passé, 119 ; passé par le Conseil législatif, 194 ; sanctionné, 432. (63 Vict., ch. 9.)

86. Bill amendant l'article 816 du Code de procédure civile, (M. Tellier), 1ère lecture, 61 ; 2ème lecture et référé en comité de législation, 74 ; rapporté avec amendements, 93 ; considéré en comité général, rapporté, 119 ; 3ème lecture et passé, 119 ; passé par le Conseil, amendé, la 1ère fois, 223 ; amendement pas acceptés, message au Conseil, 255 ; Conseil n'insiste pas, 322 ; sanctionné, 432. (63 Vict., ch. 42.)

87. Bill amendant la loi relative à l'admission à la pratique de la médecine en certains cas, (M. Roy), 1ère lecture, 61 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 73 ; rapporté avec certains amendements, 81 ; considéré en comité général, 104 ; rapport de progrès, 104 ; considéré de nouveau en comité général, 135 ; amendé et rapporté, 135, 1ère lecture des amendements, 135 ; 2ème lecture des amendements sur division, amendé adopté, 145 ; amendement Duplessis à la motion Roy pour 3ème lecture, perdu sur division, 145 ; amendement Pelletier perdu sur division, 145 ; 3ème lecture du bill sur division, 147 ; bill passé, 147 ; passé par le Conseil, amendé, 248 ; sanctionné, 432. (63 Vict., ch. 27.)

88. Bill amendant l'article 5561 des Statuts refondus, (M. Duplessis), 1ère lecture, 61 ; 2ème lecture et référé au comité de législation, 74 ; rapporté avec certains amendements, 81 ; considéré en comité général, rapporté, 119 ; 3ème lecture et passé, 119 ; passé par le Conseil, amendé, 248 ; sanctionné, 432. (63 Vict., ch. 37.)

89. Bill amendant l'article 85 du Code civil, (M. Duplessis), 1ère lecture, 61 ; 2ème lecture et référé au comité de législation, 74 ; Rapporté sans amendement, 81 ; considéré en comité général, 135 ; rapporté avec un amendement et 1ère lecture de cet amendement, 136 ; amendements lus 2ème fois et adoptés, 147 ; motion pour 3ème lecture, amendement de M. Robitaille pour renvoi à 6 mois rejeté après vote, 151 ; 3ème lecture et passé, 152 ; passé par le Conseil, 222 ; sanctionné, 332. (63 Vict., ch. 38.)

90. Bill amendant l'article 480 du Code municipal, (M. Bissonnette), 1ère lecture, 65 ; 2ème lecture et référé au comité du Code Municipal, 74 ; rapporté sans amendement, 93 ; considéré en comité général, rapporté, 119 ; 3ème lecture et passé, 119 ; passé par le Conseil, 195 ; sanctionné, 432. (63 Vict., ch. 46.)

BILLS :—*Suite.*

91. Bill amendant le Code municipal, (M. Cotton), 1ère lecture, 68 ; 2ème lecture et référé au comité du Code municipal, 105 ; rapporté, 217 ; considéré, progrès, rapporté, 265 ; considéré de nouveau, rapporté, 305 ; 3ème lecture sur division, passé, 306 ; passé par le Conseil, 374 ; sanctionné, 432 (63 Vict., ch. 45.)

92. Bill modifiant l'article 1317 du Code de procédure civile, (M. Weir), 1ère lecture, 84 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 136 ; rapporté, 202 ; rejeté, 202.

93. Bill amendant l'article 952 du Code de procédure civile, (M. Robitaille), 1ère lecture, 68 ; 2ème lecture et référé au comité de législation, 101 ; rapporté, rejeté, 202.

94. Bill modifiant le Code municipal, (M. Weir), 1ère lecture, 84 ; ordre de la Chambre pour la 2ème lecture est rescindé et bill référé au comité du Code municipal, 137 ; rapporté avec amendements, 185 ; 2ème lecture du bill sur division, 212 ; considéré, progrès, 222 ; considéré de nouveau, passé, 262 ; passé par le Conseil, amendé, 321.

95. Bill amendant la loi concernant les dentistes, (l'hon. M. Langelier), 1ère lecture, 58 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 105 ; rapporté, 217 ; motion pour renvoi à 6 mois, rejetée, considéré ; rapporté, passé, 263.

96. Bill concernant l'incorporation et l'administration des compagnies commerciales, (M. Bickardike), 1ère lecture, 84 ; référé, 235 ; considéré, passé, 273.

97. Loi amendant le Code de procédure civile. (l'honorable M. Langelier), 1ère lecture, 138 ; 2ème lecture et référé au comité de législation, 201 ; rapporté avec amendements, 249 ; considéré en comité, progrès, 265 ; comité, amendé et rapporté ; amendements lus et adoptés, 306 ; 3ème lecture sur division et passé, 306.

98. Bill amendant le Code municipal, (l'honorable M. Langelier), 1ère lecture, 84 ; ordre pour la seconde lecture rescindé et bill référé au comité du Code municipal, 166 ; rapporté, 229 ; la 2ème fois sur division et référé, 335.

99. Bill amendant l'article 1061 du Code municipal, (M. deGrosbois), 1ère lecture, 84 ; ordre pour 2ème lecture rescindé, 119 ; référé au comité du Code municipal, 119.

100. Bill amendant l'article 599 du Code de procédure civile, (M. Lacombe), 1ère lecture, 95 ; 2ème lecture sur division, référé, 266 ; renvoi à six mois, rejeté, 306 ; considéré, amendé, rapporté, 3ème lecture sur division, passé, 307.

BILLS :—*Suite*.

101. Bill amendant l'article 1651 des Statuts refondus, (M. Champagne), 1ère lecture, 95 ; 2ème lecture et référé au comité d'agriculture, 152 ; rapporté, 207 ; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 222 ; passé par le Conseil législatif, 259 ; sanctionné, 432. (63 Vict., ch 15.)

102. Bill amendant le Code municipal, (M. Allard), 1ère lecture, référé au comité du Code municipal, 109.

103. Bill amendant le Code de procédure civile, (M. Panneton), 1ère lecture, 110 ; 2ème lecture et référé au comité de législation, 153.

104. Bill amendant le Code civil, (M. Panneton), 1ère lecture, 110 ; 2ème lecture et référé au comité de législation, 153.

105. Bill détachant la paroisse de Lavaltrie du comté de Berthier et l'annexant au comté de l'Assomption, (M. Lacombe), 1ère lecture, 109 ; référé, 201 ; considéré, rapporté, renvoi à 6 mois rejeté, autre amendement proposé et rejeté, 210 ; passé, 211.

106. Bill amendant l'article 3998 des Statuts refondus, (M. Tellier), 1ère lecture, 110 ; motion pour 2ème lecture ; amendement pour renvoi à 6 mois retiré ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 153 ; comité général, rapporté, 244 ; 3ème lecture et passé, 244.

107. Bill amendant l'article 115 du Code de procédure civile, (l'honorable M. Pelletier), 1ère lecture, 139 ; 2ème lecture et référé au comité de législation, 156 ; rapporté, rejeté par le comité, 202.

108. Loi amendant l'article 769 du Code municipal, (M. Chênevert), 1ère lecture et référé au comité du Code municipal, 150 ; rapporté, 261 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 267 ; rapporté, 270 ; comité général, rapporté, 76 ; 3ème lecture et passé, 276 ; passé par le Conseil législatif, 301 ; sanctionné, 432. (63 Vict., ch. 47).

109. Bill amendant certains articles du Code municipal, (M. Tellier), 1ère lecture et référé au comité du Code municipal, 150.

110. Bill amendant l'acte pour étendre les privilèges et pouvoirs de la compagnie du pont de Saint-François, (M. Watts), 1ère lecture, 46 ; 2ème lecture et référé au comité des chemins de fer, etc., 69 ; rapporté avec amendement, 149 ; comité général, progrès, 132 ; considéré de nouveau, amendé, rapporté, 206 ; amendements rejetés, 214 ; amendements lus 2ème fois, 215 ; agréés, passé, 222 ; honoraire remis, 351.

BILLS :—*Suite.*

111. Bill revisant et refondant la charte de la cité des Trois-Rivières, (M. Normand), 1ère lecture, 61 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 90 ; rapporté, 203 ; considéré, amendé, rapporté, passé en amendant le titre, 225 ; passé par le Conseil, amendé, renvoi à 6 mois proposé, question d'ordre, 386 ; motion d'ajournement, question d'ordre, nouvelle motion d'ajournement, motion retirée, amendements agréés, 387 ; honoraire remis, 413.

112. Bill constituant en corporation l'Association des bouchers et commerçants de lard de Québec, (M. Robitaille), 1ère lecture, 47 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 59 ; rapporté avec certains amendements, 75 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 89 ; passé par le Conseil avec amendements, 176 ; sanctionné, 432 ; honoraire remis, 350. (63 Vict., ch. 90.)

113. Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre William James Enright, à la pratique de la médecine et de la chirurgie, (M. Clapperton), 1ère lecture, 64 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 136 ; rapporté, 203 ; considéré, rapporté, suspension du paragraphe 5 de la règle 57, passé, 231 ; passé par le Conseil, 286 ; sanctionné, 432 ; honoraire remis, 349. (63 Vict., ch. 121.)

114. Bill amendant la loi concernant le pont de péage sur la rivière Bécancourt, près de l'église de la paroisse de Bécancourt, (M. Ball), 1ère lecture, 36 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 41 ; rapporté avec amendements, 149 ; considéré en comité général amendé et rapporté, 162 ; 1ère et 2ème lecture des amendements et amendements adoptés, 162 ; 3ème lecture du bill et passé, 162 ; passé par le Conseil, amendé, 255 ; sanctionné, 432. Honoraire remis, sur division, 414. (63 Vict., ch. 64.)

115. Bill confirmant et ratifiant les règlements Nos 143 et 144 de la ville de Joliette, ainsi qu'un acte d'arrangement intervenu entre la ville de Joliette et la compagnie du chemin de fer le Grand Nord, le 2 octobre 1899, (M. Tellier), 1ère lecture, 94 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 108 ; rapporté avec amendements, 180 ; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 189 ; passé par le Conseil, 247 ; sanctionné, 432. (63 Vict., ch. 59.)

116. Bill amendant la charte d'incorporation du village de Grand'mère, (M. Caron, Maskinongé), 1ère lecture, 28 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 41 ; rapporté, préambule non prouvé, 149. Honoraire remis, 236.

117. Bill modifiant la loi constituant en corporation "The Portage du Fort and Bristol Branch Railway Company", (M. Gillies), 1ère lecture, 65 ; 2ème lecture et référé au comité des chemins de fer, 69 ; rapporté le préambule non prouvé, 138 ; honoraire remis, 187.

BILLS :—*Suite*

118. Bill amendant la loi constituant en corporation la " Montreal Investment & Freehold Company ", (M. Bickerdike), 1ère lecture, 48 ; 2ème lecture, référé au comité des bills privés, 59 ; rapportés avec certains amendements, 75 ; considéré en comité général et rapporté, 89 ; 3ème lecture et passé, 80 ; passé par le Conseil, 184 ; sanctionné, 432. (63 Vict., ch. 81.)

119. Bill amendant la charte de la " Dominion Abattoir and Stock Yards Company ", (M. Bickerdike), 1ère lecture, 47 ; 2ème lecture, référé au comité des bills privés, 59 ; rapportés avec certains amendements, 82 ; considéré en comité général et rapporté, 100 ; 3ème lecture et passé, 100 ; passé par le Conseil avec amendements, 184 ; amendements adoptés, 184 ; sanctionné, 432. (63 Vict., ch. 80.)

120. Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Émile Rioux au nombre de ses membres, après examen, (l'honorable M. Langelier), 1ère lecture, 78 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 91 ; rapporté, 185 ; règles suspendues, considéré, rapporté, passé, 242 ; passé par le Conseil, amendé, 331 ; agréés, 332 ; sanctionné, 432. Honoraire remis, 243. (63 Vict., ch. 119.)

122. Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Peter Bercovitch au nombre de ses membres, (M. Lacombe), 1ère lecture, 47 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 68 ; rapporté sans amendement, 82 ; considéré en comité général rapporté, 99 ; 3ème lecture et passé, 99 ; par le Conseil, amendé, 232 ; sanctionné, 432 ; honoraire remis, sur division, 346. (63 Vict., ch. 116.)

123. Bill accordant certains pouvoirs à la Compagnie " Petroleum Oil Trust (Limited) ", (M. Robitaille), 1ère lecture, 122 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 154 ; rapporté sans amendements, 203 ; considéré en comité général, rapport de progrès, 224 ; de nouveau considéré en comité général amendé et rapporté ; amendements lus 2 fois 3ème lecture et passé, 231 ; sanctionné, 432, amende remise, 324. (63 Vict., ch. 85.)

124. Bill amendant les lois organiques de la ville de Saint-Paul, (M. Décarie), 1ère lecture, 77 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 136 ; rapporté avec amendements, 174 ; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 181 ; passé par le Conseil, amendé, 310 ; agréés, 315 ; sanctionné, 432. (63 Vict., ch. 52.)

125. Bill concernant la construction des église, sacristie, et presbytère de la paroisse de Saint-Paul de Montréal, (M. Décarie), 1ère lecture, 47 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 59 ; rapporté avec certains amendements, 82 ; considéré en comité général, 100 ; considéré de nouveau en comité général et rapport de progrès, 107 ; considéré de

BILLS :—*Suite.*

nouveau en comité général, 136 ; rapporté, 136 ; 3ème lecture et passé, 136 ; passé par le Conseil, amendé, 248 ; agréés, 250 ; sanctionné, 432 ; honoraire remis sur division, 416. (63 Vict., ch. 9.)

126. Bill concernant la paroisse de la Longue-Pointe, (M. Décarie), 1ère lecture, 46 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 59 ; rapporté avec amendements, 185 ; considéré en comité général, amendé et rapporté, 213 ; amendements lus 1ère et 2ème fois et adoptés ; 3ème lecture du bill et passé, 213 ; passé par le Conseil, amendé, 286 ; sanctionné, 432. (63 Vict., ch. 61.)

127. Bill concernant le village de Beaurivage de la Longue-Pointe, (M. Décarie), 1ère lecture, 46 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 59 ; rapporté avec amendements, 185 ; considéré, amendé, rapporté, passé, 213 ; passé par le Conseil, amendé, 286 ; sanctionné, 432. (63 Vict., ch. 62.)

128. Bill revisant les lois organiques de la corporation de la ville de Sainte Anne de Bellevue, (M. Chauret), 1ère lecture, 94 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 136 ; rapporté, 173 ; comité général, rapporté, 189 ; 3ème lecture et passé, 189 ; passé par le Conseil avec amendement, 301 ; amendements lus, 392 ; sanctionné, 432. (63 Vict., ch. 57.)

129. Bill concernant la municipalité du village de Villaray, (M. Décarie), 1ère lecture, 122 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 154 ; rapporté 185 ; considéré, rapporté, passé, 212 ; passé par le Conseil, 268 ; sanctionné, 433. (63 Vict., ch. 58.)

130. Bill constituant en corporation la "Corporation Trust Company of Canada", (M. Weir), 1ère lecture, 103 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 112 ; rapporté, 203 ; considéré, rapporté, passé, 224 ; passé par le Conseil, amendé, 415 ; sanctionné, 433. (63 Vict., ch. 89.)

132. Bill autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Henri Hains au nombre de ses membres, après examen, (M. Champagne), 1ère lecture, 94 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 108 ; rapporté, 173 ; comité général, progrès, 188 ; de nouveau en comité général, progrès, 206 ; motion pour suspension du 5ème paragraphe de la 57ème règle adoptée après vote, 240 ; comité général, amendé, rapporté, 241 ; amendement lu 2ème fois, 249 ; 3ème lecture et passé, 249 ; passé par le Conseil, 321 ; honoraire remis sur division, 413 ; sanctionné, 433. (63 Vict., ch. 118.)

133. Bill constituant en corporation "The Labrador Electric and Pulp Company," (M. Champagne), 1ère lecture, 83 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 136 ; rapporté sans amendement, 208 ; considéré, 231 ; amendé, rapporté, 232 ; 3ème lecture, 237 ; passé 238 ; passé par le Conseil, amendé, 356 ; sanctionné, 433. (63 Vict., ch. 72.)

BILLS :—*Suite.*

134. Bill autorisant le tuteur aux enfants de Flavien Filiatrault, à vendre les immeubles de la succession de feu Narcisse M. Lecavalier et de Marie-Émilie Crevier, son épouse, (M. Champagne), 1ère lecture, 83 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 101; rapporté sans amendement, 121; considéré en comité général, rapporté, 158; 3ème lecture et passé, 158; passé par le Conseil législatif avec amendements, 204; 1ère lecture des amendements, 205; agréés, 225; sanctionné, 433. (63 Vict., ch. 109.)

135. Bill autorisant Joseph-Arthur Lesage à obtenir une licence pour pratiquer la médecine, la chirurgie et l'art obstétrique dans la province de Québec, (M. Champagne), 1ère lecture, 83; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 101; rapporté avec amendements, 173; motion pour suspension de la règle 57, rejetée par vote, 241; motion pour que le vote soit rescindé et que le bill soit remis sur l'ordre du jour, adoptée, 337; comité général, rapporté, 355; 3ème lecture et passé, 355; honoraire remis, 413; passé par le Conseil, 420; sanctionné, 433. (63 Vict., ch. 122)

136. Bill amendant la loi revisant et refondant la charte de la cité de Montréal, (M. Rainville), 1ère lecture, 83; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 101; rapporté avec amendements, 180; considéré en comité général, rapport progrès, 189; de nouveau considéré en comité général, 206, 223; amendé, 224; amendement à la 3ème lecture, question d'ordre, maintenue par l'Orateur, 3ème lecture, passé, 230; passé par le Conseil avec amendements, 359; amendements lus 1ère fois, 360; lus 2ème fois sur division, 373; amendement proposé qu'un message soit envoyé au Conseil que l'Assemblée ne peut concourir dans certains amendements, débat, ajourné, 373; débat repris, amendement à l'amendement, 382; motion pour ajournement du débat rejetée, 383; amendement retiré, question d'ordre renvoyé par l'Orateur, autre amendement, motion d'ajournement, débat, 383; amendement retiré, autre amendement, accepté, 384; question principale agréée, message au Conseil, 385; le Conseil n'insiste pas sur certains amendements, 421; insiste sur d'autres, 421; amendements du Conseil agréés, 421; sanctionné, 433. Amende remise sur division, 428. (63 Vict., ch. 49.)

137. Bill constituant en corporation la "Compagnie de la Presse", (M. Gouin), 1ère lecture, 48; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 69; rapporté avec amendement, 102; considéré en comité général, rapporté, 112; 3ème lecture et passé, 112; passé par le Conseil législatif, 184; sanctionné, 433. (63 Vict., ch. 87.)

138. Bill autorisant "l'Institut des Artisans de Montréal", à emprunter sur hypothèque une somme additionnelle de dix mille piastres, (M. Bickerdike), 1ère lecture, 29; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 41; rapporté sans amendement, 75; considéré en comité général,

BILLS :—*Suite.*

88 ; rapporté, 88 ; 3ème lecture et passé, 88 ; passé par le Conseil législatif, 161 ; sanctionné, 433 ; honoraire remis, 210. (63 Vict., ch. 102.)

139. Bill concernant " La Commission des écoles catholiques de Montréal ", (M. Gouin), 1ère lecture, 78 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 91 ; rapporté avec amendements, 121 ; considéré en comité général, rapporté, 153 ; 3ème lecture du bill et passé, 153 ; passé par le Conseil législatif, 204 ; sanctionné, 433. (63 Vict., ch. 99.)

140. Bill concernant la succession de feu William Watson Ogilvie, (M. Bickerdike), 1ère lecture, 78 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 91 ; rapporté sans amendements, 149 ; considéré en comité général, rapporté, 159 ; 3ème lecture et passé, 159 ; passé par le Conseil, amendé, 204 ; agréés, 226 ; sanctionné, 433. (63 Vict., ch. 113.)

141. Bill constituant en corporation la " W. W. Ogilvie Milling Company ", (M. Bickerdike), 1ère lecture, 78 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 91 ; rapporté avec amendement, 149 ; considéré en comité général, rapporté, 159 ; 3ème lecture et passé, 159 ; passé par le Conseil, 204, sanctionné, 433. (63 Vict., ch. 83.)

142. Bill modifiant la charte de la cité de Saint-Henri, (M. Lalonde), 1ère lecture, 77 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 112 ; rapporté sans amendement, 180 ; considéré en comité général, rapporté, 189 ; 3ème lecture et passé, 189 ; passé par le Conseil, amendé, 263 ; agréés, 269 ; sanctionné, 433 ; honoraire remis, 324. (63 Vict., ch. 50.)

143. Bill constituant en corporation la Compagnie de pulpe de Jonquière, (M. Petit), 1ère lecture, 174 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 181 ; rapporté, 203 ; comité général, progrès, 225 ; comité général, amendé, rapporté, amendements lus, 231 ; 3ème lecture et passé, 231 ; passé par le Conseil, avec amendements, 356 ; sanctionné, 433. (63 Vict., ch. 73.)

144. Bill autorisant la " Ottawa Trust and Deposit Coy, limited " à transiger des affaires dans la province de Québec, (M. Gillies), 1ère lecture et référé au comité des bills privés, 197 ; rapporté, 203 ; comité général, amendé, rapporté, 3ème lecture et passé, 212 ; passé par le Conseil avec amendements, 302 ; sanctionné, 433. (63 Vict., ch. 79.)

145. Bill modifiant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer " Québec et Lac Saint-Jean ", et les actes qui l'amendent, (M. Robitaille), 1ère lecture, 186 ; 2ème lecture et référé au comité des chemins de fer, 199 ; rapporté avec amendements, 256 ; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 261 ; passé par le Conseil avec amendements, 322 ; sanctionné, 433. (63 Vict., ch. 67.)

BILLS :—*Suite.*

146. Bill confirmant et ratifiant le partage et la distribution des biens et immeubles de la succession de feu John Bryson et réglant d'autres affaires s'y rapportant, (M. Gillies), 1ère lecture, 186 ; 2ème lecture et référé au comité des bills privés, 199 ; rapporté avec amendements, 230 ; comité général, rapporté, 3ème lecture et passé, 239 ; passé par le Conseil avec amendements, adoptés, 301 ; sanctionné, 433. (63 Vict., ch. 108.)

147. Bill amendant l'ordonnance 3 Vict., ch. 31, intitulée : " Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet ", et les divers actes et ordonnances qui l'amendent, (M. Champagne), 1ère lecture, 203 ; seconde lecture, sur division, référé, 266 ; rapporté, rejeté, 283.
1

148. Bill amendant la loi à l'effet d'imposer des taxes sur les corporations et compagnies commerciales, en réduisant ces taxes de moitié, (M. Normand), 1ère lecture, 198 ; motion pour 2ème lecture, amendement Marchand pour renvoi à 6 mois adopté après vote, 336.

149. Bill amendant la loi imposant des droits sur les successions, en réduisant ces droits de moitié, (M. Normand), 1ère lecture, 198.

151. Bill constituant en corporation "The Transit Insurance Company of Montreal", (M. Roy), 1ère lecture, 208 ; 2ème lecture et référé, 232 ; rapporté, 256 ; considéré, rapporté, 3ème lecture et passé, 261 ; passé par le Conseil, amendé, 331 ; agréés, 353 ; sanctionné, 433. Honoraire remis sur division, 412. (63 Vict., ch. 91.)

152. Bill amendant la loi électorale de Québec, (M. A. Tessier), 1ère lecture, 218 ; 2ème lecture et référé au comité de législation, 244 ; rapporté avec amendements, 256 ; considéré, amendé, rapporté, passé, 266.

153. Bill amendant la loi concernant les corporations de ville, (M. Bickerdike), 1ère lecture, 229 ; 2ème lecture sur division, référé, 267 ; rapporté, amendé, 270 ; considéré, rapporté, passé, 273 ; passé par le Conseil, 311 ; sanctionné, 433. (63 Vict., ch. 29.)

154. Bill validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements, (L'honorable M. Marchand), 1ère lecture, 271 ; 2ème lecture, référé, considéré, rapporté, passé, 279 ; passé par le Conseil, 322 ; sanctionné, 433. (63 Vict., ch. 6.)

155. Bill amendant l'article 5556 des Statuts refondus, relatif aux mauvaises herbes, (M. Blanchard), 1ère lecture, 239 ; référé, 267 ; rapporté, 272 ; considéré rapporté, passé, 273 ; passé par le Conseil, 301 ; sanctionné, 433. (63 Vict., ch. 36.)

BILLS :—*Suite.*

156. Bill concernant la société d'industrie laitière de la province de Québec, (l'honorable M. Déchène), 1ère lecture, 310 ; 2ème lecture, référé au comité général, considéré, rapporté, passé, 322 ; passé par le Conseil, 391, sanctionné, 433. (63 Vict., ch. 16.)

157. Bill amendant l'article 1126 du Code de procédure civile, (M. Gouin), 1ère lecture, 274 ; 2ème lecture et référé au comité de législation, 308 ; motion pour que l'ordre de la Chambre soit rescindé et qu'il soit renvoyé au comité général de la Chambre, adopté ; considéré, amendé, rapporté, passé, 316 ; passé par le Conseil, 415 ; sanctionné, 433. (63 Vict., ch. 43.)

158. Bill concernant la construction et la réparation des églises, presbytères et cimetières, (M. Gouin), 1ère lecture, 269 ; 2ème lecture sur division, référé, considéré, rapporté, passé, 274 ; passé par le Conseil, 322 ; sanctionné, 433. (63 Vict., ch. 24.)

159. Bill amendant l'article 867 du Code de procédure civile, (M. D'Auteuil), 1ère lecture, 274 ; 2ème lecture et référé au comité de législation, 308 ; rapporté, rejeté, 341.

160. Bill amendant la loi concernant l'inspection des compagnies d'assurance, (l'honorable M. Atwater), 1ère lecture, 281 ; 2ème lecture et référé au comité de législation, 308 ; rapporté, amendé, 341 ; considéré, amendé, rapporté, passé, 391 ; passé par le Conseil, 415 ; sanctionné, 433. (63 Vict., ch. 35.)

161. Bill amendant de nouveau la "Montreal Trust and Deposit Company", (l'honorable M. Guerin), règles suspendues, 1ère lecture, 272 ; référé au comité des bills privés, 273 ; amendé, rapporté, 282 ; référé sur division, considéré, rapporté, 291 ; lu 3ème fois, sur division, passé, 301 ; passé par le Conseil, amendé, agréés, 386 ; sanctionné, 433 ; amende remise sur division 427. (63 Vict., ch. 77.)

162. Bill amendant la loi concernant les distinctions provinciales du Mérite Agricole, (l'honorable M. Déchène), 1ère lecture, 302 ; 2ème lecture et référé au comité d'agriculture, 323 ; amendé, rapporté, 343 ; motion pour que le rapport ne soit pas reçu maintenant, mais que le bill soit renvoyé au comité d'agriculture, débat. Bill devenu caduc par la clôture de la session.

163. Bill amendant la loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu dans les comtés, (M. Roy), 1ère lecture, 297 ; 2ème lecture sur division et référé au comité de législation, 323 ; rapporté, rejeté, 403.

BILLS :—*Suite*.

164. Bill à l'effet d'abroger la loi obligeant les municipalités à payer la moitié du coût de l'entretien des aliénés dans les asiles, (M. Girard), 1ère lecture, 293.

165. Bill annexant un certain territoire à la paroisse de St-Pierre de la Pointe-aux-Esquimaux, pour les fins municipales et électorales, (M. Petit), 1ère lecture, 338 ; 2ème lecture sur division, 391.

166. Bill concernant un règlement de compte entre le gouvernement et la cité de Québec, (l'honorable M. Duffy), 1ère lecture, 388 ; 2ème et 3ème lecture, passé, 393 ; passé par le Conseil, 415 ; sanctionné, 433. (63 Vict., ch. 4.)

167. Bill amendant l'article 546 du Code municipal relativement aux eaux d'alimentation, (M. Roy), 1ère lecture, 353 ; 2ème lecture, sur division, référé, 391 ; considéré, rapporté, passé, 427.

168. Bill amendant l'article 1095 des Statuts refondus, (M. Chicoyne), 1ère lecture, 359 ; motion pour 2ème lecture et bill retirés, 392.

169. Bill amendant et refondant la loi du Barreau, (M. Gouin), 1ère lecture, 414.

Bills :—(DIVERSES PROCÉDURES SUR—)

1. Renvoi à six mois proposé, débat, débat ajourné, 215.

2. Renvoi à six mois proposé et motion rejetée, 79, 145, etc.

3. Renvoi à six mois proposé, motion retirée, 153.

4. Deuxième lecture d'un bill renvoyée à six mois, 148, 336.

5. Lus la deuxième fois, référé, considéré en comité, rapport de progrès, 153, etc.

6. Renvoi à six mois proposé à la motion qu'un bill soit référé au comité général, adopté, 341, 390.

7. Renvoi à six mois proposé à la motion pour troisième lecture, rejeté, 79, 145, etc.

8. Motion pour référence au comité général, rejetée, 306.

9. Vote sur la motion pour remise d'honoraire, négativé, 306.

BILLS (Diverses procédures sur)—*Suite*.

10. Vote de la Chambre refusant de remettre l'honoraire d'un bill rescindé, 371.

11. Motion pour que la Chambre ne concoure pas dans les amendements faits par le Conseil à un bill. Débat, 373. Motion adoptée, 385.

12. Considération d'un bill interrompue par l'appel des bills privés d'après la règle 19, 223.

13. Considération d'un bill interrompue par M. l'Orateur qui reprend le fauteuil à 6 heures, 172, 223, 229.

14. Consentement de la Couronne à la présentation d'un bill, 225.

15. Lu une deuxième fois, référé au comité général, considéré par ce comité, rapporté et passé immédiatement, 20, 123, 179, etc.,—avec amendements, 246.

16. Ajournement de la prise en considération d'un bill amendé en comité, 66, 135, 136, 147, 206, 224, etc.

17. Lu une première et une deuxième fois et référé, 277.

18. Le comité se lève sans faire rapport, 308, 309, 310.

19. Bills rejetés par le comité, 229, 271, 283, 297, 341.

20. Préambule d'un bill rejeté par le comité général, 186.

21. Bills rejetés par un comité général, remis sur les ordres du jour, 326.

22. Rapport de progrès, 48, 58, 100, etc.

23. Renvoyé à un comité permanent, 70, 105, 109, etc.

24. Bills retirés, 203, 222.

25. Passé sans être référé à un comité, 374, 381, etc.

26. Bill rapporté " non prouvé " remis sur les ordres du jour, 210.

27. Amendés par le Conseil législatif, 176, 184, 195, etc.

28. Remis sur les ordres du jour, 210, 300, 387.

29. Amendements faits par l'Assemblée législative à un bill du Conseil, agréés, 225.

BILLS (Diverses procédures sur)—*Suite.*

30. Bills du Conseil législatif, 104, 120, 144, etc.

31. Lu une seconde fois, référé, considéré, progrès, 247.

32. Ordre pour la 3ème lecture rescindé, bill référé de nouveau, amendé, rapporté et passé, 257.

33. Ordre de renvoi à un comité rescindé, bill renvoyé, considéré, amendé et passé, 316.

34. Vote pris à la motion de référer un bill au comité, rescindé sur division, et bill renvoyé au comité, 337.

35. Sanction royale aux bills, 429, etc.

BILLS D'UN INTÉRÊT D'UNE GRANDE IMPORTANCE : —Interpellation, 106.

Bills privés :

1. Comité permanent des divers bills privés, nommé : 7, 14. Premier rapport, nommant M. A. Tessier, président, et recommandant que le quorum soit réduit à sept membres ; concours, 50.

2. Rapports de ce comité sur divers bills : 74, 82, 94, 102, 121, 149, 156, 173, 179, etc.

3. Recommandant que permission soit accordée de retirer un bill, 203.

4. Bill dont le préambule n'a pas été prouvé, 138.

5. Bill ré-imprimé, 203.

6. Demandant que les délais pour la présentation des bills soient prolongés, 102, 155, 208, ou pour la réception des rapports, 208.

7. Honoraires remis, 200, 210, 345, etc.

BISHOP'S COLLEGE :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 21, 35 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 45. Voir *Bills*, 37.

BISHOP'S COLLEGE :—Voir *Document's*, *item*, 38.

BOIS DE PULPE :—Voir *Documents*, *item*, 120.

BOISVERT, LOUIS ALEX. :—Pétition demandant une loi pour valider un acte de vente à Geo. Henshaw Holt, 21 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 51. Voir *Bills*, 64.

BOLDUC, GABRIEL, ET AUTRES :—Voir Grand'mère, village—; aussi *Bills*, 116.

BONAVENTURE :—Voir *Documents*, *item*, 109.

BOULET, SOUBERT :—Voir *Documents*, *item*, 51.

BOULLIANE :—Voir *Documents*, *item*, 53.

BRYSON, JOHN, SUCCESSION DE FEU— :—Pétition de Dame Mary Henrietta Whyte et autres, demandant une loi pour confirmer et ratifier un arrangement intervenu au sujet de la—, 176. Rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 185. Voir *Bills*, 156.

BUDGET ; BUDGET SUPPLÉMENTAIRE :—Déposés devant la Chambre, 23. Voir *Documents*, *item*, 18.

BUSSIÈRE, JEAN :—Interpellation, 42.

CADASTRE :—Interpellation, 55.

CAISSES RURALES :—Comité spécial pour étudier un projet de —, 201 ; premier rapport, 217, second, 296.

CAISSES RURALES :—Loi concernant des—. Voir *Bills*, 81.

CANADIAN ELECTRIC LIGHT Co. :—Pétition de la— demandant une loi ratifiant certaines débentures, 13, 21 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bills*, 52.

CAP DE LA MADELEINE ET BATISCAN :—Interpellation, 254.

CARBONNEAU, J. B. :—Voir *Documents*, *item*, 147.

CARTES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :—Interpellations, 96, 134.

CASCAPÉDIAC :—Documents concernant les permis de pêche dans la rivière. Voir *Documents*, *item*, 125.

CASTONGUAY, M. :—Interpellation, 106.

CATHOLIC SAILOR'S CLUB, The :—Pétition demandant une loi d'incorporation, 39 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 45. Voir *Bills*, 71.

CAUTIONNEMENTS :—Etat des—donnés par les officiers publics. Voir *Documents*, *item*, 102.

CERCLES AGRICOLES :—Interpellation, 220.

CHEMINS DE FER :—Comité permanent des — nommé, 7, 15. Premier rapport annonçant la nomination de M. de Grosbois comme président, et recommandant que le quorum soit réduit à sept, 27. Autres rapports, 63, 82, 138, etc. Membres ajoutés à ce comité, 107.

CHEMINS DE FER :—Résolutions concernant le délai pendant lequel les travaux sur certains chemins de fer doivent être complétés, 216.

CHEMINS DE FER :—Voir *Documents, items*, 20, 21, 22, 23, 50.

CHEMINS DE FER :—Interpellations, 156, 220, 220, 264.

CHARLEVOIX, Comté de :—Voir *Documents, item*, 137.

CHEMIN BRASSARD :—Interpellation, 22.

CHEMINS DE COLONISATION : Interpellations, 30, 95.

CHICOUTIMI, VILLE DE :—Pétition de la corporation de la—demandant une loi pour amender sa charte, 13, 21 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 81. Voir *Bills*, 65.

CHICOUTIMI, SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE DE :—Interpellation, 382.

CHICOUTIMI, COMPAGNIE DE PULPE DE :—Interpellation, 164.

CHRISTMAS IN FRENCH CANADA :—Interpellation, 235.

CHRISTIN, P. A. :—Interpellation, 259.

CIRCULAIRE adressée aux corporations municipales au sujet de la proposition tendant à leur enlever le pouvoir de subventionner les entreprises industrielles, 76.

CODE CIVIL :

Bill amendant le—. (Hon. M. Robidoux.) Voir *Bills*, C.

Bill amendant l'article 1209 du—. (Hon. M. Pelletier.) Voir *Bills*, L.

Bill amendant l'article 2260 du—. (M. Roy.) Voir *Bills*, 22.

Bill amendant l'article 972 du—. (M. Roy.) Voir *Bills*, 26.

Bill amendant l'article 85 du—. (M. Duplessis). Voir *Bills*, 89.

Bill amendant le—. (M. Fanneton). Voir *Bills*, 104.

CODE DU NOTARIAT:—Bill modifiant le—. Voir *Bills*, I.

CODE MUNICIPAL:—Comité spécial du—, 20 ; premier rapport : quorum de cinq membres, 27 ; second, 185 ; troisième, 203 ; autres rapports, 217, 229, 261,

—Membres ajoutés à ce comité, 107, 151.

CODE MUNICIPAL :

Bill refondant et amendant le—(Hon. M. Stephens.) Voir *Bills*, 82.

Bill amendant le—(M. Weir). Voir *Bills*, 94.

Bill amendant le—art. 544, (M. Cardin). Voir *Bills*, 18.

Bill amendant le—(M. Cotton). Voir *Bills*, 91.

Bill amendant le—(l'hon. M. Langelier). Voir *Bills*, 98.

Bill amendant le—(M. de Grosbois). Voir *Bills*, 99.

Bill amendant le—(M. Allard). Voir *Bills*, 102.

Bill amendant certains articles du—(M. Tellier). Voir *Bills*, 109

Bill amendant l'article 782 du—(M. Chênevert). Voir *Bills*, 20.

Bill amendant l'article 480 du—(M. Bissonnette). Voir *Bills*, 90.

Bill amendant l'article 769 du—(M. Chênevert). Voir *Bills*, 108.

Bill amendant l'article 546 du—relativement aux eaux d'alimentation, (M. Roy). Voir *Bills*, 167.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :

Bill amendant l'article 599 du—. (M. Champagne.) Voir *Bills*, 19.

Bill amendant l'article 94 du—. (Hon. M. Parent.) Voir *Bills*, 28.

Bill amendant l'article 816 du—. (M. Tellier.) Voir *Bills*, 86.

Bill amendant l'article 1317 du—. (M. Weir.) Voir *Bills*, 92.

Bill amendant l'article 952 du—. (M. Robitaille.) Voir *Bills*, 93.

Bill amendant le—. (Hon. M. Langelier.) Voir *Bills*, 97.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—*Suite.*

Bill amendant l'article 599 du—. (M. Lacombe). Voir *Bills*, 100.

Bill amendant le—. (M. Panneton). Voir *Bills*, 103.

Bill amendant l'article 115 du—. (Hon. M. Pelletier.) Voir *Bills*, 107.

Bill amendant l'article 1126 du—. (M. Gouin.) Voir *Bills*, 157.

Bill amendant l'article 867 du—. (M. D'Auteuil.) Voir *Bills*, 159

CODE SCOLAIRE :—Interpellation, 197.

COLIN, James :—Voir *Documents, item*, 112.

COLONISATION :—Motion de M. Chicoyne à l'effet que l'œuvre de la colonisation serait grandement favorisée si la loi concernant les terres de la Couronne était amendée, de manière à conférer au gouvernement le pouvoir de concéder gratuitement aux colons les lots sur lesquels le bois marchand a été enlevé par les propriétaires de limites. Débat, ajournement, 269 ; autre motion substituée, 309 ; reprise du débat, motion adoptée, 343.

COLONISATION :—Interpellations, 30, 69, 95, 139, 140, 199.

COLONISATION ET MINES :—Voir *Documents, item*, 7.

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER ÉLECTRIQUE DE ST-HYACINTHE :—Voir *St-Hyacinthe*, aussi, *Bills*, 12.

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER GRAND NORD :—Voir *Joliette* ; aussi *Bills*, 115.

COMPAGNIE DE GAZ, Electricité et Pouvoir de St-Hyacinthe :—Voir *St-Hyacinthe* ; aussi *Bills*, 68.

COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE DE MÉTIS :—Voir *Métis*.

COMPAGNIE HYPOTHÉCAIRE, LA :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 21, 35 ; rapport du comité des ordres permanents, 64. Voir *Bills*, 70.

COMPAGNIES COMMERCIALES :—Bill concernant l'incorporation et l'administration des—. Voir *Bills*, 96.

COMPAGNIES MINIÈRES :—Loi concernant les—. Voir *Bills*, 2.

Comités :

1. Résolutions pour la nomination des divers comités permanents pour la présente session. 7. Comité spécial pour préparer les listes des membres devant composer ces comités, 12. Rapport, 14. Voir *Agriculture, Bills privés, Chemins de fer, Comptes publics, Industries, Législation, Ordres permanents, Privilèges et Elections*.
2. Comités conjoints. Voir *Bibliothèque. Impressions*.
3. Comités spéciaux. Voir *Entreprises industrielles. Caisses rurales. Code municipal*.
4. Liste des membres devant composer les divers comités spéciaux : 14.
5. Amendement à l'effet de renvoyer de nouveau un rapport de comité pour le reconsidérer ; débat, ajournement du débat, 343 ; reprise du débat, amendement retiré, 392.

RAPPORTS DES DIFFÉRENTS COMITÉS PERMANENTS :

1. *Agriculture, Immigration et Colonisation* :—Premier rapport, 26 ; deuxième, 207 ; troisième, 272 ; quatrième, 392.
2. *Bills privés* :—Premier rapport, 50 ; deuxième, 74 ; troisième, 82 ; quatrième 94 ; cinquième, recommandant un prolongement de délai pour la présentation des bills privés, 102 ; sixième, 121 ; septième et huitième, 149 ; neuvième, recommandant un prolongement de délai pour la réception des rapports sur bills privés, 156 ; dixième, 173 ; onzième, 179 ; douzième, 185 ; treizième, 195 ; quatorzième, 203 ; quinzième, recommandant la réimpression d'un bill, 208, seizième, 217 ; dix-septième, 230 ; dix-huitième, 233 ; dix-neuvième, 256 ; vingtième, 282 ; vingt-unième, 290.
Noms ajoutés aux autres noms de ce comité, 48, 107, 151.
3. *Chemins de fer et Canaux* :—Députés faisant partie de ce comité, 15.
Premier rapport, 27 ; autres rapports, 63, 82, 138, 149, 155, 174, 186, 256, 297.
Noms ajoutés aux autres noms de ce comité, 107.
4. *Comptes publics* :—Députés faisant partie de ce comité, 14. Premier rapport, 28.
5. *Industrie* :—Membres de ce comité, 15. Premier rapport, 28.

RAPPORTS DES DIFFÉRENTS COMITÉS PERMANENTS :—*Suite.*

6. *Législation et lois expirantes* :—Membres de ce comité, 15. Premier rapport, 26 ; autres rapports, 81, 93, 121, 202, 217, 229, 249, 256, 270, 283, 291, 341, 403.
7. *Ordres permanents* :—Membres de ce comité, 14. Premier rapport, 22 ; autres rapports, 27, 35, 45, 50, 60, 64, 75, 81, 93, 102, 122, 155, 173, 185, 196, 207.
8. *Privilèges et élections* :—Membres de ce comité, 15. Premier rapport, 28 ; deuxième, 422.

COMITÉS SPÉCIAUX :

1. *Caisses rurales* :—Premier rapport, 217 ; deuxième, 296.
2. *Code municipal* :—Premier rapport, 27 ; autres rapports, 185, 203, 217, 229, 261.
3. *Entreprises industrielles* :—Comité nommé pour examiner la question d'enlever aux corporations municipales le pouvoir de subventionner les—, 56. Premier rapport, 59 ; autres rapports, 76, 283.

COMITÉS CONJOINTS :

1. *Bibliothèque* :—Membres nommés par le Conseil, 64 ; membres nommés par l'Assemblée, 65.
2. *Impressions* :—Premier rapport, 359 ; second, 380.

COMMISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES ROMAINS DE MONTRÉAL :—Pétition des—demandant une loi pour leur permettre l'émission de débentures, 40 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 75. Voir *Bills*, 139.

COMPTES PUBLICS :—Comité permanent nommé, 7, 14. Premier rapport, nommant M. Watts président, et demandant que le quorum soit réduit à sept ; adopté, 27. Voir *Comités*.

COMPTES PUBLICS :—Motion de l'hon. M. Atwater pour qu'il soit publié dans les comptes publics, annuellement, un état détaillé des obligations en souffrance et dettes de la province, faisant voir : (a) comment elles ont été contractées ; (b) le montant dû dans chaque cas. Motion rejetée, 300.

CONGRÉGATION DES JUIFS ROUMAINS, "BETH DAVID", DE MONTRÉAL :—Pétition de la—demandant une loi d'incorporation, 19, 26 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 35. Voir *Bills*, 39.

Conseil législatif :—

Messages du Conseil :—

1. Nommant les membres de l'Assemblée devant faire partie des comités conjoints de la bibliothèque, 65 ; des impressions, 65.
2. L'Assemblée déclinant de concourir dans certains amendements faits par le Conseil, 256, 385.
3. Nommant les membres du Conseil devant faire partie des comités conjoints de la bibliothèque, 64 ; des impressions, 144.
4. Adoptant des bills de l'Assemblée avec ou sans amendements, 82, 161, 176, 184, 194, 204, 215, 221, 223, 232, etc.
5. Communiquant ses bills et demandant le concours de l'Assemblée, 104, 120, 144, 187, 195, etc.
6. Accepte les amendements faits par l'Assemblée à ses bills, 255, 322.
7. N'insiste pas sur ses amendements, 322, 421.
8. Insiste sur certains amendements, 421.

CONSEIL LÉGISLATIF :—Résolution que dans l'opinion de cette Chambre, il est désirable que la composition de cette Législature soit modifiée par l'abolition du—, 271 ; deux amendements proposés, débat, ajourné, 271 ; reprise du débat, ajourné, 273 ; reprise du débat, ajourné, 279 ; reprise du débat, ajourné, 282 ; reprise du débat, ajourné, 285 ; reprise du débat, amendements rejetés, 287 ; motion principale adoptée sur division, 288. Voir *Bills*, 10.

CONSEIL LÉGISLATIF :—Loi modifiant la constitution de la Législature en ce qui concerne le—. Voir *Bills*, 10.

CONSEIL LÉGISLATIF :—Loi concernant la qualification des membres du—, Voir *Bills*, 27.

CONSEIL PRIVÉ :—Voir *Documents*, *items*, 49, 110.

CONSEILS DE COMTÉ :—Résolution de M. Blanchard proposant d'abolir les Conseils de comté, 97 ; reprise du débat, ajourné, 101 ; reprise du débat, 269 ; motion principale rejetée, 270.

CONSERVATOIRE DE MONTRÉAL, COMPAGNIE DU :—Petition demandant des amendements à sa charte, 81 : rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 94. Voir *Bills*, 54.

CONSTANTIN DR., CORONER :—Interpellations, 71, 113.

CONTINGENTS :—Interpellations, 113, 174.

CORPORATIONS COMMERCIALES :—Interpellation, 86.

CORPORATIONS DE VILLE :—Loi amendant la loi régissant les corporations de ville. Voir *Bills*, 25 et 153.

CORPORATIONS ET COMPAGNIES COMMERCIALES :—Loi amendant la loi concernant les taxes sur les—. Voir *Bills*, 15.

CORPORATIONS ET COMPAGNIES COMMERCIALES :—Loi amendant la loi à l'effet d'imposer des taxes sur les—, en réduisant ces taxes de moitié. Voir *Bills*, 148.

CORPORATIONS MUNICIPALES :—Voir *Entreprises industrielles*. Aussi *Bills*, 23.

CORPORATION TRUST COMPANY OF CANADA, LA :—Pétition de J. A. Langlais et autres demandant une loi d'incorporation, 40 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 102. Voir *Bills*, 130.

CÔTÉ, THOMAS :—Pétition demandant son admission au Barreau, 10, 14 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 50. Voir *Bills*, 35.

COUR DE CIRCUIT :—Bill modifiant de nouveau la loi concernant la—du district de Montréal. Voir *Bills*, R.

COUR DES COMMISSAIRES, LOIS CONCERNANT LA :—Interpellation, 54.

COULOMBE, ETIENNE :—Voir *Documents, item*, 11.

COULOMBE, ETIENNE :—Interpellation, 280.

CRÉDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 9, 13 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 27. Voir *Bills*, 51.

DAVID, L. O. :—Voir *Documents, item*, 37.

DECazes ET PARMELEE :—Interpellation, 196.

DEMERS, L.-J. :—Voir *Documents, items*, 48, 49, 122.

DEMERS, REINE *vs.* :—Interpellations, 113, 163.

DENTISTES :—Loi amendant la loi concernant les—. Voir *Bills*, 95.

Députés :

1. Indemnité payée aux députés qui n'auront pas été absent plus de quinze jours, 372.

2. Appelé au Sénat. Siègle d'un—vacant, 120.

DIVISIONS ÉLECTORALES :—Voir *Documents, item, 67.*

Documents, par ordre alphabétique :

MIS DEVANT LA CHAMBRE :—Relatifs à —

REMARQUE—Le chiffre à gauche du document n'est pas le numéro de ce document, mais est mis comme numéro de référence).

1. *Abattoirs* :—Copies de toutes propositions à l'effet d'établir des abattoirs dans cette province ; le nom des personnes ou compagnies faisant ces propositions, etc.

Par ordre
281

2. *Abattoirs* :—Copie de la correspondance depuis le 1er juillet 1897 au sujet de l'établissement d'abattoirs.

Par ordre
304

3. *Agriculture* :—Rapport du commissaire de l'—de la province de Québec pour 1899 (*Document No 3.*)

Par ordre du
Lt.-Gouv.

8

4. *Anse à Beaufile* :—Copie de tous rapports, requêtes et correspondance au sujet de la révocation de la vente du lot C, Anse à Beaufile.
(*Document No 82.*)

Par ordre
141

245

5. *Archambault, Hon. M.* :—Etat détaillé :
1. de la somme de \$1500 payée à l'hon. M. Archambault ; 2. de la somme de \$1500 payée à l'hon. J. E. Robidoux ; 3. de la somme de \$500 payée à l'hon. C. Fitzpatrick, le tout en rapport avec la cause de la Reine vs Demers.

Par ordre
107

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
6. <i>Arpentages</i> :—Etat détaillé de la somme de \$37,845.00 pour "arpentages" dans l'état des recettes et paiements de la province, au 31 janvier 1900. (<i>Document No 54.</i>)	Par ordre 117	154
7. <i>Arpentages</i> :—Etat indiquant les travaux d'arpentages, d'explorations et de cadastre qui ont été autorisés par le département de la Colonisation et des Mines, depuis le 25 mai 1897 au 30 juin 1899, le coût de ces travaux, etc.....(<i>Documents Nos 23, 35.</i>)	Par ordre 67	97, 109
8. <i>Arpentages</i> : — Etat indiquant séparément tous les travaux d'arpentages, etc., autorisés, depuis le 1er juillet 1899.....(<i>Document No 24.</i>)	Par ordre 58	73
9. <i>Arpentages</i> : — Etat détaillé des paiements faits pour le montant du mandat spécial \$12,845, sous le titre : arpentages.	Par ordre 42	
10. <i>Atlantique et Lac Supérieur</i> :—(Baie des Chaleurs) chemin de fer :—Documents depuis le 25 mai 1897, touchant la question de l'acquisition par le gouvernement du Canada, du chemin de fer—(Baie des Chaleurs) et son parachèvement jusqu'au Bassin de Gaspé. (<i>Document No 121.</i>)	Adresse 305	371
11. <i>Audet, Joseph et al.</i> , : — Correspondance échangée entre Joseph Audet, Étienne Coulombe, George Patoine et Jean St. Pierre, de Saint-Gédéon du Lac Saint-Jean, et le Secrétaire provincial ou tout autre ministre, depuis le premier juillet 1899.....(<i>Document No 86.</i>)	Par ordre 200	276

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
12. <i>Beauharnois</i> :—Documents et correspondance échangée entre toute personne et le gouvernement, ou aucun de ses employés, concernant toute remise d'amende et suspensions de jugement, dans les causes pour infractions à la loi des licences dans le district de Beauharnois, depuis le 20 mai 1897.	Adresse 107	
13. <i>Beauharnois</i> :—Etat donnant une liste des causes présentées devant la Cour Criminelle de Beauharnois, le nom des accusés, les noms des substituts du Procureur-Général et des avocats qui ont comparus pour les accusés.	Par ordre 403	
14. <i>Beauport, Asile de</i> :—Copie de la correspondance intervenue entre le Secrétaire de la province, les autorités de l'asile de Beauport et des particuliers (<i>Document No 25.</i>)	Par ordre 72	98
15. <i>Bertrand, Séraphin</i> :—Documents se rapportant à la révocation comme juge de paix de Napoléon Lambert et à la nomination de Séraphin Bertrand.	Adresse 393	
16. <i>Bibliothèque</i> :—Rapport du bibliothécaire de la Législature pour 1899.	111ème règle	19
17. <i>Bouillon, Docteur</i> :—Copie d'une lettre adressée au Procureur-Général, par le docteur Bouillon, au sujet d'un crime qui aurait été commis dans le village de Petit Métis, il y a deux ans, ainsi que tous documents et correspondance à ce sujet.....(<i>Document No 125.</i>)	Par ordre 267	416
18. <i>Budget et Budget supplémentaire</i> :—Budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1900, et Budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1901, transmis à la Chambre et renvoyé au comité des subsides. (<i>Imprimé</i>).....(<i>Documents No 1, 1a.</i>)	Par message	23

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
19. <i>Cadastre</i> :—Etat détaillé de la somme de \$10,000.00 pour " service d'enregistrement " (cadastre), mentionné dans l'état des recettes et paiements au 31 janvier 1900.....(<i>Document No 55.</i>)	Par ordre 117	155
20. <i>Chemins de fer</i> :—Rapports et statistiques de certains—en conformité des art. 5176 et suivants des S. R. P. Q., pour l'année 1898-99. (<i>Document No 15.</i>)	Message	10
21. <i>Chemins de fer</i> :—Copie de tous arrêtés-en-conseil depuis le 1er juillet 1898, autorisant le paiement d'aucune somme comme subvention à des compagnies de chemin de fer. (<i>Document No 29.</i>)	Adresse 62	98
22. <i>Chemin de fer de la rive sud</i> :—Correspondance et pétitions en rapport avec le parachèvement de la construction du chemin de fer de la rive sud depuis la dernière session.....(<i>Document No 113.</i>)	Par ordre 275	341
23. <i>Chemins de fer, Subventions aux</i> :—Etat détaillé de la somme \$33,764.59 mentionnée comme ayant été payée pour subventions aux chemins de fer. (<i>Document No 43.</i>)	Adresse 115	118
24. <i>Chemins de colonisation</i> :—Etat détaillé, par comtés, de la somme de \$80,000.00 pour " chemins de colonisation ", avec copie de tous arrêtés-en-conseil au sujet de telle dépense. (<i>Document No 56.</i>)	Adresse 116	155
25. <i>Chemins de colonisation</i> :—Etat détaillé des paiements à faire à même l'item No 3 des estimés supplémentaires : \$20,000, pour " chemins de colonisation ".....(<i>Document No 36.</i>)	Par ordre 42	109

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
26. <i>Chemins de colonisation</i> :—Demandant à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur d'émettre son mandat pour la somme de \$15,000, à même la somme votée de \$20,000.	Adresse 37	
27. <i>Chemins ruraux, Améliorations aux</i> :—Etat détaillé de la somme de \$12,000.00 mentionnée dans l'état des recettes et paiements au 31 janvier 1900, "pour amélioration aux chemins ruraux." (<i>Document No 69.</i>)	Par ordre 157	197
28. <i>Collard, Louis</i> :—Copie de toute instruction donnée à Louis Collard, ainsi que copie de tous comptes envoyés par lui au gouvernement. Etat des montants d'argent qui lui ont été payés depuis le 1er mai 1897.	Ordre 268	
29. <i>Collard, Louis</i> :—Copie de toute instruction donnée à Louis Collard, comme garde-feu, depuis mai 1897; copie de tous comptes envoyés par lui au gouvernement, et état indiquant les montants d'argent à lui payés depuis cette date. (<i>Document No 118.</i>)	Par ordre 304	354
30. <i>Colonisation au Lac St-Jean</i> :—Etat détaillé indiquant le montant d'argent de colonisation payé jusqu'à ce jour, dans le comté du Lac St-Jean, et copie des instructions données, autorisant des travaux de colonisation dans le même comté, payables à même les estimés supplémentaires, ou après le premier juillet prochain. (<i>Document No 42.</i>)	Par ordre 43	111

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
31. <i>Colonisation, Département de la</i> :—Copie de toutes instructions données par le département de la Colonisation pour ouvrages faits ou à faire, payables après le 1er juillet prochain. (<i>Document No 33.</i>)	Par ordre 43	108
32. <i>Colonisation et des mines</i> :—Rapport du Commissaire de la—de la province de Québec pour 1899..(<i>Document No 14.</i>)	Par ordre du Lieut.-Gouv.	8
33. <i>Colonisation</i> :—Copie de toutes circulaires adressées depuis trois ans aux divers agents des terres de la Couronne, en cette province, leur donnant des instructions sur la vente des lots propres à la colonisation. (<i>Document No 77.</i>)	Par ordre 117	234
34. <i>Colonisation</i> :—Copie de toutes requêtes ou demandes d'octroi de colonisation, pour aucune partie du comté de Gaspé, depuis le 1er juillet 1898, avec copie de toute correspondance sur le même sujet ? (<i>Document No 58.</i>)	Par ordre 92	154
35. <i>Commission d'Economie intérieure de l'Assemblée législative</i> :—Rapport du Conseil Exécutif concernant cette Commission.....(<i>Document No 11.</i>)	Message	11
36. <i>Comptes publics</i> :—Etat des—de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1900..(<i>Document No 2.</i>)	Par ordre du Lieut.-Gouv.	8
37. <i>Congrès de Colonisation</i> :—Correspondances, rapports, pétitions concernant la mise à effet des résolutions du congrès de colonisation, tenu à Montréal en novembre 1898, etc. (<i>Document No 92.</i>)	Par ordre 264	277

DOCUMENTS -- <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<p>38. <i>Comité protestant du Conseil de l'Instruction publique</i> :—Copie de toutes résolutions passées par le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, à propos de toutes et chacune des subventions accordées ou refusées aux universités McGill et Bishop's College, depuis la dernière session. (<i>Document No 103</i>).</p>	Par ordre 265	291
<p>39. <i>Comité protestant du Conseil de l'Instruction publique</i> :—Copie des minutes du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique pour toute réunion tenue depuis la dernière session. (<i>Document No 100</i>)</p>	Par ordre 264	290
<p>40. <i>Comité protestant du Conseil de l'Instruction publique</i> :—Copie de toute résignation de tout membre du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, depuis la dernière session. (<i>Document No 102.</i>)</p>	Par ordre 265	291
<p>41. <i>Contingentes, Dépenses</i> :—Etat détaillé des paiements à faire à même l'item \$9,500, du budget supplémentaire No 1, pour dépenses contingentes. (<i>Documents Nos 28, 34.</i>)</p>	Par ordre 42	98, 109
<p>42. <i>Corporations municipales</i> : — Etat tabulaire (art. 4619 S. R.) des rapports transmis par les secrétaires-trésoriers des—, au Secrétaire de la Province. (<i>Document No 74.</i>)</p>	Art. 4618 S. R. P. Q.	234
<p>43. <i>Côté, Docteur</i> :—Copie de toutes requêtes ou autres correspondances entre le gouvernement et toute personne que ce soit, au sujet de la nomination d'un certain docteur Côté, comme médecin ou autrement, à Mistassini, dans le comté du Lac St-Jean, etc. (<i>Document No 45.</i>)</p>	Par ordre 43	138

DOCUMENTS.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
44. <i>Côté, M.</i> :—Documents relatifs aux travaux de colonisation donnés à un certain Côté, du Lac Bouchette. (<i>Document No 84.</i>)	Par ordre 141	253
45. <i>Coulombe, E.</i> :—Copie de toute instruction donnée à E. Coulombe, comme garde-forestier, depuis mai 1897 ; copie de tous rapports d'emploi de son temps et de tous comptes par lui fournis ; ainsi qu'un état indiquant le montant d'argent à lui payé. (<i>Document No 117.</i>)	Par ordre 267	354
46. <i>Coulombe, E.</i> :—Copie de toute correspondance au sujet de la destitution de M. E. Coulombe, comme juge de paix, et de toute correspondance au sujet de la nomination de nouveaux juges de paix au Lac St-Jean, depuis juillet 1898.....(<i>Documents, 70, 70a.</i>)	Par ordre 187	197, 234
47. <i>Crédit agricole</i> :—Copie de toute correspondance avec le gouvernement depuis le 1er janvier 1899 jusqu'à cette date, au sujet de l'établissement d'un système de crédit agricole dans la Province.	Par ordre 166	
48. <i>Demers, L. J.</i> :—Production d'un état détaillé des montants déboursés par le gouvernement en rapport avec la pétition de droit de—contre le gouvernement.....(<i>Document No 62.</i>)	Par ordre 31	183
49. <i>Demers, L. J. Pétition de droit de</i> :—Copie de tous documents qui n'ont pas été produits au sujet de la pétition de droit de L. J. Demers, ainsi que la copie du jugement de la Cour Supérieure, de la Cour d'Appel et du Conseil Privé dans cette cause. (<i>Document No 32</i>)	Adresse 31	108 .

DOCUMENTS.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
50. <i>Dépôts de garantie de chemins de fer</i> :— Copie de tous documents et de toute correspondance avec le gouverne- ment, au sujet de l'application à aucune compagnie des actes relatifs aux dépôts de garantie de chemins de fer(<i>Document No 49.</i>)	Adresse 107	148
51. <i>Désilets, L. R.</i> , :—Documents concernant la destitution de L. R. Désilet, de Joliette, et la nomination de M. S. Boulet, comme percepteur du revenu provincial, etc., etc. (<i>Document No 109.</i>)	Adresse 115	329
52. <i>Divers en général</i> :—Etat détaillé de la somme de \$15,555.00 pour " divers en général " mentionnée dans l'état des recettes et paiements au 31 janvier 1900.(<i>Document No 57.</i>)	Par ordre 118	155
53. <i>Dumais, I.</i> :—Copie de toute correspon- dance, rapports, etc., entre le Trésorier provincial et le percepteur du revenu Dumais, dans les poursuites intentées pour vente illicite de boisson ou pour autre cause contre les nommés Bouil- liane, Lalouette, Lemay, Savard, Asse- lin et Fortier(<i>Document No 106.</i>)	Par ordre 243	319
54. <i>Dumais, Israel</i> :—Copie de toute corres- pondance, requête, concernant la destitution de M. Israël Dumais, per- cepteur du revenu à Roberval, et documents concernant la nomination de son successeur...(<i>Document No 107.</i>)	Par ordre 43	319
55. <i>Dussault, Jos.</i> :—Copie de documents ayant rapport au paiement de \$27,052 à M. Jos. Dussault. (<i>Documents Nos 44, 44a, 44b, 44c.</i>)	Adresse 67	138, 157, 217, 354.

DOCUMENTS.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
56. <i>Dussault, Jos.</i> : — Copie des lettres et réponse échangées entre M. Joseph Dussault et l'honorable M. Taillon et copie de lettre de MM. Dussault & Proulx à l'honorable M. LeBlanc. (<i>Document No 30.</i>)	Par ordre 57	98
57. <i>Ecoles d'agriculture</i> : — Liste des écoles d'agriculture, etc., actuellement subventionnées par le gouvernement ; texte de tous contrats, arrangements, etc., en vertu desquels ces subventions sont payées ; copie de documents transmis au gouvernement pour obtenir de l'aide pécuniaire en faveur de la création de nouvelles institutions d'enseignement agricole, etc. (<i>Document No 110.</i>)	Adresse de la dernière session	330
58. <i>Ecoles de coupe</i> : — Documents concernant les écoles de coupe et état des sommes dépensées pour ces écoles.	Adresse 310	
59. <i>Ecoles du soir</i> : — Etat des sommes dépensées pour les écoles du soir, indiquant les dépenses faites chaque année et mentionnant où ces écoles se trouvent. (<i>Document No 124.</i>)	Ordre 304	416
60. <i>Ecoles élémentaires</i> : — Etat détaillé et arrêtés-en-conseil concernant l'item des comptes publics pour 1899 : écoles élémentaires, \$13,133.28. (<i>Document No 27.</i>)	Adresse 58	98
61. <i>Ecoles élémentaires</i> : — Etat indiquant quel montant a été dépensé, en 1898-99, en vertu de l'acte 60 Vict., ch. 3, concernant les— ; pour quelles fins ce montant a été employé...(<i>Document No 83.</i>)	Ordre 80	253

DOCUMENTS.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
62. <i>Ecoles élémentaires</i> :—Etat indiquant le montant dépensé dans le cours de l'année fiscale 1898-99, pour les écoles élémentaires, quels livres ont été achetés, etc.....(<i>Document No 66.</i>)	Par ordre 165	183
63. <i>Ecoles élémentaires</i> :—Copie de tous arrêtés-en-conseil au sujet de l'application et de l'emploi de la somme de \$50,000 votées pour les écoles élémentaires. Etat détaillé des sommes payées depuis le 31 janvier 1900, à même cet octroi.....(<i>Document No 114.</i>)	Adresse 310	341
64. <i>Ecoles élémentaires, Fonds des</i> :—Etat détaillé de la somme de \$50,881.58, mentionnée dans l'état des recettes et paiements de la province de Québec, de la manière suivante: "Fonds des écoles élémentaires," avec copie de tous arrêtés-en-conseil relatifs à telles dépenses.".....(<i>Document No. 87.</i>)	Adresse 116	276
65. <i>Education</i> :—Document concernant la distribution ou l'emploi de la somme de \$50,000 votée pour fins d'éducation par l'Acte 60 Vict. ch. 3, 1897. (<i>Documents 68, 68a.</i>)	Adresse 30	188, 234
66. <i>Education</i> :—Copie de tous les ordres-en-conseil passés depuis la dernière session à propos de la distribution de l'argent voté pour l'éducation. (<i>Document No 104.</i>)	Adresse 265	291
67. <i>Elections</i> :—Etat par comtés, donnant : La liste des noms des candidats aux diverses élections depuis 1867 inclusivement ; le nombre total des votes ; la majorité constatée dans chaque cas, et état semblable pour la Chambre des Communes du Canada depuis 1867, inclusivement.	Par ordre 166	

DOCUMENTS.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
68. <i>Employés du palais de justice</i> :—Etat détaillé de toutes les augmentations de salaires des employés des palais de justice de Québec et de Montréal, depuis le 1er juillet 1897 à ce jour.	Par ordre 49	
69. <i>Exposition de Paris</i> :—Copie de tous arrêtés-en-conseil et de documents au sujet de l'exposition de Paris. (<i>Document No 122.</i>)	Adresse 62	392
70. <i>Forêts, protection des</i> :—Etat détaillé de la somme de \$15,000 00 pour "protection des forêts" dans l'état des recettes et paiement au 31 janvier 1900.....(<i>Document No 53.</i>)	Par ordre 117	154
71. <i>Gagnon, Antoine</i> :—Ordre-en-conseil, correspondance, document relatifs à la destitution de Antoine Gagnon, agent des bois et forêts. et son remplacement par J. S. Doucet, avocat. (<i>Document No 85.</i>)	Adresse 243	276
72. <i>Gagnon, Dr</i> :—Correspondance entre le Commissaire des Terres et Jos. Girard au sujet d'ordres spéciaux à être donnés au Dr Gagnon.	Ordre 331	
73. <i>Gaspé-ouest</i> : — Documents concernant les sommes réclamées par l'agent des Terres, ou le département des Terres, pour droits de coupe, et des sommes payées pour tels droits de coupe, dans l'agence de Gaspé-ouest, année par année, depuis le 18 juillet 1897. (<i>Document No 123.</i>)	Ordre 304	416
74. <i>Gazette Officielle</i> :—Rapport du Conseil Exécutif concernant la distribution de la—.....(<i>Document No 13.</i>)	Message	10

DOCUMENTS.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
75. <i>Gouvernement civil</i> :—Etat détaillé de la somme de \$42,354.00 pour " dépenses contingentes " sous le titre : " gouvernement civil ", dans l'état des recettes et paiements, au 31 janvier 1900. (<i>Document No 94</i>)	Par ordre 117	277
76. <i>Guerin. Honorable J. J.</i> :—Etat détaillé des dépenses contingentes de—, etc. (<i>Document No 53.</i>)	Par ordre 72	157
77. <i>Imprimeur de la Reine</i> :—Rapport de l'— (<i>Document No 12.</i>)	Message	9
78. <i>Institut vaccinogène</i> :—Documents au sujet de l'établissement et de l'inspection de l'Institut vaccinogène. (<i>Document No 126</i>)	Ordre 300	416
79. <i>Institutions littéraire, de bienfaisance, hôpitaux, etc., etc.</i> :—Rapports annuels, etc., des institutions ci-dessous mentionnées, mis devant la Chambre :		
<i>Montréal :</i>		
Asile des Orphelins Protestants.....		12
Asile de St-Vincent de Paul.....		12
Church Home.....		12, 19
Hôpital St-Patrice.....		1
Hôpital Notre-Dame.....		12, 19
Hospice de la Maternité, (Sœurs de la Miséricorde).....		12
Ladies Hebrew Benevolent Society.....		12
Ladies Benevolent Society.....		12
La Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général (Sœurs Grises).....		12
Monastère de Notre-Dame de la Charité du Bon Pasteur d'Angers.....		21
Orphelinat catholique romain.....		12
Salle d'Asile St-Joseph.....		12
Société numismatique et d'archéologie.....		12

DOCUMENTS.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Institutions littéraire, de bienfaisance, hôpitaux, etc., etc.—Suite.</i>		
St. Margaret's Home for Incurables.....		12
Sœurs de la Providence.....		12
Sheltering Home.....		12
Young Men's Hebrew Benevolent Society.....		12
Women's Hospital.....		12
<i>Québec :</i>		
Asile du Bon Pasteur.....		45
Association des Dames charitables.....		12
Church of England Female Orphan Asylum.....		12
Finlay Asylum.....		50
Hospice des Sœurs de la Charité.....		50
Hôtel Dieu du Sacré-Cœur de Jésus..		12
Hospice de la Miséricorde.....		34
Ladies Protestant Home.....		19
L'œuvre du Patronage.....		12
L'Union St-Joseph.....		12
Orphelinat des Sœurs de la Charité...		50
St. Bridget's Asylum.....		63
Women's Christian Association.....		21
<i>Divers :</i>		
Hôtel-Dieu de St-Joseph, Arthabaskaville.....		13
Société de Bienfaisance, Aylmer.....		19
Hospice Ste-Anne, Baie St-Paul.....		13
Hospice de la Délivrance, Lévis.....		74
Hôtel-Dieu, Nicolet.....		12
Hospice des Sœurs de la Charité, Rimouski.....		50
Hôpital, St-Jérôme.....		13
Sherbrooke Protestant Hospital, Sherbrooke.....		12
Hospice du Sacré-Cœur, " Hôtel-Dieu, St-Hyacinthe.....		12
Hôpital général, Sorel.....		13
Hôpital de Valleyfield.....		12

DOCUMENTS.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Institutions littéraire, de bienfaisance, hopitaux, etc., etc.—Suite.</i>		
Hôpital de Fraserville		12
Hôpital de St-Jean		43
Salle d'Asile, "		13
L'Hospice des Sœurs de la Charité, St-Anne Lapocatière		50
L'Hospice des Sœurs de la Charité, St-Thomas. Montmagny. (<i>Document No 16</i>)		13
80. <i>Instruction publique</i> :—Rapport du Surin- tendant de l'—pour l'année 1898-99. (<i>Document No 5.</i>)	Par ordre du Lt-Gouv.	61
81. <i>Joliette, Dépenses contingentes du shérif</i> <i>de</i> —Copie des divers comptes, repré- sentant les dépenses contingentes du shérif du district de Joliette, etc. (<i>Document No 46.</i>)	Par ordre 62	138
82. <i>Journaux de l'Instruction publique</i> :—Etat détaillé de la somme de \$5,000.00 pour " Journaux de l'Instruction publique, français et anglais", avec copie de tous arrêtés-en-conseil qui peuvent s'y rapporter.(<i>Document No 61</i>)	Adresse 116	157
83. <i>Justice, Administration de la</i> :—Etat dé- taillé des paiements faits en vertu du mandat spécial de \$50,000, sous le titre: " Administration de la justice." (<i>Document No 20.</i>)	Par ordre 42	52
84. <i>Justice, Administration de la</i> :—Etat dé- taillé des sommes ou des paiements à faire à même l'item No 2, \$20,000.00, du budget supplémentaire, pour administration de la justice. (<i>Document No 31.</i>)	Par ordre 43	99

DOCUMENTS.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
85. <i>Justice-divers</i> : — Etat détaillé de la somme de \$13,412 86, sous le titre : "justice,—divers," avec copie de tous arrêtés-en-conseil ayant trait à cette dépense.....(<i>Document No 50.</i>)	Adresse 116	149
86. <i>Kousheganish, Pont sur la rivière</i> :—Copie de requêtes, correspondances au sujet de la construction d'un pont sur la rivière Kousheganish. (<i>Document No 80.</i>)	Par ordre 157	244
87. <i>Labrie, D. N.</i> :—Copie de tous comptes et de toute correspondance au sujet de l'item suivant: D. N. Labrie—transcription de l'index des noms No 1, bureau d'enregistrement, Percé, comté de Gaspé; \$363.84. (<i>Document No 41.</i>)	Par ordre 57	111
88. <i>Lajoie, J. B. Gérin</i> :—Copie de l'ordre-en-conseil destituant Jean Baptiste Gérin Lajoie, comme agent des biens des Jésuites, et de tous autres documents se rattachant à la dite destitution(<i>Document No 91.</i>)	Adresse 115	276
89. <i>Lallier, Charles</i> :—Documents se rapportant à la licence d'hôtel de Chs. Lallier, ainsi que copie du jugement de l'honorable juge H. Taschereau, renvoyant un bref de <i>mandamus</i> émis pour forcer le Conseil de Ste-Agathe à accorder une licence au dit Lallier. (<i>Document No 111.</i>)	Ordre de la dernière session.	330
90. <i>Langlais & Fils</i> :—Copie de comptes ou factures produits par J. A. Langlais, & Fils, et sur lesquels les paiements ont été faits, pour l'année expirée le 30 juin 1899, sous le titre: "Dépenses contingentes des départements." (<i>Document No 47.</i>)	Par ordre 56	148

DOCUMENTS.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
91. <i>Leclaire, William</i> :—Copie de tous rapports faits à l'honorable Commissaire des travaux publics sur le compte de M. William Leclaire. (<i>Document No 37.</i>)	Par ordre 80	110
92. <i>Limites à bois</i> :—Documents relatifs aux demandes d'achat ou mises à l'enchère de limites à bois depuis le 1er juillet 1897, avec copie de toute correspondance sur le même sujet. (<i>Document No 75</i>)	Par ordre 116	234
93. <i>Livres approuvés par le Conseil de l'Instruction publique</i> :—Copie de la liste de tous les livres approuvés par le Conseil de l'Instruction publique. (<i>Document No 99.</i>)	Par ordre 264	290
94. <i>Livres d'écoles</i> —Copie de toute correspondances et documents concernant la distribution gratuite de livres d'écoles, ainsi que l'institution des concours tant sur le nombre nécessaire de ces livres que sur les matières diverses qu'ils devraient contenir, etc. (<i>Document No 88.</i>)	Par ordre 264	276
95. <i>Lortie L</i> :—Copie de toute correspondance au sujet de la nomination de L. Lortie, d'Hébertville, etc., copie de toutes instructions a lui données. (<i>Document No 67</i>)	Par ordre 157	188
96. <i>Mailloux, rang rivière</i> :—Copie de tous documents se rattachant à l'annulation de la vente du lot No 5, dans le rang rivière Mailloux. (<i>Document No 90.</i>)	Par ordre 209	276
97. <i>Mandats impayés</i> :—Etat détaillé de la somme de \$51,839.89 pour mandats impayés au 31 janvier 1900. (<i>Document No 60.</i>)	Par ordre 118	157

DOCUMENTS.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
98. <i>Mandats spéciaux</i> :—Etat des mandats spéciaux (Art. 785 S. R. P. Q.) préparé par l'auditeur.	Statut	15
99. <i>McGill, Université</i> :— Copie de tous documents provenant des Universités McGill et Bishop's College, adressés au gouvernement ou au surintendant de l'Instruction Publique, et tous documents adressés par le gouvernement, le surintendant de l'Éducation ou le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, à chacune des dites universités, depuis la dernière session de la Législature. (<i>Document No 101.</i>)	Par ordre 264	291
100. <i>Mines</i> :—Copie de tous mémoires transmis au gouvernement pour solliciter des amendements à la loi des mines. (<i>Document No 81.</i>)	Par ordre 221	245
101. <i>Montréal & Occidental</i> :—Suite de la correspondance entre le gouvernement et toute personne ou société en rapport avec l'extension du chemin de fer "Montréal & Occidental." (<i>Document No 78.</i>)	Par ordre 209	234
102. <i>Officiers publics</i> :—Etat des cautionnements donnés par les—, depuis le 21 janvier 1899, jusqu'au 21 janvier 1900. (Art. 633 S. R. P. Q.) (<i>Document No 17.</i>)	Statut	22
103. <i>Pêche et chasse</i> :—Etat détaillé de la somme de \$12,000 pour "pêche et chasse" sous le titre "terres, forêts et pêcheries", mentionnée dans l'état des recettes et paiements, au 31 janvier 1900.....(<i>Document No 64.</i>)	Par ordre 118	183

DOCUMENTS.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
104. <i>Pêche, Permis de</i> :—Etat indiquant les baux, permis de pêche et permis spéciaux de pêche accordés par le Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, pour la rive nord du Golfe Saint-Laurent, depuis la date du jugement du Conseil Privé. 2. Etat semblable en ce qui regarde les baux ou permis de pêche accordés par le Ministre de la Marine et des Pêcheries, à Ottawa, pour les mêmes eaux. 3. Copie de toutes requêtes et de toute correspondance avec le Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries au sujet de ces différents baux ou permis de pêche.....(<i>Document No 97</i>)	Par ordre 118	289
105. <i>Pêcheries</i> :—Copie de toutes requêtes et de toute correspondance depuis le 1er juillet 1897, au sujet des droits de pêche dans la rivière Matane, et copie de tous titres ou actes de concession de la seigneurie de Matane, relatifs à des droits de pêche, dans cette rivière, etc.....(<i>Document No 63</i>)	Par ordre 97	183
106. <i>Pêcheries</i> :—Etat détaillé des dépenses encourues en rapport avec la cause des pêcheries soumise au Conseil privé et décidée par ce tribunal. (<i>Document No 95.</i>)	Par ordre 57	289
107. <i>Pêcheries de l'Ile d'Orléans</i> :—Copie de tous documents se rattachant directement à la question des pêcheries de l'Ile d'Orléans et concernant les droits de pêche et le mode de prélever ces droits. (<i>Document No 96</i>)	Par ordre 209	289

DOCUMENTS.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
108. <i>Pêcheries</i> :—Liste des officiers nommés en vertu de l'acte concernant la pêche et les pêcheries, 62 Victoria (1899), avec mention des endroits pour lesquels ils ont été nommés, le montant de leur traitement, etc., et des sommes qui leur ont été payées jusqu'à présent. (<i>Document No 40.</i>)	Par ordre 72	110
109. <i>Pêcheries</i> :—Copie de tous les arrêtés-en-conseil adoptés en vertu de l'acte concernant la pêche et les pêcheries, 62 Vict., ch. 23, notamment, en vertu de l'article 1376. 2. Pour un état indiquant les baux, permis de pêche, et permis spéciaux accordés en vertu de cet acte, dans les comtés de Gaspé, Bonaventure et des Iles de la Madeleine, etc.....(<i>Document No 39.</i>)	Adresse 73	110
110. <i>Pêcheries</i> :—Documents et correspondance au sujet des questions de droits de pêche soulevées par suite du jugement du Conseil privé. (<i>Document No 18.</i>)	Adresse 31	51
111. <i>Pêcheries dans l'Ile d'Orléans</i> :—Copie de tous documents, arrêtés-en-conseil, etc., concernant les poursuites prises contre les personnes qui exploitent des pêches dans l'Ile d'Orléans. (<i>Document No 38.</i>)	Adresse 72	110
112. <i>Percé</i> :—Documents concernant la révo- cation de la vente du lot No 12, rang A, du township de—, et la revente de ce lot.....(<i>Document No 105.</i>)	Ordre 268	318
113. <i>Percé</i> :—Documents, depuis le 1er janvier 1900, concernant la nomination d'un maire ou d'un conseiller pour la municipalité de—.	Ordre 304	

DOCUMENTS. — <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
114. <i>Percé</i> :—Etat indiquant les sommes payées, par le gouvernement, pour la fourniture de bois et le charroyage du charbon pour le palais de justice et la prison de Percé, etc.	Ordre 304	
115. <i>Police provinciale</i> :—Copie de tous arrêtés en conseil concernant la police provinciale ; liste de tous les officiers du corps de police mentionnant la date de leur nomination, leur rang et traitement respectifs ; ainsi que copie de tous ordres ou instructions donnés par le Procureur-général. (<i>Document No 120</i>).	Adresse 268	370
116. <i>Pont Bacon</i> :—Copie de tous documents, etc., au sujet du " Pont Bacon," intervenus entre le conseil de comté No 1 de Montmorency et les conseils locaux de Sainte-Anne et de Saint-Joachim (<i>Document No 73</i> .)	Par ordre 209	218
117. <i>Pont entre Québec et Lévis</i> :—Copie de tous documents, depuis le 1er juillet 1896, concernant la construction d'un pont entre Lévis et Québec. (<i>Document No 112</i> .)	Adresse 305	330
118. <i>Pouvoirs d'eau</i> :—Copie de tous arrêtés-en-conseil et de toutes décisions du Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries autorisant la vente de pouvoirs d'eau, depuis le 1er juillet 1897. 2. Copie de tous rapports d'évaluations et de tous comptes pour frais de telles évaluations, etc.	Adresse 92	
119. <i>Prisons et Asiles</i> :—Vingt-neuvième rapport des inspecteurs des— de la province de Québec pour 1898. (<i>Document No 4</i> .)	Par ordre du Lt.-Gouv.	8

DOCUMENTS.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<p>120. <i>Pulpe, bois de</i> :—Document et correspondance ayant trait à la réglementation de l'exploitation des bois de pulpe et à l'imposition ou à la réduction de droits sur la manufacture ou la conversion de ce bois en pulpe et en papier, en cette province. (<i>Document No 19.</i>)</p>	<p>Adresse 22</p>	52
<p>121. <i>Recettes et paiements</i> :—Etat des recettes et paiements, de toutes sources, de la province, depuis le 1er juillet dernier jusqu'à la date de la production de cet état.....(<i>Document No 26.</i>)</p>	<p>Par ordre 43</p>	99
<p>122. <i>Reine vs. Demers</i> :—Etat détaillé démontrant comment sont composés les sommes payées aux honorables MM. Archambault, Robidoux et Fitzpatrick, pour dépenses et services professionnels dans la cause de la—.</p>	<p>Ordre 107</p>	
<p>123. <i>Reine vs. Pacaud</i> :—Copie des comptes et mémoires de frais, de la correspondance dans le cas du mandat spécial pour \$1,561.25, dans la cause de la <i>Reine vs. Pacaud</i>, et copie des comptes et mémoires de frais de M. Hutchison, dans la même cause. (<i>Document No 21a, 21b.</i>)</p>	<p>Par ordre 37</p>	61, 73
<p>124. <i>Révocations de ventes</i> :—Etat indiquant toutes les révocations de ventes, ou de billets de location, faites par le Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, chaque année, depuis le 1er juillet 1898.....(<i>Document No 108.</i>)</p>	<p>Par ordre 166</p>	319

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
125. <i>Salmon Club</i> :—1. Copie de toute correspondance entre le gouvernement et le "Salmon Club" ou ceux qui sont censés avoir loué la rivière Restigouche, et le montant payé à cette fin; 2. Correspondance adressée à l'officier des pêcheries Duncan et autres; 3. Le rapport de M. Frank Bignell; 4. Aussi, toute correspondance touchant le même sujet, quant à la rivière Caspédiac et à son estuaire.	Par ordre 236	8
126. <i>Secrétaire et Registraire de la Province</i> :—Rapport du—pour l'exercice finissant au 1er juillet 1899... (<i>Document No 6.</i>)	En vertu de la loi	8
127. <i>Service civil</i> :—Copie des rapports du Conseil Exécutif concernant des nominations dans le service civil. (<i>Document No 10.</i>)	Message 11	
128. <i>Signai, rang</i> :—Requêtes et correspondance au sujet de la révocation de la vente du lot No 23, 10ème rang Signai, en l'année 1899. (<i>Document No 72.</i>)	Par ordre 92	202
129. <i>Simard, Pierre et al.</i> :—Copie des ordres en conseil, et de tous autres documents, se rapportant aux difficultés survenues entre MM. Pierre Simard, Joseph LaRocque et Louis Paradis, d'une part, et Paul-Emile Forget, d'autre part, au sujet des lots Nos 8 et 9, du rang H, du canton Joly. (<i>Document No 98</i>)	Adresse 141	290
130. <i>Sportmen Exhibition, New-York</i> :—Etat détaillé des dépenses, portées à la page 193 des comptes publics, pour l'année expirée le 30 juin 1899, relatives à la <i>New York Sportmen Exhibition</i> (<i>Document No 48</i>)	Par ordre 80	148

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
131. <i>Ste-Agnès, Paroisse de</i> :—Copie de la plainte et de la conviction dans toutes poursuites intentées dans le cours de l'année 1899, par ordre du gouvernement ou de l'honorable Commissaire des Terres de la Couronne, pour infractions commises dans la paroisse de Ste-Agnès, comté de Charlevoix, en contravention aux articles 1337 et 1394 des Statuts refondus de la province de Québec.....(<i>Document No 76.</i>)	Par ordre 163	234
132. <i>St-Etienne de la Malbaie</i> :—Correspondance et tous documents concernant le louage de la grève, en front, du lot No 112 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Etienne de la Malbaie et concernant spécialement le bail de M. Alphonse Letellier. (<i>Document No 89</i>)	Par ordre 234	276
133. <i>Statistiques judiciaires</i> :—Extraits des rapports des— pour 1899. (<i>Document No 79.</i>)	Acte	244
134. <i>Statistiques municipales</i> :—Statistiques et rapports municipaux au 31 décembre 1898.....(<i>Document No 9</i>)	Statut	10
135. <i>Subsides</i> :—Copie de documents et correspondance entre le gouvernement de Québec et Ottawa, au sujet de la question du remaniement ou de l'augmentation des subsides payables par le Canada à la province, en vertu de la clause 118 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord.	Adresse 326	
136. <i>Terrebonne</i> :—Rapport de la Compagnie des chemins à barrières de— pour 1899 (<i>Document No 22.</i>)	Statut	63

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
137. <i>Terres de la Couronne</i> :—Etat démontrant d'une manière approximative, la quantité de terre propres à la culture et la quantité de terres impropres à la culture respectivement, qui se trouvent dans la superficie du domaine public actuellement subdivisée en lots.....(<i>Document No 119.</i>)	Par ordre 72	370
138. <i>Terres, Forêts et Pêcheries</i> :—Rapport du Commissaire des— de la province de Québec pour 1899. (<i>Document No 8.</i>)	En vertu de la loi	8
139. <i>Terres, Forêts et Pêcheries</i> :—Copie de toutes circulaires ou lettres depuis le 1er juillet 1897, adressées par le département des Terres, Forêts et Pêcheries aux agents et sous-agents des terres ou des bois..(<i>Document No 115.</i>)	Par ordre 92	341
140. <i>Terres, Forêts et Pêcheries</i> :—Etat détaillé de la somme de \$10,000.00 pour "comptes courants," sous le titre "Terres, Forêts et Pêcheries", dans l'état des recettes et paiements au 31 janvier 1900.....(<i>Document No 51</i>)	Par ordre 117	154
141. <i>Terres, Forêts et Pêcheries</i> :—Etat détaillé, de la somme de \$518,799.92, mentionnée dans l'état des recettes et paiements, au titre de "Terres, Forêts et Pêcheries".....(<i>Document No 52.</i>)	Par ordre 116	154
142. <i>Terres, Forêts et Pêcheries</i> :—Copie de toutes circulaires, depuis l'année 1883 au 30 juin 1897, adressées par le département des Terres de la Couronne ou le département des Terres, Forêts et Pêcheries, à des employés du département au sujet du paiement de leur traitement, etc. (<i>Document No 115a.</i>)	Par ordre 67	93

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
143. <i>Terres, Forêts et Pêcheries</i> :—Etat détaillé de la somme de \$70,000 pour " dépenses générales " mentionnées dans l'état des recettes et paiements au 31 janvier 1900, sous le titre : " Terres, Forêts et Pêcheries." (<i>Document Nos 65, 65a.</i>)	Par ordre 117	183, 218
144. <i>Terres, Forêts et Pêcheries</i> :—Etat indiquant les révocations des ventes, ou de billets de location faites par le département des—, depuis le 1er juillet, 1898.....(<i>Document No 108.</i>)	Ordre 166	319
145. <i>Thetford, Canton</i> :—Copie de tous rapports, requêtes et correspondance au sujet de la révocation de la vente du lot No 23, 5e rang du township Thetford, et au sujet de la revente de ce lot.....(<i>Document No 93.</i>)	Par ordre 141	277
146. <i>Travaux publics</i> :—Rapport général du commissaire des—de la province de Québec pour 1899.....(<i>Document No 7</i>)	En vertu de la loi	8
147. <i>Tremblay, Jos.</i> :—Copie de la correspondance échangée entre Jos. Tremblay, J.-B. Carboneau et le ministre de la colonisation ou tout autre ministre, au sujet de certaines instructions à eux données pour travaux de colonisation payables après le premier jour de juillet 1900, etc...(<i>Document No 71.</i>)	Par ordre 178	202
148. <i>Trois-Rivières</i> :—Copie de tous états de compte de l'administration financière de l'Association agricole de Trois-Rivières, produit au département de l'Agriculture, ainsi que la correspondance s'y rattachant.	Ordre 345	

DOMAINE PUBLIC :—Voir *Documents, item*, 137.

DOMINION ABATTOIR AND STOCK YARD CO., LA :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 39 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 45. Voir *Bills*, 119.

DORCHESTER :—Loi détachant certains lots du comté de—et les annexant au comté de Bellechasse pour toutes les fins. Voir *Bills*, 11.

DORCHESTER :—Interpellations, 208, 209.

DOUCET, J. S. :—Voir *Documents, item*, 71.

DROITS DE PÊCHE :—Voir *Documents, items*, 104, 105, 107, 109, 110.

DUNCAN :—Correspondance, etc., adressée à M.—relativement à certains droits de pêche dans la rivière Restigouche. Voir *Documents, item*, 125.

DUSSAULT vs. FORTIER *et al.* :—Interpellation, 298.

DUVAL, BRUNO :—Interpellations, 254, 299.

EAUX D'ALIMENTATION :—Voir *Bills*, 167.

ECOLES DU SOIR :—Voir *Documents, item*, 59.

ECOLES DU SOIR :—Interpellation, 69.

EDIFICES PUBLICS :—Loi amendant la loi concernant les—. Voir *Bills*, 16.

EGAN, CANTON :—Interpellation, 196.

EGLISES, PRESBYTÈRES ET CIMETIÈRES :—Bill concernant la construction et la réparation des—. Voir *Bills*, 158.

ELECTIONS :—Jugements rendus dans les élections contestées de Missisquoi et Verchères, 2 à 12.

ENRIGHT, W. J. :—Pétition demandant son admission à l'exercice de la profession de médecin et chirurgien, 39 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 45. Voir *Bills*, 113.

ENREGISTREMENT, SERVICE D' :—Voir *Documents, item* 19.

“ ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ” ET “ EDUCATIONAL RECORD ” :—Interpellation, 165.

ENTREPRISES INDUSTRIELLES :—Comité spécial nommé pour étudier la question d'enlever aux corporations municipales le pouvoir de subventionner des— 56. Premier rapport, quorum de trois, 59, 60 ; second, recommandant d'envoyer une circulaire aux municipalités, 76 ; concours, 77.

ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS :—Loi amendant la loi relative aux—. Voir *Bills*, 12.

EXPOSITION DE PARIS :—Résolution concernant l'—, 286 ; comité, 353 ; rapportée, agréée, 354. Voir *Bills*, 17.

EXPOSITION DE PARIS :—Loi concernant l'— Voir *Bills*, 17.

FILIATRAULT, FLAVIEN—SUCCESSION DE— :—Pétition de Jules Aimé Maucotel pour être autorisé à vendre des immeubles sans frais de justice, 40 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 75. Voir *Bills*, 134.

FITZPATRICK, HONORABLE M. :— Voir *Documents*, *item*, 5.

FONDS DE BATISSES ET DES JURÉS ET LES VENTES SUR EXÉCUTION PAR LE SHÉRIF :—78. Résolution concernant le.—Consentement du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, résolution rapportée, lue une 1ère fois. 258 ; 2ème lecture, sur division, 279 ; agréée sur division, 282 ; bill présenté, 292. Voir *Bills*, 5.

FONDS DE BATISSES ET DES JURÉS :—Loi concernant le—. Voir *Bills*, 5.

FONDS EN FIDEI-COMMIS :—Interpellation, 96.

FORÊTS :—Interpellation, 52.

FORGET, PAUL-ÉMILE :—*Documents*, *item*, 129.

FORTIER :—Correspondance relative à une poursuite contre—. Voir *Documents*, *item*, 53.

GARANTIE :—Loi autorisant les compagnies de—à se porter caution en justice. Voir *Bills*, B.

GARDES-FEUX :—Interpellation, 70.

GARDES-FORESTIERS :—Interpellation, 62.

GASPÉ :—Loi concernant les procès par jury, en matière civile, dans le comté de—. Voir *Bills*, D.

GASPÉ :—Voir *Documents*, *items*, 34. 87, 109.

GAZ, ELECTRICITÉ ET POUVOIR :—Loi constituant en corporation "La compagnie de—. Voir *Bills*, 68.

GAZETTE OFFICIELLE :—Voir *Documents*, *item*, 74.

GAZETTE OFFICIELLE :—Interpellation, 218.

GIRARD, JOS. :—Voir *Documents*, *item*, 72.

GIROUARD, J. E. :—Question de privilège soulevée à son sujet, 142. Voir *Arthabaski*.

GLADU, M. :—Interpellation, 381.

GOUGEON, MAURICE :—Pétition de Eulalie Prud'homme et autres demandant une loi concernant certains immeubles substitués par feu—et son épouse, 10, 14 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 27. Voir *Bills*, 45.

GOULET, JOS. :—Voir *Documents*, *No* 90.

GRANDE-BAIE :—Interpellation, 200.

GRAND'MÈRE :—Loi amendant la charte du village de—. (M. Bickerdike). Voir *Bills*, 32.

GRAND'MÈRE, VILLAGE DE :—

1. Pétition demandant des amendements à sa charte, 9, 13 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 27. Voir *Bills*, 116.
2. Pétition de Gabriel Bolduc et autres demandant que le bill du—ne devienne pas loi, 21.

GRAND ORIENTAL :—Interpellation, 34

GREAT EASTERN RAILWAY :—Interpellation, 324.

GREAT NORTHERN ELEVATOR COMPANY, THE :—Pétition demandant une loi d'incorporation, 19, 26 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 75. Voir *Bills*, 75.

GUIDE PRATIQUE DE L'ENSILAGE :—Interpellation, 106.

HAINS, HENRY :—Pétition demandant son admission au Barreau, 50 ; rapport du comité des ordres permanents sur avis, 94. Voir *Bills*, 132.

HENSHAW, FRED. C. :—Pétition de—, tuteur à Freda Maude—demandant permission d'acquérir certaines actions, 21, 35 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 51. Voir *Bills*, 50.

HERBES, MAUVAISES :—Voir *Bills*, 155.

HOLT, GEORGES HANSHAW :—Voir Boisvert, Ls. Alex— ; aussi *Bills* 64

HULL, LA CIE DE CHEMIN DE FER ÉLECTRIQUE DE :—Pétition demandant une loi pour confirmer et ratifier certain arrangement entre la Cie et celle du chemin de fer Pacifique Canadien, 21, 35 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 45. Voir *Bills*, 58.

HUTCHESON, M. —Voir *Documents*, *item*, 123.

ILE D'ORLÉANS :—Voir *Documents*, *items*, 107, 111.

ILES DE LA MADELEINE :—Voir *Documents*, *item* 109.

IMMEUBLES :—Loi validant certains actes de transport d'—sujet au droit imposé par l'article 1191a des Statuts refondus et ses amendements. Voir *Bills*, 154.

IMPRESSIONS :—

1. Comité conjoint des impressions ; membres nommés par la Chambre 65 ; membres nommés par le Conseil 144 ; premier rapport, 359 ; second rapport, 380.
2. *Documents imprimés par ordre de la Chambre* :—No 1 (Conseil), 19, 20 (de 1899), 27, 30, 32, 44, 44a, 44b, 44c, 49, 53, 62, 64, 66, 68, 68a, 69 (of 1899), 77 78, 83, 87, 88, 92, 99, 100, 101, 102, 103, 112, 114, 115, 115a, 116 et rapport supplémentaire de l'inspecteur des mines, 380.

IMPRIMEUR DE LA REINE :—Rapport de l' :—Voir *Documents*, *item*, 77.

INDEMNITÉ :—Motion de M. Bourbonnais au sujet du paiement de l'—aux députés, 372.

INDUSTRIES :—Comité permanent des—nommé, 7, 15 ; premier rapport nommant M. Bickerdike président et recommandant que le quorum soit réduit à cinq, 28. Voir *Comités*.

INSTITUT DES ARTISANS DE MONTRÉAL :—Demandant le pouvoir d'effectuer un emprunt additionnel de \$10,000. 9, 13 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 27. Voir *Bills*, 138.

INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES :—Interpellations, 96, 137, 163.

INSTITUTION ROYALE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES :—Voir *Royal Institution*, etc ; aussi *Bills*, 43.

INSTITUT VACCINAL DE MONTRÉAL :—Interpellation, 139.

INSTITUT VACCINOGENE ;—Résolution concernant un prêt à l'Institut Vaccinogène, 23, considée en comité général ; autorisation du Lieutenant-Gouverneur, 103 ; rapportée du comité général, lue la 2ème fois et agrée, 104.—Voir *Bills*, 4.

INSTITUT VACCINOGENE :—Bill concernant un prêt à l'—. Voir *Bills*, 4.

INSTITUT VACCINOGENE :—Interpellation, 114.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—Loi amendant l'article 223 de la loi de—. Voir *Bills*, 30.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—Voir *Document*, *items*, 38, 39, 40, 80, 82, 93, 99.

Interpellations au Ministère :—Ayant rapport à :

Abattoirs et réfrigérateurs :—Le gouvernement se propose-t-il d'accorder un octroi pour l'établissement d'—, 299.

Agents des terres et bois de la Couronne :—Pourquoi n'ont-ils été payés que onze mois de salaire, 55.

Arpentages, Travaux d' :—Autorisés au 30 juin 1900, 52.

Arpentages :—Autorisés par le département de la Colonisation et des Mines, 66.

Arpentages :—Sommes dues pour ce service au 30 juin 1899, 69 ; au 30 juin 1893, 84 ; au 30 juin 1894, 84 ; au 30 juin 1895, 85 ; au 30 juin 1896, 85 ; au 30 juin 1897, 85.

Assemblée législative :—L'hon. Commissaire des Travaux publics a-t-il l'intention de faire des réparations à la salle des séances de l'— ? 327.

Assurance, Compagnies d' :—Se sont-elles conformées à la loi, 62 Vict., ch. 45 ? 219.

Assurance, Compagnies d' :—Le gouvernement se propose-t-il d'amender la loi relative à l'inspection des— ? 219.

Assurances, Loi des :—Le gouvernement a-t-il pris note que la— a été amendée ? 219.

Assurance sur la vie, Compagnies d' :—Combien de — ont payé la taxe imposée par l'art. 1145, S. R. P. Q. ? 344.

Assurance sur la vie, Compagnies d' :—Le gouvernement connaît-il le revenu probable que donnera la taxe sur les — ? 344.

Banque Jacques-Cartier vs. la Reine :—Quel était l'avocat qui représentait le gouvernement dans la pétition de droit de la—, 297, 303, 389.

Banque Jacques-Cartier vs. la Reine :—Quel montant a été payé à l'avocat qui représentait le gouvernement dans la pétition de droit de la—, 298, 389.

Beauharnois, au sujet de la Cour Criminelle de—70.

Bédard, M. J.-E.—Le gouvernement a-t-il acheté des exemplaires du Code municipal de— ?, 54.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Beurre et fromage :—Combien de sociétés pour la fabrication du—ont transmis au gouvernement des certificats de sociétés ? 177.

Brassard, chemin— : —A-t-il été pourvu à l'entretien de la partie du—, située dans le comté de Joliette ? 22.

Bussière, Jean :—Le gouvernement a-t-il payé ou prêté quelque somme d'argent en rapport avec le pont de péage de M.—, 42.

Cadastre :—Quelles sont les divisions d'enregistrement dans lesquelles le cadastre n'est pas encore en force ? 55.

Canton Egan, —au sujet de l'arpentage du—, 196.

Cartes géographiques de la province de Québec ;—Achat de—, 96.

Cartes de la Province.—au sujet du paiement des cartes achetées de M. Daoust, 164.

Cap de la Madeleine et Batiscan :—Quels sont les montants collectés de rentes dues par les censitaires des seigneuries du—, 254.

Castonguay :—Le gouvernement a-t-il pris connaissance du rapport de M.— ? 106.

Cercles agricoles :—Combien il y avait-il de—au 17 décembre 1891, combien en 1897, combien actuellement ? 220.

Chemins de colonisation :—Concernant les—dans le comté de Joliette, 30, 95.

Cumin de fer :—Combien de milles de—ont été construits dans la province depuis le 1er juillet 1898 ? 220.

Chemin de fer, compagnies de : —Quel est le montant payé, à ce jour, aux— ? 264.

Chemins de fer, subsides aux :—Quel est le montant des—du 1er juillet, 1891, au 17 décembre 1891 ? 220.

Chemins de fer, subsides aux :—Le gouvernement a-t-il promis de l'extension pour gagner les— ? 156.

Chicoutimi, Société d'Agriculture de :—Le gouvernement a-t-il reçu une pétition demandant un octroi pour la— ? 382.

Christin, T. A. :—A-t-il été tenu une enquête contre— ? 259.

"Christmas in French Canada" :—Le gouvernement a-t-il acheté des exemplaires de l'ouvrage—221. A même quelles appropriations cet achat a-t-il été fait— ? 235.

Code scolaire :—Au sujet de l'achat du "Code scolaire" de MM. Paul de Cazes et Geo. Parmelee, 165.

Code scolaire :—Quel usage a fait le gouvernement des 10,000 exemplaires en français et des 3,000 exemplaires en anglais du— ? 197.

Colonisation :—Sommes dues et non payées à même les fonds de l'exercice 1898, 1897, 1896, 1895, 1894—139, 140.

Colonisation, Argent de :—Montant accordé au comté de Terrebonne, 197.

Colonisation et des Mines, Département de la :—Est-ce que la somme de \$6,500 appropriée pour contingents, a été dépensée— ? 199.

Colonisation et Mines :—Travaux de colonisation dûs au 30 juin 1899— ? 69.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Compagnies d'assurance :—Le gouvernement sait-il ce que produira la taxe à être perçue sur les primes des— ? 344.

Compagnie de Pulpe de Chicoutimi :—Etendue, prix, etc., des limites concédées à la— ? 164.

Constantin, Coroner—Paiement des honoraires sur sa commission, etc, 71, 113.

Contingents :—Sommes attribuées à chaque département à même les \$51,500 votées pour l'année finissant le 30 juin 1900. 113.

Contingents :—Y a-t-il un ou des départements pour lequel ou lesquels les sommes attribuées pour dépenses contingentes sont épuisées ?— 174.

Contingents du département des Terres, Forêts et Pêcheries :—A quelle date étaient-ils épuisés ?—151.

Corporations commerciales :—Le gouvernement se propose-t-il d'abolir les taxes sur les— ? 86

Coulombe, Etienne :—A-t-il été poursuivi pour fraude ? —280.

Cour des Commissaires :—Emploi des 5500 ex. de "The Laws concerning the Commissioners Court", 54.

Danville :—Le gouvernement a-t-il été informé que des citoyens de— ont capturé les cambrioleurs de la banque, à— ? 245.

De Cazes et Parmelee :—Le gouvernement a-t-il payé quelque argent à MM.— ? 196. Le gouvernement leur doit-il ? 196.

Dorchester :—Quelles sommes ont été dépensées pour travaux de colonisation dans le comté de—durant les années 1897-98, 1898-99, 1899-1900 ? 208, 209.

Dussault vs Fortier et al :—Quel est le nom de l'avocat du gouvernement dans la cause de— ? 298.

Duval, Bruno :—Quelles sommes d'argent a-t-il collectées des censitaires du Cap-de-la-Madeleine ? 299 :

—M. B. Duval, mentionné à la page 87 des comptes publics, est-il le même qui est aussi mentionné à la page 191 des comptes publics ? 254.

Ecole d'Agriculture de l'Assomption :—Montants payés à l'—, 159.

Ecoles du soir :—En vertu de quelle loi le gouvernement a-t-il subventionné les— ? 69.

"*Enseignement Primaire*" et "*Educational Record*" :—Au sujet des paiements faits à l'—, 165.

Extension du délai pour l'acquisition de tout subsidé de chemin de fer, 156.

Fonds en fidéi-commis :—Sommes afférentes à l'année 1898-99 et aux années précédentes, 96.

Forêts :—Sommes dûes et non payées pour protection des—, 152.

Gardes-feu :—Quand les surintendants de—ont ils commencé l'exercice de leurs fonctions ? 70.

Gardes-forestiers :—Sommes encore dues aux— ? 62.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Gladu, de St-Polycarpe :—A-t-il été employé dans le département du revenu ? 391.

Grande-Baie :—A qui a été loué le droit de chasse et de pêche à la— ? 200.

Grand Oriental :—Quelles sommes ont été payées au chemin de fer— ? 324.

“ *Guide pratique de l'ensilage* ” :—Distribution de cet ouvrage, 106.

Ile d'Orléans :—Quelqu'un a-t-il été autorisé à collecter des droits de pêche dans l'— ? 53.

Instituteurs :—Aux sujet de la somme de \$13,385.50 payée aux instituteurs comme gratifications ? 163.

Instituteurs :—Primes ou gratifications aux— ? 137.

Instituteurs :—Primes ou gratifications pour les instituteurs et les institutrices ? 96.

Institut vaccinal de Montréal :—Le gouvernement doit-il aider à l'— ? 139.

Institut vaccinogène :—Reçoit-il une subvention du gouvernement ? 114 ?

Jésuites, Agents des biens des :— Pourquoi n'ont-ils été payés que onze mois de salaire ? 55.

Joliette, chemins de colonisation dans le comté de— ? 30.

Joliette, chemins de colonisation dans— ? 95. Paiement des sommes déboursées pour chemins de colonisation dans— ? 95.

Journaux de l'instruction publique :—Leur a-t-il été payé d'autres montant à part celui de \$1500 mentionné dans les comptes publics ? 105.

Journaux de l'instruction publique :—A quels journaux et dans quelles proportions les \$500 leur ont-ils été payés ? 288.

La Canadienne, Compagnie d' :—A-t-elle fait un dépôt au gouvernement ? 219.

Lac L'Ecorce :—Le gouvernement sait-il qu'il y a plus de 30 familles qui n'ont pas de chemin au— ? 200.

Lac St-Jean :—Des lots concédés au—, combien à des colons, combien à des personnes en dehors de cette région ? 280.

Lac St-Jean :—Une réserve a-t-elle été accordée à une société de colonisation, au— ? 280.

Lallier, Chs. :—Le gouvernement sait-il que— a vendu des spiritueux depuis un an, sans licence ? 221.

Langelier, A. G. :—Est-il à l'emploi du gouvernement ? 240.

Langelier, J. C. :—Est-il à l'emploi du gouvernement ? 240.

Lauzon :—Il y a-t-il un rapport sur la collection des rentes dans la seigneurie de— ? 240.

—Pourquoi l'agent de la seigneurie de—, n'a-t-il été payé que pour onze mois de salaire ? 55.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Lavery, ès-qualité, vs la Reine :—Quel était l'avocat du gouvernement dans la cause de la pétition de droit— ? 298.

Laws concerning Commissioner's Court, The :—Emploi des exemplaires de cet ouvrage, 54.

Licences :—Est ce l'intention du gouvernement de ne plus accorder de—, pour la vente des spiritueux ? 388.

Limites à bois :—Etendue des limites offertes en vente le 28 mars, 1900, 85.

Liste des terres concédées par la Couronne, La :—Distribution de cet ouvrage, 106.

Livre gratuit, Premier — Destiné aux écoles élémentaires, 177.

Livre gratuit, Premier :—Est-ce l'intention du gouvernement de ne distribuer que ce livre ? 177.

Livre : gratuits :—Quand le gouvernement distribuera-t-il les — dans les écoles ? 140.

Loi scolaire :—Au sujet de ce qui est dû à MM. Paul de Cazes et Parmelee pour la—, 196.

Lots vendus :—Nombre des lots vendus dans les régions du Lac Saint-Jean et de la Métapédia en 1897-98-99, 164.

Malbaiz :—Le gouvernement a-t-il loué la grève en front du lot 112 de la paroisse de Saint-Etienne de la — ? 70.

Matane :—Le gouvernement a-t-il donné un octroi pour la construction d'un pont à Sainte-Angèle de — ? 85.

McIntosh, Hon. J. :—Le gouvernement sait-il qu'il a démissionné comme shérif ? 95.

Mille Hes :—Au sujet du conseiller législatif de la division des —, 66, 71.

Ministres :—Au sujet de la diminution du nombre des—, 71.

Montréal :—Le gouvernement a-t-il poursuivi cette ville en recouvrement d'amendes collectées par la Cour du Recorder ? 426.

Municipalités pauvres :—En vertu de quelle loi et à quelles dates le gouvernement a-t-il accordé de l'aide aux— ? 69.

Ouvrages de M. Et. Richard sur l'Acadie et " l'Ame Américaine " de E de Nevers, Achat des—54.

Palais de Justice de Sherbrooke :—Quand sera-t-il construit ? 106.

Passes migratoires :—Le gouvernement va-t-il obliger les propriétaires de moulins à faire des— ? 235.

Pêche :—Licences de pêche accordées à l'Île d'Orléans, 53.

Pêche :—collection des droits de—dans l'Île d'Orléans, 53.

Pêcheries :—Montant perçu, 54.

Pointe-à-Pic :—Le gouvernement a-t-il loué ou vendu la grève en front de— ? 113.

Pont des Perrault :—Aide pour la reconstruction du—, 151.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Ponts en fer :—Le gouvernement se propose-t-il d'aider à la construction des — ? 239.

Pont sur la rivière Chaudière :—A-t-il été payé quelque montant en rapport avec la construction d'un — ? 236.

Pulpe, bois de :—Droits de coupe sur le—, 96.

Pulpe :—Droit de \$1.90 sur le bois de—, 70.

Projets de haute importance devant être présentés, 106.

Protonotaires et Greffiers :—Les tarifs des—ne sont pas en rapport avec la nouvelle procédure, 49.

Reine vs Demers :—Qui a plaidé pour le gouvernement dans la cause de la— ? 113, 162.

Reine vs Demers :—L'hon. M. Archambault et l'hon. M. Robidoux ont-ils parlé devant le Conseil privé dans cette cause ? 163.

Roberval à la Baie James, chemin de fer de :—Une députation a-t-elle demandé un octroi en terre pour un— ? 299.

Ste-Agnès :—Infractions aux lois de pêche à— ? 71.

Ste-Angele, pont dans la paroisse de :—Le gouvernement a-t-il accordé un octroi pour la construction d'un ? 85.

St-Elie de Shawinigan :—Rapport relatif aux difficultés survenues entre les propriétaires des 7ème et 8ème rangs de— ? 105.

Saint-François de la Malbaie :—Location du lot de grève en front du lot 112, à— ? 70.

Saint-Etienne, district judiciaire de :—Au sujet de la nomination du shérif ? 95.

Sociétés d'Agriculture :—Combien il y en a-t-il dans la province ? : 19.

Spencer Wood :—Abandon de—71, 271.

Surintendant de l'Instruction publique :—Quand son rapport sera-t-il prêt ? 303.

Surplus :—Le gouvernement doit-il soumettre à M. Kent la question de savoir s'il y a un—dans les finances ? 298.

Taxes sur les corporations commerciales :—Est-ce l'intention du gouvernement de les abolir ? 274.

Taxes sur successions :—Est-ce l'intention du gouvernement de les abolir ? 66, 87.

Terrebonne :—District judiciaire de—; Nomination du protonotaire, 96.

Terrebonne :—Le gouvernement sait-il que la commission des protonotaires pour le district de—a été révoquée ? 96.

Terrebonne :—Combien d'argent de colonisation a été accordé à ce comté durant la présente année fiscale ? 197.

Waterous Engine Co., vs. la Reine :—Quel montant a été payé à l'avocat du gouvernement dans la cause de la ? 389.

Waterous Engine Co., vs. la Reine :—Quel est le nom de l'avocat du gouvernement dans la cause de la— ? 298.

INVESTMENT AND FREEHOLD Co., THE MONTREAL :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation. 30 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 45. Voir *Bills*, 118.

JÉSUITES, AGENT DES BIENS DES :—Interpellation, 55.

JOLIETTE :—Voir *Documents*, *item*, 51.

JOLIETTE, VILLE DE :—Pétition de la corporation demandant une loi confirmant et ratifiant les règlements Nos 143 et 144 de la ville de Joliette, ainsi qu'un acte d'arrangement intervenu entre la ville de Joliette et la compagnie de chemin de fer le Grand Nord, le 2 octobre 1899, 19, 26 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 93. Voir *Bills*, 115.

JONQUIÈRE, COMPAGNIE DE PULPE DE :—Pétition de la—demandant une loi d'incorporation, 63 ; rapport du comité des ordres permanents, 173. Voir *Bills*, 143.

JOURNAUX DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—Interpellation, 105, 298.

JURY :—Loi concernant les procès par—en matière civile, dans le comité de Gaspé. Voir *Bills*, *D*.

JUSTICE :—Extraits des rapports des statistiques judiciaires. Voir *Documents*, *item*, 133.

KENT, M. :—Interpellation, 298.

LABRADOR ELECTRIC LIGHT & POWER CO., THE — : — Pétition de Raymond Préfontaine et autres demandant un acte d'incorporation, 40 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 81. Voir *Bills*, 133.

LAC ST. JEAN :—Voir *Documents*, *items*, 30, 43, 44, 45, 46, 53, 54, 86, 123.

LAC ST. JEAN ET MÉTAPÉDIA :—Interpellation, 164.

LAC ST. JEAN :—Interpellation, 280.

LAC L'ECORCE :—Interpellation, 208.

LADIES CITY MISSION OF QUEBEC, THE — : — Pétition demandant une loi d'incorporation, 19, 26 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 35. Voir *Bills*, 47.

LAFONTAINE, ISRAEL :—Pétition de—contre la fermeture des ponts Roy, Guay et Lemieux, 63.

LAFRENIÈRE, JEAN BAPTISTE THÉLESPHORE :—Pétition demandant son admission à la pratique du notariat, 10, 14, rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 27. Voir *Bills*, 49.

LALLIER, CHS :—Interpellation, 221.

LAMBERT, NAPOLEON :—Voir *Documents*, item 15.

LANGELIER, G. A. :—Interpellation, 240.

LANGELIER, J. C. :—Interpellation, 240.

LANGELIER, J. A.—ET AUTRES :—Voir *Corporation Trust Company of Canada (The)* : aussi, *Bills*, 130.

LALOUETTE :—Poursuite contre—pour vente illicite de liqueurs spiritueuses. Voir *Documents*, item, 53.

“ LA PRES-E ” :—Question de privilège relativement à une affirmation de ce journal concernant M. Girouard, député d'Arthabaska, 142.

LAROCHELLE, FRANCOIS :—Voir *Documents*, item, 96.

LAROQUE, JOSEPH :—Voir *Documents*, item, 129.

LAURENTIDES PULP COMPANY :—Pétition de la—, demandant l'autorisation de voter aux élections municipales, etc., 39.

LAURENTIDES PULP COMPANY :—Pétition de la—demandant que le bill présenté par le village de Grand'Mère ne devienne pas loi, 39.

LAUZON :—Corporation de St-Etienne de—demandant certains pouvoirs, 9, 13; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 75. Voir *Bills*, 61.

2. Pétition de Israël Lafontaine et autres, s'opposant à la fermeture des ponts “ Roy ”, “ Guay ”, “ Lemieux ”, 63.

LAUZON :—Interpellations, 55, 240.

LAVALTRIE :—Loi détachant la paroisse de—du comté de Berthier et l'annexant au comté de l'Assomption. Voir *Bills*, 105.

LAVALTRIE, ST-ANTOINE DE :—Pétitions de certains citoyens de—149.

LAVERY, ES-QUALITÉ ET LA REINE :—Interpellation, 298.

LEARMONT, DAME CHARLOTTE, ET AUTRES :—Voir *The Montreal Day Nursery* et *Bills*, 73.

LEDUC, ACHILLE, ET AUTRES : Voir *Bécancourt, rivière—pont de péage sur la* —Voir *Bills*, 114.

LEFEBVRE, HENRI-PAUL :—Pétition demandant son admission à l'exercice de la profession d'arpenteur, 10, 14 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 27. Voir *Bills*, 40.

LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES :—Comité permanent nommé, 7, 15 ; premier rapport nommant l'honorable M. Robidoux, président, et demandant que le *quorum* soit réduit à cinq ; adopté, 26 ; second rapport, 81 ; autres rapports, 93, 121, 202, 217, 229, 249, 256, 270, 283, 291, 341, 403.

LEMAI :—Voir *Documents, item*, 53.

LESAGE, JOSEPH-ARTHUR :—Pétition demandant son admission à l'exercice de la profession de médecin et chirurgien, 40 ; rapport du comité, des ordres permanents sur l'avis, 75. Voir *Bills*, 135.

LETELLIER, ALPHONSE :—Voir *Documents, item*, 132.

LICENCES :—Résolution concernant les—, 216 ; comité général, 227 ; rapportée, 228 ; agréée et renvoyée au comité général, 229. Voir *Bills*, 9.

LICENCES :—Loi à l'effet de refondre et d'amender la loi des licences de Québec. Voir *Bills*, 9.

LICENCES :—Interpellation, 388.

LICENCES, LOI DES :—Voir *Documents, item*, 12.

Lieutenant-Gouverneur :

1. Son discours, à l'ouverture de la session, 5 ; jour fixé pour la prise en considération, 7 ; motion pour une adresse à Son Honneur, 11. Voir *Adresse*.
2. Adresse à Son Honneur le priant d'émettre son warrant pour \$15,000. 37. Voir *Adresse*.
3. Donne son assentiment par l'intermédiaire d'un ministre à certaines mesures, 103, 120, 227, etc.
4. Son discours à la clôture de la session, 434.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.**Messages de Son Honneur :*

5. Invite la Chambre à se rendre dans la salle des séances du Conseil législatif,—à l'ouverture de la session, 1 ; à la clôture de la session, 429.
6. Accusant réception de l'adresse en réponse au discours du Trône, 41.
7. Transmettant le rapport de l'imprimeur de la Reine, 9. Voir *Documents, item 77.*
8. Transmettant un rapport du Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil, 11. Voir *Documents, item 127.*
9. Transmettant les estimés, 23, 412. Voir *Documents, item 18.*
10. Transmettant un rapport concernant la *Gazette Officielle*, 10. Voir *Documents, item 74.*
11. Transmettant la nomination des membres de la Commission de l'économie interne de la Chambre, 11. Voir *Documents, item 35.*

LIMITES A BOIS :—Interpellation, 85.**" LISTE DES TERRES CONCÉDÉES PAR LA COURONNE " :—**Interpellation, 106**LIVRES POUR DISTRIBUTION GRATUITE DANS LES ÉCOLES :—**Interpellations, 140, 140, 177, 177.**LOI ÉLECTORAL DE QUÉBEC :—**Loi amendant la—, 1895, concernant l'examen et la mise en force de la liste des électeurs. (l'honorable M. Déchène.) Voir *Bills*, 13.

—Loi amendant la—, 1895, (M. Tellier). Voir *Bills*, 84.

—Loi amendant la—, 1895, (M. Tessier). Voir *Bills*, 152.

LONGUE POINTE, PAROISSE DE LA :—Pétition demandant certains pouvoirs, 39 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 45. Voir *Bills*, 126.**LONGUE POINTE, VILLAGE DE BEAURIVAGE DE LA :—**Pétition demandant une loi pour l'autoriser à exempter de taxes toute compagnie ayant pour but d'établir une ligne de tramways, 39 ; rapport du comité des ordres permanents, 45. Voir *Bills*, 127.

MACNIDER ET AUTRES :—Voir *Ogilvie, William Watson*—et *Ogilvie, W. W.* Aussi, *Bills* 140, 141.

MAISONNEUVE, VILLE DE :—Pétition de la corporation demandant des amendements à sa charte, 19, 25 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 35. Voir *Bills*, 79.

MALBAIE, ST-ETIENNE DE LA :—Interpellation, 70.

MANDATS SPÉCIAUX :—Voir *Documents, item* 98, et page 15.

MARGOLÈSE, LOUIS S. :—Pétition demandant son admission au Barreau, 93 ; rapport du comité des ordres permanents, 196. Avis donnés ne sont pas suffisants, 196.

MATANE, STE-ANGÈLE DE :—Interpellation, 85.

MATANE :—Voir *Documents, item*, 105.

MAUCOTEL, JULES AIMÉ :—Voir *Filiatrault, Flavien*. Succession de— ; aussi, *Bills*, 134.

MCGILL, UNIVERSITÉ :—Voir *Documents, items*, 38, 99.

MCINTOSH, HON. J. :—Interpellation, 95.

MECHANIC'S INSTITUTE OF MONTRÉAL :—Voir *Institut des Artisans* ; aussi *Bills*, 138.

MÉDECINS ET CHIRURGIENS :—Loi amendant la loi concernant les—. Voir *Bills*, 83.

MÉTIS, LA CIE DE TÉLÉPHONE DE— :—Pétition demandant la permission de construire une ligne téléphonique, 40 ; rapport du comité des ordres permanents, 185.

MÉTIVIER, OSWALD SYLVIO :—Pétition demandant son admission à l'exercice de la profession de chirurgien-dentiste, 39 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 60. Voir *Bills*, 60.

MEUNIER, OCTAVE, ET AUTRES :—Voir *Transit Insurance Coy* ; aussi *Bills*, 151.

MILLE ILES, DIVISION DES :—Interpellations, 66, 71.

MINES :—Loi amendant la loi des — de Québec. Voir *Bills*, 3.

MINISTRES :—Interpellation, 71.

MISSISQUOI :—Jugement dans l'élection contestée de—, 3.

MISTASSINI :—Voir *Documents*, item 43.

MONTMORENCY COTTON MILLS CO : — Voir *Beauport* ; aussi, *Bills*, 78.

MONTREAL, CITÉ DE— :—Pétition de la corporation demandant des amendements à sa charte, 50 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 76. Voir *Bills*, 136.

MONTREAL :—Interpellation, 26.

MONTREAL :—Loi modifiant de nouveau la loi concernant la Cour de Circuit du district de—. Voir *Bills*, R.

MONTREAL :—Loi amendant l'ordonnance 3 Vict., chap. 31, intitulée : " Ordonnance pour pourvoir à l'amélioration des chemins dans le voisinage de la cité de Montréal et y conduisant, et pour établir un fonds pour cet objet," et les divers actes et ordonnances qui l'amendent. Voir *Bills*, 147.

MONTREAL :—Voir *Bills*, J, 118, 161. Voir, aussi, *Etats des affaires de différentes institutions de—*, *Documents*, item 79.

MONTREAL DAY NURSERY, THE :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 9, 13 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 27. Voir *Bills*, 73,

MONTREAL MINING EXCHANGE, THE :—Pétition de Alex. W. Morris et autres demandant une loi d'incorporation, 39 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 51. Voir *Bills* 56.

MORIN, CHS, ET AUTRES :—Voir *St-Georges*. Aussi *Bills*, 38.

MORRIS, ALEX. W., ET AUTRES :—Voir *Montreal Mining Exchange* ; aussi, *Bills*, 56.

MORRIS, HON. A. W. :—Voir *Documents*, item 76.

MUNICIPALITÉS PAUVRES :—Interpellation, 69.

NAPIERVILLE, CHEMIN DE FER DE JONCTION— :—Pétition demandant une loi d'incorporation, 19, 26 ; rapport du comité des ordres permanentes sur l'avis, 45. Voir *Bills*, 76.

NATIONAL TRUST COMPANY, THE— :—Pétition demandant l'autorisation de faire des affaires dans cette province, 13, 21 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 45. Voir *Bills*, 34.

NICOLET, BUREAU D'ENREGISTREMENT DE—:—Pétition de Narcisse Trahan et autres demandant la division du bureau d'enregistrement de Nicolet, 21, 35 ; rapport du comité des ordres permanents, 81. Voir *Bills*, 77.

NOTARIAT :—Loi modifiant le Code du—. Voir *Bills*, I.

OGILVIE, The W. W.—Milling Co. :—Pétition de Archibald MacNider et autres demandant une loi d'incorporation, 39 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 76. Voir *Bills*, 141.

OGILVIE, WILLIAM WATSON :—Pétition de A. MacNider et autres demandant une loi concernant la succession de—, 39 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 76. Voir *Bills*, 140.

O'GILVY DAVID :—Pétition demandant son admission à l'exercice de la profession d'architecte, 19, 26 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis. Voir *Bills*, 53.

OTTAWA ET LA VALLÉE DE LA GATINEAU :—Chemin de fer d'—Interpellation, 156.

OTTAWA TRUST AND DEPOSIT COMPANY, LA :—Pétition demandant une loi pour étendre ses pouvoirs, 174 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 185. Voir *Bills*, 144.

Orateur :

1. Il se rend, avec la Chambre, auprès du Lieutenant-Gouverneur, dans la salle du Conseil législatif, à l'ouverture de la session, 1. A la clôture de la session, 429.
2. Il fait rapport du discours du Trône, 5.
3. Communique les rapports et les jugements dans les élections contestées de Verchères et de Missisquoi, 2.
4. Communique à la Chambre divers rapports, 9, 10, 11, 12, 13, 19, 21, 23, 34, 40, 45, 64, 144, 412.
5. Décide sur des questions de forme et d'ordre. Voir *Questions*.
6. Remet ses décisions à plus tard, 211, 388.
7. Appel est fait de ses décisions, 83, 91. Ses décisions sont maintenues, 87, 97.

ORATEUR :—*Suite.*

8. Donne son vote prépondérant dans la négative, 346.
9. Il reçoit instruction d'émettre son mandat pour l'élection d'un député pour le district électoral de Québec-Est, 120.
10. Il informe la Chambre qu'il a donné instruction au Greffier de la Couronne en Chancellerie d'émettre un mandat d'élection, 122.
11. Présente le bill des subsides, 434.

Ordres du jour :

1. Priorité aux ordres du gouvernement, 254, 293.
2. Ordre rescindé, 226, 249, 250, 316.
3. Que certains bills soient remis sur les—, 210, 300, etc.

Ordres permanents :

1. Comité permanent nommé, 7, 14 ; premier rapport, nommant M. Laliberté, président, et demandant que le *quorum* soit réduit à cinq membres, 22 ; second rapport, 27 ; autres rapports sur différentes pétitions, 35, 60, 64, 75 ; membres ajoutés à ce comité.
2. Rapporte que les avis sont suffisants, 27, 45, 50.
3. Rapporte que les avis sont insuffisants, 27, 45.
4. Que l'avis n'a pas été donné, 27.
5. Recommande la suspension de la 51^e règle, 76, 81, 102, 185.
6. Rapport du comité recommandant que les délais soient prolongés pour la réception des rapports sur les bills privés, 76, 102, etc.

ORDRES SESSIONNELS :—

1. Que la Chambre siège le samedi, 201.
2. Qu'il y ait deux séances par jour, 254 ; trois séances, 293.
3. Ordonnant que certains documents soient mis devant la Chambre.
Voir *Documents*.
4. Que certaines règles soient suspendues, 174, 176, etc.

OUTREMONT, VILLE D' :—Pétition de la corporation demandant des amendements à sa charte, 19, 26 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 35. Voir *Bills*, 57.

PACAUD, ERNEST, *vs* LA REINE :—Voir *Documents*, item 123.

PACIFIQUE CANADIEN, CHEMIN DE FER :—Loi pour confirmer et ratifier certains arrangements entre la compagnie de chemin de fer électrique de Hull et celle du—. Voir *Bills*, 58.

PARADIS LOUIS :—Voir *Documents*, item 129.

PARMELEE ET DECAZES :—Interpellation, 196.

PATOINE. GEORGES :—Voir *Documents*, item 11.

PÊCHERIES :—Interpellations, 53, 54, 71, 235.

PEOPLES' BANK OF HALIFAX, DANVILLE :—Interpellation, 235.

PEOPLE'S TELEPHONE COMPANY, THE :—Pétition de—de demandant la permission d'augmenter son capital, 19, 23 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 81. Voir *Bills*, 80.

PERCÉ :—Voir *Documents*, items. 4, 112, 113, 114.

PERMIS DE PÊCHE :—Voir *Documents*, item, 104.

PETIT MÉTIS :—Voir *Documents* item, 17.

PETROLEUM OIL TRUST, CO. LA :—Pétition demandant une loi lui conférant certains pouvoirs, 81 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 122. Voir *Bills*, 123.

POINTE-A-PIC :—Interpellation, 113.

POINTE-AUX-ESQUIMAUX :—Bill amendant un certain territoire à la paroisse de St-Pierre de la Pointe-aux-Esquimaux, pour les fins municipales et électorales. Voir *Bills*, 165.

PONT DE QUÉBEC, COMPAGNIE DU—, ET SUBSIDES A DES COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER :—Résolution concernant un octroi à la—, 305 ; comité, 358 ; progrès, 359 ; considéré de nouveau, progrès ; 359 ; considéré de nouveau, rapportée, 360 ; amendements proposés à la 2ème lecture de la 1ère résolution, question d'ordre, amendements rejetés, 363 ; 1ère résolution lue 2ème fois et agréée, 366 ; amendements à la 2ème lecture de la seconde résolution, question d'ordre, amendements rejetés, 366 ; seconde résolution lue

PONT DE QUÉBEC, ETC.:—*Suite.*

et agréée, 368 ; amendements à la 2ème lecture de la troisième résolution, rejetés, 368 ; troisième résolution lue et agréée, 370 ; quatrième et cinquième résolutions lues et agréées, 390. Voir *Bills*, 6.

PONT DE ST-FRANÇOIS, LA CIE DU—:—Voir *St-François* ; aussi, *Bills*, 110.

PONTIAC ET LA JONCTION DU PACIFIQUE, CHEMIN DE FER DE—:—Interpellation, 156.

PONT PERRAULT :—Interpellation, 151.

PONT “ ROY : ”—Voir Lauzon, St-Etienne de— ; aussi, *Bills*, 61.

PONTS :—Loi amendant la loi concernant l'entretien de certains —, Voir *Bills*, 24.

PONTS EN FER :—Interpellation, 239.

PONT SUR LA RIVIÈRE CHAUDIÈRE :—Interpellation, 236.

PORTAGE DU FORT ET BRISTOL BRANCH, la compagnie du chemin de fer du— :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 11, 35 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 64. Voir *Bills*, 117.

POUVOIRS HYDRAULIQUES, Compagnie des—, de Saint-Hyacinthe :—Voir *Saint-Hyacinthe*, La compagnie de gaz, électricité et pouvoir de— ; aussi, *Bills*, 68.

PRÉFONTAINE, RAYMOND—et autres :—Voir *Labrador Electric Light Co.* ; aussi *Bills*, 133.

PRESBYTERIAN CHURCH OF CANADA, The—demandant des amendements à sa charte, 9, 13 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 75. Voir *Bills*, 67.

“ PRESSE ” Compagnie de “ La— :—Pétition de l'honorable M. T. Berthiaume et autres demandant une loi d'incorporation, 43 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 45. Voir *Bills*, 131. Voir *Privilege*.

PRIVILÈGES ET ELECTIONS :—Comité permanent des—, 7, 15. Premier rapport. *Quorum* de cinq, 28. Second rapport soumettant les documents produits au sujet de J. E. Girouard M. P. P., 422. Membres ajoutés à ce comité, 184.

PRIVILÈGES, QUESTION DE :—L'hon. M. LeBlanc soulève une—relative-
ment à la représentation du district d'Arthabaska, 142.

PRIVILÈGE, QUESTION DE :—L'hon. M. Déchène soulève une—relative-
ment à une assertion du journal " La Presse ", 142.

PRIVILÈGE, QUESTION DE :—L'hon. M. LeBlanc soulève une—à l'effet
que la Chambre a siéger après six heures, contrairement à l'ordre
de la Chambre, débat, question d'ordre, etc., 387.

PROCLAMATIONS :—Provoquant et convoquant la Législature, V à XIV.

PROTONOTAIRES DE LA COUR SUPÉRIEURE ET GREFFIERS DE LA COUR DE
CIRCUIT :—Interpellation, 49.

PROTONOTAIRE DU DISTRICT DE TERREBONNE :—Interpellation, 96.

PRUD'HOMME, EULALIE, ET AUTRES :—Voir *Gougeon, Maurice*. Aussi
Bills, 45.

PRUDHOMME, EUSTACHE :—Pétition demandant une loi concernant la
succession de—, 19, 26 ; rapport du comité des ordres perman-
ents sur l'avis, 35. Voir *Bills G.*

PULPE, BOIS DE :—Interpellations, 70, 96.

QUÉBEC, CITÉ DE :—

Pétition de la corporation demandant des amendements à sa charte,
9, 13 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 27.
Voir *Bills*, 36.

QUÉBEC :—Résolution concernant un règlement de compte entre le gou-
vernement et la cité de—, 338 ; comité général, 374 ; rapportée,
lu une 1ère fois, 377 ; agréée, 388. Voir *Bills*, 166.

QUÉBEC, COMPAGNIE DU PONT DE — : —Loi concernant un octroi à la—
et des subsides à des compagnies de chemin de fer. Voir *Bills*, 6.

QUÉBEC :—Documents concernant la construction d'un pont entre Qué-
bec et Lévis, 330. Voir *Documents, item*, 117.

QUÉBEC CENTRAL :—Pétition de la compagnie du chemin de fer de—de-
mandant des amendements à sa charte, 9, 13 ; rapport du comité
des ordres permanents sur l'avis, 27. Voir *Bills*, 46.

QUÉBEC EST :—Division électorale de—rendue vacante par la nomination de l'hon M. Shehyn au Sénat du Canada, 120. Voir *Shehyn*, l'hon. Jos.

QUÉBEC ET LAC SAINT-JEAN, CHEMIN DE FER DE— :—Petition demandant des amendements à sa chartre, 63 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 185. Voir *Bills*, 145.

Questions d'ordre :

Objection est faite par l'honorable M. Flynn que l'honorable Premier Ministre n'a pas répondu à une interpellation et, qu'en conséquence, la réponse donnée n'est pas dans l'ordre. M. l'Orateur décide que l'objection n'est pas fondée. Appel de cette décision, 86. Décision maintenue, 87.

Objection est faite par M. Tellier que l'honorable Premier Ministre n'a pas répondu à une interpellation et, qu'en conséquence, la réponse donnée n'est pas dans l'ordre, 87. M. l'Orateur décide que la question d'ordre n'est pas fondée, 91. Appel de cette décision, qui est maintenue, 92.

M. Rainville soulève une question d'ordre à l'effet que l'amendement de M. Bickerdike n'est pas convert par les avis publiés dans la "Gazette Officielle" et les journaux. M. l'Orateur constate que les avis ne couvrent pas l'amendement et maintient la question d'ordre, 230.

A une proposition d'ajournement du débat, l'honorable M. Nantel soulève la question d'ordre que la discussion doit être limitée à la motion de l'ajournement du débat. M. l'Orateur maintient la question d'ordre, 305.

A la motion pour seconde lecture du bill amendant la loi concernant l'entretien de certains ponts, l'honorable M. Pelletier soulève la question d'ordre que ce bill est un bill privé et ne peut être considéré comme un bill public. M. l'Orateur réserve sa décision, 211. M. l'Orateur décide que ce bill n'est pas un bill privé mais qu'il n'est pas dans l'ordre pour une autre raison : parce qu'il impose une charge publique et que les bills de cette nature doivent originer, par des résolutions, en comité général, 342.

L'honorable M. LeBlanc soulève une question d'ordre en prétendant qu'un sous-amendement n'est pas *relevant* de la question. M. l'Orateur décide que le sous-amendement est *relevant* de la question, 363.

QUESTION D'ORDRE :—*Suite*.

L'honorable M. Déchène soulève le point d'ordre : 1^o Qu'un sous-amendement est irrégulier parce qu'il se rapporte à des items du budget actuellement soumis à la Chambre ; 2^o Parce qu'il tend à faire déclarer à la Chambre que le budget de l'agriculture, qui sera soumis à la Chambre en 1901, constatera une diminution des crédits affectés à l'agriculture. M. l'Orateur décide que le point d'ordre n'est pas fondé, 336.

A une proposition d'ajournement, l'honorable M. LeBlanc soulève la question d'ordre que le député de Maskinongé n'a pas le droit de proposer l'ajournement parce qu'il a déjà parlé sur la question. M. l'Orateur maintient la question d'ordre, 387.

L'honorable M. Nantel soulève la question d'ordre qu'un député n'a pas le droit de parler une deuxième fois sur la même question. M. l'Orateur maintient la question d'ordre, 386.

L'honorable M. Pelletier soulève la question d'ordre qu'un député ne peut pas citer un dossier officiel qui n'a pas été produit régulièrement devant la Chambre et qu'il doit s'en tenir à la question. M. l'Orateur maintient la question d'ordre sur les deux points, 393.

REBOUTEURS :—Voir *Bills*, 106.

RECORDER, COUR DU,—MONTREAL :—Interpellation, 426.

RÉGISTRES DES JUGES DE PAIX :—Loi amendant la loi concernant les—
Voir *Bills*, F.

RÈGLES DE LA CHAMBRE :—

1. Règle 49 suspendue, 68, 74, 82.
2. Règle 51 suspendue, 76, 81, 102.
3. Règle 57 suspendue, 199.
4. Autres règles suspendues, 174, 176, 202, 272.
5. Paragraphe 5 de la règle 57 suspendu, 231.
6. Motion pour suspension du paragraphe 5 de la règle 57, rejetée, 241.
7. Paragraphe 5, de la règle 57, amendé, 420.

RESTIGOUCHE, RIVIÈRE :—Voir *Documents, item, 125.*

RICHARD, EDOUARD :—Interpellation, 54.

RIOUX, EMILE :—Pétition demandant son admission au Barreau, 63 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 75. Voir *Bills, 120.*

RIVIÈRE MAILLOUX :—Voir *Documents, item, 96.*

ROBIDOUX, HONORABLE M. :—Voir *Documents, item, 5.*

ROYAL INSTITUTION FOR ADVANCEMENT OF LEARNING, THE :—Pétition demandant une loi pour étendre ses pouvoirs, 10, 13 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 27. Voir *Bills, 43.*

ROYAL TRUST COMPANY, LA :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 21, 35 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 46. Voir *Bills, 33.*

SACRÉ-CŒUR DE JÉSUS DE MONTRÉAL, ÉGLISE DE LA PAROISSE DU :—Pétitions des syndics demandant une loi pour imposer une nouvelle cotisation, 19, 26 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 64. Voir *Bills, 42.*

SAVARD :—Voir *Documents, item, 53.*

SÉANCES DU SOIR :—Motion de M. Chicoyne à l'effet de modifier les règles de procédure de la Chambre de manière à supprimer les—; motion retirée, 345.

SECRÉTAIRES-TRÉSORIERS DES MUNICIPALITÉS :—Statistiques municipales. Voir *Documents, item, 134.*

SERMENTS D'OFFICE :—Acte relatif à la prestation des—. Voir *Bills, 1.*

SERVICE CIVIL :—Voir *Documents, item, 127.*

SESSION :—Etat des travaux de la présente session, 423.

SHEHYN, L'HON. JOS :—Appelé au Sénat du Canada pour y représenter la division des Laurentides, 120. Voir *Québec-Est.*

SHERBROOKE, CITÉ DE :—Pétition de la corporation demandant des amendements à sa charte, 9, 13 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 27. Voir *Bills, 48.*

SHERBROOKE, PALAIS DE JUSTICE DE :—Interpellation, 106.

SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE :—Interpellation, 219.

SOCIÉTÉ D'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :—Résolution de l'hon. M. Déchêne concernant la—, 286. Consentement du Lieutenant-Gouverneur ; comité général, rapportée, agréée, 309. Voir *Bills*, 156.

SOCIÉTÉ D'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :—Loi concernant la—. Voir *Bills*, 156.

SPENCER WOOD :—Interpellation, 71.

STATISTIQUES DE CHEMINS DE FER :—Voir *Documents*, *item* 20.

STATUTS REFONDUS :—

Loi amendant la section 17, du titre 11, des—, relative aux compagnies d'assurance mutuelles. L'hon. M. Archambault. Voir *Bills*, E.

Loi amendant l'article 79*a* concernant la qualification des membres du Conseil législatif. L'hon. M. Gilman. Voir *Bills*, H.

Loi amendant l'article 3560*a* des—. L'hon. M. Archambault. Voir *Bills*, Q.

Loi amendant l'article 3438 des—. M. Gouin. Voir *Bills*, 21.

Loi amendant l'article 4529 des—. M. Panneton. Voir *Bills*, 23.

Loi amendant l'article 5561 des—. M. Duplessis. Voir *Bills*, 88.

Loi amendant l'article 1651 des—. M. Champagne. Voir *Bills*, 101.

Loi amendant l'article 3998 des—. M. Tellier. Voir *Bills*, 106.

Loi validant certains actes de transport d'immeubles sujets au droit imposé par l'article 1191*a* des—. L'hon. M. Marchand. Voir *Bills*, 154.

Loi amendant l'article 5556 relatif aux mauvaises herbes. M. Blanchard. Voir *Bills*, 155.

Loi amendant l'article 1095 des—. M. Chicoyne. Voir *Bills*, 168.

STEPHENS, HONORABLE GEO. W. :—Voir *Documents*, *item*, 76.

STE-ANGÈLE :—Pont dans la paroisse de—Interpellation, 85.

STE-ANNE DE BELLEVUE, VILLE DE :—Pétition demandant une loi pour reviser les lois organiques de la corporation de—, 40 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 94. Voir *Bills*, 128.

ST-ANTOINE DE LAVALTRIE :—Pétitions des citoyens de—s'opposant à la loi pour détacher cette paroisse du comté de Berthier et l'annexer au comté de l'Assomption. Voir *Lavaltrie*.

ST-DENIS DE MONTRÉAL, EGLISE DE LA PAROISSE DE :—Pétition des syndics demandant une loi leur permettant d'emprunter pour la construction d'une église, 19, 26 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 35. Voir *Bills*, 31.

ST-ELIE DE SHAWINIGAN :—Interpellation, 106.

ST-ETIENNE DE LA MALBAIE :—Interpellation, 70.

ST-ETIENNE DE LAUZON :—Voir *Lauzon* ; aussi *Bills*, 61.

ST-FRANÇOIS :—Loi concernant le district judiciaire de—. Voir *Bills*, 29.

ST-FRANÇOIS, DISTRICT DE :—Interpellation, 106.

ST-FRANÇOIS, LA CIE DU PONT DE :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 21, 35 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 45. Voir *Bills*, 110.

ST-GEORGES, SYNDICS DE LA PAROISSE DE :—Pétition de Charles Morin et autres. demandant l'autorisation pour les— de dresser un nouvel acte de cotisation, 10, 14 ; rapport du comité permanent sur l'avis, 27. Voir *Bills*, 38.

ST-HENRI, CITÉ DE :—Pétition de la corporation demandant une loi pour modifier sa charte, 40 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 45. Voir *Bills*, 142.

ST-HYACINTHE, CIE DE CHEMIN DE FER ÉLECTRICQUE DE :—Pétition demandant une loi d'incorporation, 21, 35 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 45. Voir *Bills*, 62.

ST-HYACINTHE, LA CIE DE GAZ, ÉLECTRICITÉ ET POUVOIR DE :—Pétition de la Cie des Pouvoirs hydrauliques de— demandant à changer son nom en celui de—, 19, 26 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis. Voir *Bills*, 68.

ST LAWRENCE NORTH WESTERN CO., THE :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 40 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 45. Voir *Bills*, 41.

ST-LOUIS, VILLE DE :—Pétition de la corporation de la—demandant des amendements à sa charte, 40 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 64. Voir *Bills*, 69.

ST-PAUL, CORPORATION DE LA VILLE DE :—Pétition demandant une loi pour réviser ses lois organiques, 39 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 75. Voir *Bills*, 124.

ST-PAUL DE MONTRÉAL, LA PAROISSE DE :—Pétition demandant une loi concernant la construction de l'église, sacristie et presbytère de la—39 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 45. Voir *Bills*, 125.

SAINT-PIERRE DE LA POINTE-AUX-ÈSQUIMAUX :—Voir *Bills*, 165.

SAINT-PIERRE, JEAN :—Voir *Documents*, *item*, 11.

Subsides :

1. Estimés supplémentaires pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1900, 23 ; renvoyés au comité des subsides, 23. Voir *Document No 1a*.
2. Estimés pour l'année finissant le 30 juin 1901, 23 ; renvoyés au comité des subsides, 23. (*Document No 1*).
3. La Chambre devant se former en comité des subsides, 12, 24.
4. La Chambre en comité, 23, 31, 43, 123, 191, 206, 216, 251, 293, etc.
5. Résolutions rapportées, 24, 44, 129, 192, 207, 252, etc.
6. Seconde lecture remise à plus tard, 24, 44.
7. Lues la seconde fois et adoptées, 34, 37, 58, 167.

SUBSIDES :—Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1900 et le 30 juin 1901, et pour d'autres fins du service public. Voir *Bills*, 63.

SUBSIDES AUX CHEMINS DE FER :—Interpellations, 156, 220.

SUBVENTIONS AUX ENTREPRISES INDUSTRIELLES :—Résolution de M. Chicoyne proposant d'enlever aux corporations municipales le pouvoir de subventionner les entreprises industrielles. Motion soumise à la Chambre, 49 ; débat ajourné, 49 ; reprise du débat et question référée au comité spécial, 56 ; premier rapport nommant M. Dessaulles, son président, 59 ; 2ème rapport, recommandant l'envoi d'une circulaire aux municipalités, 76.

SUBVENTIONS AUX MUNICIPALITÉS PAUVRES :—Interpellation, 69.

SUCCESSIONS :—Loi amendant la loi imposant des droits sur les successions en réduisant ces droits de moitié. Voir *Bills*, 149.

SUCCESSIONS :—Taxes sur les—. Interpellation, 66.

SURINTENDANT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—Interpellation, 303.

SUTHERLAND WILLIAM :—Pétition demandant son admission à l'exercice de la profession de chirurgien dentiste, 40 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 51. Voir *Bills*, 72.

TÉLÉPHONE :—Loi concernant la construction des lignes téléphoniques. Voir *Bills*, 14.

TERREBONNE : Interpellation, 197.

TERREBONNE, DISTRICT DE :—Interpellation, 96.

TERRES DE LA COURONNE :—Loi amendant la loi concernant la vente et l'administration des—. Voir *Bills*, 7.

TERRES, FORÊTS ET PÊCHERIES :—Voir *Documents, items*, 70, 104, 112, 118, 127, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144. Forêts, 53 ; Pêche et Chasse, 64.

TERRES, FORÊTS ET PÊCHERIES :—Interpellation, 151.

TRANSIT INSURANCE COMPANY, LA :—Pétition de Octave Meunier et autres demandant une loi d'incorporation ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 207. Voir *Bills*, 151.

TROIS RIVIÈRES :—Voir *Documents, item*, 148.

TROIS-RIVIÈRES, VILLE DES :—Pétition de la corporation demandant une loi amendant et refondant sa charte, 13, 21 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 60. Voir *Bills*, 111.

TRUDEAU, H. ET AUTRES :—Pétition de— s'opposant aux amendements à la charte de la ville de St-Laurent, 63.

TURCOT, THÉLESPHORE G. :—Pétition demandant son admission à l'exercice de la profession de chirurgien-dentiste, 39 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 60. Voir *Bills*, 59.

TURNPIKE ROAD COMPANY :—Etat des affaires de la— de l'île Jésus, comté de Laval, pour 1899. (*Document No 22*.)

VANIER, EDMOND :—Pétition de Joseph Vanier demandant une loi concernant la curatelle de—, 40 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 122. Voir *Bills*, 55.

VERCHÈRES :—Jugement dans l'élection contestée de—, 2.

VILLERAY, VILLAGE DE :—Pétition de la corporation demandant l'annexion de certains terrains, 93 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 122. Voir *Bills*, 129.

VISITATION DE LA BIENHEUREUSE VIERGE MARIE, PAROISSE DE LA :—Pétition pour ériger en municipalité la—et pour l'annexer au comté de Yamaska pour les fins judiciaires, municipales et d'enregistrement, 21, 35 ; rapport du comité des ordres permanents, 185.

WATEROUS ENGINE WORKS CO vs LA REINE :—Interpellation, 298.

WHYTE, MARY HENRIETTA :—Voir *Bryson, John*— ; aussi, *Bills*, 146.

WOMEN CHRISTIAN TEMPERANCE UNION :—1. Pétition de la—demandant de refuser des subventions aux expositions ouvertes le dimanche, 138.

2. Pétition demandant de défendre l'usage du tabac aux mineurs, 138.

3. Pétition demandant d'empêcher le vagabondage, 138.

4. Pétition demandant d'augmenter les attributions des inspectrices de fabriques, 138.

YAMASKA :—Voir *Bills*, 85.

YOUNG MEN'S HEBREW BENEVOLENT SOCIETY :—Pétition de la—demandant de changer son nom, 9, 13 ; rapport du comité des ordres permanents sur l'avis, 27. Voir *Bills*, 44.